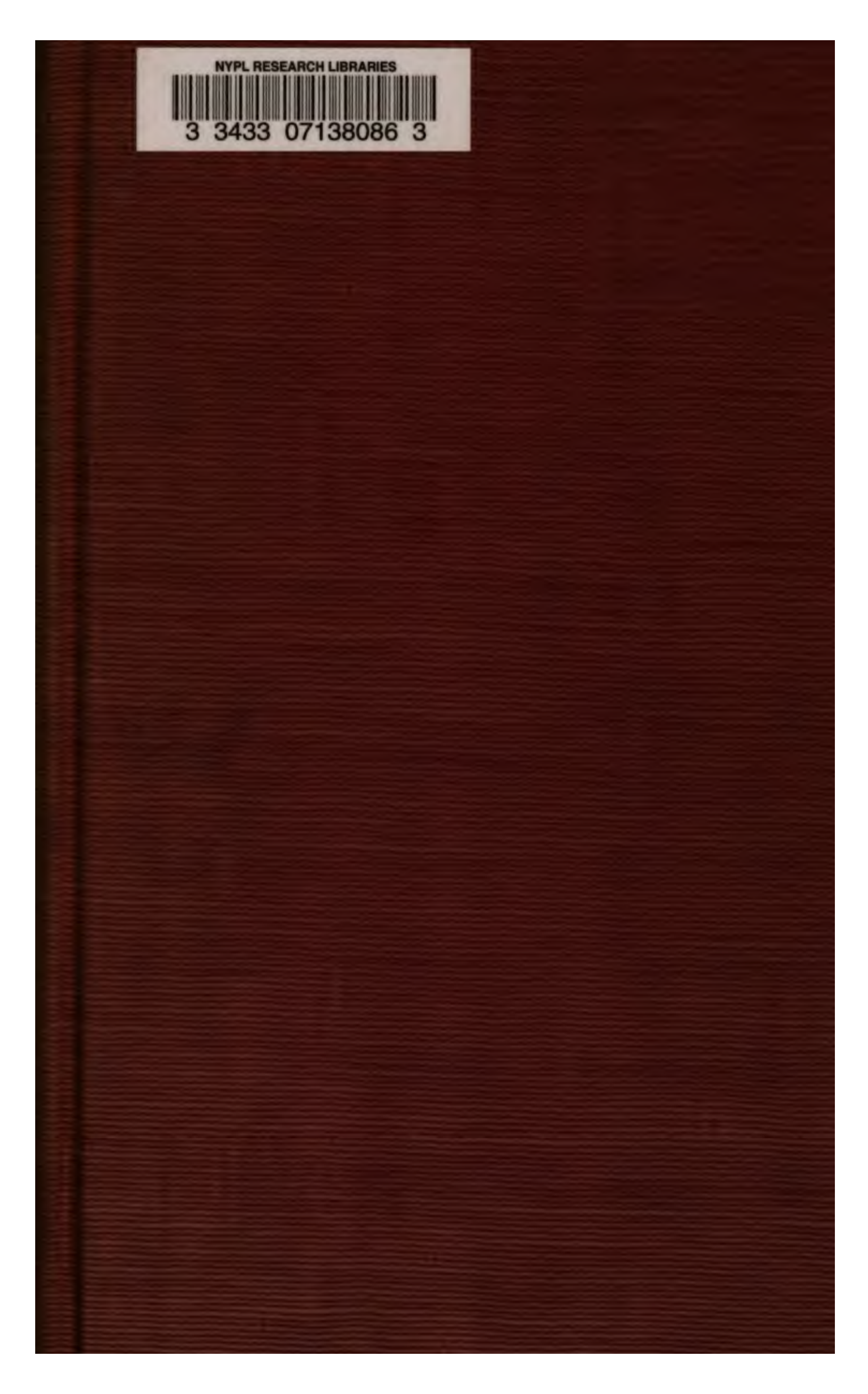
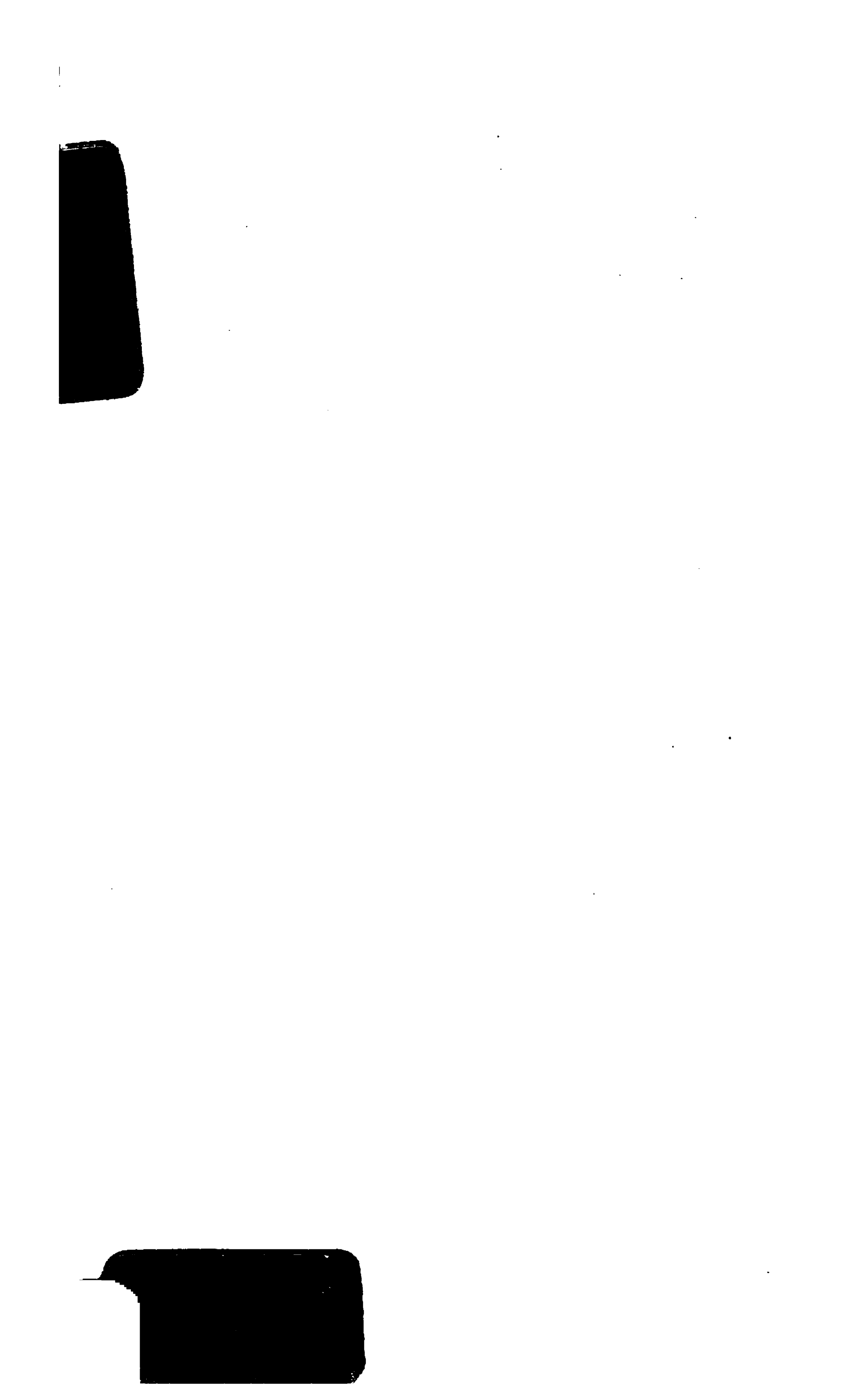




HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE.

TOME SEPTIÈME.

DIRECTOIRE EXÉCUTIF.

TOME PREMIER.

On trouve dans la même Librairie :

Collection de seize Gravures représentant les principaux événemens de la Révolution française, soigneusement exécutées au burin, pour l'*Histoire de la Révolution*, par M. Ch. Lacretelle .... 8 fr.

— La même Collection, avant la lettre.......... 16 fr.

HISTOIRE
DU
DIRECTOIRE
EXÉCUTIF;

PAR M. CH. LACRETELLE,

L'UN DES QUARANTE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE, PROFESSEUR D'HISTOIRE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

TOME PREMIER.

A PARIS,

CHEZ TREUTTEL ET WÜRTZ, LIBRAIRES,

RUE DE BOURBON, N° 17;

A STRASBOURG ET A LONDRES, MÊME MAISON DE COMMERCE.

1826.

HISTOIRE

DU

DIRECTOIRE EXÉCUTIF.

LIVRE PREMIER.

Dans la distribution des faits, je m'efforce, autant que je le puis, de donner à chaque livre de cette histoire un point de vue dominant. Je me vois obligé de rassembler dans celui-ci beaucoup de faits épars ; je crains que ce travail ne fatigue quelquefois l'attention de mes lecteurs ; mais il rendra ensuite notre marche plus simple et plus facile.

Par la constitution nouvelle, et par la catastrophe du 13 vendémiaire, le sort de la France était confié à cinq magistrats suprêmes nommés Directeurs. Je vais dire un mot sur chacun d'eux. Portrait des cinq Directeurs.

Rewbell était un avocat alsacien qui, dans

1795-1796. l'Assemblée constituante et dans la Convention, avait parlé fréquemment, mais sans éclat et sans justesse. Un accent fortement empreint de germanisme, une élocution vulgaire et peu correcte, une voix rude, un esprit argutieux, et qui se sentait toujours des habitudes de la chicane, le préparaient mal aux succès de la tribune. Mais il s'était rendu contre les principaux orateurs le représentant de la médiocrité envieuse. Aussi obtenait-il un accès facile dans tous les comités. Il était, à la Convention, de ce faible parti qui s'efforçait de tenir la balance égale entre Roberspierre et Vergniaud, et qui par pusillanimité fit triompher le premier. Un autre effet de sa peur, quoiqu'il eût l'art de la masquer sous un air d'indépendance et de rudesse, fut de lui faire condamner les jours de son Roi. Quand la peur ne le dirigeait plus, une opiniâtreté invincible lui tenait lieu de caractère. Son humeur bourrue, son esprit défiant paraissaient un témoignage toujours subsistant de son républicanisme. Il passait pour fort avide. La vérité est qu'il n'a laissé qu'une fortune médiocre.

On disait de La Réveillère-Lépeaux, avocat angevin, que son esprit ressemblait à sa taille

qui était contrefaite. Dans le commerce de la 1795-1796. vie, il était sincère, doux, obligeant, chaque fois qu'on n'éveillait pas son humeur trop susceptible. La modération de ses désirs, l'absence de tout besoin artificiel, la félicité qu'il pouvait trouver dans la plus obscure retraite, montraient qu'il possédait le plus heureux secret de la philosophie pratique et privée. Heureux s'il n'avait pas voulu s'élancer dans les champs de la philosophie spéculative, sur les pas de l'auteur du *Contrat social*. Presque toutes les institutions humaines paraissaient fausses à son esprit faux. Ami des Girondins, il vota avec les principaux d'entre eux la mort du Roi, et se crut encore philanthrope. Si l'orgueil est dangereux pour un homme supérieur, il est bien plus encore une source d'erreurs et quelquefois de crimes pour un homme médiocre. La Réveillère-Lépeaux, mis hors la loi par les Jacobins, garda sa haine contre les royalistes. Le désir de fonder le règne de la loi naturelle sur les ruines de ce christianisme, qui seul peut lui donner une âme, une inspiration, un corps, un culte, une sanction certaine, un complément nécessaire, devint le rêve dominant de son orgueil. La contradiction l'irrita, et sa philanthropie se

1795-1796. monta à une rage égale à celle des plus odieux persécuteurs de la religion chrétienne.

Le vicomte de Barras, que déjà cette histoire a montré sous des aspects fort divers, issu d'une ancienne famille de la Provence, était neveu de l'un des marins qui s'étaient le plus illustrés dans la guerre d'Amérique. Les déréglemens de sa jeunesse l'avaient précipité dans le parti de la révolution. Membre de la Convention, il se persuada que, pour un noble dont les parens combattaient à l'armée de Condé, il n'y avait qu'un poste sûr, celui de *la Montagne*. Les Conventionnels, dans tous leurs dangers, aimaient à recourir à Barras, qu'une stature haute, des traits distingués, des manières engageantes, un air d'audace et de fierté, quelque habitude des camps, et peut-être son nom même, désignaient comme un homme d'action et né pour le commandement. Il avait concouru au 9 thermidor, et il était le chef de la petite armée qui arrêta Roberspierre et les odieux suppôts de sa tyrannie. C'était lui qui, au 4 prairial, avait soumis le faubourg Saint-Antoine. La Convention croyait lui devoir sa victoire du 13 vendémiaire, au moins concurremment avec Bonaparte. Dès que la pourpre directoriale eut

rehaussé sa bonne mine, il ne craignit plus d'offenser par un faste insolent la cynique austérité des Jacobins ses frères. Seul entre ses sévères collègues, il eut une cour assez somptueuse, et fort livrée aux plaisirs. Il se résignait à être salué du titre de citoyen, mais sous la condition de vivre comme un prince. Quand les Jacobins pénétraient jusque dans son palais, il tâchait de répéter avec eux son rôle de vieux montagnard, et tempérait ses grands airs par des mots, des plaisanteries, ou des imprécations dignes de leur ancienne fraternité. Quelques uns de ces républicains revenaient mortellement offensés de ce faste royal; mais le plus grand nombre prenaient goût à cette agréable métamorphose, et briguaient de hauts emplois, pour signaler leur conversion. Barras traitait avec inapplication au Conseil les affaires difficiles. C'était par la tactique révolutionnaire qu'il songeait à briller. Du reste, il fallait le satisfaire pour une foule d'emplois que sollicitaient ses courtisans et ses favoris. Comme il mettait souvent à l'épreuve la complaisance de ses collègues, que la nature avait créés, pour la plupart, d'une humeur assez rébarbative, il tâchait de leur persuader qu'au faîte de la 1795-1796.

1795-1796. puissance, ils ne pouvaient dormir que protégés par son épée.

La nomination de Carnot avait causé quelque épouvante, non qu'on le crût violent et cruel par nature, mais parce que le titre de membre du décemvirat, de collègue de Billaud-Varennes et de Collot-d'Herbois causait un frémissement involontaire. On l'avait vu refuser de séparer sa cause de celle de ces hommes odieux, au moment où il s'agissait de proscrire ces éternels proscripteurs. Carnot se piqua de montrer que cet acte de courage ne devait point faire supposer en lui des sentimens ni des principes sanguinaires. Entré dans le pouvoir, il se déclara pour la modération avec plus de franchise et de persévérance que ne l'avaient fait les Thermidoriens. On le vit même prendre plus d'ombrage des Jacobins que des royalistes, quoique ces derniers ne se piquassent pas d'une sévère prudence. Toujours passionné pour des combinaisons militaires dont la nature lui avait donné le génie, il voulait être le Louvois des armées de la république. Tout lui était devenu facile. Il ne s'agissait plus, comme en 1793 et 1794, de réparer d'épouvantables revers, de créer quatorze armées, de combi-

ner leurs mouvemens, au sein de l'effroyable 1795-1796.
anarchie qui régnait dans l'intérieur et dans les camps, enfin de deviner le talent du général parmi des soldats qui se ressemblaient tous par l'intrépidité. Aujourd'hui les armées et les généraux n'avaient plus qu'à suivre l'impulsion de la victoire. Les talens s'étaient partout révélés, et partout surpassaient leurs promesses.

Carnot trouvait dans le cinquième Directeur, Le Tourneur de la Manche, un appui fidèle pour tous ses plans de modération.

La Réveillère-Lépeaux d'abord se joignit à eux. Mais cet esprit faux, que la peur, la défiance et l'orgueil fascinaient à l'envi, en vint bientôt au point de voir le plus perfide des royalistes dans ce Carnot, qui partageait avec lui le poids d'un régicide, et dont la signature avait acquis une si épouvantable célébrité, comme membre du comité de salut public.

Politique du Directoire; nouveaux usages.

Le palais du Luxembourg, élevé dans un genre simple et noble par Marie de Médicis, occupé par Monsieur, frère de Louis XVI, avant la révolution, et qui, sous la terreur, était devenu l'une des prisons les plus redoutables et les plus peuplées, servit de palais

1795-1796. au Directoire. Cinq magnifiques fauteuils, qu'on pouvait prendre pour des trônes, les recevaient dans leurs solennités; couverts de manteaux éclatans, ils donnaient audience à des ambassadeurs, dont l'affluence redoublait par l'effet des victoires de Bonaparte et des autres généraux. Ces pompes rares et faibles, en rappelant quelque ombre de la royauté, faisaient demander à quel titre cinq orateurs des plus vulgaires, et tous souillés par un vote dont la France avait horreur, présidaient aux destinées d'une nation qui au-dehors allait toujours s'agrandissant. On eût dit cinq magistrats donnés par le sort. Le pouvoir, en France, se trouvait séparé des deux grands mobiles qui rendent l'obéissance plus facile en l'ennoblissant, l'amour et la gloire.

Les cinq Directeurs, qui se partageaient pour un temps la prérogative royale, eurent soin de choisir la plupart de leurs ministres parmi leurs collègues de la Convention enchaînés par un même vote. Charles La Croix eut les affaires étrangères; Ramel les finances; Merlin de Douai, auteur de la loi des suspects, vint remplacer au ministère de la justice nos d'Aguesseau et nos Harlay. On créa un ministère de police générale : ce pouvoir

nouveau hérita de la haine portée aux *comités* 1795-1796.
des recherches et de sûreté générale, dont il semblait rappeler l'action. Le conventionnel Cochon l'Apparent le dirigea avec fermeté et vigilance contre les Jacobins. Bientôt on le rendit terrible aux royalistes. Deux autres ministres qui ne tenaient point à la Convention déployèrent, dans des circonstances difficiles, de puissantes ressources de l'esprit administratif. L'un était M. Benezech, ministre de l'intérieur; l'autre M. Pétiet, ministre de la guerre. Tous deux étaient ennemis des mesures violentes. La faveur qu'ils trouvèrent auprès des gens de bien excita bientôt les ombrages du directeur Rewbell.

Ce fut une chose remarquable que la docilité respectueuse et presque craintive avec laquelle des Conventionnels, formés aux habitudes du proconsulat et de la plus violente dictature, reçurent dans les deux Conseils l'impulsion de cinq hommes, leurs égaux en médiocrité. Une confiance sans bornes tint lieu aux nouveaux magistrats des attributions les plus vastes : ils eurent par le fait l'initiative et la sanction des lois. Les messages du Directoire exécutif étaient reçus avec une insigne faveur, lors même qu'ils portaient des

1795-1796. avis impérieux. Tout le parti sentait le besoin d'opposer une forte discipline au royalisme qui, avant le 13 vendémiaire, avait déployé toutes ses forces, et ne les avait pas même perdues par cette journée.

On avait eu beau combiner les élections dans le sens le plus démocratique, et y appeler un grand renfort de prolétaires, le tiers d'élections qu'on avait laissé libre n'avait guère amené, même sous le canon de Bonaparte, que des députés dont le royalisme était plus réfléchi qu'impétueux. Du reste, ces nouveaux députés, parmi lesquels se faisaient remarquer MM. Pastoret, Siméon, L'Émerer, etc., dans le conseil des Cinq-Cents, et MM. Portalis, Barbé-Marbois, Tronçon du Coudray, dans le Conseil des Anciens, professaient ouvertement leur haine pour les lois révolutionnaires. Le Directoire et ses amis consentaient bien à modifier un peu ces lois conçues par le génie du plus affreux despotisme; mais ils tendaient à leur donner un caractère de perpétuité effrayant.

Les écrivains royalistes les plus distingués étaient alors frappés de condamnations à mort prononcées par contumace, par les commissions militaires du 13 vendémiaire.

L'autorité n'avait voulu, par cette effroyable 1795-1796.
menace, que les disperser et les réduire au silence. Peu surveillés dans d'aimables retraites où une noble hospitalité les payait de leur zèle, ils osèrent bientôt en sortir, rentrer dans Paris, renouveler leur ligue, et la fortifier par d'adroits ménagemens. Les autres condamnés suivirent bientôt leur exemple. Comme les restes du terrorisme s'agitaient alors, le Directoire, déjà déterminé à un système de contrepoids politique, qui depuis a été surnommé *la bascule*, était obligé de se montrer aux royalistes dans sa phase de douceur et d'indulgence. Soixante-dix condamnés à mort s'offraient partout d'un air délibéré, et même fort gai. Proscrits, quoique sans une rigueur réelle, ils se sentaient plus animés à plaider la cause de tous ceux sur lesquels pesait la rigueur constante et inexorable des lois révolutionnaires; ils se regardaient comme les défenseurs-nés des prêtres qui réunissaient encore un petit nombre de fidèles dans les bois et les cavernes; des émigrés qui posaient un pied timide sur le sol de cette patrie dont l'image les poursuivait partout, et dont la gloire militaire les enorgueillissait, lors même

1795-1796. qu'elle semblait perpétuer leur misère; enfin des parens de ces émigrés frappés d'un cruel séquestre, et cruellement surveillés dans tous les mouvemens de leur pitié et de leur tendresse.

Les condamnés du 13 vendémiaire ne tardèrent pas à se présenter dans les prisons pour purger leur contumace. C'était à des jurés qu'ils venaient demander la révision de ces jugemens cruels, et les jurés avaient pour la plupart marché dans leurs rangs durant le fatal combat de cette journée. Les absolutions ne se faisaient point attendre. Les jurés en vinrent à déclarer qu'il n'y avait point eu de conspiration au 13 vendémiaire. Le Directoire et les Conventionnels frémissaient; mais casser des jugemens par jurés, c'était renverser la constitution, leur propre ouvrage et le titre de leur puissance; ils ne l'osaient pas encore.

Conspiration de Gracchus-Babœuf. Evénemens qui la suivirent.

Je viens de parler des sujets d'alarmes que les Jacobins les plus endurcis donnaient au Directoire. La Convention les avait appelés sous ses étendards, le 13 vendémiaire. Quoique à peu près inutiles à la victoire, ils en réclamaient tout l'honneur. On leur avait refusé de nouvelles lois de pillage et de sang. Tout les choquait dans une république où

le pouvoir osait revêtir des insignes assez éclatans. Redevenus assez puissans pour faire tolérer leurs réunions furibondes, ils demandaient à grands cris que l'on rouvrît pour eux ce club des Jacobins, théâtre de leur toute-puissance. La politique du Directoire voulut les éloigner de ce centre de Paris, et les exila au loin dans un magnifique asile; c'était cette église de Sainte-Geneviève qui, sous le nom nouveau de Panthéon, avait été vouée d'abord à l'idolâtrie de la scélératesse. Quoique Marat eût été rejeté de ce lieu, il en devint encore la divinité. L'apologie, ou plutôt l'apothéose de Roberspierre consacra l'inauguration du nouveau club. Un homme se présentait pour succéder au rôle du tyran populaire : il se nommait Babœuf, et il avait pris le surnom de Gracchus. Quoique son audace égalât sa perversité, et qu'il ne manquât pas de faconde révolutionnaire, il n'avait eu encore qu'une existence obscure parmi les Jacobins; il les charma quand il entreprit de leur prouver que les amis de la liberté n'avaient vu périr leur puissance que pour en avoir fait un usage trop timide. « Roberspierre, disait-il, a man-« qué le but, en n'osant pas prononcer le « nom de *loi agraire*. On a dépouillé quel- 1795-1796.

1795-1796. « ques riches, mais sans oser enrichir des « pauvres. Les *sans-culottes*, conduits par des « guides trop circonspects, se sont piqués de « l'imbécile scrupule de rester dans leur in- « digence. L'aristocratie est dans les richesses : « qu'elles passent des mains d'un Villeroi, « d'un Laborde, dans celles de Danton, de « Barras, de Rewbell, c'est toujours une « même aristocratie qui poursuit les patriotes, « qui opprime et affame le peuple, et le ré- « duit à un perpétuel *ilotisme*. Le peuple « était exclu de la propriété en France. Le « peuple, qui fait seul la force de la patrie, « doit être seul propriétaire; il doit l'être « avec égalité. Point d'égalité vraie sans celle « des richesses. Tous les grands d'autrefois « doivent à leur tour être réduits à l'*ilotisme*; « sans cela, vous ne verrez qu'une révolution « tronquée. Voilà les principes qu'un Lycur- « gue et que le Gracchus dont j'ai ambitionné « de porter le grand nom, auraient appliqués « à la France révolutionnaire, à la France « république. »

Ce n'était pas seulement dans des discours prononcés devant les plus affidés partisans, c'était dans des feuilles quotidiennes que Gracchus-Babœuf énonçait des principes de

cette sorte. Le peuple, qui avait lu avec une avidité funeste les feuilles atroces de Marat et du père Duchesne, ne fut que médiocrement ému des promesses plus magnifiques du nouveau tribun. Elles arrivaient trop tard; la crédulité populaire était épuisée. On savait bien que le plus vaste pillage n'appartenait qu'aux membres des comités révolutionnaires; aussi formaient-ils presque seuls le parti de Gracchus-Babœuf : il s'y joignait un certain nombre de Conventionnels expulsés, qui ne pouvaient pardonner à leurs collègues de se croire ou de se prétendre étrangers aux crimes et aux turpitudes qui leur étaient reprochés. Bientôt ils crurent trouver un appui plus puissant dans un député qui sortait des prisons de l'Autriche; c'était le trop fameux maître des postes de Sainte-Ménéhould, Drouet; il venait de faire au Conseil des Cinq-Cents un récit emphatique de sa captivité; on avait su par lui que les généraux autrichiens Colloredo et La Tour, après l'avoir fait prisonnier à sa sortie de Maubeuge, lui avaient fait expier par beaucoup de tourmens et d'affronts les malheurs du Roi qu'il avait fait arrêter à Varennes, et ensuite condamné à mort. Dans son récit, il 1795-1796.

1795-1796. avait eu le front ou la sottise d'insérer une étrange réponse qu'il avait faite à des officiers allemands, peu frappés de la majesté de son titre de représentant du peuple : « Apprenez, « leur avait-il dit, que je suis un représen- « tant de la France, comme François II est « un représentant de l'Allemagne. » Suivant lui, cette lumineuse comparaison avait frappé tous les esprits, et lui avait obtenu plus de considération, et un traitement plus supportable.

Drouet rentré en France avait pleuré la mort de Roberspierre : mais son titre de *martyr vivant de la liberté* lui donnait quelque espoir d'être regardé comme un digne successeur du *plus vertueux des patriotes*. Gracchus-Babœuf caressa l'orgueil de ce personnage, et se crut assez sûr de garder avec lui le premier rang. Les Santerre, les Rossignol, et d'autres généraux ou officiers souillés des mêmes ignominies, offrirent tout bas leur appui aux terroristes du Panthéon. Babœuf cachait, sous l'extravagante audace de ses principes agrairiens, le plan d'une conspiration dont le but était d'égorger les cinq membres du Directoire, leurs ministres, la plupart des membres des deux Conseils, enfin

tous ceux des royalistes que le comité de salut public n'avait pas eu le temps de frapper. On ne vit jamais un conspirateur plus scrupuleux à écrire toutes ses pensées. Le recueil des pièces trouvées chez lui fut immense. Elles étaient toutes écrites de sa main; et cependant il avait exercé son imagination, pour arriver aux précautions les plus recherchées du mystère. Les discours tenus au Panthéon, les journaux du parti même, que Babœuf remplissait de sa verve prolixe, ne devaient contenir que des théories ou des déclamations assez vagues, pour échapper à l'action des tribunaux. Un comité directeur ou insurrecteur correspondait seul avec des comités qui restaient entre eux sans communication. Dans cette hiérarchie de conjurés, il y avait aussi des réunions, qui n'étaient guère que des épreuves, pour ceux dont on était le moins sûr, et auxquels on ne faisait que des révélations insignifiantes, ainsi qu'il arrive dans les humbles grades de la franc-maçonnerie. Du reste, Babœuf, dans ses volumineux cartons, n'avait laissé échapper le nom d'aucun de ses nombreux complices. Ils étaient convenus de signes de reconnaissance qui variaient souvent. En vain s'étaient-

1795-1796.

1795-1796. ils prescrit quelque réserve dans leurs discours au Panthéon ; tout club repousse le secret. Les propositions les plus anarchiques, et souvent même des menaces directes, harcelaient le Directoire, et troublaient tout sommeil au Luxembourg. Toutes les élégances et toutes les délices de la cour de Barras étaient durement frondées par les vieux porteurs du bonnet rouge. Les dames dont il s'entourait étaient en butte aux plus grossiers sarcasmes. Le Directoire prit le parti de mettre ordre à un si fâcheux voisinage ; et Bonaparte, qui depuis sa victoire de vendémiaire avait reçu le titre de général de l'armée de l'intérieur, fut chargé de fermer le Panthéon ; ce qu'il fit sans hésiter. Mais les Jacobins, éconduits du lieu de leurs bruyantes réunions, n'en devenaient que plus dangereux. Un silence absolu favorisait leurs complots. Quelques vieux et sales repaires du faubourg Saint-Marceau leur offraient des asiles plus sûrs. Cependant le ministre de la police recevait les révélations de quelques hommes qui se montraient pleins d'ardeur pour une entreprise dont ils trahissaient chaque jour le secret. Gracchus-Babœuf fut arrêté avec trois conventionnels, Chasles, Laignelot, Ricord,

Antonelle ex-juré du tribunal révolutionnaire, Germain, d'Arthès, et le général Rossignol. Ce qui prouvait la profonde sécurité de Babœuf, c'est qu'il n'avait brûlé aucun des papiers où ses crimes projetés étaient écrits à chaque ligne. Le député Drouet fut arrêté le lendemain. La constitution avait créé une haute cour nationale, pour juger les délits imputés aux différens fonctionnaires publics, Drouet y fut traduit, et y entraîna ses co-accusés; mais il n'y parut pas. Ses amis de la Convention, et sans doute le Directoire lui-même, lui ménagèrent une évasion qui les dispensait de mettre en cause un homme si récemment sorti des prisons de l'Autriche. Aux yeux de ces magistrats, Drouet était paré de son régicide. 1795-1796.

Quant à Babœuf, il ne parut d'abord voir dans son arrestation qu'un signal donné à tout son parti d'éclater, de rompre ses fers, de renverser le Directoire, de se baigner dans le sang de tous ses ennemis. Mais tout se tint immobile. Gracchus-Babœuf sentit diminuer ses espérances : sa fierté ne fut point abattue. Elle se fondait sur les papiers même qui fournissaient contre lui des preuves si directes et si foudroyantes, et qui l'élevaient à un rang

1795-1796. éminent parmi les patriotes conjurés. Aussi orgueilleux de ses crimes projetés que d'autres l'étaient de leurs crimes commis, il écrivit au Directoire une lettre curieuse, dont voici le début : « Regarderez-vous au-dessous de « vous, citoyens Directeurs, de traiter avec « moi de puissance à puissance? Vous avez « vu de quelle vaste confiance je suis le centre. « Vous avez vu que mon parti peut bien ba- « lancer le vôtre. Vous avez vu quelles im- « menses ramifications y tiennent. Je suis « convaincu que cet aperçu vous a fait trem- « bler ». Babœuf finissait par offrir, pour sa rançon, la soumission momentanée de son parti. Le Directoire, pour toute réponse, fit publier cette lettre insolente et bizarre.

L'arrogance de Gracchus-Babœuf ne tarda pas à être justifiée par les efforts que fit son parti pour le sauver, et qui, déconcertés avec adresse plutôt que punis avec rigueur, durèrent près d'une année entière. Le Directoire se piquait d'agir seul contre les anarchistes, et se gardait bien d'appeler les secours d'un parti opposé. Il avait pour lui la garde que la constitution lui avait donnée, et celle des deux Conseils; troupe de deux ou trois mille hommes, qui, choisis pour résister aux roya-

listes, se trouvaient moins propres à repousser les Jacobins. Le Directoire plaçait à plus juste titre sa confiance dans quelques régimens de ligne, dont les colonels lui étaient dévoués. Les royalistes et même les bourgeois de Paris, désarmés par le 13 vendémiaire, étaient obligés de rester neutres dans un débat où il s'agissait de leurs jours. 1795-1796.

Peu de jours avant l'arrestation de Babœuf, le directeur Barras avait fait venir au Luxembourg un des principaux conjurés, nommé Germain, l'avait grondé paternellement, avait protesté devant lui qu'il était toujours animé des mêmes sentimens contre les royalistes; Barras fut amené, par la chaleur de l'entretien, à dire : « Si on m'eût laissé faire « après le 13 vendémiaire, *j'aurais encore « avec vous travaillé la marchandise* ». (Ces hideuses expressions étaient employées, dans l'argot jacobin, pour exprimer un massacre.) Barras n'avait cédé qu'à une vieille habitude en tenant ce langage; et personne ne pouvait croire que, dans son poste nouveau, il eût quelque sympathie avec les partisans de la loi agraire; mais la dignité d'un pentarque se trouvait tellement avilie par de telles expressions, rapportées textuellement dans le

1795-1796. procès de Babœuf, qu'il n'y avait plus ni toque, ni panache, ni manteau de velours qui pût la rehausser.

Les anarchistes s'étaient fait de nombreux partisans dans un corps nommé *Légion de police*, et formé en général de l'écume révolutionnaire. Plusieurs de ces hommes avaient promis de délivrer du Temple Babœuf et ses amis. Mais le ministre de la police, l'Apparent, avait aussi parmi eux ses agens. Instruit du complot, il sollicita du Directoire un arrêté énergique, et la Légion de police fut licenciée avec ignominie. Tandis que mornes et confus, en présence d'un régiment de ligne qui souriait à leur opprobre, ces ignobles soldats se laissaient dépouiller de leurs gibernes, de leurs sabres, de leurs uniformes; des femmes, qui se disaient leurs épouses, les traitaient avec une rudesse spartiate : « Lâches, « leur disaient-elles, c'est à nous qu'il faut « remettre vos armes, puisque vous vous en « laissez dépouiller. Savez-vous ce que nous « en ferions? nous irions délivrer au Temple « Babœuf et tous les patriotes. Allez filer « pour nous, et laissez-nous combattre à « votre place pour la sainte liberté ». Les soldats de la Légion de police ne sentaient

point leur courage relevé par ces vives apostrophes. 1795-1796.

Affaiblis par la suppression d'une troupe qui faisait leur espoir, les anarchistes crurent devoir recourir à la ruse. Le stratagème qu'ils inventèrent était d'une nature odieuse, mais ne produisit qu'un effet ridicule. Un jour, les citoyens de Paris sont réveillés par un bruit de pétards qui se tiraient dans différens quartiers : ils sortent, et sous leurs pas, ils trouvent des cocardes blanches; au seuil des monumens publics, ils trouvent attaché un drapeau blanc; ils lisent des proclamations où on les invite à prendre les armes pour Louis XVIII. La plupart, effrayés, reviennent sur leurs pas, craignent d'être dénoncés pour avoir lu, pour avoir vu; ils croient que déjà le sang coule, que le jour le plus terrible de la révolution s'annonce. Une longue et profonde inaction fait tomber peu à peu l'effroi; les troupes, les rassemblemens des royalistes n'ont été vus nulle part; un seul homme a été arrêté en tirant un pétard avec lequel il s'est blessé lui-même. On l'interroge; il se nomme; on apprend que c'est un ancien membre du comité révolutionnaire. Il avoue que tout ce prétendu complot de

1795-1796. royalistes n'a été qu'un stratagème des hommes de son parti, pour soulever les patriotes et commencer un mouvement, à la faveur duquel on eût délivré Babœuf et ses complices. On s'indigne de cette tentative; mais bientôt on ne voit plus que la confusion de ses auteurs; on rit, on se retire. Quelques caricatures font toute la punition de cet abominable jeu.

Malgré ces échecs partiels, les vétérans de l'anarchie, qui n'avaient encore laissé aucun des leurs sur le champ de bataille, ne cessaient de s'exciter à de nouvelles entreprises. Des conventionnels, long-temps proconsuls redoutés, et qui, exclus des deux Conseils, obtenaient à peine de la pitié du Directoire quelques emplois subalternes, des généraux brigands, exclus des armées où ils n'avaient fait que de honteuses apparitions; enfin, si l'on en croit le directeur Carnot, dans ses Mémoires, des Thermidoriens même, indignés de voir les premières magistratures occupées par d'autres que par eux, s'étaient réunis, et peut-être avaient prodigué leurs dernières ressources, pour tenter la foi de la garde directoriale et celle des régimens campés sous Paris, dans la plaine de Gre-

nelle. Ils se flattaient d'avoir obtenu de plusieurs militaires des promesses positives et des engagemens formels. Peut-être quelques uns de ces militaires avaient-ils été réellement séduits : mais il est certain que d'autres n'étaient entrés dans le complot que pour amener les Jacobins à un flagrant délit que l'on pourrait enfin punir; genre de fraude trop souvent renouvelé, et que la morale publique condamnera toujours, même quand il est dirigé contre les hommes les plus dangereux. Depuis plusieurs jours les Jacobins se donnaient entre eux le signal d'un grand mouvement; c'était le son du cor répété de cabarets en cabarets. Dans une nuit de septembre, plus de six mois après l'arrestation de Babœuf, ils se réunissent dans les faubourgs au nombre de trois ou quatre mille, se divisent en deux troupes, dont l'une se dirige vers le Luxembourg, et l'autre vers la plaine de Grenelle. Il se trouvait que deux Directeurs, Barras et Rewbell, étaient absens, soit par prudence, soit par hasard, soit peut-être aussi qu'il leur déplût de voir et de seconder un piége tendu par la police à d'anciens frères d'armes. La Reveillère-Lepeaux, averti du danger, confia à ses deux collègues 1795-1796.

1795-1796. Carnot et Le Tourneur, le soin de le prévenir. « Ceci vous regarde, leur dit-il, vous êtes « militaires ». Carnot et Le Tourneur, par leurs discours, raffermirent la foi légèrement ébranlée de la garde directoriale. Aux cris de *vive la Constitution de* 93, *et meurent les tyrans de la patrie!* elle ne répondit qu'en chargeant ses armes. Mécontens de cette reconnaissance, mais non dédommagés, les terroristes, qui ne se voient ni poursuivis ni inquiétés par la garde, vont rejoindre leurs compagnons au camp de Grenelle. On a prétendu qu'en abordant les soldats, ils s'étaient trompés de quartier, et qu'au lieu de s'adresser à ceux dont ils avaient déjà fait leurs complices, ils étaient tombés au milieu de ceux qui étaient le plus dévoués au Directoire. A la tête des Jacobins, étaient des généraux revêtus de leur uniforme, et qui n'avaient guère figuré que dans les scènes sanglantes de Paris : les autres ne portaient point d'armes; mais ils étaient munis de bouteilles et de cervelas, et cherchaient à donner quelque air d'hilarité à leurs figures sinistres. « Camarades, disaient-ils aux soldats, ne « vous étonnez pas que les vieux patriotes « viennent fraterniser avec les braves. Si

« vous êtes la terreur des ennemis du de- 1795-1796.
« hors, nous sommes la terreur des ennemis « du dedans. On nous opprime aujourd'hui, « et vous, on vous opprimera bientôt; car « vous ne voulez pas servir d'appui à la ty- « rannie. Nos sentimens sont les mêmes : « unissons-nous dans un déjeuner amical, « embrassons-nous; notre fraternité ne peut « faire pâlir que les tyrans. » Les soldats ne répondaient qu'avec étonnement et froideur à ces premières démonstrations. Mais tandis qu'on leur lit une proclamation dirigée contre le Directoire, dans les termes les plus offensans et les plus envenimés, deux officiers supérieurs, Ramel et Malo, qui d'avance étaient instruits de ce mouvement, et avaient pris leurs mesures pour le réprimer, s'avancent en criant : « *Vive la république! vive « le Directoire! à bas les terroristes!* Soldats, « donnez la chasse à ces brigands qui veulent « vous déshonorer et vous rendre parjures. » Ces cris sont répétés; les sabres s'agitent, les rangs se ferment; les Jacobins de fuir de tous côtés. Le centre du camp se montra animé contre eux d'une ardeur assez vive. Vingt d'entre eux reçurent la mort ou de graves blessures. Aux extrémités, plusieurs compa-

1795-1796. gnies montrèrent de l'indulgence ou de la pitié pour des hommes désarmés, et les laissèrent filer à travers leurs rangs. Le nombre des prisonniers s'élevait d'abord à cent trente-trois; mais au bout de quelques jours, il en restait à peine vingt ou trente dans les prisons. Parmi les chefs, on avait saisi trois ex-conventionnels, Huguet, Cusset et Javoques. Le délit était flagrant; un camp en avait été le théâtre. Le Directoire les fit juger militairement; les trois ex-conventionnels furent condamnés à être fusillés dans le camp même de Grenelle. L'un d'eux était parvenu à s'échapper; mais les soldats le ramenèrent, et il périt avec ses compagnons.

Tallien vit avec horreur ce jugement, et accusa le Directoire et la police d'avoir seuls ourdi ce complot, pour décimer encore une fois les malheureux patriotes. On le soupçonna violemment d'intelligence avec les conjurés, et l'on sut qu'il s'était promené non loin du camp de Grenelle, au moment même de l'action. Que pouvait-il espérer, ou plutôt que ne devait-il pas craindre en s'unissant à des vengeurs de Roberspierre? Mais la tranquillité constitutionnelle lui était odieuse, et il lui fallait des complots, des mesures et des

lois révolutionnaires ; il lui fallait ce genre de fièvre pour vivre. 1795-1796.

Au milieu de ces conspirations émanées de celle de Babœuf, on n'avait point encore jugé cet émule naissant de Roberspierre. La haute cour nationale instruisit son procès, avec de savantes lenteurs ; elle craignait, ainsi que le Directoire, de pousser trop loin ses découvertes, et d'avoir trop à frapper. Babœuf, après s'être prévalu auprès du Directoire de l'importance et des vastes anneaux de sa conspiration, prit le parti de la nier. Tant d'assassinats projetés n'étaient plus qu'un projet philanthropique dont il avait amusé ses loisirs. Ses complices couraient les rues, les marchés, les casernes des soldats : on n'en voulait plus apercevoir nulle part. Les Germain, les Laignelot, les Ricord, les Rossignol furent tous acquittés. Fidèle aux instructions secrètes du Directoire, la haute cour condamna Gracchus-Babœuf à mort, non comme auteur d'une conspiration, mais comme écrivain séditieux. La même peine fut prononcée contre un de ses collaborateurs, nommé D'Arthès.

Ce qui désolait le plus le Directoire, lorsqu'il sévissait contre des Jacobins, c'était de recevoir les congratulations des royalistes

1795-1796. qui restaient toujours les principaux objets de ses terreurs et surtout de sa haine. Il ne manquait pas de répéter dans toutes ses proclamations la vieille fable que les anarchistes étaient les émissaires secrets des rois, et que toutes les provocations au massacre et à des lois agraires étaient forgées à Londres, à Vienne, ou dans le cabinet du prétendant.

Une des premières mesures, après l'installation de ces suprêmes magistrats, fut de demander aux deux Conseils une loi qui consacrât par une fête l'anniversaire du 21 janvier, et ils l'obtinrent. C'était rendre encore plus présent aux esprits leur exécrable titre au pouvoir. On eût dit qu'ils voulaient étendre sur tous les Français la tache de sang qu'ils ne pouvaient effacer de leurs mains. Aucune institution n'était plus propre à frapper la république d'une réprobation toujours croissante. A chaque retour de cette fête, le peuple français se montra immuable dans sa tristesse. Les salves de canon qui la célébraient étaient suivies d'un long silence ou d'un profond murmure.

Chute des assignats. Banqueroute énorme. Mœurs de cette époque.

Une banqueroute de 23 milliards fut un des premiers actes de cette période paisible. Un événement de ce genre ne donna pas lieu à la

plus légère secousse, et laissa à peine éclater quelques murmures. Le Directoire n'eut d'autre peine que de déclarer une banqueroute faite et connue depuis long-temps. Elle existait dès le moment, déjà fort reculé, où l'émission des assignats avait débordé leur gage. La banqueroute était une fille aînée de la révolution. Toutes les assemblées précédentes étaient plus ou moins complices de cette infâme iniquité, par la prodigalité et la présomptueuse ineptie de leurs mesures financières. La guillotine en permanence avait été, sous l'affreux comité de salut public, le seul levier qui fît mouvoir encore la planche aux assignats. Avec la mort de cinq ou six millions de Français, on aurait pu maintenir encore pendant six mois cet épouvantable crédit. 1795-1796.

Après le 9 thermidor, il fallut recourir à des échelles de dépréciation des assignats. C'étaient déjà des déclarations de banqueroute assez formelles. L'assignat, dès cette époque, était tombé plus bas encore que ne l'avaient prévu les adversaires les plus déclarés de ce papier-monnaie, dans l'Assemblée constituante. Les transactions des particuliers entre eux recevaient le contre-coup de cette banqueroute habituelle de l'état.

1795-1796. Il se fit des remboursemens si dérisoires et si odieux, que les fondateurs de la république semblaient avoir prononcé l'abolition générale des dettes. L'échelle de dépréciation apporta quelque remède momentané aux pertes de l'état et aux violations de la foi privée. Un remède plus sûr naquit d'une probité qui ne pouvait perdre en France toutes ses profondes racines. Elle se manifesta surtout dans les principales villes de commerce. Le moment approchait où le Directoire, en renonçant à cette monnaie si facile et si fatale, se privait moins d'une ressource qu'il ne s'affranchissait d'une dépense. L'état vivait sans contributions; le propriétaire, payé par ses fermiers avec une monnaie sans valeur, la reversait dans le trésor, qui n'était plus qu'une stérile montagne de papiers.

De toutes les précautions que pouvait prendre le Directoire pour revenir au régime métallique, il choisit la plus longue, la plus infidèle et la plus monstrueuse. Il imagina de transporter ce qui restait du gage des assignats, c'est-à-dire quelques biens nationaux non encore vendus, à un nouveau papier-monnaie, qu'il appela *mandats territoriaux*. Il voulut que ce papier, frappé dès sa nais-

sance d'un discrédit épouvantable, eût un cours forcé, et fût reçu au pair par tous les créanciers. Ce fut une nouvelle irruption de la mauvaise foi dans toutes les transactions publiques et privées. On ne savait plus comment fermer sa porte au débiteur, qui, avec un front d'airain, se la faisait ouvrir au nom de la loi, et venait exiger une quittance pour prix d'un remboursement illusoire. Cependant l'assignat et le mandat qui lui succédait étaient chassés de main en main. Les uns spéculaient sur le reste de vie qu'on laissait encore à ce papier-monnaie, pour terminer dans les vingt-quatre heures quelque opération frauduleuse; les autres acceptaient tout, pour remplacer ce gage maudit. La société revenait, par la voie de l'extrême corruption, aux seuls moyens de transactions qu'elle avait pu pratiquer dans sa grossière mais innocente enfance : c'était le commerce par échange; bientôt chacun, nanti de marchandises étrangères à ses besoins, s'éveilla commerçant, sans avoir aucune notion du commerce. La mode s'empara de cette précaution dictée par la crainte, et la frappa de son vertige. La plupart des salons furent convertis en magasins d'épiceries. On ne savait plus que parler 1795-1796.

1795-1796. ou plutôt qu'estropier la langue du courtage. Les avaries suivaient de frêles marchandises transportées par jour dans vingt lieux différens. Les femmes, qui deux ans auparavant s'étaient vouées à tant de périls pour aller fléchir les cruels persécuteurs de leurs parens, se vouaient à mille fatigues, à mille dégoûts, pour nourrir leur famille inquiète. Les mains les plus délicates s'exerçaient aux travaux de l'emballage. Comme il faut que tout se fasse gaîment en France, c'était au milieu de plaisanteries continuelles qu'on poursuivait ce triste jeu. On ne s'épargnait pas à soi-même le ridicule dont on affublait ses voisins. Cependant la vanité commune était de passer pour adroit dans une profession si nouvelle. Les plus dupes affectaient un air de triomphe. Le soir, tout ce fracas d'affaires cessait pour le fracas des plaisirs. Si certains quartiers de Paris, autrefois magnifiques, tels que le faubourg Saint-Germain, le faubourg Saint-Honoré, demeuraient frappés d'une tristesse austère, le centre de cette capitale, et surtout le quartier de la Chaussée-d'Antin et les boulevarts, offraient, sinon plus de luxe réel, du moins un éclat plus vif que dans les jours les plus prospères. De beaux hôtels, décorés de

jardins élégans, étaient devenus, par les soins 1795-1796.
d'entrepreneurs adroits, des théâtres de fêtes ou de réunions fort agréables. Une illumination ingénieusement variée éclairait des allées spacieuses. Les futiles merveilles des feux d'artifice, qui ne peuvent plaire que par l'étonnement, s'y répétaient presque tous les soirs. Comme cette cordialité, que le souvenir des prisons et le 9 thermidor avaient fait naître, n'avait encore souffert que peu d'altération, ces réunions quotidiennes et nombreuses avaient alors un charme que d'autres circonstances leur enlevèrent bientôt. Des modes élégantes, plus avouées par le goût des artistes que par le bon sens et la prévoyance des maris et des mères, ne contribuaient que trop à cet enchantement. Quoiqu'on se sentît moins que jamais d'émulation pour devenir Grec ou Romain, les femmes persévéraient à porter, sous un ciel assez rigoureux et aux heures dangereuses du soir, ce qu'on appelait alors *le costume grec*. Quelques unes violèrent si ouvertement la pudeur dans cette imitation des statues de l'antiquité, qu'elles se virent exilées des jardins par les murmures des jeunes gens. Bientôt on eut à dresser un triste et long martyrologe des jeunes personnes qui, au

1795-1796. sortir d'une promenade ou d'un bal, avaient été atteintes de fluxions de poitrine, ou de la fatale phthisie. L'esprit français s'échappait dans ces fêtes; et c'était le Directoire qui faisait le plus souvent les frais d'une gaîté maligne. Du reste, on y rendait des hommages assez vifs aux triomphes accumulés de nos armées.

Tels étaient les préliminaires d'une banqueroute de 22 ou 23 milliards. Il faut que j'ajoute à ce tableau des mœurs, quelques faits qui peuvent intéresser l'économie publique.

Comme on était en paix avec quelques puissances, des étrangers, Allemands, Suisses, Hollandais, et même, par commission, des Anglais et des Russes, saisirent ce moment du discrédit des assignats, pour fondre, avec toute la puissance du numéraire, sur ce que la richesse mobilière de la France offrait alors de plus précieux. Nos vins les plus recherchés étaient réservés à ces spéculateurs, qui les transportaient sur des bâtimens neutres, en sorte qu'ils coûtaient moins cher à Hambourg qu'à Paris. Les diamans, qu'il avait été facile de cacher aux recherches du régime de la terreur, furent en général enlevés pour la Russie, qui ne ressentait point alors le far-

deau de la guerre. Ce fut la ressource principale et le moyen de salut de plusieurs grandes familles. Des mères prudentes, en réformant ce luxe, s'assurèrent le moyen de faire refleurir encore des terres dévastées. Les Anglais firent faire un choix entre les médailles, les tableaux, les gravures qui n'étaient point tombées encore sous le domaine national; et des chefs-d'œuvre de typographie roulaient dans un perpétuel encan. Il nous a été facile depuis de réparer la perte de ces divers objets de la richesse mobilière. Mais, dès cette époque, des Français plus avides que les étrangers, et plus cruels envers leur patrie, achetaient et démolissaient des édifices publics ou particuliers, et payaient leur acquisition avec une faible partie du produit des décombres. Les plus beaux monumens tombaient sous le fer de ces impitoyables acquéreurs. Cette ligue, qui subsiste encore, a été surnommée *la bande noire*. Souvent les familles nobles, retirées à la campagne, n'occupaient plus que les dépendances de leurs châteaux, auparavant réservées à leurs nombreux domestiques. Ce genre de vie modeste, continué encore pendant une grande partie du règne de Bonaparte, rétablit sur de solides fondemens

1795-1796.

1795-1796. des fortunes autrefois plus brillantes, mais obérées de dettes.

En général, dans tout ce vaste ébranlement causé par la révolution et par les assignats, la terre fut toujours la plus fidèle dépositaire des richesses. J'ai déjà dit que les paysans, quoique frappés incessamment par le maximum et les réquisitions, avaient tiré un salutaire parti des assignats, parce qu'ils savaient ou les repousser ou s'en défaire à propos. Toutes les lois de l'Assemblée constituante leur avaient été favorables. La vente des biens nationaux établit une extrême division des propriétés. Les principaux acquéreurs de ces biens, et surtout de ceux d'émigrés, qui excitaient plus de défiance et de scrupule, se hâtaient de les vendre en détail. Le plus pauvre journalier se hâtait d'y mettre l'enchère, et par les ressources de son travail il acquittait un prix modique en cinq ou six années. Ces petits propriétaires se montrèrent en général, sinon fort industrieux, du moins très actifs. Comme l'agriculture ne déclina point, et reçut même quelques améliorations, le principe des richesses se conserva dans un état si cruellement bouleversé. A l'époque du Directoire, la population des villes décrois-

sait rapidement, et celle des campagnes, malgré les plaies énormes que lui avait faites une réquisition de douze cent mille soldats, tendait à s'accroître. Dès que l'ordre intérieur fut rétabli par *Bonaparte*, le paysan fut partout mieux logé, mieux nourri, mieux vêtu qu'il ne l'était avant la révolution. Son bonheur réel avait-il augmenté? Il ne l'était pas du moins dans tous les lieux où il avait contracté des vices nouveaux, et perdu le sentiment religieux, trésor du pauvre et délices des campagnes. L'encan du mobilier des châteaux amena, pour un grand nombre de paysans, un genre de richesses aussi ridicule que déplorable. Des meubles somptueux et délicats déparaient souvent les fermes par leur élégance déplacée. 1795-1796.

Enfin il fut procédé, on pourrait presque dire avec un applaudissement général, à la plus épouvantable banqueroute que jamais peuple ait subie. Les mandats territoriaux, qu'on n'avait pas même eu le temps de créer, et dont les promesses seules avaient été mises en circulation, suivirent le sort des assignats. Je ne ferai pas ici le fatigant détail des prix extravagans auxquels le papier-monnaie avait porté toutes choses. Je dirai seulement qu'on

1795-1796. échangeait 28,000 fr. en assignats contre un louis d'or, et qu'un dîner de sept à huit personnes coûtait souvent 60,000 fr. Le succès de cette banqueroute, dont les Assemblées précédentes emportent le principal déshonneur, habitua malheureusement le Directoire à cette infâme et désastreuse ressource. La dépréciation du papier-monnaie avait réduit à une pure fiction le paiement des rentes. Alors l'oisif capitaliste, qui n'avait que trop souri aux commencemens de la révolution, fut écrasé sous les roues de ce char qu'il avait vu lancer avec tant de joie. La crainte ou les horreurs déjà éprouvées de la famine causèrent, parmi les malheureux rentiers, plus de suicides que ne l'avait fait auparavant la crainte des bourreaux. Il y en eut qui eurent recours à quelques moyens d'industrie, où leur peu d'adresse leur faisait regretter amèrement l'indolence de leurs jours heureux. D'autres, couverts par la nuit, cachant leur figure ou détournant la tête, imploraient à demi-voix la pitié à la sortie des spectacles et des fêtes, dont le délire du jour se montrait insatiable. La pitié fut souvent appelée et trompée par de rusés mendians qui fermèrent aux rentiers une ressource si pénible, en la rendant suspecte. Le

retour du numéraire leur rendit un espoir qui fut bientôt indignement trompé. Jamais il n'y eut la moindre exactitude dans le service des rentes. Il fallait attendre un ordre de numéro qui, sous divers prétextes, se reculait toujours. 1795-1796.

Le Directoire préparait ainsi les esprits à une opération qui devait à jamais le faire abhorrer. Quel était l'effet de ces supercheries fiscales? C'était de placer le Directoire sous le joug des traitans, qui ne lui avançaient rien que sur des gages et des nantissemens fort supérieurs à leurs prêts. Des spéculateurs étrangers vinrent augmenter la funeste habileté des nôtres. On avait eu souvent recours à des négocians américains pour des achats de blés; et toutes ces fastueuses importations, préconisées dans les journaux du gouvernement comme un témoignage de la sollicitude la plus éclairée, rapportèrent à peine par an la valeur de deux ou trois déjeuners pour la France. Le Directoire parvint pourtant, grâce au retour du numéraire, à s'affranchir de la dépense excessive et presque superflue de l'importation des grains étrangers.

La chute des assignats fut pour chacun une

1795-1796. leçon de sagesse. Voyons comment le Directoire en profita. Il lui restait de grandes dépenses à soutenir, et il avait à créer la plupart de ses ressources. La Convention avait aboli par le fait les contributions; les assignats les avaient rendues presque nulles. Semblable en cela, comme en plusieurs autres points, au gouvernement despotique, le gouvernenent populaire levait des tributs légers, et n'employait que des confiscations pour fournir à ses vastes projets de conquête et à ses prodigalités. Le peuple de Paris avait été surtout l'objet des largesses de la Convention. Ses subsistances étaient payées aux dépens de la France entière. La Convention s'était imposé l'énorme fardeau, que le Directoire supporta encore quelque temps, de fournir à chaque individu de la capitale une livre de pain par jour, au prix de trois sous en assignats, et cela lorsque cette somme n'avait aucune espèce de valeur. Une disette, supportée par Paris et par la France, avait été le prix de ce pusillanime engagement. Le Directoire voulut le rompre. L'un de ses ministres, Bénezech, conçut la pensée saine et courageuse de laisser la capitale assurer et payer ses approvisionnemens, en se réser-

vant seulement de les faciliter et de les sur- 1796-1796.
veiller. La récolte était bonne, la disette s'éloigna, et le Directoire fut soulagé d'une dépense qui égalait presque l'entretien journalier de ses quatorze armées. On s'était affranchi, avec la même sévérité et avec le même succès, d'une autre dépense que la démagogie française avait empruntée de la démocratie athénienne : c'était un droit de présence de 50 sous par jour, accordé aux citoyens pauvres qui se rendaient dans leurs sections. La Convention avait encore pris un autre engagement beaucoup plus onéreux, mais fondé sur des motifs plus respectables; elle avait promis un milliard aux défenseurs de la patrie. Le Directoire ne cessa de renouveler cette promesse; il l'éluda toujours, et le chef militaire qui lui succéda, quoique élevé sur le pavois, ne tint aucun compte de cet engagement.

L'Assemblée constituante avait assigné des pensions à chacun des ecclésiastiques dont elle avait saisi la propriété usufruitière. La résistance d'une partie du clergé aux nouvelles institutions qu'on lui présentait, l'émigration d'un grand nombre de prêtres, et, depuis, des lois de déportation, des massacres, le ren-

1795-1796. versement, le pillage et la profanation de l'autel, tout avait servi de prétexte pour réduire et presque pour effacer cette dette nationale. Le Directoire, en maintenant les lois de proscription contre les prêtres insermentés, n'accordait nulle faveur aux autres. Surtout le directeur La Réveillère-Lépeaux ne voyait en eux que les contradicteurs-nés du culte qu'il voulait fonder, ou plutôt rétablir : car Roberspierre en était le premier inventeur ; c'était celui de la théophilanthropie, dont il voulait se faire déclarer le suprême pontife. Tout signe de respect ou d'amour pour la religion révélée lui causait des transports de rage. Les pensions ecclésiastiques furent soumises à une telle échelle de réduction, qu'elles ne devinrent plus qu'une insultante aumône rarement acquittée.

La masse des dettes de l'État s'était accrue de celles du clergé, de celles des émigrés, de celles des hospices et des colléges dont les biens avaient été confisqués. Sous l'Assemblée constituante seulement, il y eut assez de loyauté dans la liquidation : mais alors il ne s'agissait que des créanciers du clergé. Les créanciers des émigrés reçurent quelquefois

le prix de leur vigilance ou de leur patriotisme, suivant les maximes du jour. Mais pour d'autres, il était dangereux de produire des titres qui, réveillant l'humeur contre eux, invitaient à la recherche de leurs opinions. Aussi, nombre de ces créanciers gardèrent-ils le silence. La liquidation devint hérissée de telles difficultés, qu'elle fut à peu près synonyme de banqueroute; et sous Bonaparte lui-même, elle conserva habituellement ce caractère odieux. 1795-1796.

La cupidité financière s'était flattée de trouver une abondante ressource dans les biens du clergé, de ces provinces belgiques qui, réunies à la France, étaient destinées à subir tous les contre-coups de la révolution. Mais il ne dépendait pas du Directoire de changer les mœurs et les scrupules religieux de ce peuple belge, qui, cinq ans auparavant, s'était soulevé contre l'Autriche dans l'intérêt de quelques couvens de moines supprimés. Il se présentait peu d'acquéreurs pour des biens qui avaient été administrés avec la prévoyance la plus paternelle et la plus éclairée. Ceux qui venaient de France pour se saisir d'une si belle proie, s'accordaient aisément pour faire tomber au plus modique rabais des

1795-1796. biens d'une possession aussi incertaine. Tout à l'heure la Belgique avait été reconquise par l'Autriche; ne pouvait-elle l'être une seconde fois ?

Quant aux biens des émigrés, ce qui en restait encore à vendre était estimé un milliard; mais on fut bien loin d'en obtenir cette somme. On voyait le combat sérieusement engagé contre les lois révolutionnaires. La minorité des deux Conseils, qui les attaquait avec mesure, constance et talent, était merveilleusement secondée par l'opinion publique; et tout faisait présumer que l'élection d'un nouveau tiers la conduirait à la victoire. Il n'était pas sûr de posséder des biens d'émigrés dans les départemens de l'ouest et dans quelques départemens du midi. Là, on les acquérait sans peine pour deux ou trois années du revenu. Le Directoire, qui avait à prononcer encore sur quatre-vingt mille réclamations, se retranchait dans les lenteurs d'un travail qui paraissait équivalent à un déni de justice. Cependant quelques radiations éclatantes lui avaient été surprises ou arrachées. Barras, entouré d'une cour où figuraient plusieurs dames nobles, se montrait accessible à leurs sollicitations. Puis, pour calmer les Ja-

cobins, il feignait une colère extrême contre 1795-1796.
ses bureaux. *

* Le système des finances du Directoire inspire si peu d'intérêt, ou plutôt un si juste mépris, que je n'ai pas cru devoir en présenter l'esquisse dans le texte de cette histoire; mais je la présente dans une note pour satisfaire les esprits curieux de ce genre de recherches.

Je n'ai indiqué jusqu'à présent dans les ressources du Directoire que des capitaux, et point de revenu. La Convention avait créé les uns; c'était à lui à créer l'autre. Depuis l'Assemblée constituante, le système des impôts directs avait prévalu. Il paraît qu'en cela les différentes assemblées législatives avaient moins cherché à se conformer aux principes rigoureux des économistes qu'à l'horreur que le peuple avait conservée pour la plupart des impôts indirects de l'ancien régime. Le Directoire et les deux Conseils prirent le parti d'essayer tous les genres de taxe qui s'accommodent avec les préjugés des pauvres, en paraissant ne frapper que sur les riches, mais qui, en accablant ceux-ci dans leur propriété, oppriment encore plus l'indigent dans son travail. La répartition de la contribution directe fixée par l'Assemblée constituante, et maintenue par les deux Conseils à la somme de 240 millions, retraçait les iniquités insensées du régime révolutionnaire. En effet, on s'obstina, au retour du numéraire, à lever cette contribution d'après les rôles établis en 93, c'est-à-dire à l'époque où tous les grands propriétaires, dispersés, emprisonnés, ou

1795-1796. Mais, tandis que je parle des biens des émigrés, je ne me pardonnerais pas de négliger

frappés d'effroi, avaient été condamnés par les habitans des campagnes à payer la plus forte partie, et, dans quelques lieux, la totalité de la contribution territoriale. D'un autre côté, le gouvernement, avec les énormes et onéreuses propriétés que lui représentaient les biens nationaux encore entre ses mains, se trouvait imposé sans mesure : c'est peut-être en finance que la peine suit de plus près l'injustice. Ce désordre ne fut que faiblement modifié avant le 18 brumaire.

Les deux Conseils fixèrent la contribution somptuaire et personnelle à 60 millions : elle comprenait plusieurs taxes minutieuses sur les cheminées, les portes, les domestiques, les chevaux, et d'autres objets d'un luxe qui n'avait alors que peu d'éclat.

Les droits de l'enregistrement et les droits du timbre formaient, avec les deux contributions directes, le principal revenu de l'État.

On se hâta de créer des douanes avant d'avoir recouvré un commerce extérieur. On en espéra, mais on n'en obtint pas une somme de 8 millions.

On établit un droit de 25 francs par quintal sur les tabacs importés en France ; un autre sur la navigation intérieure et sur les canaux ; un autre sur les billets de spectacle. On créa un droit de patente pour l'exercice de chaque profession. Mais ce droit était faible, et sa répartition même était un hommage rendu à la scrupuleuse égalité dont on poursuivait la chimère.

complétement le tableau de leur sort pendant ces funestes années d'exil. Ce tableau, comment l'entreprendre? Pourrais-je, sans tomber dans une fatigante complication de faits et d'incidens, suivre la destinée de ceux même 1795-1796.

Toutes les professions étaient classées sous des titres vaguement génériques, tels que ceux d'homme de loi, d'officier de santé, d'artiste, etc. Ces dénominations tendaient à détruire une échelle de considération que l'opinion n'a point formée d'une manière arbitraire entre des professions qui ne supposent pas un degré égal de mérite, de travaux et de talens.

Les forêts nationales, fort accrues par celles qui avaient appartenu au clergé et aux émigrés, entraient dans le revenu du gouvernement, et lui offraient la dangereuse tentation d'un nouveau capital à dévorer; il y résista, mais non à la foule d'abus toujours prêts à renaître dans cette partie difficile de l'administration.

Ce tableau des ressources du Directoire ne montre que la dissipation forcée, précipitée de ces malheureuses richesses que la nation avait cru conquérir sur elle-même. On rendrait bien plus sensible cette misère réelle, si l'on entrait dans le détail des expédiens ruineux que le Directoire fit appeler lois de finance; si on le montrait vivant d'anticipation, ne pouvant vivre d'emprunt, toujours prêt à laisser des gages excessifs aux mains de ceux qui, par avarice, aidaient, provoquaient et centuplaient ses embarras, ne sachant les punir qu'en les trompant, et revenant par lassitude à se laisser tromper.

1795-1796. des émigrés qui ont laissé un nom historique ? Où prendre tant de renseignemens jusqu'à présent épars dans des traditions fugitives ? Contentons-nous de quelques légères indications, et suivons un moment la marche de nos princes.

Tableau de la situation des émigrés. Peu de temps après la première retraite du roi de Prusse, les deux frères du Roi avaient été forcés de se séparer. Monsieur, depuis Louis XVIII, avait pris le titre de régent ; celles même des puissances qui combattaient avec vigueur les armées françaises, étaient tellement intimidées par des victoires dont elles ne pouvaient comprendre le secret, qu'elles refusèrent de reconnaître Louis comme régent. Une seule puissance s'écarta de cette conduite pusillanime, et parut considérer la monarchie française comme encore existante ; ce fut la Russie. Le comte d'Artois partit pour aller remercier l'impératrice Catherine II, et pour la décider enfin à des secours actifs ; il reçut de cette souveraine l'accueil le plus brillant, et de nouvelles promesses qui paraissaient plus positives ; mais Catherine II, les yeux toujours fixés sur l'Orient et sur la Pologne, ne détacha rien de son immense armée, et resta spectatrice immobile des efforts presque toujours malheureux de l'Autriche. Le régent, instruit

des mouvemens qui se faisaient dans le midi de la France, ne tarda point à partir pour l'Italie; Vérone fut sa résidence. Ce fut de là qu'il demanda au cabinet britannique, dans les lettres les plus pressantes, d'être transporté à Toulon qui venait de relever dans ses murs l'étendard royal. M. Pitt fut sourd à ces instances. Pouvait-on incendier une flotte française sous les yeux d'un prince français? Cependant, après le régime de la terreur, le régent, auquel la mort de l'enfant-roi fit prendre le nom de Louis XVIII, parvint à se ménager quelques intelligences avec les royalistes de l'intérieur; le comte d'Antrague, dont j'aurai à parler plus tard, en était le principal agent. Il arriva que Venise fut portée par d'imprudens ou perfides conseils à reconnaître la république française. Bientôt Louis XVIII fut traité avec moins d'honneur, dans son asile de Vérone, par l'aristocratie venitienne qui s'habituait à fléchir devant la démagogie française. 1795-1796.

Au commencement de l'année 1796, le Directoire signifia au sénat venitien dans des termes dignes de régicides inquiets l'ordre de renvoyer le comte de Lille (c'était le nom qu'on donnait au roi proscrit); Venise dé-

1795-1796. cida la catastrophe de sa chute en obéissant à un tel ordre. Quand le marquis Carlotti vint apprendre au Roi la déplorable résolution du sénat, le Roi fit cette réponse si digne de son sang : *Je partirai, mais j'exige deux conditions: la première, qu'on me présente le livre d'or où ma famille est inscrite, afin que j'en raye le nom de ma main; la seconde, qu'on me rende l'armure dont l'amitié de mon aïeul Henri IV a fait présent à la république.*

Le Roi partit de Vérone le 21 avril, accompagné du comte d'Avaray auquel il reconnaissait devoir son heureuse sortie de France, du vicomte d'Agoult et du duc de Fleury. Ce fut vers l'armée de Condé que ce prince se dirigea. « Ce n'est pas le roi qui vient com- « mander son armée, dit Louis XVIII au « prince de Condé en l'abordant, c'est le « premier gentilhomme du royaume qui « vient servir sous les ordres du digne des- « cendant du grand Condé. » Le camp retentit d'acclamations. On était alors sur les bords du Rhin. Un jour des soldats républicains, instruits de l'arrivée du Roi, témoignèrent par des signes le désir de le voir; lui de céder tout de suite à ce vœu. Le duc d'Enghien lui représentait en vain le danger

qu'il pouvait courir. « Non, répondit le Roi, 1795-1796.
« mon cœur parle plus haut que la prudence. »
Il s'avança et tâcha de faire entendre sa voix à des sujets dont il plaignait l'erreur et admirait le courage. Les soldats parurent émus.

Cependant bientôt la cour de Vienne vit avec quelque ombrage la réunion de cinq princes français (le jeune et valeureux duc de Berry faisait ses premières armes à côté des princes de son sang). Cette cour témoignait au Roi de vives sollicitudes pour son salut. Ce prince eut de la peine à obtenir de l'archiduc Charles quelque prolongation de son séjour à l'armée de Condé.

Le 19 juillet, le Roi était dans une auberge 1796.
de Dillinghen. A dix heures du soir il s'était mis à la fenêtre pour prendre le frais; tout à coup la détonation d'une carabine fortement chargée part d'une arcade voisine; le coup avait été dirigé contre le Roi, la balle l'atteignit au sommet de la tête, frappa le mur, et tomba dans la chambre. Au mouvement que fit le Roi, ses trois gentilshommes, le comte d'Avaray, le duc de Grammont et le duc de Fleury, accourent pleins d'effroi : en voyant son sang qui coule, ils le croient blessé à mort; le prince leur dit avec tranquillité :

1796. « Rassurez-vous, mes amis, ce n'est rien, « rien du tout; vous voyez bien que je suis « resté debout, quoique le coup soit à la tête. « — Ah! mon maître, s'écrie le comte d'Ava- « ray, si le misérable eût frappé une demi- « ligne plus bas! — Eh bien! mon ami, « répond Louis XVIII, le roi de France se « nommerait Charles X. » Jamais le principe de la légitimité ne fut rappelé avec un plus sublime à-propos.

Le nom de l'assassin reste voilé pour l'histoire. Mais comment ne pas supposer qu'il avait été excité ou payé par des hommes qui n'en étaient pas à leur apprentissage de régicide.

Le Roi guérit de sa blessure, et perdant, par les événemens malheureux de la campagne, l'espoir de rentrer en France avec l'élite de sa noblesse, il se retira dans la petite ville de Blankenbourg, appartenant au duc de Brunswick. Ce fut au second étage de la maison d'un brasseur que logea le Roi de France. Il pouvait comparer, non sans quelque amertume, une telle retraite avec le palais de Saint-Germain, donné par Louis XIV à Jacques II; mais son unique regret était de voir la politique des alliés le

tenir constamment étranger à une cause où il s'agissait du salut de tous les trônes, et qui ne pouvait prospérer sans le rétablissement du sien. Cependant sa correspondance avec les royalistes du dehors et de l'intérieur restait encore assez active. Sans repousser l'espérance, il l'admettait avec toute la réserve du sage, détournait autant qu'il était en lui des mouvemens partiels qui ne pouvaient produire que du désordre, s'efforçait de diriger l'opinion publique en France, et présentait aux royalistes les plus sages le plan d'une conciliation entre des institutions anciennes qu'on regrettait sans pouvoir les faire revivre, et des institutions nouvelles qu'on supportait avec peine sans pouvoir les détruire complétement. Nos maux eussent été bien abrégés dans leur cours, si les projets de Louis XVIII eussent été parfaitement connus. Les lettres embellissaient son humble exil, et maintenaient la sérénité de son esprit. Le traitement qu'il recevait alors du roi d'Espagne son parent et de l'impératrice de Russie, surpassait de beaucoup ses besoins, et servait à soulager l'infortune de ses compagnons; ses diamans et ceux de M. le comte d'Artois avaient depuis long-temps disparu pour cette pieuse destination. 1796.

1796. Les maux des royalistes s'adoucissaient dans l'intérieur de la France, mais ceux des émigrés ne trouvaient plus de terme ; les victoires des Français, soit au-delà du Rhin, soit au-delà des Alpes, soit au-delà des Pyrénées, venaient perpétuellement les arracher à l'asile qu'ils s'étaient choisi, au petit établissement formé par leur patiente industrie. Que n'avaient-ils point à craindre, si la vieillesse, les infirmités ou le soin de soulager un père, une mère qui ne pouvaient les suivre, les retenaient dans des villes qui tout à l'heure allaient être ouvertes aux républicains vainqueurs. Souvent des princes ou des magistrats qui les avaient accueillis avec un tendre intérêt changeaient brusquement de langage et de mesures. « Partez, leur disait-on, voulez-vous par votre présence causer le pillage « ou l'incendie d'une ville hospitalière. » Puis on poussait la cruauté jusqu'à leur reprocher les illusions dont ils s'étaient entretenus, et qu'ils avaient fait partager à leurs hôtes. Alors le monde entier semblait se fermer pour eux. Chassés d'une ville par la peur, ils retrouvaient la peur dans la ville voisine ; souvent on ne leur accordait qu'un refuge passager. Pour désarmer les révolutionnaires dont ils attendaient la visite, des bourguemestres ou

des conseillers auliques poussaient quelquefois jusqu'à l'insulte leur dureté envers les fugitifs; on vit sur une route d'Allemagne cet horrible écriteau : *Défense aux émigrés français et aux juifs de s'arrêter ici plus de vingt-quatre heures*. Leur fuite précipitée était gênée par celle d'une foule d'habitans qui se retiraient en désordre; ces vétérans du malheur marchaient escortés de compagnons pour lesquels le malheur était nouveau, et qui faisaient tout retentir de leurs gémissemens. Le regard des émigrés semblait dire : « Apprenez comme on souffre. » Ce n'était point à leurs habits, c'était à leur maintien qu'on pouvait reconnaître l'illustration dont ils étaient descendus. Un char rustique réunissait souvent l'intendant d'une province, le président d'une cour souveraine, le courtisan qui avait ébloui la capitale de son luxe, la femme qui avait fait l'ornement de nos fêtes, et la religieuse qui n'avait jamais paru que dans les hospices de la douleur. Quelquefois ils cheminaient à pied sur une route dégradée par les pluies et surtout par la guerre; et forcés de continuer leur marche pendant la nuit et à travers les champs, ils cherchaient dans un ciel nébuleux l'étoile qui leur mon- 1796.

1796. trait le nord. Chaque bruit d'armes faisait tressaillir la jeune fille qui tremblait pour son père. Le plus grand sujet d'alarme pour eux était d'entendre au loin les sons de leur langue natale, c'étaient peut-être des républicains qui s'avançaient.

Quand la confusion d'une fuite générale ne venait pas mettre le comble au malheur des émigrés, ils se voyaient souvent les objets des soins les plus tendres et les plus empressés; le seigneur sortait de son château, le villageois de sa ferme, pour accueillir ces familles errantes. Le peuple allemand, excellent de sa nature, sut se perfectionner encore par l'usage des vertus hospitalières. On favorisait les divers genres d'industrie qui devenaient la dernière ressource des émigrés; ici c'était un fils qu'un prince confiait aux soins d'un jeune Français mûri par le malheur; là on venait consulter sur la construction d'un pont, d'un canal, d'une fortification, l'émigré dont la studieuse jeunesse s'était exercée aux mathématiques, à leur application et à l'art du dessin. L'emploi des talens agréables n'était pas perdu pour ceux même qui avaient négligé des talens plus utiles. On ne peut imaginer tous les différens genres de profes-

sions auxquelles eurent recours des hommes dont la vie s'était passée dans les délices ou dans les soins les plus graves et les plus nobles; quelquefois on voyait prospérer un petit commerce, où l'émigré, sa femme et ses enfans n'avaient apporté pour tout fonds que de l'honneur et de l'activité. Il y en eut qui associés à de riches maisons de banque en partagèrent bientôt les brillans bénéfices. Les dames allemandes s'obstinaient noblement à porter le joug des modes françaises, parce que c'était un moyen d'existence pour des dames émigrées; ces nouveaux établissemens devenaient comme une longue suite de caravansérails pour l'émigré qui n'avait point encore trouvé de gîte assuré; dans la boutique hospitalière, on se rappelait souvent les jours de Versailles; personne ne voulait se voir déchu à jamais des titres dont on avait été décoré, et surtout personne ne voulait croire à l'éternel malheur des Bourbons; une fausse nouvelle faisait palpiter de joie des hommes et des femmes qui bientôt détrompés cruellement n'en gardaient pas moins pour le lendemain le même fonds de crédulité. 1796.

On eût dit, à la manière dont partout les prêtres français étaient reçus et honorés,

1796. qu'il n'y avait plus que des catholiques en Europe; en Espagne et en Italie ils étaient les commensaux des couvens les plus riches. Le pape Pie VI veillait comme un père sur chacun de ceux que la fortune lui adressait; et lorsque quelques uns d'entre eux lui témoignaient le désir de venir braver de nouveau le martyre en France pour y ranimer la foi, il les accompagnait jusqu'au rivage, et du vaisseau qui mettait à la voile, ils pouvaient voir encore le Saint-Père qui versait des larmes et tendait ses bras vers le ciel. Pie VI était secondé dans ses soins par le cardinal de Bernis qui, dépossédé de ses riches bénéfices, se trouvait riche encore pour soulager les prêtres et les émigrés. Les vertus, la noble sérénité, la piété tendre de ce prélat, et les dernières étincelles de sa verve poétique qui ne brillait plus que pour la défense de la religion, terminaient avec un pur éclat une vie qui d'abord avait été trop remplie par des productions érotiques, ou par les travaux rarement heureux de l'homme d'état.

Le Saint-Père avait reconnu le zèle courageux de l'abbé Maury à l'Assemblée constituante, en lui conférant le chapeau de cardinal et l'évêché de Montefiascone.

La Suisse servait d'asile à plusieurs des émigrés, que leur âge, leurs infirmités ou leur sexe rendaient étrangers aux travaux de la guerre; elle était surtout la retraite de plusieurs membres des Assemblées constituante et législative qui avaient détesté les crimes les plus affreux de la révolution. La ville de Genève, favorisée par son beau site, et distinguée par l'esprit cultivé de ses habitans, tomba de si bonne heure sous le joug de la révolution française, et fut si cruellement opprimée par le commissaire Soulavie, agent de Roberspierre, qu'elle ne put longtemps servir d'asile aux émigrés. M. Necker leur ouvrit souvent sa belle retraite de Copet. Dans ses bienfaits hospitaliers, il ne s'informait pas si ceux qui venaient les réclamer avaient professé des principes fort différens des siens, et n'avaient pas quelquefois maudit son influence et son nom. Madame de Staël ne se bornait pas à recevoir ceux qui venaient d'échapper à la mort en franchissant un ruisseau, limite de la France et de la Suisse. Elle avait formé, parmi de jeunes et intrépides montagnards, une compagnie de guides qui, sans passe-port et habiles à éviter tous les lieux soumis à des recherches, pénétraient jusque 1796.

1796. dans Paris, se présentaient dans la demeure où vivaient cachés d'illustres proscrits, et reprenaient avec eux, toujours impunément, une route si dangereuse. Ainsi furent sauvés M. le comte Matthieu de Montmorency, M. le comte de Narbonne et plusieurs autres. A Lausanne, des émigrés, voués pour la plupart à la culture des lettres, tels que l'illustre avocat-général Servan, trouvaient des consolations dans le commerce de l'historien anglais Gibbon, qui depuis plusieurs années s'était établi dans les délicieux et magnifiques environs de cette ville. Le spirituel duc d'Ayen, devenu duc de Noailles par la mort de son père, le maréchal de Mouchi, s'était tellement habitué aux douceurs d'une retraite philosophique, près du lac de Genève, qu'il resta dans cette humble demeure long-temps encore après avoir recouvré la liberté de rentrer dans sa patrie et dans toute la splendeur de son rang. Mademoiselle d'Orléans, conduite par madame de Genlis sa gouvernante, vint de Hambourg s'établir dans la Suisse; elle y fut reçue par madame la princesse de Conti sa tante maternelle. Le prince son frère suivit la même direction; et opposant une noble constance d'âme aux rigueurs de la for-

tune, il sut trouver une honorable ressource 1796.
dans les connaissances qu'il avait acquises. Sous un nom supposé, le petit-fils d'Henri IV enseigna les mathématiques dans un collége à Coire.

De toutes les villes de la Suisse, celle qui offrait le spectacle le plus curieux, c'était la ville de Bâle. Tandis qu'on respectait encore la neutralité des treize cantons, il arrivait souvent que les généraux et les officiers des armées française et impériale, profitant soit d'un armistice, soit d'une saison qui permettait peu les grandes opérations militaires, se rendaient à Bâle dans une même auberge, et dînaient à une même table d'hôte. Des officiers de l'armée de Condé s'y entretenaient avec des généraux républicains, discutaient quelques points de tactique, et se donnaient des éloges réciproques sur leur bravoure et leurs talens, ou faisaient, sans se choquer, des prédictions contraires sur le destin de la campagne.

L'Angleterre vit arriver successivement dans ses ports tout ce que l'émigration avait de plus distingué. Les gentilshommes s'y rendaient, moins attirés par les libéralités de ce gouvernement que par l'espoir de débarquer

1796. sur les côtes du Poitou et de la Bretagne. Plusieurs parvinrent à joindre les Vendéens, et surtout les Chouans. Quelques uns, tels que le comte de Sérant, furent tués dès le premier moment où ils revoyaient la terre natale. L'Église de France tenait son siége principal dans un pays où règne, depuis trois siècles et demi, une haine si ardente et si opiniâtre contre la religion catholique. Parmi les prélats réfugiés, on distinguait les cardinaux de Montmorency, de la Rochefoucault, les archevêques de Paris, de Reims, les évêques de Langres, de Nancy, etc., prélats regardés les uns comme les colonnes, les autres comme les lumières de l'Église. Ils trouvèrent des amis ou des hôtes généreux parmi les membres les plus distingués du clergé anglican. M. Burke avait eu la gloire de provoquer ces beaux sentimens et par ses éloquens écrits et par ses exemples. M. Pitt suivit cette impulsion, parce qu'il ne trouvait ici dans sa politique rien qui arrêtât la noblesse naturelle de son âme. Le roi Georges III et les princes ses fils oublièrent complétement quel dissentiment et quelle diversité d'origine et de titres au trône avaient séparé les mai-

sons de Bourbon et de Brunswick. MM. Fox, Sheridan, Grey, lors même qu'ils entreprenaient quelque apologie de la révolution française, ne manquaient pas d'en honorer les victimes. M. Wyndham, le duc de Portland, le duc et la brillante duchesse de Devonshire, les descendans de ce Marlborough si terrible aux Français, le marquis de Lansdown, le duc de Bedfort, tous les pairs qui rapportent leur origine à des seigneurs normands, compagnons de Guillaume-le-Conquérant, beaucoup de seigneurs dont les aïeux avaient péri en défendant Charles Ier, joignirent d'abondantes largesses à celles du gouvernement. Les secours furent gradués suivant les rangs et les fonctions des émigrés; aucun bienfait ne fut souillé de mesquinerie. Les traitemens étaient réguliers, et ne souffraient pas un moment de retard, quel que fût le succès des différentes entreprises de l'Angleterre. * 1796.

* Ces secours étaient réglés de telle sorte qu'un conseiller au parlement recevait par an 100 guinées. Il y eut plusieurs de nos magistrats qui, engagés dans l'armée de Condé, ne purent être attirés en Angleterre par l'offre d'un tel traitement, et aimèrent mieux braver tous les jours la mort en recevant une paye de 20 ou 30 sous.

1796. De tous les bienfaiteurs que les émigrés rencontrèrent en Angleterre, aucun ne fut plus actif qu'un de leurs compagnons, auquel ils donnèrent d'une commune voix le surnom de nouveau saint Vincent-de-Paule. C'était un simple prêtre, nommé l'abbé Caron. Son ardente charité lui avait créé une puissance et des trésors; c'était à qui mériterait les bénédictions de ce solliciteur envoyé par le ciel. L'abbé Caron s'occupa surtout de l'éducation des enfans des émigrés, et il ouvrit pour eux une école de savoir et de vertus. Bienfaiteur de cet établissement, M. Burke voulut l'être encore après sa mort par une riche dotation. Heureux l'homme éloquent qui prouve par tous les actes de sa vie la sincérité et la profondeur des sentimens auxquels il doit son génie!

Quels furent, pour l'Europe, les résultats politiques, moraux, religieux, industriels ou littéraires de l'émigration? Il serait long, difficile, et surtout prématuré, d'examiner cette question importante. L'émigration, inutile, par la faute des cabinets, au rétablissement de la monarchie en France, soutint presque partout ailleurs des monarchies qui avaient déjà reçu de secrets ébranlemens; les émigrés, par

le tableau perpétuel de leurs malheurs et de leur fidélité, opposaient une barrière à la *propagande* révolutionnaire. Un fait certain et bien évident, c'est que ce dangereux prosélytisme a fait beaucoup plus de progrès en Europe depuis que les émigrés sont rentrés dans leur patrie. Des prêtres échappés au martyre, et résolus de le braver encore, devinrent une réfutation vivante de ces principes qui avaient consacré les fureurs ou le délire de l'impiété sous le doux nom de tolérance. Tout s'arma dans les écoles, dans les universités ou dans le cabinet des sages contre l'infâme matérialisme. Des publicistes aussi judicieux que MM. Mounier et Malouet, aussi vifs et mordans que le comte de Rivarol, aussi éloquens que MM. de Lally et Montlosier, combattaient avec succès au-dehors des doctrines trop long-temps séduisantes pour les peuples. Heureux s'ils avaient pu inspirer plus de franchise, de concorde et de vigueur à la politique des cabinets! Des ouvrages qui devaient donner la plus noble et la plus salutaire impulsion à la littérature du dix-neuvième siècle, furent préparés dans l'émigration. C'est dans cet exil que fut conçu *le Génie du Christianisme*.

1796.

1796. C'était la mode en France, avant la révolution, de parler des États-Unis de l'Amérique, comme d'un peuple pour lequel renaissait l'âge d'or. L'espérance d'un retour aussi prompt que triomphant était si vivement allumée chez la plupart des émigrés, qu'ils furent d'abord peu tentés de s'exiler sous un autre hémisphère. Mais les malheurs constans de l'émigration, les fautes et les revers de ses protecteurs armés, portèrent un certain nombre de familles françaises à venir jouir de la félicité tant vantée de ce peuple nouveau. Cet asile n'était pas heureusement choisi. Tous les arts d'agrément, qui pour les émigrés devenaient des ressources dans toute l'Europe, étaient frappés de stérilité et presque de réprobation chez ce peuple, où chacun attend sa fortune des laborieuses entreprises de l'agriculture ou des entreprises les plus aventureuses du commerce. Les capitaux que l'on y transportait n'étaient pas toujours confiés à des mains sûres ; une froideur excessive de manières et de procédés rebutait l'esprit communicatif des Français, et leur cœur toujours si prompt à s'épancher. Chassés des villes par le peu d'intérêt qu'ils trouvaient dans les relations, ils formèrent d'assez vastes pro-

jets de colonisation dans les campagnes. Des terrains immenses achetés à peu de frais, des forêts à abattre, des fleuves à surmonter, des sauvages à civiliser, des tribus nouvelles à créer, peut-être une agréable ville à construire, tout charmait d'abord, tout exaltait leur imagination. Les entreprises modestes réussirent assez bien ; mais les grands établissemens furent abandonnés, et ne prospérèrent qu'entre les mains de successeurs plus habitués à une stricte économie. Considérons maintenant les derniers et malheureux efforts des royalistes de la Vendée. 1796.

Derniers efforts de Charette et de Stoflet ; leur mort.

Nous avons vu que Charette avait repris les armes peu de temps avant la fatale descente de Quiberon. Son armée s'élevait alors à près de quinze mille hommes, et si Stoflet, qui commandait dans l'Anjou, l'eût secondé à propos, la Vendée, où étaient attendus dix mille Anglais ou émigrés, et qu'eût protégée une formidable escadre, se fût montrée plus puissante que jamais. Malheureusement les instances de M. de Puisaye, qui réclamait pour la Bretagne l'honneur de rétablir la monarchie, prévalurent auprès de l'Angleterre dont il était l'agent dévoué ; tous les émigrés qui furent employés à cette descente,

1796. dans leurs relations ou dans leurs discours, ont blâmé le conseil donné par M. de Puisaye et le peu de vigueur qu'il montra dans l'action. Charette, réduit à ses propres forces, n'en resta pas moins inébranlable. Lorsqu'il apprit la triste issue du combat, la prise du fort Penthièvre, et les longs supplices ordonnés au mépris d'une capitulation et d'une parole d'honneur, il crut devoir recourir à la loi des représailles que la sévérité de son caractère lui avait déjà fait employer dans d'autres occasions. Il fit fusiller tous les soldats républicains qui étaient en son pouvoir. Sans étendre ses conquêtes, il maintint ses positions. Bientôt la nouvelle la plus agréable lui fut apportée de Londres; on lui annonçait l'arrivée d'une escadre anglaise qui transporterait sur les côtes quatre ou cinq mille émigrés ou Anglais, sous la conduite du comte d'Artois. Cette escadre mit à la voile, et c'était encore le commodore Waren, si malheureux à Quiberon, qui la dirigeait. L'escadre vint mouiller d'abord dans la baie de Quiberon où le comte d'Artois fit rendre des honneurs funèbres au généreux Sombreuil et à ses infortunés compagnons; de là on remit bientôt à la voile pour

les côtes du Poitou. Le commodore Waren, intimidé par ses premiers revers, n'osa attaquer l'île de Noir-Moutiers dont Charette s'était emparé trois fois avec de faibles barques, et qui offrait le meilleur moyen de communication avec les royalistes du Poitou; on se contenta de la prise de l'Ile-Dieu, et le 2 octobre 1795 le comte d'Artois y débarqua; bientôt le duc de Bourbon l'y joignit. Le marquis de Rivière, aide-de-camp du premier de ces princes, fit plusieurs voyages périlleux pour entretenir des intelligences avec Charette. Ici nous retrouvons encore cette politique anglaise qui, malgré beaucoup de démonstrations récentes, s'opposait toujours à donner trop d'avantages à la cause royaliste en France. J'ai dit ailleurs que M. Pitt était loin de suivre l'impulsion généreuse qui animait un autre ministre, M. Windham. Des jours précieux s'écoulèrent dans l'inaction. Les troupes républicaines se portaient avec ardeur sur la côte pour la défendre contre les entreprises des Anglais; la saison d'hiver offrait beaucoup de danger dans le mouillage. Quelle fut la consternation de Charette et quel fut surtout le désespoir des princes et des émigrés, quand l'escadre anglaise remit à la

1796. voile, et qu'on abandonna l'Ile-Dieu! Charette vit bientôt son armée réduite tantôt au tiers, tantôt au quart, et enfin au dixième des forces qu'elle avait présentées lorsqu'un puissant secours était promis; mais rien ne pouvait briser la résolution de l'un des plus fermes caractères que les temps modernes aient produits. Charette se souvenait de la glorieuse campagne d'hiver qu'il avait soutenue deux années auparavant contre d'intrépides généraux que dirigeait le féroce Carrier; mais il avait cette fois à se mesurer contre le vainqueur de Quiberon, contre le vainqueur de Brunswick et de Wurmser, contre ce redoutable Hoche dont la renommée militaire égalait presque celle de Pichegru. Les mouvemens des royalistes bretons formaient, à la vérité, une diversion favorable à ceux des royalistes du Poitou; mais Stoflet, dont l'abbé Bernier, curé de Saint-Laud, entretenait par ambition la fatale jalousie, se tenait encore immobile dans le bas Poitou à l'approche du commun danger; Hoche veillait à ne pas diviser ses forces, et connaissait l'art de ne pas multiplier le nombre de ses ennemis; il suivait, jusque dans ses rigueurs envers le peuple des campagnes, des calculs très habiles; avait-il saisi

de nombreux troupeaux, richesse du pays, il 1796.
les rendait assez fidèlement aux cantons qui avaient posé les armes. A la vue d'un ennemi si exercé, Charette redoubla la puissance de ses stratagèmes et la vélocité de ses mouvemens. D'un pays qui éprouvait toutes les horreurs de la famine, il s'élançait sur les postes où les républicains avaient établi leurs approvisionnemens; il put ainsi surprendre deux camps ennemis où les républicains passèrent du sommeil à la mort; mais des revers s'entre-mêlaient bientôt à ses succès; les uns et les autres lui coûtaient la perte de ses officiers les plus valeureux. Pajot, Roberie et Coëtus n'étaient plus. Ce fut au milieu de ces vicissitudes du sort que le général Hoche, d'après les instructions de son gouvernement, fit offrir à Charette de conclure une nouvelle paix, sous la condition qu'on le ferait passer en Angleterre sur un vaisseau parlementaire, avec tous ceux de sa famille et de sa suite qu'il choisirait, et qu'on lui ferait toucher, à lui ainsi qu'aux siens, tous ses revenus. Il paraît même qu'à ces propositions ostensibles on avait joint secrètement l'offre d'un million. Voici sa réponse au général Gratien qui lui transmettait ces propositions : « Je saurai

1796. « périr les armes à la main ; mais fuir, aban-
« donner les braves que je commande, non,
« jamais! Tous les vaisseaux de la république
« ne suffiraient pas pour transporter mes com-
« pagnons en Angleterre, ni les armées pour les
« escorter; loin de craindre vos menaces, j'irai
« vous attaquer jusque dans votre camp. »

Mais voici une épreuve plus difficile pour le cœur de Charette. Hoche n'a point encore renoncé à l'espoir de cette paix, et des officiers royalistes se sont chargés d'en faire sentir la nécessité à leur général ; ils ont recours, et sans doute avec sincérité, à des raisonnemens tirés de leur admiration et de leur dévoûment pour leur chef. « Le parti royaliste, lui disaient-ils, tient à votre nom ; « si vous périssez, il périt avec vous; en ce « moment tout vous abandonne; la plupart « des paroisses ont mis bas les armes; vous « n'avez presque plus de soldats; des traîtres « font part à l'ennemi de tous vos mouvemens : ne vaut-il pas mieux en passant en « Angleterre conserver l'espoir de revenir au « printemps prochain avec les princes et la « noblesse française ? — Messieurs, reprend « Charette avec sévérité, je ne suis point « juge des ordres que le Roi me donne, je les

« connais; ils sont tels que moi-même je les 1796.
« ai sollicités; gardez-leur la même fidélité
« que moi; rien ne me fera fléchir dans mes
« devoirs. »

L'antiquité ne nous a rien transmis de plus magnanime qu'un tel refus dans une telle position.

Cependant Stoflet était enfin sorti de sa fatale inaction, le titre de lieutenant-général que le Roi venait de lui conférer, et les vives instances du comte de Maulévrier dont il avait été garde-chasse, avaient prévalu sur ses sentimens jaloux; mais sa longue immobilité avait ralenti l'ardeur de sa valeureuse troupe, et laissé trop de prise aux intrigues, aux promesses et aux séductions des républicains. Hoche se flatta de terminer en quinze jours la guerre qu'il appelait avec mépris *stoflétienne*, et tint parole; mais ce fut à la trahison qu'il dut son triomphe. Les colonnes républicaines, en bravant une saison ennemie et des chemins affreux, cernaient déjà Stoflet auprès de Chémillé, lorsqu'il avait à peine rassemblé trois cents hommes. Un paysan avait indiqué la retraite du curé de Saint-Laud dans une métairie; deux officiers républicains, accompagnés d'un déta-

1796. chement de quelques hommes, se présentent pour le saisir, et pour s'introduire avec plus de facilité, prennent les noms des généraux vendéens. La porte leur est ouverte. Au lieu de l'abbé Bernier, c'est le terrible Stoflet qu'ils ont en leur pouvoir; il n'est accompagné que de ses deux aides-de-camp. Huit fusiliers les couchent en joue. Stoflet s'élance sur l'un deux, et veut donner la mort avant de la recevoir; mais saisi par-derrière, il est désarmé et garrotté; on le conduit à Angers avec un jeune officier allemand, Charles Lichtenheim, qui n'a pas voulu survivre à son chef. La commission militaire les condamne l'un et l'autre à être fusillés; les deux amis se bandent mutuellement les yeux, s'embrassent et expirent en proférant le cri de *vive le Roi!* Telle fut la fin d'un homme qui avait triomphé dans d'innombrables batailles des meilleures troupes de l'univers.

Charette, en apprenant la mort de l'homme qui l'avait secondé à la fois trop tard et avec une impétuosité irréfléchie, ne montra que plus d'ardeur à combattre; mais le découragement, qui ne pouvait entrer dans son cœur, se répandait dans tout le pays soumis à sa sévère domination; il recourait encore à cette fuite

qu'il avait rendue souvent aussi terrible que ses victoires; il trouvait partout l'occasion de combattre; vaincu le jour, pendant la nuit il surprenait encore des convois, et tombait comme la foudre sur des soldats endormis ou mal gardés; les rangs de ses soldats allaient toujours s'éclaircissant; il survivait au brave Guérin, l'Ajax de son armée. Dans un même combat, il avait vu périr son cousin Charette de la Colinière, et deux excellens officiers, Laporte et Baumel. « Laissez-moi, messieurs, « dit Charette après ce funeste événement, « laissez-moi me recueillir un quart d'heure « dans ma douleur. » Ce quart d'heure passé, il était le même homme. Mais le nombre de ceux qui le poursuivent ne lui laisse plus d'espoir. De sept cents hommes, il n'en a plus que quarante, bientôt il n'en a plus que dix. L'heure de son dernier combat a sonné. Cent grenadiers l'investissent lui et les siens. Charette fait volte-face et reçoit deux blessures, l'une à la tête, d'un coup de feu, et l'autre à la main gauche, d'un coup de sabre qui lui coupe plusieurs doigts; deux de ses compagnons sont tombés à ses côtés; on va le saisir, lorsqu'un de ses soldats conçoit encore l'espoir de le sauver: « C'est moi qui suis Charette »,

1796.

1796. s'écrie-t-il. Mais les républicains ont vu trop souvent et de trop près ce général pour être ainsi trompés. Charette est enfin saisi et conduit au général Travot. Dans l'état de douleur et de mutilation où le laissaient ses blessures, on le conduit d'abord à Angers, puis d'Angers jusqu'à Nantes, afin que la même ville où il avait fait l'année précédente une entrée presque triomphale fût témoin de son supplice. « Si je vous avais fait prisonnier, « dit Charette au général républicain, je « vous aurais fait fusiller sur-le-champ. » Son arrêt est porté par la commission militaire. Charette le reçoit au cri de *vive le Roi !* La veille de l'exécution, après s'être confessé, il dormit d'un profond sommeil. Une foule immense le vit s'avancer vers le lieu du supplice. Le héros, accompagné de son confesseur, récitait le *Miserere*, et la prière ne faisait que donner à ses nobles traits une expression plus sublime. Les soldats l'admiraient, et quelques uns ne pouvaient retenir leurs larmes; il ne voulut pas souffrir qu'on lui bandât les yeux; l'on eût dit qu'il commandait encore à ses propres troupes; il marqua le dernier temps des armes, tira de l'écharpe sa main blessée, la

plaça de côté, avança la potrine, et reçut le coup mortel. 1796.

Aucune victoire remportée sur les Autrichiens ou sur les Anglais ne causa autant de joie aux républicains que la nouvelle de la prise et de la mort de Charette. De tous les héros de la Vendée, c'était celui qui leur inspirait le plus de crainte, d'étonnement et de haine. Ils osaient reprocher des cruautés à un général contre lequel ils avaient lancé un tigre tel que Carrier. On a vu que les massacres de Machecoul avaient été commis sans ses ordres et contre son vœu. Charette cependant n'obéissait que trop au génie de la guerre civile; il n'avait point ce fonds d'humanité tendre qui faisait encore plus briller l'héroïsme des Lescure, des Bonchamps, des d'Elbée. Dans le commandement, il n'était exempt ni de rudesse, ni peut-être de jalousie. Il reçut froidement Larochejacquelin fugitif pour la première fois, eut part au fatal arrêt prononcé contre Marigny, et n'intervint point à temps pour prévenir son supplice; mais jamais homme ne porta dans l'accomplissement d'un devoir héroïque, ni une activité d'esprit plus étonnante, ni une vigueur de caractère plus indomptable : le malheur centuplait ses forces.

1796. Jamais il n'était plus sûr d'entrer dans le camp ennemi que le soir même d'une défaite; rien ne peut se comparer, ni pour les fatigues du corps ni pour les tourmens de l'âme, à la vie qu'il mena trois ans entiers. Il fut donné à ce guerrier de surpasser et les plus rudes privations des cénobites et le stoïcisme des sages : tout lui appartenait dans sa gloire comme dans sa fortune. La plus vaste et la plus insatiable ambition n'aurait pu suggérer, n'aurait pu soutenir des travaux de ce genre; c'est à la sublime voix du devoir qu'il faut recourir pour expliquer un pareil dévoûment.

Correspondance de Pichegru avec le prince de Condé. Événemens militaires sur le Rhin.

Août et septembre 1795.

L'espoir des royalistes ne s'était point tout-à-fait éteint après la mort de Charette. Un autre grand homme se présentait, mais sous l'abri du plus profond mystère pour opérer cette difficile entreprise du rétablissement de la monarchie française, entreprise à laquelle tous les rois de l'Europe avaient renoncé; et cet homme, c'était Pichegru, en qui les républicains voyaient le créateur le plus habile de leurs prodigieuses victoires. Ici l'historien gémit de ne pouvoir être appuyé sur des mémoires rédigés par cet illustre général. S'était-il opéré un soudain changement dans son cœur ou dans ses opinions, ou bien ce grand capi-

taine s'était-il préparé, depuis long-temps, 1795.
par les mêmes victoires qui désolaient les royalistes, au rôle secret de leur défenseur et de leur suprême appui ? Voilà le premier problème qui m'arrête et que je n'essaierai point de résoudre par de vaines conjectures ou par des faits hasardés. Le caractère de Pichegru avait toujours été remarquable par un calme et une profondeur peu commune chez ses compatriotes. Né de parens pauvres, il avait fait ses études à Arbois, sa ville natale, chez des religieux, qui reconnurent en lui des dispositions marquées pour les mathématiques; ses progrès furent tels, qu'il devint, presqu'au sortir de l'adolescence, professeur de cette science à l'école militaire de Brienne; le sort voulut qu'il eût pour élève ce même Bonaparte, qui devait être à la fois son plus illustre rival et son plus cruel ennemi. Le maître et le disciple sentaient à la fois travailler leur génie, qui les portait vers la carrière militaire. Pichegru fut bientôt fait sergent d'artillerie, servit dans la guerre d'Amérique, et obtint le titre d'adjudant. Une révolution, qui lui permettait d'aspirer à des grades plus faits pour sa valeur et pour ses talens, ne pouvait manquer de le séduire. Dès que la guerre fut

1795. déclarée, Pichegru fixa les regards de ses compagnons et de ses supérieurs; sa naissance obscure plaidait encore pour lui : nous avons suivi près des lignes de Weissembourg, de Landau, à Courtrai, à Tournai, dans toute la Flandre, et enfin dans la Hollande, le cours de ses triomphes militaires. Dumouriez avait sans doute donné un brillant essor à la valeur française; mais Pichegru entendit bien plus profondément l'art de la soumettre soit au frein de la discipline, soit aux calculs de la science : c'était comme par enchantement qu'il avait fait tomber les retranchemens si vantés du prince de Cobourg dans la forêt de Mormale. Versé dans ces hautes opérations de la stratégie, qui, depuis Frédéric II, étaient devenues le grand secret de la guerre, et ne pouvaient se révéler qu'à un génie du même ordre, il savait toujours diriger son attaque vers le point où il était le moins attendu; c'était souvent par les derrières qu'il attaquait un ennemi invincible dans son centre; on lui dut l'invention du système de guerre qui déconcerta le plus la vieille tactique allemande; il sut multiplier tellement les affaires de postes, que le soldat français ne restait jamais oisif, et que l'ennemi était perpétuellement harcelé;

il engageait toutes les actions, depuis les plus petites jusqu'aux plus décisives, par des tirailleurs qui, profitant du terrain avec autant d'art que d'audace, venaient se présenter intrépidement sur le front de la ligne ennemie, et souvent y jetaient un premier désordre ; ce fut à un apprentissage de ce genre que se formèrent d'illustres généraux encore cachés dans des grades secondaires. La fortune seconda merveilleusement Pichegru dans la conquête de la Hollande ; mais il ne perdit pas un jour, pas un moment, pour profiter des rigueurs de l'hiver, qui transformaient en routes solides tant de canaux, de fleuves, de bras de mer, et ces inondations dont les Hollandais, dans leur désespoir, avaient fait leur dernier rempart. Pichegru, quoique d'une humeur réservée et même un peu taciturne, sut communiquer aux soldats plusieurs des belles qualités de son âme. Ainsi, durant les plus exécrables violences du régime de la terreur, Pichegru et son armée, au lieu de fusiller les émigrés qui tombaient en leur pouvoir, leur fournissaient des moyens d'évasion. La Convention, qui affectait d'imputer à M. Pitt l'assassinat de Marat et celui qui avait été tenté sur Collot-d'Herbois, avait 1795.

1795. de Manheim; Jourdan, de son côté, avait passé le Rhin. Cependant le prince de Condé avait conçu l'espoir de donner le général Pichegru à son roi. Un imprimeur, nommé Fauche-Borel, fut le premier agent qui conduisit une entreprise si difficile. Qu'on ne s'attende pas à me voir entrer dans les détails de cette négociation clandestine; les documens qui s'offrent à moi sont presque tous d'une nature si suspecte, et il me manque tant de matériaux nécessaires, que je ne trouve ici de certain qu'un seul point, c'est une résolution ferme et sincère prise par Pichegru de travailler au rétablissement de la monarchie française. Malgré une correspondance écrite en chiffres sous des noms supposés, avec des allusions fort contournées et difficiles à saisir, malgré ces pièces nombreuses qui furent saisies par le général Moreau, et qu'il communiqua au Directoire après le 18 fructidor, malgré des révélations fort suspectes et fort envenimées, et surtout fort honteuses, qui furent faites depuis par un agent de cette intrigue, je n'admets point que la foi de Pichegru ait été tentée par des offres pécuniaires, telles qu'un million en argent, deux cent mille livres de rente, la propriété du château de Chambord,

le gouvernement de l'Alsace, etc..... les 1795.
pièces qui en parlent me semblent fort suspectes ; le désintéressement de Pichegru s'était si glorieusement manifesté, qu'on devait s'attendre au mépris avec lequel des offres d'argent seraient reçues par un général qui aurait pu toucher en Hollande plusieurs millions, et possédait à peine cinquante mille écus. Je rejette également le soupçon que Pichegru ait concerté avec les ennemis des défaites pour son collègue Jourdan et pour lui-même : quel est le général d'une haute renommée et d'un grand caractère qui supporte l'idée de faire exterminer ses propres soldats ? J'avouerai enfin que je conçois très difficilement le moyen qu'on prétend avoir été proposé par Pichegru pour amener la restauration ; il s'agissait, dit-on, de faire passer le Rhin à l'armée de Condé, pour qu'elle vînt fraterniser avec l'armée de Pichegru, et ce général se chargeait de les faire marcher ensemble sur Paris aux cris de « vive le Roi ! » ou bien c'était l'armée de Pichegru qui devait passer le Rhin pour s'unir à celle de Condé. Il n'y avait certes de maturité ni pour l'une ni pour l'autre entreprise ; dans le premier cas, l'armée de Condé, malgré

1795. toute la sincérité et tout le zèle de Pichegru, pouvait être exposée à une extermination générale, qui eût été la plus cruelle plaie faite à la noblesse française; dans le second cas, le péril était extrême pour Pichegru et pour ceux de ses généraux et officiers qui auraient provoqué une telle défection, sans y avoir préparé les esprits. Ce que l'on doit présumer de deux hommes d'une haute prudence, tels que le prince de Condé et le général Pichegru, c'est que tout en s'entendant sur un but commun, ils se gardaient bien l'un et l'autre d'y marcher avec une précipitation qui eût tout perdu. A l'époque où se conduisait cette négociation, les royalistes trouvaient à Paris beaucoup de chances favorables; quelques régimens de cavalerie, et quelques canons, fournis aux sections de Paris dans leur mouvement contre la Convention, eussent rendu leur victoire assurée. Pichegru connaissait assurément cette disposition des esprits dans la capitale; s'il n'osait pas la seconder ouvertement, il n'était donc pas assez sûr de son armée; il ne pouvait donc pas compter sur quatre ou cinq régimens aveuglement dévoués. Que si les royalistes à Paris, laissés à leurs propres forces et à leur inex-

périence militaire, étaient vainqueurs de la Convention, le projet que l'on attribue à Pichegru se trouvait environné de moins d'obstacles, mais devenait en quelque sorte une conséquence des événemens de la capitale, et, suivant toute probabilité, le roi eût été proclamé à Paris avant même de l'être sur les rives du Rhin. 1795.

Une autre difficulté s'offrait pour l'exécution de ce plan, c'était le concours de l'armée autrichienne. L'on prétend que Wurmser, instruit de cette négociation, fut loin de la favoriser, et la rejeta même avec humeur.

Quoi qu'il en soit, tous ces projets ne reçurent pas même un commencement d'exécution. Clairfait remporta sur le général Jourdan une victoire, qui força celui-ci à repasser le Rhin dans un assez grand désordre. Pichegru fut ensuite obligé d'abandonner Manheim ; la garnison qu'il laissa dans cette ville succomba sous le nombre, et fut horriblement maltraitée. Le Directoire prit de l'humeur contre le général Pichegru pour un revers assez léger, lui retira le commandement de l'armée du Rhin, et voulut l'éloigner par une ambassade en Suède. Pichegru la refusa, et vint vivre philosophiquement dans

1795. sa ville natale; peu de temps après, Bonaparte, qui venait d'épouser la veuve du général Beauharnais, fut nommé par le crédit de Barras général de l'armée d'Italie. Le plus grand ordre d'événemens va se déployer devant nous.

FIN DU LIVRE PREMIER.

1795.

LIVRE SECOND.

Peu d'événemens, dans l'histoire moderne, se présentent avec autant de clarté, d'intérêt et d'éclat que les campagnes de Bonaparte en Italie. Les vainqueurs, les vaincus ont parlé, les uns tout pleins encore de l'enthousiasme qui avait fait leurs succès, les autres avec cette hésitation qui décèle des plans mal conçus ou mal exécutés. Dans les relations qui m'appuient, je trouve quelquefois la franchise et la dignité de l'histoire. La critique est venue tantôt rectifier ce que l'admiration avait d'excessif, et tantôt la rendre plus légitime.

Quand ces faits guerriers ne seraient encore qu'un brillant épisode de la révolution française, le lecteur les saluerait avec joie, parce qu'ils viennent délasser l'esprit des tableaux de cette révolution, qui, malfaisante jusque dans son calme, ne se continue plus que par des personnages subalternes, et va prolonger son agonie par des crimes qui auront à la fois un caractère de fureur et de débilité.

1795. Mais ces faits déterminent une nouvelle marche de la révolution : ils arrêteront bientôt les ravages de la liberté, pour y substituer les ravages de la gloire. Ce sont de nouveaux ébranlemens qui s'annoncent pour les trônes ; c'est un nouveau maître qui s'annonce pour les peuples.

Dans l'exil de Sainte-Hélène, Bonaparte dictait ses mémoires aux nobles amis de ses disgrâces, à ces cœurs généreux qui, par leur dévoûment, lui rendaient plus présent le bien qu'il avait pu faire, et adoucissaient l'amertume de ses souvenirs les plus importuns. On voit que dans ces mémoires il s'arrête avec une prédilection peut-être involontaire sur les campagnes d'Italie. Ce n'est plus, il est vrai, le feu de ses premières relations écrites dans l'enchantement de la victoire. Mais quelquefois la grandeur de l'événement réagit avec force sur cet esprit fatigué, sur cette âme qui, ayant fait seule si long-temps le tumulte du monde, semble glacée par le silence de sa solitude. N'attendez pas que ce souverain, dépouillé de vingt trônes conquis, vous dévoile son cœur, s'explique comme un homme. Il cache ses regrets, dissimule ses remords, et ne confesse que son ennui. Il

croit encore à son règne, et semble contempler son désastre avec la feinte immobilité qu'il gardait devant les flammes de Moscou. Il ne veut s'expliquer qu'en guerrier, comme si son génie militaire pouvait être un problème, comme si le genre humain ne lui demandait pas compte de l'usage qu'il en a fait. 1795.

Résumé des principaux événemens de l'Italie.

L'historien doit se rendre, non l'écho, mais le juge de ces mémoires d'un superbe et sombre solitaire, qui n'avait pas eu un assez long commerce avec la vérité pour la professer sans réserve loin du bruit de l'univers.

Bonaparte ouvre le récit de ses campagnes d'Italie par une statistique militaire de cette contrée. Tout fait présumer qu'il s'était tracé à lui-même une partie de ce vaste tableau, avant de porter ses armes en Italie. L'histoire que j'écris demande un autre genre d'introduction.

Il convient de jeter un coup d'œil sur l'état politique, les mœurs, les lumières et la civilisation d'une contrée illustre à tant de titres différens, qui autrefois porta partout la guerre, et qui, depuis les temps modernes, est condamnée à la recevoir toujours.

On me reprochera peut-être d'avoir donné trop d'étendue à ce tableau, de l'avoir fait

1795. remonter à des temps trop reculés, d'y avoir inséré des circonstances peu importantes, et d'avoir répété quelques faits déjà mentionnés dans les précédens volumes; mais, dans un résumé historique, on n'obtient pas la clarté sans lier étroitement un grand nombre de faits.

Les ténèbres du moyen âge, en arrêtant l'essor des puissantes monarchies qui se fondèrent en Europe sur les débris de l'empire romain, furent favorables, sinon à la tranquillité intérieure de l'Italie, du moins à son indépendance, à son industrie et même à ses lumières. Visitée, conquise et respectée par Charlemagne, elle échappa sans peine et presque sans bruit au joug de ses faibles successeurs; en sorte qu'il ne resta plus rien dans cette contrée d'une domination qui régit, ou semble régir encore l'Allemagne. Mais il fallut bien que l'Italie, pour opérer sa délivrance, eût recours, comme les autres états, aux ressorts compliqués et déplorables du système féodal.

Toutefois, une circonstance singulière modifia pour elle les fléaux de cette savante et bizarre anarchie. Les papes étudièrent ce système dès sa naissance, et l'appliquant avec

hardiesse à leur ambition, ils voulurent s'attribuer une suzeraineté spirituelle par son titre, mais temporelle par le fait, sur tous les états de la chrétienté. Grégoire VII développa ce système déjà essayé par ses prédécesseurs ; l'Italie étonnée crut renaître aux jours où tout le monde connu lui était soumis. Grégoire VII et ses successeurs aimèrent mieux faire sentir au loin que de près tout le poids de cette nouvelle domination. Sans conquérir des provinces autour d'eux, satisfaits d'un état qu'ils venaient d'obtenir de la princesse Mathilde, ils allégèrent dans leur voisinage et même dans leur capitale toute espèce de joug, et fondèrent en Italie autant de petites républiques que les Romains en avaient détruit dans les premiers essais de leur grandeur. La servitude de la glèbe disparut dans une contrée qui s'élançait déjà vers la liberté civile et même politique. 1795.

Sous ce point de vue, l'Italie était plus un corps de nation que l'Allemagne, et même que la France. Elle profitait de la faiblesse de ses voisins, pour se livrer avec peu de danger aux discordes et aux guerres intestines qu'appelle une multitude d'états. L'autorité prédominante et généralement aimée du chef de

1795. l'Église tenait lieu à l'Italie d'un système de confédération ; il était pour ces peuples comme un chef d'amphictyons qui n'avait pas besoin de consulter les oracles, et qui parlait lui-même au nom de Dieu.

Mais les empereurs d'Allemagne, indignés des outrages auxquels Rome avait assujetti leur couronne, leur nom et leurs cendres même, parvinrent à rompre cette unité italique, sur laquelle s'appuyait l'ambitieux arbitre des rois. En se créant un parti au-delà des Alpes, ils ouvrirent une voie à leurs invasions, et l'Italie était menacée dans son indépendance. Les papes, dans cette lutte, enflammèrent leurs partisans de tout ce que le zèle religieux et la superstition même peuvent ajouter au mobile de la liberté. Bientôt l'esprit de vengeance rendit tout égal entre les Guelfes qui défendaient le pape, et les Gibelins qui s'attachaient aux empereurs. Sous le règne de la loi divine de charité, tous les états, toutes les villes entrèrent en émulation de fureurs, de fraudes et de crimes; chaque famille exerça contre une autre famille, et souvent contre ses propres membres, des vengeances dignes de la Grèce au temps des Atrides.

Les papes, par un trait de génie émané de leur zèle, surent apporter un remède ou du moins une diversion à ces scènes barbares ; on entend bien que je veux parler de la prédication des croisades. Ces expéditions, où l'Europe, trompée dans ses vœux, n'obtint qu'à travers des flots de sang chrétien et musulman la conquête éphémère du tombeau de Jésus-Christ, amenèrent pour la plupart des peuples des biens qu'on n'avait pas prévus, ou que la politique des rois avait faiblement soupçonnés. Un grand coup porté à l'anarchie féodale par la main des seigneurs pieusement enthousiastes ; l'extinction de la servitude dans plusieurs parties de l'Europe, événement presque surnaturel produit par le christianisme, par l'intervention pontificale et la sagesse de nos rois ; l'élévation des communes ; la concession de quelques droits politiques au Tiers-État ; enfin les admirables caractères de Godefroi de Bouillon, de Tancrède et de Saint-Louis ; tels furent les fruits aussi précieux qu'inespérés des croisades. 1795.

L'Italie, sans fournir un vaste contingent à ces brillantes entreprises, s'honora par le courage et les vertus de quelques héros. Elle s'enrichit en fournissant des vaisseaux, des

1795. vivres, des vêtemens et des armes aux puissans et fougueux pélerins. Florence, Pise, Sienne, Gênes et Venise levèrent par la navigation, le commerce et l'industrie, plus de tributs que la cour de Rome n'en obtenait alors de la docile piété des peuples et des rois.

Ni l'Italie ni les papes ne se montrèrent jamais fatigués des croisades. Les papes étaient sincères dans leur magnanimité chrétienne. Quant aux villes de l'Italie, en excitant le zèle des puissances, elles l'égaraient souvent, et à la fin elles le rebutèrent. Ainsi, par les intrigues de l'ambitieuse Venise, on vit une croisade dirigée contre les malheureux débris d'un empire chrétien, contre la ville même de Constantin et de Théodose. Dans cette expédition, qui réunit les plus hideux caractères de la barbarie du moyen âge, les Vénitiens, sous la conduite d'un vieillard, firent briller des talens militaires qui semblaient appeler cette république aux destinées de l'ancienne Rome. Mais elle jugea ses forces, consulta ses bénéfices, et aima mieux être Carthage.

Cependant, pour soutenir et pour légitimer sa grandeur naissante, seule avec les chevaliers de Rhodes, elle soutint la lutte contre

l'islamisme et contre le génie terrible des empereurs ottomans. En attendant, elle s'emparait, par une voie savante, longue et difficile, du commerce des Indes. Gênes osa rivaliser avec Venise, et s'armant contre elle des ressentimens et des jalousies de plusieurs états, elle fut sur le point de réduire à ses lagunes cette souveraine de l'Adriatique. Mais, vers la fin de cette lutte ardente, Venise recouvra sa force et son génie. Ces deux républiques, par leurs excursions dans la Morée, semblaient se disputer le cadavre de la Grèce. 1795.

Tout semblait alors appeler Venise, sinon à la domination de l'Italie, du moins à la glorieuse tutelle de son indépendance. Elle exerçait contre les papes une secrète et habile jalousie, qui limitait leur pouvoir, et avertissait les souverains des moyens de braver leurs menaces. Les souverains tant de fois humiliés, déposés par l'autorité pontificale, trouvèrent un vengeur dans Philippe-le-Bel, violent adversaire d'un violent pontife.

Rome et l'Italie reçurent des rois de France le coup le plus terrible, par la translation du Saint-Siége dans la ville d'Avignon. Pendant ce long exil de la papauté, les républiques d'Italie purent s'apercevoir qu'il manquait un

1795. arbitre à leurs débats. On vit s'élever de tous côtés des tyrans d'un jour, qui ne perdaient pas un moment pour le crime. Rome, qui ne régnait plus par le pape, entreprit de régner, comme autrefois, par des consuls, des tribuns, par un sénat, un forum. Rienzi appela tous les peuples d'Italie à la liberté. Une telle entreprise excita d'abord le plus vif enthousiasme. Mais Rienzi se perdit par des violences sanguinaires.

Le pape fut enfin rendu à Rome inquiète et à l'Italie. Le pontificat semblait revenir plus puissant de l'exil d'Avignon.

Mais bientôt le schisme d'Occident, de longues et déplorables guerres de papes et d'anti-papes, les hérésies de Jean Hus et de Jérôme de Prague, enfin le concile de Constance dominé par un empereur, en affaiblissant l'autorité pontificale, diminuèrent l'ascendant extérieur de l'Italie et perpétuèrent ses discordes intestines. Pise, Florence et Sienne se fatiguèrent des orages de leur liberté. Les autres républiques, telles que Venise et Gènes, se consumaient en efforts pour des expéditions dispendieuses, qui les éloignaient trop d'une sage inspection de l'Italie.

Si ce pays fut alors à l'abri d'invasions for-

midables, il ne le dût qu'aux guerres allumées 1795.
entre les principaux états de l'Europe. C'était le temps où la France démembrée, saccagée, se débattait contre le joug insolent de l'Angleterre, et, après avoir perdu Charles V et Duguesclin, se préparait à produire Jeanne d'Arc et Dunois.

Cependant un éclat inespéré vint luire sur l'Italie et la proposer, non plus comme autrefois à l'admiration craintive des peuples, mais à la reconnaissance du genre humain. Depuis un siècle se préparait le glorieux mouvement de la renaissance des lettres. L'inspiration d'un beau ciel, qui déjà multipliait en Italie comme en Provence des poètes sans art, mais non sans passion ; je ne sais quel mysticisme d'amour, qui polissait l'idiome romantique ; les pompes gracieuses et les fêtes de certaines cours ; la magnificence judicieuse de certaines républiques ; cette surabondance de vie politique qui résultait de la constitution, des rivalités et des orages de tant d'états divers ; le soin avec lequel des pontifes avaient recueilli des débris du savoir, le besoin qu'ils éprouvaient de régner par l'éloquence non moins que par la piété ; tout semblait dire au génie de paraître, de fixer le goût, et de faire

1795. présider l'Italie à une civilisation nouvelle du monde.

Le Dante, le premier, répondit à cet appel; génie bizarre et sombre qui sut vivifier un plan monotone, tantôt par les soudains éclats d'une âme tumultueuse, tantôt par les teintes douces et profondes d'une sensibilité rêveuse. Ce peintre terrible de la vengeance n'était fait que pour agiter encore plus sa nation.

Pétrarque et Bocace prirent soin de la calmer; par un singulier contraste, l'un exalta l'amour jusqu'à un degré où il semble se confondre avec l'extase religieuse, et l'autre se joua de cette même passion dans des contes badins, licencieux et satiriques. En même temps Pétrarque et Bocace, livrés avec une égale ardeur aux travaux de l'érudition, ressuscitaient des chefs-d'œuvre enfouis de la littérature latine. L'Italie leur décerna une belle récompense, en associant leur nom à celui du Dante.

Une famille de marchands, où l'ambition s'appuyait sur des combinaisons aussi vastes qu'adroites, et subsistait, par un singulier phénomène, à côté même des vertus, appela les lettres au secours du doux empire qu'elle obtenait sur l'orageuse Florence; et, par ses

soins, l'une des plus grandes calamités du quinzième siècle, la prise de Constantinople, eut plus d'une conséquence heureuse pour l'Europe. La Grèce trouva à la fois des interprètes et des héritiers; et la civilisation nouvelle rouvrit ses communications avec le monde merveilleux de l'antiquité lettrée, peu de temps avant que le génie d'un Italien, de Christophe Colomb, lui soumît l'empire d'un monde qui semblait sorti depuis peu de siècles du sein des flots. 1795.

Les Italiens, saisis de la passion du beau, avec une ardeur qu'enflammaient leurs vieilles jalousies, la portèrent partout où l'imagination peut étendre son empire. Trop heureux si leur cœur s'était exalté de même pour les vertus énergiques! Mais, s'ils ne les avaient trouvées ni dans les préceptes d'une religion sublime, ni dans les constitutions libres ou tempérées de leurs divers états, il était trop tard pour eux de les chercher dans la culture des lettres et des beaux-arts. Quoi qu'il en soit, l'Italie se peuple de poètes, d'artistes, d'hommes de lettres pleins de génie ou de goût, d'amateurs passionnés, de critiques judicieux et de protecteurs magnifiques. Quoi de plus hardi, pour le souverain d'un état borné, que de

1795. créer, en présence des grandes ruines de Rome, en présence du Panthéon, un monument supérieur à la magnificence des empereurs, maîtres du monde! Un goût aussi sublime que pur dirigea, sous cinq pontifes, une entreprise où les merveilles de tous les arts vinrent concourir aux pompes de la religion. L'architecture marcha pendant un siècle de chefs-d'œuvre en chefs-d'œuvre. Après les Alberti, les Bramante et les Michel-Ange, Palladio parut comme pour réunir tous les genres de beauté.

L'Italie eut son Phidias dans Michel-Ange, son Zeuxis dans Raphaël, avant d'avoir son Homère dans le Tasse. Dès que de tels artistes eurent paru, le beau idéal cessa d'être, pour tout un peuple, une chimère. Il fut l'inspiration de Léonard de Vinci, du Titien, de Jules-Romain, du Corrége et du Dominiquin. La religion ne paraissait que plus légitime et plus sainte, en se décorant d'images aussi pures que leurs modèles.

Successeur plein de génie de poètes et de conteurs réjouissans et fantasques, l'Arioste badina avec la majestueuse épopée, mais il l'enrichit par la fécondité et même par l'heureux ensemble de ses admirables caprices.

Si Le Trissin essayait avec peu de succès de reproduire la tragédie des anciens, Machiavel, en se jouant (et plût à Dieu que ce génie atrabilaire eût toujours joué!) devinait les secrets de la bonne comédie. 1795.

Partout s'élevaient des statues et des palais de marbre; partout le luxe semblait justifié par le bon goût. Le Capitole, habitué à recevoir les dépouilles du monde, ne s'ouvrait plus que pour le triomphe de poètes destinés à charmer la terre.

Laurent de Médicis semblait créer pour la Toscane un âge d'or, qui ne supposait pas cependant l'innocence. Mais, partout ailleurs, dans les mêmes lieux où se méditaient les œuvres du génie, se méditaient les crimes raffinés et savans dont Machiavel a tracé le code dans un de ses ouvrages, et pour lesquels il se montre complaisant dans tous les autres. Toutes les tempêtes grondaient alors et même éclataient déjà sur l'Italie florissante par les lettres et par les arts, et qui ne devait qu'à leur culture une sorte d'unité idéale. Aucun de ses états n'avait pu prendre sur les autres un ascendant tutélaire qui fît respecter la commune indépendance. Tous les états voisins avaient accru leur puissance, en fortifiant leur

1795. unité politique. L'Espagne sortait triomphante de ses guerres saintement obstinées contre les Maures, auxquels elle venait d'enlever dans Grenade leur dernier refuge. L'Autriche s'agrandissait et marchait à des destins nouveaux. La France était affranchie du joug des Anglais par le réveil chevaleresque de ses guerriers, et du joug féodal par le despotisme artificieux et cruel de Louis XI. Tous ces états convoitèrent les richesses de l'Italie.

La rivalité furieuse des maisons d'Anjou et d'Aragon désolait depuis plusieurs siècles le royaume des Deux-Siciles, mais elle n'avait causé que de légères commotions à tout le reste de l'Italie. Un pontife abhorré, Alexandre VI, ouvrit aux Français cette Italie, sur laquelle tous ses prédécesseurs avaient veillé avec un soin paternel. L'expédition de Charles VIII ne fut qu'un orage assez court; mais elle donna lieu à tant d'actes de perfidie politique entre les états d'Italie, à tant de ligues et contre-ligues, que cette malheureuse contrée fut condamnée à rouler long-temps dans l'abîme creusé par les Borgia. Usurpateur maladroit, Ludovic Sforce appela de nouveau les Français, pour son malheur et pour celui des peuples.

Louis XII, l'empereur Maximilien et Ferdinand-le-Catholique sont appelés à déchirer encore une fois l'Italie. La loyauté de l'un, la versatilité de l'autre, la perfidie du troisième prolongent les débats; et le pape Jules II ne fait qu'affaiblir les armes spirituelles de Rome, en se couvrant des armes du guerrier. A chaque instant on change d'alliés; tantôt le courroux des rois menace d'accabler le pape, tantôt il se dirige contre Venise, plus fidèle du moins à la cause italique. La ligue de Cambrai fut pour cette cause un événement désastreux. Venise ne succomba point sous l'effort de tant d'états puissans; mais elle sortit tellement affaiblie de la lutte, qu'on ne la vit plus tenter d'effort magnanime pour sauver ou pour venger l'Italie. 1795.

Les malheurs de ce pays furent au comble, quand les droits des maisons d'Aragon et d'Autriche se trouvèrent réunis dans la personne de l'ambitieux Charles-Quint. L'Europe craignit un maître unique. François Ier se présenta pour calmer les craintes de l'Europe. Marignan, Pavie et Cérisoles varièrent les destins, et perpétuèrent les maux de l'Italie.

L'Italie, dans ce grand et terrible siècle, avait souvent à contempler dans ses divers

1795. oppresseurs, soit les profondes ressources du génie militaire et politique, soit le pur éclat des vertus chevaleresques. Des hommes tels que Gonsalve de Cordoue, Charles-Quint, le connétable de Bourbon, Trivulce, Lautrec, Lannoy; des hommes tels que Gaston de Foix et Bayard, La Palisse, Brissac et le duc de Guise, tels que Louis XII et François Ier, devaient vivement agiter et exalter les âmes. Le génie ne pouvait se taire en leur présence. On voyait les monarques courtiser souvent les artistes dont ils désolaient la patrie, et les amener comme en triomphe dans leurs capitales, auxquelles ils allaient donner une face nouvelle. Si les Italiens excellaient à cette époque à peindre les vertus et les grâces chevaleresques, c'est que les Français leur en avaient montré les plus parfaits et les plus aimables modèles.

Qui croirait que ce grand siècle de gloire littéraire fut marqué de si épouvantables désastres? et si l'histoire n'en offrait le témoignage, qui pourrait rapporter à une telle époque le sac de Rome par les soldats de Charles-Quint, qui se croyaient sans doute le soldats de Genséric?

Un moine devait être encore plus funeste

pour l'Italie et pour l'Église que tant de rois rivaux. Luther sut se prévaloir du tarif des indulgences, répandues avec profusion par le pape Léon X pour couvrir les dépenses de l'admirable basilique de Saint-Pierre de Rome. Tandis que toute la chrétienté eût dû jouir de ce monument avec le saint orgueil qui transportait le peuple de Dieu à la vue du temple de Salomon, Luther fit retentir et bientôt fit répéter un cri d'indignation contre l'avarice concussionnaire des papes. Les chefs-d'œuvre de Michel-Ange et de Raphaël servirent à une absurde imputation d'idolâtrie. Ce n'était qu'un premier pas vers une révolte plus vaste, suscitée par une théologie tracassière et sophistique. Si Rome ne prit point d'assez sages mesures pour arrêter les progrès d'une hérésie qui devait coûter à son autorité la perte de la plupart des états du Nord, et bientôt après de l'Angleterre, c'est qu'elle ne possédait point un clergé digne des beaux jours de l'Église. Sous ce point de vue, le siècle de Léon X paraîtra toujours fort inférieur au siècle de Louis XIV. Ni la science religieuse ni même la science morale n'avaient été assez cultivées. On en peut juger par un seul fait, c'est que la doctrine de Machiavel dominait.

1795.

1795. Rome reçut cependant un puissant secours de l'établissement aussi politique que religieux d'Ignace de Loyola. La forte et singulière milice que créa ce bizarre fondateur ne se borna point à balancer les progrès de l'hérésie; mais elle étendit les conquêtes de la foi dans le Nouveau-Monde, dans les Indes, et osa même concevoir le projet de lui soumettre la Chine. Malheureusement les Jésuites étaient plus habiles à servir le pouvoir de Rome qu'à l'éclairer. Au lieu de ces casuistes dangereux, qui troublèrent souvent les principes de la légitimité, que n'offraient-ils dès-lors un Bourdaloue?

Rome, appelée à intervenir dans les guerres civiles de l'Allemagne et de la France, eut trop peu d'empire sur ses défenseurs, et l'on vit un pontife pleurer en secret sur le massacre de la Saint-Barthélemi, et le bénir tout haut. L'Italie n'eut point à s'applaudir d'avoir donné à la France une reine du sang des Médicis. Les sinistres conseillers dont elle s'entoura firent que la Saint-Barthélemi fut justement appelée parmi nous le *crime italien*. De là, mille préjugés et une haine très-vive qui s'allumèrent contre cette nation; haine qui s'accrut encore sous la seconde épouse de

Henri IV, et qui fut portée contre Concini et sa 1795.
femme jusqu'au dernier degré de la fureur et de la démence. On ne sait point assez se faire une loi de ne point juger d'une nation par des aventuriers qui sortent de son sein, et que souvent elle-même a rejetés.

Cependant l'Italie avait recouvré une assiette non indépendante, mais tranquille, par la paix de Câteau-Cambrésis. Son grand siècle littéraire se continuait par Guichardin, judicieux et sincère historien des malheurs de sa partie, s'agrandissait par le Tasse, et devait se continuer par Galilée et Toricelli, avec un nouveau genre de gloire. L'Autriche espagnole ne faisait sentir que légèrement son joug dans le royaume de Naples et le Milanais. La puissance accrue et respectée des ducs de Savoie, leur habile politique et leur force militaire la tranquillisaient un peu sur les nouveaux desseins des Français. Les armées de Louis XIII n'insultèrent que les frontières de cette contrée.

Louis XIV, dans l'éclat de sa gloire, lui donna de plus sérieux sujets d'alarmes, de trouble, et surtout de jalousie. L'Italie étonnée, interdite, et presque subjuguée par l'admiration, se vit obligée de partager avec la

1795. France le sceptre magique que lui avaient donné le génie et le goût. Elle ne fit plus que des efforts languissans pour soutenir une concurrence rendue chaque jour plus difficile. Les libéralités de Louis XIV lui enlevaient ses hommes les plus illustres. Il attirait auprès de lui Dominique Cassini et le chevalier Bernini; il eût appelé de même de grands poètes, de grands orateurs, si l'Italie en avait encore produit. Vers le commencement de ce grand règne, Venise s'illustrait par une lutte opiniâtre contre les forces ottomanes, et surtout par la belle défense de Candie. Louis XIV, dans un zèle chevaleresque et chrétien, voulut y concourir. Lafeuillade et Beaufort protégèrent un moment les efforts généreux de Venise par leur bravoure plutôt que par leurs talens. Bientôt Louis XIV prescrivit en roi de sages limites à l'autorité pontificale, par la déclaration du clergé français de 1682. Son ambition guerrière ne s'était point dirigée vers l'Italie, jusque-là si funeste aux Français. Ses armes y furent appelées et par la ligue d'Ausbourg, et par la guerre de la succession d'Espagne. Quoique les armées fussent alors plus considérables que sous Louis XII et Ferdinand, que sous Charles-Quint et François Ier, l'Italie

eut beaucoup moins à souffrir dans ces guerres que dans celles du seizième siècle. Eugène et Marlborough, Catinat, et Villars, et après eux le triste Villeroi, ne firent la guerre que dans le Piémont et dans le Milanais. La neutralité des autres états fut alors respectée. C'était un exemple que ni la France ni l'Autriche ne devait suivre à la fin du dix-huitième siècle. 1795.

Le duc de Savoie tenait dans ses mains le destin de la France et de l'Autriche allemande; mais il avait à craindre et leur colère et leur ambition. Il sut, mais aux dépens de la bonne foi, n'être écrasé ni par l'une ni par l'autre, et conquérir le titre de roi.

Par la paix d'Utrecht, l'Autriche allemande, maîtresse du royaume de Naples et du Milanais, acquérait sur l'Italie un ascendant formidable. Nulle sympathie ne se prononçait entre le caractère allemand et le caractère italien. L'Italie, toujours menacée par les Alpes noriques, craignait le sort d'un état tributaire. Réduite à souffrir dans plusieurs de ses états des maîtres étrangers, elle désirait au moins qu'il s'établît entre eux une sorte de balance. Cette triste consolation elle l'obtint sous le règne de Louis XV, et par la paix de 1736,

1795. qui suivit une guerre peu longue et peu désastreuse, où le maréchal de Villars n'ajouta rien à sa gloire, et où les Français tirèrent un faible parti de deux victoires éclatantes; cependant la paix leur fut favorable.

Un Bourbon de la maison d'Espagne fut établi sur le trône de Naples, et la maison d'Autriche, perpétuée par la maison de Lorraine, recueillit dans la Toscane l'héritage du dernier Médicis.

L'Italie souffrit de plus longs ébranlemens par la mort de Charles VI, et par la ligue qu'une politique ouvertement injuste suscita pour dépouiller son héritière. Le sort de l'Italie n'éprouva qu'une légère altération; un Bourbon de plus fut appelé à régner dans cette contrée. Don Philippe fut investi des duchés de Parme et de Plaisance. Je viens de résumer dans un seul tableau les faits historiques de l'Italie jusqu'en 1748. L'ordre et la clarté veulent maintenant qu'à dater de cette époque je suive en particulier le sort de tous les états de cette contrée, que je présente leur aspect jusqu'à la révolution française, et la manière dont chacun d'eux s'apprêtait à soutenir la double invasion de nos armes et de nos principes. Je commence par le Piémont.

Victor-Amédée, sans être ni héros ni guerrier, avait voulu surpasser ses vaillans ancêtres par le nombre et la belle tenue de ses troupes. L'état militaire qu'il avait entretenu dans une profonde paix était disproportionné aux forces du Piémont. Il disait, en se calomniant lui-même, qu'il faisait plus de cas d'un tambour que d'un savant. Son goût pour la magnificence était excité par l'honneur qu'il avait eu de sceller trois alliances avec les deux frères et une des sœurs de Louis XVI. Les dettes du Piémont se trouvèrent portées jusqu'à la somme exorbitante de cent vingt millions de francs. 1795. Piémont.

Le gouvernement de Victor-Amédée n'avait rien d'oppressif, mais les bonnes traditions qu'il avait reçues de ses pères semblaient être devenues par sa négligence une aveugle routine. Sa dévotion un peu minutieuse et timorée répandait une teinte de tristesse ou de monotonie sur les pompes de sa cour. Il s'était vivement ému au bruit des outrages faits en France à l'autorité royale, et le comte d'Artois, en se retirant d'abord dans les états de son beau-père, avait accru cette animosité royale. Victor-Amédée donna un des premiers aux potentats l'exemple de s'armer contre des principes, des proclamations et

1795. des intrigues qui tentaient la foi des peuples. Toutefois ses efforts furent mal dirigés et mal soutenus. J'ai dit combien l'Europe fut étonnée de la fuite honteuse et précipitée des troupes sardes dans la Savoie et le comté de Nice.

Dépouillé de ces deux provinces dès 1792; Victor-Amédée reçut quelques consolations de la fidélité courageuse de l'île de Sardaigne, qui repoussa les entreprises de la flotte française dirigée par l'amiral Truguet.

En 1793, les troupes piémontaises parurent d'abord venger avec éclat des affronts qu'elle avait subis l'année précédente. Elles obtinrent des succès dans la Savoie, dont elles reconquirent une partie. Victor-Amédée ne sut point s'abandonner avec audace à ces premières lueurs d'une fortune renaissante. Lyon l'appelait comme un libérateur; Lyon était alors la citadelle du midi de la France. Victor-Amédée laissa s'échapper par timidité la plus belle occasion d'affermir son trône, et de relever le plus beau trône de l'univers.

Bientôt ses troupes furent battues par Kellermann. Chassé encore une fois de la Savoie, il eut à disputer dans les Alpes les passages qui conduisaient aux plaines fertiles du Piémont. Une assez longue suite de combats laissa sou-

vent la victoire indécise, ou du moins stérile pour les Français. 1795.

Les Piémontais combattaient avec assez d'habileté militaire, mais avec peu d'ardeur; le poids de la dette publique s'aggravait; la noblesse, quoiqu'elle vînt de conquérir plus d'un avantage, se montrait plus exigeante dans ses prétentions; les Français veillaient à faire précéder le succès de leurs armes par la propagation de leurs principes dans le cœur des Piémontais. Victor-Amédée avait autant à se défendre contre les émissaires des clubs de la république que contre de vaillans guerriers.

Gênes, déchue de sa grandeur et de son vaste commerce, prêtait à tous les états, et surtout à la France, l'or qui dans des jours prospères s'était accumulé dans ses banques. Le principe aristocratique prédominait dans sa constitution; mais le principe démocratique n'en était point tout-à-fait exclu. Dans le milieu du dix-huitième siècle, elle avait encore manifesté une énergie de sentiment national, qu'on ne rencontrait plus guère en Italie. La manière dont elle avait secoué, en 1746, le joug de la domination autrichienne, égalait ou surpassait peut-être les souvenirs historiques de cette ville, qui Gênes.

1795. autrefois avait battu les Sarrasins, promené son pavillon dans les îles de la Grèce, réprimé l'orgueil de Venise sa rivale, conquis la Sardaigne et la Corse, et enfanté deux grands hommes, Christophe Colomb et André Doria.

Ses capitaux engagés dans la dette française lui faisaient la loi d'une extrême circonspection. Les sages et vieilles républiques avaient sans doute beaucoup à se défier et beaucoup à craindre de la république bizarre et forcenée qui s'établissait en France. Mais Gênes était peu portée à joindre ses faibles armes à celles du Piémont qu'elle craignait, et à celles de l'Autriche dont elle avait assez récemment brisé les fers. La politique du sénat génois fut de ne donner aucun sujet d'alarmes et de plaintes au nouveau gouvernement de France.

Cependant l'Angleterre s'impatientait de ces ménagemens craintifs : ses flottes régnaient seules sur la Méditerranée, et pouvaient bloquer Gênes. La république était forcée à quelques complaisances pour cette puissance altière. Il résultait de cette position difficile et de cette politique ambiguë que Gênes portait ses timides excuses tantôt à Londres et tantôt à Paris.

Le Milanais. Le Milanais n'avait passé qu'avec une ex-

trême répugnance sous la domination allemande. Mais l'empereur Joseph II avait beaucoup affaibli, sinon tout-à-fait éteint ces ressentimens inquiets, en s'occupant avec une tendre prédilection d'un pays si fertile. Entraîné par des idées philosophiques, qu'il croyait pouvoir concilier avec l'autorité absolue, ce souverain avait fait dans la Lombardie une partie des réformes qui compromirent et ruinèrent son autorité dans les Pays-Bas. Comme le Milanais tenait encore au parti guelfe, c'est-à-dire à l'autorité pontificale dans sa plus vaste étendue, Joseph II avait cherché à propager dans les universités les principes qui limitent l'autorité des papes, ceux que le clergé français reconnut en 1682, et ceux même de Port-Royal. Plusieurs ecclésiastiques et des évêques même les avaient embrassés, mais sans se faire remarquer par leur austérité ni par leurs talens. 1795.

Le Milanais avait conservé des états particuliers, et Joseph II ne craignit point d'appeler souvent leurs lumières pour l'éclairer dans ses vastes projets d'amélioration agricole. Milan s'élevait à une haute splendeur et à un luxe qu'entretenait la présence d'un archiduc; Pavie s'illustrait par son université.

Après la mort de Joseph II, tout prit une

1795. teinte plus sombre dans le Milanais ; les impôts levés pour les besoins de la guerre devinrent plus lourds, et furent perçus avec une brutalité qui s'unissait alors à la discipline allemande. L'archiduc, ministre forcé de quelques opérations violentes, n'était point aimé ; le public lettré exagérait les principes qu'avait favorisés l'empereur Joseph II ; déjà dans Milan il se répandait, parmi de certains esprits, je ne sais quelle sourde espérance que le Milanais serait bientôt délivré du joug autrichien, et qu'il serait appelé, par sa position, à devenir la puissance centrale de l'Italie : ainsi que, parmi nous, des hommes faits pour le trouble entretenaient les illusions de quelques hommes faits pour les belles rêveries.

La Toscane. En Toscane, on était bien loin de désirer une révolution si suspecte dans ses bienfaits. Le grand-duc Léopold avait été un autre Médicis pour un état si long-temps orageux, mais déjà calmé depuis trois siècles. Il ne s'agissait plus d'y favoriser l'essor du génie. Les Italiens, même en Toscane, avaient perdu le pouvoir d'égaler les merveilles produites par leurs aïeux ; mais Léopold s'occupa de répandre des bienfaits encore plus directs et plus positifs. Son administration fut aussi sage que hardie ; il examina les nou-

veaux principes d'administration que Turgot 1795.
avait voulu appliquer à la France, et les modifia pour les rendre praticables; tout lui réussit auprès d'un peuple ingénieux et docile.

L'énumération de ses sages réglemens serait longue, et nous entraînerait trop loin des événemens qui viennent coup sur coup assaillir l'historien. Un seul reproche s'élève contre la mémoire de ce bienfaisant et judicieux administrateur; c'est la curiosité inquiète, même un peu tracassière de sa police.

Quand Léopold fut élevé au trône d'Autriche, qu'il devait remplir si peu de temps, il trouva un digne continuateur de sa haute sagesse, dans son frère l'archiduc Ferdinand, qui n'était point réservé à une destinée aussi calme. Ce nouveau grand-duc s'était si bien fait toscan, qu'il crut pouvoir séparer les intérêts de son État de ceux de sa maison, et garder la neutralité, quand l'empereur son frère était engagé pour long-temps dans une guerre terrible. Je ne dis pas que ce parti fût le meilleur, mais il émanait au moins d'un sentiment patriotique.

Le grand-duc saisit les lueurs encore trop incertaines de modération, que la Convention laissa voir après le 9 thermidor, pour en-

1795. voyer un ambassadeur à la Convention. C'était le comte Carletti, personnage qui avait peu de dignité dans le caractère, et qui, outrant encore les complaisances imposées par sa mission même, cajolait parmi nous tous les hommes dont il avait peur. Il se souvint pourtant, dans une occasion remarquable, qu'il représentait un souverain ; quand l'auguste fille de Louis XVI sortit du Temple, pour être conduite en Autriche, le comte Carletti demanda au Directoire la permission de rendre ses devoirs à cette princesse, comme à une parente de son souverain. Le Directoire accueillit une demande aussi simple avec une brutalité digne de régicides auxquels on rappelait un souvenir importun ; le comte Carletti fut congédié avec outrage, et le grand-duc consentit à le remplacer par un autre ambassadeur, le prince Corsini, l'un des seigneurs les plus aimables et les plus distingués de la Toscane.

Parme et Plaisance.

L'infant don Philippe, le premier des Bourbons qui fut appelé à régner dans les duchés de Parme et de Plaisance, fit le bonheur d'un petit État qui avait eu la triste gloire d'être un long sujet de jalousie et de guerre entre de puissans souverains. Agriculture, com-

merce, lettres et beaux-arts, tout fleurit sous 1795.
sa brillante et paternelle administration. Ce fut lui qui appela le célèbre métaphysicien Condillac, pour instruire le prince son fils et son héritier. Les philosophes français avaient espéré trouver dans le jeune prince un de leurs adeptes les plus passionnés; mais soit par l'effet de la sagesse de l'instituteur, soit par l'effet de l'indocilité de l'élève, l'espoir des philosophes fut singulièrement trompé; le jeune prince montra toujours la dévotion la plus exaltée, et même la plus minutieuse. Quand il régna en 1765, sa piété filiale le porta à respecter, et quelquefois à développer les sages institutions de son père; mais il se livra à son zèle immodéré pour les pratiques religieuses. Le duc Ferdinand donnait ses audiences dans la sacristie, chantait au chœur avec les moines, servait la messe, et sonnait les cloches. Ce qu'il y eut de pis, c'est qu'il établit l'inquisition dans son duché; mais l'action de ce tribunal fut plus importune que cruelle.

Cependant Parme et Plaisance continuaient d'offrir au voyageur un spectacle intéressant de paix et d'activité. L'armée autrichienne avait reçu depuis peu le faible contingent du

1795. Bourbon à qui cette petite et douce souveraineté était échue en partage.

Rome. Clément XIV avait honoré le trône pontifical par ses lumières et sa sainteté; mais, fidèle à des habitudes monastiques, il n'avait jamais annoncé un souverain.

Le cardinal Ange Braschi parut propre à relever la splendeur trop éclipsée de ce trône. La majesté de ses traits et de ses manières montrait en lui le double caractère d'un pontife et d'un souverain. Une magnificence éclairée et judicieuse se joignait en lui à une piété qu'il professait sans une austérité chagrine, et qu'il prouva par son martyre. Déjà il avait donné un témoignage éclatant de son zèle dans le voyage qu'il fit à Vienne vers l'empereur Joseph II. Il s'agissait pour lui d'obtenir la révocation de certains édits, de certaines mesures qui alarmaient l'Église. On sait de quels respects l'empereur couvrit un refus opiniâtre. Les discours que lui tint Pie VI ont été conservés, et sont empreints d'une éloquence douce et pathétique.

Le nom de ce pape vient se joindre à ceux des pontifes qui ont le plus fait pour la grandeur et l'utilité de Rome chrétienne. Il conçut, et fut près d'achever une des plus belles

entreprises, où le génie des sciences fut appelé à seconder une bienfaisante administration, le desséchement des Marais-Pontins; salutaire conquête qui réparait celles des Romains. En détruisant les villes volsques, ils avaient privé un sol insalubre des efforts renaissans d'une population courageusement agricole qui luttait sans cesse contre le cours de quatre torrens dévastateurs, dont les eaux ne trouvent point d'écoulement vers la mer, du côté de Terracine. Il est vrai que les Romains se chargèrent de remplacer, avec la magnificence et la solidité qu'ils portaient dans tous leurs ouvrages, les travaux des peuples qui avaient disparu sous leur terrible droit de guerre. La voie du censeur Appius fut construite : mais, dès le temps d'Auguste, elle dominait seule sur les Marais-Pontins; les maîtres du monde eurent souvent à réparer cet ouvrage utile, mais insuffisant. Les Barbares détruisirent tout, et le fléau que les Italiens ont nommé la *cattiva aria*, régna sur des sites délicieux, et vint infecter la capitale même. Pie VI porta dans son entreprise une persévérance et un courage dignes d'un bienfaiteur de son peuple et de l'Italie. « Chaque année, 1795.

1795. « dit M. du Rozoir dans une intéressante « biographie de ce pontife, il venait, au péril « de sa vie, passer quelques jours sur cette « terre de désolation, que le voyageur, porté « dans un char rapide, ne traversait alors « qu'en tremblant. »

La révolution française força Pie VI d'interrompre ces travaux, lorsqu'il était près d'en atteindre le terme. Ils ont été depuis visités, et même repris par des ingénieurs français, auxquels Bonaparte avait donné cette mission. Le savant Froni a reconnu quelles hautes lumières avaient présidé à ces vastes travaux.

J'ai parlé ailleurs de la touchante hospitalité exercée par Pie VI envers toutes les victimes de la révolution française. S'il condamnait, avec la sévérité inflexible d'un chef de l'Église, la constitution civile du clergé, il ne croyait pas cependant les temps favorables pour susciter une croisade contre un gouvernement dont il ne fallait pas irriter les fureurs sacriléges. L'assassinat de l'agent français Basseville fit gémir le cœur du pontife qui n'avait pu ni prévoir ni arrêter cet excès de la fureur populaire. Dès ce moment,

les menaces et les imprécations de la république ne cessèrent plus de tonner sur le siége pontifical ni sur le saint pontife. 1795.

Pie VI avait été forcé de joindre ses faibles armes à celles de l'Autriche.

Lorsque en 1750 Charles de Bourbon, roi des Deux-Siciles, fut appelé au trône d'Espagne, qu'il remplit avec une haute sagesse, il céda son premier royaume à Ferdinand IV, le second de ses fils, qui n'avait que neuf ans. Ce jeune roi, dont l'éducation fut négligée, montra du bon sens, et même plus de finesse qu'on n'en pouvait attendre des goûts vulgaires auxquels il paraissait livré. Il se fit napolitain, communiqua familièrement avec ses sujets, et ne dédaigna pas les Lazzaroni, cette bizarre espèce de prolétaires, race indolente et robuste, qui, sous le climat le plus favorable à la paresse, a trouvé le secret de réduire au plus bas degré possible ses besoins, son travail et ses devoirs; qui sort, comme les sauvages, d'une complète apathie par des emportemens terribles, mais dont la colère n'a guère plus de durée que celle des enfans; race superstitieuse, sans piété, et qui rend plus de culte à saint Janvier qu'à Dieu même. Naples.

Le règne de Ferdinand IV fut long-temps

1795. une époque heureuse pour les Napolitains. Herculanum et Pompeia, arrachées depuis le commencement du siècle aux cendres du volcan qui les avait englouties, montraient en quelque sorte l'antiquité toute vivante, et attiraient le plus vaste concours d'étrangers. Ferdinand IV s'était dégagé d'une manière fort habile des tributs plus humilians qu'onéreux qui rappelaient la prétendue suzeraineté du Saint-Père. Dans son administration il ne s'était point montré étranger aux lumières nouvelles qui se répandaient en Italie, et surtout dans ses États ; les vestiges de la féodalité allaient toujours en s'affaiblissant.

Son épouse, Caroline d'Autriche, compromit un peu cette félicité naissante par ses goûts somptueux. Le ministre Acton s'éloigna de la sage économie de son prédécesseur Tanucci. On voulut avoir une armée et une marine d'apparat. La reine était d'un caractère altier et passionné jusqu'à la violence. Les outrages faits à la reine de France, sa sœur, les périls et la fin déplorable de cette princesse agitaient si vivement son âme, qu'il lui était impossible de garder aucune mesure, même en présence des agens du gouvernement français.

Ferdinand IV, en voulant la paix, fut entraîné à la guerre. Ses troupes qui avaient paru au siége de Toulon, s'y firent admirer par leur brillante tenue plutôt que par leur ardeur militaire. Du reste elles montrèrent une compassion active pour les Toulonais abandonnés, et en sauvèrent plusieurs. 1795.

Les troupes napolitaines étaient maintenant réunies à l'armée autrichienne. Nous les verrons peu figurer dans les combats.

Le duc de Modène figurait aussi parmi les alliés de l'Autriche et les défenseurs de l'Italie. Ce prince était le dernier rejeton de cette famille d'Este, à laquelle les deux plus grands poètes de l'Italie ont prodigué tant de louanges hyperboliques, et qui, par ses nobles goûts, sa politesse et sa magnificence, et quelquefois même par des faits militaires, avait soutenu la gloire de cette belle contrée. Hercule d'Este avait hérité de l'esprit juste et pénétrant de ses ancêtres. Comme il avait, même avant les terribles développemens de la révolution française, prévu les orages qui menaceraient tous les grands états, et qui pourraient surtout engloutir les petits, il s'était occupé avec un soin constant, et poussé peut-être jusqu'à une coupable avarice, de se former un trésor Modène.

1795. qui pût à tout événement le dédommager d'une souveraineté perdue. Il obtint ce trésor qui ne fut pour lui qu'un nouveau sujet d'angoisses dans une longue fuite.

Lucques et Saint-Marin. La république de Lucques ne prenait point de part à la guerre, et paraissait se reposer sur le respect que sa vieille liberté, son esprit de paix, et même quelques unes des formes démocratiques de sa constitution devaient inspirer aux nouveaux et fougueux zélateurs de la liberté. Saint-Marin, la plus petite, la plus sage et la plus paisible de toutes les républiques, qui aient jamais existé, partageait cette confiance, et seule ne fut point trompée dans son espoir.

Venise. Quant à la puissante république de Venise, la sécurité qu'elle goûtait, ou qu'elle affectait, était un phénomène fait pour démentir l'opinion d'une profonde sagesse attribuée à ce gouvernement. Comment le sénat n'avait-il pas entendu ces cris de malédiction qui retentissaient dans les dix mille clubs de la France, et souvent même à la tribune, contre son aristocratie soupçonneuse, contre ses inquisiteurs d'état, son conseil des Dix et les horribles mystères des prisons, où la mort se donnait sans bruit, sans appareil? Les Jaco-

bins ne pouvaient se lasser de citer Venise, quand ils voulaient définir le gouvernement aristocratique, et vingt ou trente hommes enfermés arbitrairement dans les cachots de cette ville soulevaient ces fondateurs de dix mille prisons d'état. 1795.

Ce noble ambassadeur de Venise qui donna, au 10 août, une intrépide hospitalité à plusieurs royalistes fugitifs, eût dû tracer à son gouvernement la politique qu'il aurait à tenir. Mais, comme pour excuser l'imprévoyance ou la faiblesse de plusieurs princes, les aristocraties les plus vantées donnèrent à l'envi des exemples d'une conduite irrésolue et pusillanime. Si Berne et Fribourg n'armèrent point pour venger le sang des héros qui avaient péri dans cette journée, peut-on s'étonner que Venise se tînt immobile?

A la vérité, cette république conservait une défiance héréditaire contre l'Autriche; et en passant sous ses lois comme alliée, elle craignait d'être bientôt traitée en vassale et peut-être en sujette. Cette crainte était si généralement répandue parmi les vieux sénateurs, que ceux qui faisaient le plus profession de détester les principes de la révolution française, ne proposaient qu'une neu-

1795. tralité armée. Le procurateur Pezzaro était le plus ardent à proposer ce parti. Mais on le soupçonnait de quelque attachement secret pour l'Autriche. Le provéditeur Battaglia était sans doute bien éloigné de pencher pour la France; mais, dans des discours étudiés, fleuris, et qu'accueillait avec trop de complaisance la mollesse ou l'égoïsme des vieux patriciens, il éloignait toute idée de danger, prétendait qu'on serait toujours à temps pour repousser une invasion peu vraisemblable, déclarait Venise la ville imprenable, et craignait qu'un mouvement d'armes anticipé ne devînt un prétexte pour les desseins ambitieux des puissances belligérantes.

Le sénat prit le parti de ne point troubler ces jeux et ces plaisirs qu'il avait fait entrer dans les mystères de sa politique. Au milieu de l'effroi général du monde, on prolongeait encore ce licencieux carnaval où s'étaient perdues depuis long-temps les mœurs de la république. Ce singulier et déplorable mélange d'espionnage et de débauche avait réagi sur de soupçonneux aristocrates. S'il y a une arme faite pour blesser la main qui l'emploie, c'est la corruption.

Il est vrai que dans les lagunes le gouver-

nement de Venise était aimé avec une sorte 1795.
de passion par le peuple qu'il avait dépouillé de tout droit politique. Mais ce gouvernement pesait depuis plusieurs siècles aux habitans et aux nobles de la Terre-Ferme. Padoue subissait à regret, et presque en frémissant, les lois d'une ville qu'elle considérait comme une colonie sortie de son sein; c'était une mère opprimée par sa fille.

Venise, depuis long-temps déshabituée de la guerre, prenait trop peu de confiance dans ses forces. Elle s'étonnait elle-même d'avoir à la fois pour sujets des Italiens, des Albanais, des Dalmates, des Esclavons et des Grecs. Mais les Esclavons, peuple de soldats, auraient pu seuls répondre de la sûreté de Venise, si elle les eût tenus constamment sous les armes.

Dès que le règne de la terreur eut cessé parmi nous, Venise affecta de croire que la nouvelle république un peu calmée s'approcherait par degrés de ses principes. Elle se hâta d'envoyer un ambassadeur à la Convention même. Querini, chargé de cette mission, vint présenter ses lettres de créance à la barre de cette assemblée. L'hommage de Venise fut reçu avec une perfide cordialité, et l'am-

1795. bassadeur reçut du président l'accolade fraternelle. Un peu plus tôt, on lui eût offert le bonnet rouge. Ce premier pas engagea le sénat à des complaisances plus avilissantes. Bientôt le Directoire lui intima l'ordre d'expulser de son territoire le roi Louis XVIII, que la politique européenne, dans ses froids et défians calculs, tenait relégué à Vérone. J'ai parlé plus haut de ce fait.

Dès que le Directoire eut vu combien il était craint, il se regarda comme sûr de tout obtenir d'un gouvernement qu'il commençait à mépriser.

En plaçant tous ces faits dans une seule digression, j'ai voulu éviter à mes lecteurs la fatigue de plusieurs digressions partielles, qui m'auraient arrêté dans le récit rapide de nos victoires en Italie.

Cette digression, il faut que je la prolonge un peu pour en atteindre le but. Examinons les Italiens du dix-huitième siècle sous les rapports qui constituent les nations : art militaire, navigation, commerce, mœurs, sciences et littérature; tels sont les objets de la dernière partie de cette revue historique.

La patrie des conquérans du monde n'avait plus d'autre armée digne de ce nom que des

troupes piémontaises, dont la valeur avait dégénéré. Il faudrait bien se garder d'en conclure que le courage et l'esprit militaire fussent devenus des qualités incompatibles avec le caractère des Italiens modernes. N'avaient-ils pas produit les Dandolo, les Morosini, les André Doria et les Montecuculli? Machiavel lui-même n'avait-il pas, dans son *Traité sur l'art de la guerre*, développé des vues profondes, et même un certain génie d'invention? Dans des jours récens, n'a-t-on pas vu, sous Bonaparte, des troupes italiennes combattre à côté des troupes françaises, et soutenir plus d'une fois un parallèle si difficile? 1795.

Le génie de la navigation sommeillait depuis long-temps dans la patrie de Christophe Colomb. Le commerce de Venise s'était laissé frapper de mort depuis la découverte du cap de Bonne-Espérance. Cette république montrait encore avec orgueil quelques vaisseaux qui restaient oisifs dans ses ports, et célébrait encore la cérémonie ridicule de l'hymen de son doge avec la mer Adriatique. Mais il ne lui restait plus même de débris d'un trident qui s'était sitôt brisé dans ses mains.

Plusieurs nations, mais surtout l'Angleterre, la France, les Pays-Bas, les villes an-

1795. séatiques avaient imité, surpassé, et presque fait tomber en oubli les heureuses créations de l'industrie manufacturière des Italiens. Le port de Livourne était fréquenté; mais il ne faisait qu'attester l'empire maritime de l'Angleterre, qui en avait fait un de ses premiers entrepôts.

Les étrangers qui arrivaient en Italie, prévenus d'alarmes sur la jalousie des maris, s'étonnaient d'avoir à les accuser le plus souvent d'une complaisance excessive. L'usage des *cavaliers servans*, ou du *sigisbéisme*, ne leur paraissait qu'un voile trop léger donné à l'adultère. Mais il s'en fallait de beaucoup que tous les états et toutes les familles eussent admis une convention si suspecte. La jalousie se manifestait de temps en temps par des précautions craintives, ou par de subits et terribles éclats.

Les Italiens n'avaient que trop conservé la passion de la vengeance, souvenir affreux des guerres entre les Guelfes et les Gibelins. Ce n'était point par le duel, c'était trop souvent par l'assassinat que cette passion s'assouvissait encore. Le droit d'asile accordé à des meurtriers avait profané la religion et ses temples. La police, dans plusieurs états,

n'avait point fait une guerre assez active à 1795.
des assassins qui trafiquaient hautement de leurs crimes. A Naples et à Rome, elle savait mal sévir contre le brigandage qui infestait les routes. C'était là un sujet de plainte répété et trop légitime de la part des Anglais et des Français qui visitaient l'Italie. J'ai vu un relevé fait par un agent diplomatique à la cour de Rome, de tous les meurtres qui s'étaient commis dans cette ville en quinze années. Le nombre en est si effrayant, qu'il m'est impossible de ne pas juger le rapport calomnieux. L'histoire doit d'ailleurs rejeter le témoignage d'un agent d'insurrection, qui était intéressé à décrier l'autorité pontificale, pour détrôner et livrer au martyre un pontife éminent en vertus, en sainteté.

Le brigandage était mieux réprimé à Venise, dans le Milanais, en Piémont, et surtout à Parme, à Lucques et en Toscane. Ces deux derniers états passaient pour être ceux de toute l'Europe où il se commettait le moins de délits.

Que d'objets de méditation et quelles sources variées de jouissance n'offrait pas cette Italie à des voyageurs passionnés pour le beau! L'Anglais sentait, pour un moment, mourir l'hé-

1795. résie dans son cœur; le jeune Français abjurait sa précoce incrédulité, lorsque Pie VI, du haut du Vatican, donnait sa bénédiction à l'univers. Depuis Bologne ou Florence jusqu'à Venise et jusqu'à Rome, on ne rencontrait plus qu'un peuple spirituel, mobile, peu studieux, peu éclairé, et pourtant capable de profondes combinaisons. Les saillies, chez ce peuple, étaient intarissables, mais se terminaient trop souvent en *concetti*. Une improvisation exempte de subterfuges, et visible émanation d'un beau ciel et de grands souvenirs, semblait rappeler à l'imagination les jours de Linus et d'Orphée. La politesse avait de l'excès, et se répandait en des complimens poussés jusqu'à des hyperboles; elle dénotait une bienveillance facile à s'allumer et facile à s'éteindre. Partout les arts semblaient soutenir la rivalité avec la plus belle nature. La figure des Romains, même dans la classe du peuple, reproduisait à l'imagination les plus nobles traits de leurs ancêtres. On voyait les Italiens dans leurs spectacles, auprès de leurs monumens, tantôt jouir avec transport, tantôt avec une gravité éloquente. Il fallait aller chercher dans leurs cabinets ou dans leurs ateliers des littérateurs, des savans ou des artistes, qui venaient plus rarement que

parmi nous dans des sociétés brillantes. Mais, dans ces visites, ils s'exprimaient avec feu, avec abandon, avec une verve brillante, et laissaient un long souvenir dans l'âme de leurs hôtes passagers. Les voyageurs anglais et français ne se piquaient pas beaucoup de reconnaissance envers le peuple qui les avait reçus. Comme ils étaient les uns d'une humeur assez frivole, et les autres d'une humeur assez arrogante, ils faisaient trop souvent acheter par d'injustes dédains l'or qu'ils répandaient sur leur passage. Le récit de leur voyage était quelquefois un titre d'accusation contre les Italiens. L'absence de l'esprit militaire était ce qui les choquait le plus. Ne devait-on pas sourire lorsqu'on entendait ces voyageurs reprocher aux Romains de n'être plus occupés de la conquête du monde, comme s'il leur tardait que de nouveaux conquérans vinssent donner des fers à leur patrie ? 1795.

Depuis un siècle et demi, la littérature italienne tournait en satellite autour de la nôtre. Il avait bien fallu qu'elle reçût l'impulsion de l'esprit philosophique. Toutefois, soit que le sentiment religieux eût des racines plus profondes dans les lieux où les arts prodiguent tant de merveilles pour l'exalter, soit que les

1795. auteurs fussent tenus à plus de réserve près de la capitale du monde catholique, les Italiens évitèrent une coupable profession de l'incrédulité, ou du moins ils n'en laissèrent échapper les saillies que dans le conte, genre depuis long-temps voué à la licence. L'abbé Casti donna ce scandale, et l'empereur d'Allemagne (Joseph II) commit l'inconséquence de le protéger, et peut-être de sourire à des productions plus dangereuses au dix-huitième siècle qu'au temps de Bocace.

L'esprit de critique se porta vers de hauts objets de jurisprudence et d'administration. Le marquis de Beccaria, né à Milan, publia le fameux traité *des délits et des peines*. Cet ouvrage était dirigé contre une jurisprudence criminelle qui, dans tous les états de l'Europe, offrait de déplorables traces des temps barbares où elle avait été conçue. Les philosophes, en le lisant, poussèrent des cris de joie et d'admiration. L'auteur fut placé presque sur la même ligne que Montesquieu. Cet ouvrage avait un but utile, et le remplissait dans plusieurs parties. L'humeur, l'exagération, je ne sais quelle teinte d'obscurité ambitieuse, un ton impérieux et tranchant lui donnaient un vernis favorable à son succès.

Après avoir publié cet ouvrage, le marquis de Beccaria s'enferma dans un profond silence, soit par la crainte d'un destin moins brillant pour ses autres écrits, soit par celle de sacrifier son repos à sa gloire. 1795.

Le napolitain Filangieri s'annonça bientôt comme son continuateur. Ses idées étaient développées avec plus d'étendue et de méthode; mais son style peu entraînant ne lui valut que de l'estime.

Un autre napolitain, l'abbé Gagliani, avait fait les délices des soupers de nos philosophes, par des saillies intarissables et quelquefois bouffonnes; il ne leur épargnait cependant ni la contradiction ni le sarcasme. Mais on espérait tout d'un abbé qui soupait avec Diderot et le baron d'Holbach. Ses lettres sur le commerce des grains eurent, à Paris, une vogue qui ne décida point sa paresse à un nouvel effort.

A Milan, à Bologne, à Ferrare, c'étaient des travaux scientifiques qui exerçaient le plus les esprits. Malpighi, Spallanzani, Fontana, et depuis Volta et Galvani, rendirent un nouvel honneur à la patrie de Galilée. Ils se livrèrent à des recherches curieuses et profondes sur l'histoire naturelle et les phéno-

1795. mènes physiques. L'espoir de la résurrection et d'une immortalité matérielle nous vint de ce côté. Dès qu'on sut que, par le moyen de l'électricité, le mouvement avait été rendu aux membres coupés d'une grenouille, la philosophie parut se flatter que la science parviendrait à briser l'empire de la mort.

Il ne faut pas oublier que l'un des plus grands géomètres du dix-huitième siècle, Lagrange, appartient également à l'Italie, quoique sa patrie adoptive ait quelques droits de le réclamer.

L'érudition était toujours cultivée avec succès, et même avec gloire, dans un pays où ses premiers travaux nous ont valu et la découverte et l'intelligence de tant de beaux ouvrages de l'antiquité. Il me suffit de citer ici l'illustre Visconti, que nous avons vu long-temps parmi nous, et dont nos savans ont admiré l'esprit sage, étendu, lumineux.

Un homme d'un caractère encore plus ardent que son génie, le comte Alfieri, né piémontais, cherchait, dans toutes ses productions, à réveiller les Italiens de cet état de langueur qui les livrait à tant de maîtres étrangers, ou à des lois sans vigueur, et pourtant oppressives. Plein d'horreur pour

un ton énervé qui alors dominait en Italie, 1795.
et qu'il regardait comme une note honteuse de l'esclavage commun, il affecta dans son style de se rapprocher des poètes qui avaient dissipé les ténèbres du moyen âge, et qui en partageaient un peu la rudesse. Le Dante était son modèle. Le louable désir de rendre à cette belle langue la virilité de ses premiers temps, avant Alfieri, avait animé Maffei, l'auteur d'une Mérope qui a si heureusement échauffé le génie de Voltaire; et de nos jours, il anime encore Monti et Sgrigi, ce merveilleux improvisateur. Alfieri se piqua, dans ses tragédies, d'enchérir sur la simplicité des anciens. Ce système poussé à l'excès lui donna trop souvent un air de contrainte ou de monotonie; mais sa touche était hardie, imposante; son dialogue étincelait de verve, et manquait rarement de profondeur. Un sentiment patriotique était la commune empreinte de ses tragédies et de toutes les productions sorties de sa plume. Fier et somptueux dans ses goûts, il parcourait la France et l'Angleterre avec ostentation, recherchant des suffrages qu'il paraissait dédaigner ensuite. On le vit souvent debout sur un char, dont lui-

1795. même conduisait le superbe attelage, faire à Londres et à Paris une entrée de triomphateur.

En Italie, les princes l'honoraient, sans paraître le craindre. Le succès de ses tragédies n'allait jamais jusqu'à l'ivresse populaire, et les Italiens semblaient plus occupés à décorer leur esclavage qu'à s'en délivrer.

Alfieri semblait un précurseur-né de la révolution, en Italie. Mais à peine la vit-il éclater parmi nous, qu'elle lui causa autant de dégoût que d'horreur. Sa haine devint bientôt de la rage. Le nom français lui fut insupportable. Nos armes triomphantes, nos mœurs, notre littérature, notre langue même furent en butte à ses malédictions qu'il ne se donnait pas même la peine d'aiguiser en sarcasmes. Cette fureur continue le décria même parmi ses concitoyens.

Alfieri n'était point le seul qui eût rendu un lustre nouveau à la littérature italienne. Le venitien Goldoni avait obtenu des succès multipliés dans un genre où les Italiens ne pouvaient encore citer avec complaisance qu'un ouvrage de Machiavel. C'était un esprit facile et fécond qui finissait avec trop peu de

soin des tableaux heureusement commencés. 1795.
Vers le milieu de sa carrière, il quitta l'Italie qui pourtant lui avait donné une magnifique récompense, en le surnommant son Molière. La France fut sa patrie adoptive, et cette adoption, il la scella par une de ses plus agréables productions, le *Bourru bienfaisant*, qu'il écrivit dans notre langue et dans notre goût le plus pur.

Métastase, quoique doué d'une imagination brillante et féconde, et d'un coloris plein de grâce, n'avait que trop élevé l'opéra sur les ruines de la tragédie. Dès qu'il eut fait chanter Caton, il n'y eut plus de bornes aux invasions de la poésie lyrique et du chant.

Les musiciens portèrent si loin le charme de leurs compositions dramatiques, que les Italiens arrivèrent bientôt à une honteuse indifférence sur l'élégance, la pureté, et même sur le bon sens des poëmes qui leur servaient de canevas. Ce siècle fut celui des Pergolèse, des Leo, des Durante, qui trouvèrent d'admirables continuateurs dans les Piccini, les Sacchini, les Paësiello et les Cimarosa.

La musique italienne subjugua l'Europe, et ne fit pas sans difficulté la conquête de la France. J'ai rappelé ces futiles débats qui pré-

1795. cédèrent de si peu la révolution. Les cours des moindres potentats furent ornées d'un opéra italien ; triste privilége pour une nation héritière du Tasse et de l'Arioste, qui ne régnait plus par l'empire de la littérature. Cette frénésie lyrique amena en Italie un raffinement absurde et atroce, et qui prouve que la mollesse peut être compagne de la cruauté. Quelques enfans infortunés furent soumis à une infâme et dangereuse mutilation, pour que leur voix en acquît plus de charmes. Cet usage que l'Italie seule pratiquait, et qu'on s'étonnait de n'avoir pas vu foudroyé par l'Église, transportait dans une des plus riantes contrées de l'Europe l'abjection de l'Asie. Du reste, cette passion générale pour des chants d'une mélodie trop délicieuse ne concourait-elle pas aux langueurs de la nouvelle Italie ? Je laisse cette question à résoudre à ceux qui ont étudié profondément, dans les écrits des anciens, les effets d'une musique fière, ou ceux d'une mélodie qui veille trop à chatouiller les sens.

L'Italie, devenue l'école indispensable de la peinture, avait cessé de produire des chefs-d'œuvre dans un art où elle a tout surpassé ; mais l'admirable et fécond Canova rendait alors à la sculpture moderne l'éclat qu'à sa nais-

sance elle avait reçu du fier Michel-Ange. 1795.

Le désir d'une révolution n'avait pas été préparé en Italie, comme en France, par une fermentation littéraire de plus d'un demi-siècle. La foi, quoique relâchée, n'avait pas été attaquée dans ses bases. Le peuple français avait été entraîné dans une révolution, comme emporté par des forces surabondantes; le peuple italien n'y pouvait tomber que par épuisement et par cette vague fantaisie d'un malade qui voit quelque lueur d'espoir dans un changement de position. Du reste, le malaise de ce peuple ne consistait que dans un système politique qui laissait tous les peuples isolés, et par conséquent plus ou moins faibles. L'agriculture prospérait dans la Toscane, le Piémont et même le Milanais, quoique encore assez loin des vastes progrès où elle s'est élevée depuis. Le système des irrigations montrait la plus heureuse application des connaissances hydrauliques à l'économie champêtre. On aimait à voir le superbe Pô et les rivières si nombreuses et si belles qui, des Alpes et des Apennins, lui apportent leurs tributs, contenus par des digues, des écluses, et n'offrir le plus souvent que des torrens assujettis. Une économie sûre veillait à la garde des vieux ca-

1795. pitaux. Le haut clergé était riche, considéré, et livré à des goûts splendides ou aimables. Les monastères n'étaient que trop bien dotés. Les nobles s'étaient peu rendus les tributaires des cours : leur faste ne consistait que dans un trop nombreux domestique chétivement payé. On ne rougissait pas d'une table très frugale dans des palais de marbre.

Un air de fête régnait dans la plupart des campagnes, et surtout dans celles que fertilisent le Pô et ses rivières affluentes. Les fermiers de la Toscane n'avaient point à envier le sort des fermiers même de l'Angleterre. Le spectacle de la mendicité était choquant sur les routes ou dans les grandes capitales. C'était pourtant en Italie que les dernières classes du peuple avaient le moins à souffrir, soit grâce à la douceur d'un climat qui borne les besoins, soit grâce à l'excessive prodigalité des secours que la piété a fondés pour elles. Enfin, sans parler de la magnificence un peu sérieuse et monotone de Turin, des palais si vantés de Gênes, du mouvement animé de Milan, des plaisirs et de la grandeur de Venise, de cette triple majesté dont la religion, l'histoire et les plus grands monumens des beaux arts couvrent la

métropole du monde chrétien, de cette vue et de ce ciel de Naples, qui donnent le bonheur et le renouvellent tous les jours; sans parler de Ferrare illustrée par la maison d'Este et le séjour du Tasse et de l'Arioste, de Vérone et de son magnifique théâtre, il n'y a pas dans cette belle contrée une bourgade qui, par ses monumens et ses ruines, ne semble dire : Je fus riche et puissante; je fus libre. 1795.

L'armée française que l'on nommait par anticipation armée d'Italie, avait déjà un grand titre de gloire, puisque c'était elle qui avait reconquis Toulon sur les armées et les escadres anglaises, espagnoles et napolitaines. Dirigée vers les Alpes, elle avait livré de brillans combats, surtout à Saorgio et à Cairo, et Bonaparte s'y était distingué en dirigeant l'artillerie. Rewbel en fit confier le commandement à Schérer, qui lui était tout dévoué. Il sembla d'abord que c'était à ce général que la conquête de l'Italie allait être réservée. Avec une armée inférieure en nombre à celle des Autrichiens et des Piémontais réunis sur la cime des Alpes, il osa leur livrer bataille à Loano, le 23 novembre 1795. Les dispositions des Autrichiens avaient été déconcertées par la maladie subite de leur général Devins.

Bataille de Loano. 23 nov. 1795.

1795. Wallis, qui le remplaçait, se vit attaqué avec toute la fureur du courage français, et fut successivement chassé de ses postes les plus sûrs. Les généraux Masséna, Augereau, Serrurier, La Harpe, Cervoni, firent partout des prodiges; le premier fut regardé par les soldats comme le véritable vainqueur de cette journée. Schérer se montra peu digne d'une victoire qui lui avait valu la prise d'une grande partie de l'artillerie autrichienne ou piémontaise, et qui avait coûté aux alliés huit mille hommes tués, blessés ou faits prisonniers. Il manqua d'audace et de vigilance pour accabler et couper les deux armées fugitives. Ses soldats, que de longues privations disposaient à la rapine, et même à la cruauté, se souillèrent d'excès qui armèrent contre eux le peuple des campagnes. L'hiver exerçait toutes ses rigueurs sur des monts escarpés. Le quartier-général fut bientôt reporté à Nice, et Schérer fut rappelé avec justice, au sortir d'une victoire éclatante, qui n'avait eu que de mauvais résultats.

1796. Le nouveau général, Bonaparte, arriva à Nice le 27 mars 1796. L'état de dénûment et de misère extrême dans lequel il trouva l'armée, loin de l'effrayer, s'offrit à son esprit comme

un moyen de triomphe; et voici le premier 1796.
discours qu'il tint à ses troupes :

« Soldats, vous êtes nus, mal nourris; le « gouvernement vous doit beaucoup, il ne « peut rien vous donner. Votre patience, le « courage que vous montriez au milieu de ces « rochers sont admirables; mais ils ne vous « procurent aucune gloire; aucun éclat ne re« jaillit sur vous. Je veux vous conduire dans « les plus fertiles plaines du monde. De riches « provinces, de grandes villes seront en votre « pouvoir; vous y trouverez honneur, gloire « et richesse. Soldats d'Italie, manqueriez« vous de courage et de constance? »

Ces mots furent prononcés avec tant d'assurance et de feu, que déjà les plus vieux capitaines ne doutaient plus des promesses d'un général de vingt-six ans. Et cependant La Harpe, Augereau, Cervoni, et surtout Masséna, auraient pu entendre avec un amer dépit une proclamation dans laquelle on semblait oublier leur victoire de Loano. Leur silence, leur soumission, et la docilité qu'ils montrèrent toujours, annonçaient que Bonaparte les avait conquis dès la première vue.

L'action suivit de près les paroles. Au sortir de la revue, on se met en marche. Le quar-

1796. tier-général est transporté à Albenga. On s'avance par le col Cadibone. Bonaparte a déjà trompé sur ses desseins le tacticien Beaulieu. Il semble menacer Gênes, quand c'est le Piémont qu'il veut envahir. Beaulieu a marché vers cette république, dont les dispositions lui paraissent chancelantes, et qui pourrait ouvrir un passage aux Français. Ses forces sont divisées, et s'étendent sur un trop vaste terrain; il n'a plus qu'une communication difficile avec le général Colli qui commande les Piémontais. Le point d'attaque est avidement saisi. Toutefois l'offensive est dangereuse. L'armée de Bonaparte, si l'on ajoute une foi aveugle à ses Mémoires, ne présentait encore qu'un effectif de trente mille hommes, tandis que celle de Beaulieu offrait en ligne soixante-dix mille hommes, et les Autrichiens en formaient presque les deux tiers.

Bataille de Montenotte. 11 avril 1796.

Mais voici une épreuve pour la fortune de Bonaparte! Son premier combat se trouvait engagé de telle sorte, que toutes ses divisions demeuraient coupées si l'ennemi parvenait à s'emparer d'une redoute placée à Montelegino; poste dont le général français n'avait peut-être pas jugé toute l'importance, car il l'avait trop faiblement fortifié et garni de

troupes. Le colonel Rampon y commandait 1796.
avec une seule demi-brigade. Le général autrichien Argenteau s'y était porté avec quinze mille hommes. Rampon se croit responsable du destin de l'armée; il communique son intrépide résolution à ses quinze cents soldats; et c'est au moment où les ennemis, presque parvenus à la sommité, ne sont plus qu'à la portée du pistolet, qu'il fait prêter aux siens le serment de mourir dans la redoute plutôt que de se rendre. L'attaque se renouvelle une seconde et une troisième fois, et les Autrichiens sont toujours renversés par une poignée de combattans qu'un homme de cœur semble avoir multipliés. La nuit les trouve encore aux pieds des postes inexpugnables qu'ils espèrent emporter le lendemain; mais Bonaparte agit à de longues distances, et la résistance de quinze cents héros lui a permis de développer son plan de bataille dans ses plus vastes combinaisons. Ce même jour, et le lendemain 11 avril, les divisions d'Augereau, de Masséna et de La Harpe, avaient pris en queue et en flanc l'armée austro-sarde, tandis qu'un de ses corps continuait d'attaquer l'intrépide Rampon avec la rage du désespoir. Tout fuit;

1796. Montenotte, emporté le lendemain, devient le gage et le nom de cette première victoire.

Beaulieu était venu trop tard de Gênes pour diriger l'action. Au premier bruit de l'attaque, il s'était porté vivement sur le général français Cervoni, né corse, dont le corps était destiné à lui barrer le passage. Le combat s'engagea à Voltri. Beaulieu y obtint un avantage vivement disputé. Mais le destin de la bataille était déjà décidé à Montenotte, et le colonel Rampon, par son serment républicain et par un courage digne de Sparte ou de Rome, en procurant à Bonaparte une victoire que tant d'autres allaient suivre, n'avait fait que préparer un maître à sa patrie.

Ce n'est qu'un coup d'essai; mais cette victoire a déjà coûté trois ou quatre mille hommes aux ennemis. Elle gêne tous leurs mouvemens. Désormais ils ne pourront plus agir de concert. Beaulieu a l'humiliation d'avoir été dupe d'une fausse menace. Bonaparte veut que chaque jour soit marqué par un combat et par une victoire. Des passages qui semblaient ne pouvoir être tentés que par le désespoir d'une armée vivement poursuivie, sont franchis par l'armée victorieuse qui traîne avec elle son artillerie. Dès le 13, Bonaparte

attaque les gorges de Millésimo, et coupe de l'armée ennemie le général autrichien Provera. 1796. Bataille de Millésimo. 13 avril 1796.

A la tête d'un corps franc d'élite autrichien et de quinze cents Piémontais, ce vieux et vaillant général, dont le marquis de Caretto seconde avec éclat la bravoure et le dévoûment, tente tous les moyens d'échapper à Augereau qui le poursuit. Il s'approche de la Bormida; mais cette rivière, grossie par les orages, était devenue un torrent impétueux. Tout à coup Provera croit voir son salut au sommet d'une montagne où se trouve l'antique château de Cosseria. Il réussit à le gravir avec sa faible troupe. Dignes émules de leurs vainqueurs, ses généreux soldats veulent imiter l'héroïsme des défenseurs de la redoute de Montenotte.

Les Français ne pouvaient se résoudre à différer l'attaque, quoique le jour fût sur son déclin. Le général Joubert, que nous voyons s'annoncer, et que trop tôt nous verrons mourir par l'excès du courage, escalade, avec sept grenadiers, ces ruines qui sont devenues une forteresse. Resté seul de ses compagnons, et blessé à la tête, il descend sans précipitation. Une nouvelle colonne, commandée par

1796. le général Ramel, monte, les armes bas, et dans un morne silence. Ce général est tué aux pieds des retranchemens ennemis. Sa troupe se disperse.

Malgré ces deux revers et la nuit qui s'approche, l'adjudant-général Quentin tente un troisième effort; atteint d'une balle, il expire, et ses soldats redescendent précipitamment.

Provera, qu'une telle résistance a couvert de gloire, croit pouvoir respirer à la faveur des ténèbres. Mais ses munitions étaient épuisées; il manquait de vivres. La fatigue et l'ardeur d'un combat opiniâtre irritaient la faim et la soif. Pendant la nuit, Provera fit demander à Augereau la quantité d'eau nécessaire seulement aux blessés, et fut refusé.

Cependant Bonaparte veillait à empêcher d'un côté les efforts de Beaulieu et de ses Autrichiens, et de l'autre ceux de Colli et de ses Piémontais pour dégager Provera. Ces deux généraux sont repoussés. Provera, qui du haut de son roc a vu flotter non loin de lui des bannières autrichiennes et piémontaises, se désole de leur timidité, est témoin de leur fuite, et enfin lui-même, accablé de souffrances et couvert de blessures, il est forcé de se rendre avec ce qui lui reste de soldats.

Ainsi ce glorieux émule du colonel Rampon est privé par la fortune de sa récompense. Mais l'histoire ne doit point la lui ravir : trois assauts repoussés presque sans artillerie l'égalaient à ses vainqueurs. 1796.

Le combat de Dégo avait commencé le même jour, 13 avril, et dura encore les deux jours suivans. Dégo fut trois fois emporté et repris. Dans la nuit du 14 au 15 avril, des bataillons français, épuisés par leurs efforts, se gardaient assez négligemment dans ce poste. Un des généraux autrichiens, Wu-Kassowich, s'est aperçu d'un manque de vigilance chez les Français. Il rassemble un corps de grenadiers, marche à leur tête aux faibles lueurs du crépuscule, surprend Dégo, et disperse les vainqueurs de la veille. Masséna s'indigne d'avoir perdu ce prix de sa valeur. Il a bientôt rengagé le combat. Napoléon le suit de près. Il faut des efforts extraordinaires pour ranimer des troupes qui s'étonnent du courage opiniâtre de leurs ennemis. Deux généraux qui venaient d'arriver des Pyrénées, Causse et Bonnel, se dévouent les premiers, et sont tués. L'adjudant-général Lanusse, que nous aurons souvent à nommer dans les campagnes d'Italie et d'Égypte,

1796. met son chapeau au bout de son épée, et s'élance. Un chef de bataillon, Lannes, celui qui sera bientôt le Roland du nouveau Charlemagne, fait connaître sa prodigieuse bravoure. Dégo est enfin repris.

Beaulieu se retire en laissant la moitié de sa petite armée prisonnière, et toujours combattant avec le reste. Il fallut dès-lors qu'il abjurât toute témérité devant le général français. Sa retraite vers l'armée piémontaise était coupée. Il fuit précipitamment par les routes d'Acqui et de Gravi pour aller se couvrir des remparts de Tortone. Heureux s'il y reçoit quelques renforts des armées du pape et du roi de Naples!

Trompé dans ses calculs, repoussé dans ses plus valeureux efforts, ce général accuse la fortune, qui, à la guerre, se plaît à humilier les cheveux blancs. Il se plaint du cabinet de Vienne, des Piémontais, et surtout il fulmine contre un de ses lieutenans que le ministère lui a imposé, contre un général courtisan, d'Argenteau, à qui l'armée autrichienne imputait déjà les malheurs de la journée de Loano, et qui avec un corps de quinze mille hommes, à la bataille de Montenotte, n'a point su réduire Rampon, à celle de Millé-

simo, n'a pu ni seconder le vaillant Wu-Kassowich ni dégager l'illustre Provera. Beaulieu le fait arrêter et conduire à Vienne. Dans sa détresse, il médite les stratagèmes d'un partisan; Bonaparte médite ceux d'un général. 1796.

Je vais copier les expressions du héros de ces brillantes journées.

« Ce fut un spectacle sublime que l'arrivée « de l'armée sur les hauteurs de Monteze-« molo : de là elle découvrit les immenses « et fertiles plaines du Piémont. Le Pô, le « Tanaro, une foule d'autres rivières serpen-« taient au loin; cette ceinture blanche de « neige et de glace, d'une prodigieuse élé-« vation, cernait à l'horizon ce riche bassin « de la terre promise. Ces gigantesques bar-« rières qui paraissaient les limites d'un autre « monde, que la nature s'était plu à rendre « si formidables, auxquelles l'art n'avait rien « épargné, venaient de tomber comme par « enchantement. Annibal a forcé les Alpes, « dit Napoléon en fixant ses regards sur ces « montagnes; nous, nous les avons tournées! »

Bataille de Mondovi. 22 avril 1796.

Les Piémontais vont supporter tout le poids de l'armée victorieuse. Le 22 avril, ils sont atteints à Mondovi. C'est encore Colli

1796. qui les commande. Il a perdu le cinquième de son armée et une partie considérable de son artillerie, et ne voit plus d'Autrichiens pour l'appuyer sur ses flancs. Il se retranche sur les bords du Tanaro pour protéger la forteresse de Ceva. Déjà Bonaparte a conçu la manœuvre qui lui vaudra de si prodigieux succès dans une autre partie de sa carrière, et qui, pour son désastre, sera enfin employée contre lui : c'est de se placer avec audace entre l'armée ennemie et la capitale qu'elle défend. Mais Colli jugea cette manœuvre, porta plus loin sa position, et sut se défendre pendant un jour contre les divisions Serrurier et Augereau. Appuyé encore une fois sur le Tanaro, au confluent de cette rivière avec celle de Cursaglia, il en avait garni les bords de batteries; ses lignes s'étendaient jusqu'à la ville de Mondovi. Bonaparte fit vivement attaquer par le général Serrurier la principale redoute qui couvrait cette place. Cet effort heureux décida de la bataille, qui n'avait été qu'un moment compromise par la mort du général Stengel, né alsacien, et l'un des plus habiles lieutenans de Bonaparte.

Masséna avait passé le Tanaro sur un pont

jeté à la hâte, et déjà il venait prendre les Autrichiens à revers. La vélocité de ce général était un sujet continuel d'étonnement et de terreur pour tous les ennemis. Les Piémontais surtout frémissaient de le rencontrer; ils le regardaient comme un rebelle. Masséna était né dans le comté de Nice, sous la domination du roi de Sardaigne; mais, dès sa première jeunesse, il avait été attaché au service de France. La révolution l'avait trouvé sergent dans le régiment *royal-italien*. 1796.

Paix de la république avec le Piémont.

Bonaparte entre à Mondovi; le roi de Sardaigne tremble dans sa capitale : on dirait que Bonaparte a pénétré dans l'intérieur de cette cour, et qu'il a tout lu dans le cœur d'un monarque effrayé. Il tire un favorable augure de ce que le successeur de tant de rois guerriers n'a point paru dans son camp; il sait que son trésor et son crédit également épuisés ont fait manquer toutes les opérations de cette guerre dès le début; que des nobles murmurent, tandis que des bourgeois, imbus de quelques principes de la révolution française, maudissent les grands comme d'avides favoris; qu'une levée générale d'hommes, ordonnée par le roi de Sardaigne dans ses États, répand le trouble dans les

1796. campagnes. Bonaparte sait redoubler l'effet de ses victoires par le fracas avec lequel il les annonce. Il porte avec lui une arme non moins terrible que celle de son artillerie; celle des insurrections. Des révolutionnaires piémontais, vieux agens et fidèles échos des clubs de la France, sont venus le trouver dans son camp; tout joyeux de rentrer dans leur patrie pour la dévaster et pour en changer les lois, ils remuent tout dans les villes et les villages, où pénètrent les armes françaises. Leurs deux chefs Bonnafoux et Ranza publient d'odieux manifestes contre leur souverain. La petite ville d'Alba est déjà désignée comme le rendez-vous de tous les Piémontais qui veulent abattre la tyrannie. Le roi de Sardaigne ne s'éveille plus qu'avec la crainte de traîner l'existence d'un roi détrôné; il accuse ou de faiblesse ou de perfidie les Autrichiens qui l'abandonnent; il oublie un exemple de magnanime constance que lui avait donné celui de ses aïeux dont la politique fut pourtant le plus accusée de versatilité. En 1705, Victor-Amédée II, après une victoire remportée par Vendôme sur le prince Eugène, se voyait réduit à Turin; il tint ferme dans cette ville, et l'année suivante,

aidé des Autrichiens, il reconquit tous ses 1796.
états.

Le roi son descendant ne vit pas que de longs siéges, tels que ceux de Coni, de Tortone, d'Alexandrie, d'Exille, de Suze, du château Dauphin et de Turin surtout, en occupant pendant plusieurs mois, où plutôt en déconcertant un vainqueur privé d'artillerie de siége, fourniraient aux Autrichiens l'occasion de ramener, avec de puissans renforts, leurs troupes auxiliaires. Ces calculs, qu'il ne fait pas, s'offrent à l'esprit de plus d'un lieutenant, et même de plus d'un soldat de Bonaparte. Les pertes de l'ennemi sont immenses sans doute; mais eux-mêmes ont beaucoup perdu dans des combats ardemment disputés; la mort de cinq généraux en est un témoignage. Peuvent-ils penser que leur jeune général osera, sans attendre ni les ordres ni l'aveu des chefs de la république, négocier un traité avec le roi de Sardaigne, en dicter les conditions comme s'il était maître de Turin, et s'appuyer sur le Piémont même, pour conquérir la Lombardie? Les conseils se succèdent à Turin. Les ministres d'Angleterre et d'Autriche y pénètrent; ils concertent leurs efforts pour relever le courage abattu

1796. du monarque. Mais celui-ci n'impute qu'aux Autrichiens le péril de sa position ; il leur reproche d'avoir à dessein laissé le Piémont à découvert, pour protéger le Milanais. Il parle par faiblesse le langage de la vengeance. Drake, ministre d'Angleterre, aidé du prince de Piémont, inspire enfin au roi, mais pour un jour seulement, une résolution sage et généreuse. Le roi publie une proclamation dans laquelle il annonce le ferme dessein de se défendre jusqu'à l'extrémité dans Turin, à l'exemple de ses ancêtres. Le lendemain, le cardinal Costa, archevêque de Turin, vient rendre au roi ses premières terreurs. Sans doute pour fortifier un avis déplorable, et peut-être perfide, ce prélat apportait la nouvelle de quelques soulèvemens déjà opérés dans des villes du Piémont. On prétend qu'il alla jusqu'à conseiller au roi d'entrer dans l'alliance des Français, pour se dédommager dans le Milanais et sur les Autrichiens des nouvelles pertes qu'il allait faire dans ses états.

Bonaparte, qui renferme en son cœur un espoir que des conférences secrètes lui présentent déjà comme certain, adresse à ses soldats la proclamation suivante : soyons attentifs, c'est un dictateur qui se révèle :

« Soldats, vous avez remporté en quinze 1796.
« jours six victoires, pris vingt-un drapeaux,
« cinquante-cinq pièces de canon, plusieurs
« places fortes, et conquis la plus riche partie
« du Piémont; vous avez fait quinze mille
« prisonniers, tué ou blessé plus de dix mille
« hommes. Vous vous étiez jusqu'ici battus
« pour des rochers stériles, illustrés par votre
« courage, mais inutiles à la patrie. Vous
« égalez aujourd'hui par vos services l'armée
« de Hollande et du Rhin. Dénués de tout,
« vous avez suppléé à tout. Vous avez gagné
« des batailles sans canons, passé des rivières
« sans ponts, fait des marches forcées sans
« souliers, bivouaqué sans eau-de-vie, et
« souvent sans pain. Les phalanges républi-
« caines, les soldats de la liberté étaient seuls
« capables de souffrir ce que vous avez souf-
« fert. Grâces vous en soient rendues, soldats!
« la patrie reconnaissante vous devra sa pros-
« périté; et si, vainqueurs de Toulon, vous
« présageâtes l'immortelle campagne de 1793,
« vos victoires actuelles en présagent une plus
« belle encore. Les deux armées qui naguère
« vous attaquaient avec audace fuient épou-
« vantées devant vous. Les hommes pervers
« qui riaient de votre misère, et se réjouis-

1796. « saient dans leurs pensées des triomphes de « vos ennemis, sont confondus et tremblans. « Mais, soldats, vous n'avez rien fait puisqu'il « vous reste à faire. Ni Turin ni Milan ne « sont à vous; les cendres des vainqueurs de « Tarquin sont encore foulées par les assassins « de Basseville! On dit qu'il en est parmi vous « dont le courage mollit, qui préféreraient re- « tourner sur les sommets de l'Apennin et « des Alpes. Non, je ne puis le croire. Les « vainqueurs de Montenotte, de Millésimo, « de Dégo, de Mondovi, brûlent de porter « au loin la gloire du peuple français!.... »

Cependant des conférences se sont tenues dans la maison de Salmatoris, maître d'hôtel du roi, et depuis attaché comme chambellan à Bonaparte empereur. Victor-Amédée a donné plein pouvoir au comte de La Tour et au colonel La Coste, ses envoyés. Bonaparte veut dicter un armistice tel qu'il tienne lieu de paix, afin qu'on voie mieux en lui tous les pouvoirs réunis. Ses manières sont affables, ses conditions sont dures, absolues. Il semble épargner un trône qu'il fait écrouler par sa base. Enfin on règle les conditions suivantes :

« Que le roi quitterait la coalition, et enverrait un plénipotentiaire à Paris, pour y

traiter de la paix définitive; que, jusque-là, il y aurait armistice; que Céva, Coni, Tortone, ou, à son défaut, Alexandrie, seraient remis sur-le-champ à l'armée française, avec toute l'artillerie et les magasins; que l'armée continuerait d'occuper tout le terrain qui se trouvait en ce moment en sa possession; que les routes militaires, dans toutes les directions, permettraient sa libre communication avec la France, et de la France avec l'armée; que Valence serait immédiatement évacuée par les Napolitains, et remise au général français, jusqu'à ce qu'il eût effectué le passage du Pô; enfin que les milices du pays seraient licenciées, et que les troupes régulières seraient disséminées dans les garnisons, pour ne donner aucun ombrage à l'armée française. » 1796.

Le Directoire, confondu de la faiblesse du monarque et de l'assurance orgueilleuse du général, n'eut plus qu'à convertir en traité un armistice au-delà duquel on ne pouvait plus rien exiger. Une négociation de ce genre, conduite par un général de vingt-six ans, et couronnant une campagne de quinze jours, frappa vivement les esprits exercés aux conjectures politiques. On pense bien qu'à Paris, l'opinion était d'abord peu favorable

1796. à un général qui, le 13 vendémiaire, avait foudroyé l'élite des habitans de cette ville; d'abord on voulait douter sinon de ses victoires, au moins de leurs étonnans résultats; mais ses relations attachaient : on savait par cœur tout combat qu'il avait décrit; on remarquait le ton de liberté qu'il conservait avec le Directoire. Moins il se montrait républicain dans ses formes, plus il faisait rêver des hommes qui avaient fait un trop rude apprentissage de la république pour l'aimer. Le traité qu'à lui seul il avait conclu avec un roi, quoique assez semblable à ceux de la république romaine avec des rois de Bythinie, révélait je ne sais quel esprit d'indépendance, qui, dans un général victorieux, devient facilement un esprit de domination; de leur côté, les républicains étaient enivrés du lustre nouveau dont il couvrait la France.

Tout respirait la joie et l'abondance dans une armée que l'ennui de sa misère avait conduite à la victoire. Identifiée avec son général, elle respirait aussi l'oubli des fatigues et l'ivresse des victoires nouvelles. Quarante ou cinquante mille hommes laissés dans les dépôts, depuis Nice jusqu'à Grenoble, hâtaient leur marche pour prendre part à ces jours de

fêtes, de combats et de gloire, et ne voulaient plus être équipés que par les mains du vainqueur. 1796.

Passage du Pô.

Il marche sur le Pô. Beaulieu, consterné de la défection des Piémontais, se trouve bien affaibli pour défendre le passage du grand fleuve de l'Italie. Dès qu'il s'agit d'opérations stratégiques, il a tout à craindre de la vélocité française. C'est un jeu pour Bonaparte que de faire faire à son armée des journées de dix à douze lieues. Tout semblait annoncer à Beaulieu que le passage du Pô serait effectué à Valence, ville qui domine le Pô par une forteresse, et que l'armistice piémontais livrait à Bonaparte. Celui-ci, habile à préparer de loin le succès d'une ruse de guerre, avait affecté de stipuler dans cet armistice que tout moyen de passer le Pô à Valence serait fourni à son armée. Toutes les divisions françaises paraissaient se diriger sur cette ville. Des transfuges, envoyés secrètement par Bonaparte, et accueillis sans défiance par Beaulieu, lui rendaient compte de ces mouvemens; et, cependant, quinze cents hommes de troupes légères et cinq mille grenadiers s'avançaient avec rapidité vers une rive du Pô fort éloignée; ils sont vis-à-vis de Plaisance; ils se sont assurés d'un

1796. grand nombre de bateaux. Là, nulle batterie ne défend l'accès du fleuve ; seulement, deux escadrons de hussards avaient été attirés vers Plaisance, sur la rumeur de ces préparatifs, qu'à peine ils pouvaient croire. Ils voient, ils disputent un peu, ils cèdent ce passage, et dans deux jours toute l'armée française l'a opéré, sans avoir rencontré l'armée autrichienne. Elle ne fut aperçue que lorsque déjà Bonaparte s'approchait de l'Adda.

Le passage s'est effectué le 7 mai; le 28, la division du général La Harpe eut le bonheur de rencontrer une forte division autrichienne auprès du village de Fombio, dont elle avait crénelé les maisons. Malgré ces préparatifs de défense, elle fut culbutée presque aussitôt qu'attaquée, et perdit un tiers de ses forces. Le général La Harpe, qui venait d'obtenir ce succès, secondé par la bravoure des généraux Lanusse, d'Allemagne et Lannes, était rentré victorieux dans son camp, lorsqu'il en est tiré par une subite alarme que vient lui donner un corps autrichien vraisemblablement égaré. La Harpe sort avec quelques officiers, pour vérifier d'où provient ce bruit. Ce corps s'éloigne à la faveur des ténèbres. La Harpe veut rentrer dans son camp ; mais la vigilance y

est excessive d'après une première alerte donnée ; les soldats accueillent leur général et ses compagnons par un feu de file très vif; La Harpe tombe mort ; les soldats reconnaissent leur méprise, s'accusent entre eux, et se livrent au plus violent désespoir. Ce général était né dans le canton de Vaud ; imbu des idées démocratiques que professait l'un de ses frères, il préparait un soulèvement contre le sénat de Berne. Il éclata avant d'avoir assuré ses mesures, et fut obligé de fuir. Un arrêt de mort fut rendu contre lui. Réfugié en France, il donna toute son âme à sa nouvelle patrie. Déjà formé à l'art de la guerre, il prit rang entre les généraux les plus habiles et les plus valeureux. Ce qui le recommandait surtout, c'était un vigilant amour de la discipline. Il s'était élevé avec force contre les excès qui avaient souillé les premières victoires de la république. On crut d'abord que sa mort était l'effet de quelque ressentiment ; mais les soldats repoussèrent cette calomnie par une douleur que les braves ne savent pas feindre. La confusion était au comble dans ce camp, lorsque Berthier, envoyé par Bonaparte, se présenta pour tout calmer. * 1796.

* Si l'on veut se convaincre de l'extrême difficulté

1796. Armistice accordé au duc de Parme.

Bonaparte, par le passage du Pô, se trouvait maître des états du duc de Parme ; le général ne fut point assez courtisan du Directoire pour renverser un Bourbon qu'il rencontrait sur sa route. Il se contenta de lui accorder un armistice humiliant et onéreux, dont celui de Piémont fournissait le modèle. Le duc de Parme s'engagea de payer à la France deux millions de francs, et à fournir à l'armée seize cents chevaux et d'abondantes provisions.

Digression sur l'enlèvement de statues, tableaux, etc.

En outre, Bonaparte soumit ce prince à

qu'éprouve l'historien à rendre compte des événemens militaires, on n'a qu'à jeter les yeux sur le passage suivant, extrait de l'*Histoire d'Italie*, par Charles Botta, qui suit les relations autrichiennes. Nous y verrons un récit d'un combat nocturne dont Bonaparte ne fait aucune mention. C'est la relation de ce général que j'ai cru devoir suivre, parce qu'elle est nette et précise. (Botta, tome I, p. 415.)

« ...... Les Autrichiens arrivèrent avec la nuit, et « tombèrent à l'improviste sur les Français. Après « avoir culbuté les premiers postes, ils mirent le « trouble et la terreur parmi les troupes qui occupaient « Codogno, poursuivirent leur avantage, et s'empa- « rèrent d'une partie de la place. La bataille n'était « plus égale : d'un côté, concert et unité dans l'action, « de l'autre, confusion, épouvante et désordre. La

un nouveau genre de tribut, qui devait être 1796.
répété dans l'Italie, avec un orgueil insatiable. C'étaient vingt tableaux des grands maîtres, dont des commissaires français devaient faire le choix, pour les envoyer au Musée de Paris. Parmi ces tableaux, était la célèbre communion de Saint-Jérôme, du Dominiquin. Le duc de Parme offrait deux millions pour racheter ce chef-d'œuvre. « Les agens de l'ar- « mée, dit Bonaparte dans ses mémoires, « étaient fort d'avis d'accepter une si magni- « fique rançon. Il les repoussa en disant que « ces deux millions seraient bientôt dissipés,

« Harpe accourut au premier bruit, et se mettant à « la tête de nouveaux bataillons, il allait rétablir le « combat, lorsque, au milieu de cette mêlée nocturne, « il fut atteint d'une balle dans la poitrine, et tomba « mort sur-le-champ.

« Ainsi périt à la fleur de son âge, dans une ren- « contre inopinée, le général La Harpe, militaire « d'une valeur accomplie, d'une vertu plus parfaite « encore. Aimé de tous pendant sa vie, pleuré de tous « après sa mort, il mérita que ses contemporains « accusassent de sa fin déplorable, quoique sans fon- « dement, celui qu'ils supposaient jaloux de qualités « qu'il n'avait pas lui-même. Heureux homme, telle- « ment au-dessus des autres dans l'opinion publique, « que son trépas ne fut point attribué au hasard, mais « à un forfait médité. »

1796. « tandis que cette grande production servi-
« rait pendant des siècles à l'ornement de la « capitale et à la gloire de la France. » Lorsqu'il dictait ces lignes à Sainte-Hélène, il semblait avoir oublié que ce tableau enlevé par la victoire, avait été par la victoire arraché de nos murs, et restitué à Parme.

Avec quelque enthousiasme qu'ait été accueilli en France ce nouveau genre de trophée, il n'y faut voir qu'une triple offense faite aux droits des nations, au vrai goût des beaux-arts et à la saine politique. Convenait-il de rétablir dans le droit de la guerre une violence dont les seuls Romains avaient donné l'exemple? Les maux de la guerre sont passagers, et souvent quelques années de paix en laissent à peine apercevoir les traces. Mais l'orgueil d'une nation souffre long-temps, quand on veut lui enlever un titre de sa gloire. Il est, dans les monumens publics, un mur dégradé, un piédestal nu, un vide déplorable que l'on montre avec des soupirs aux étrangers, avec indignation au peuple ravisseur. De là, jusque durant la paix, ce prolongement de haines nationales qui peut devenir une semence de guerres nouvelles.

Je ne vois pas non plus ce que les vainqueurs

peuvent gagner à de telles dépouilles. Les Romains, après avoir transporté dans leurs murs de nombreuses merveilles de la Sicile, de la Grèce, de l'Égypte et de l'Asie, n'ont acquis ni un seul peintre, ni un seul statuaire dont le nom soit parvenu jusqu'à nous. C'est renoncer à toute noble rivalité dans les beaux-arts que d'établir sa suprématie par le vol. L'idée toujours présente des ravages de la guerre trouble le plaisir délicat de celui qui parcourt une belle galerie. Il ne veut pas que les productions du génie portent les atteintes du fer. Pourquoi priver un beau tableau du beau ciel pour lequel il fut créé ? Pourquoi l'arracher du cloître, de l'autel où, conçu par le génie religieux, il parle profondément aux âmes religieuses ? Ne s'agit-il que d'analyser d'un coup d'œil rapide et sec la beauté du travail ? Ne faut-il pas se pénétrer et du but et de l'âme de l'artiste ? Pour bien sentir l'extase de saint Jérôme recevant pour la dernière fois le pain sacré, il faut qu'un sanctuaire, qu'un tabernacle me mettent en présence du Saint des Saints. Ce n'est pas dans une vaine promenade où tout vous distrait, où vous n'avez qu'une seconde à donner à l'admiration que tant de chefs-d'œuvre se disputent, c'est dans des 1796.

1796. voyages entrepris par une noble curiosité et une plus noble émulation, qu'il faut honorer les beaux-arts. Leur travail le plus fini, le plus sublime peut-il être médité par une foule qui se succède dans un vague tumulte, promène au hasard des regards indifférens, et souvent donne une préférence secrète aux peintures vulgaires et rebutantes des plus affreux supplices?

La possession des chefs-d'œuvre ravis est incertaine, nous l'avons vu. Transportés, à différentes reprises, d'un pays dans un autre, que n'auront-ils pas à craindre de la précipitation, de la rudesse militaire? Et si, pour les sauver, on appelle une nuée d'artistes ravisseurs, ces monumens n'ont-ils point à craindre encore le choc des avalanches ou celui des tempêtes? Enfin, si ce genre de rapine continuait à suivre le droit de la guerre, ne pourrait-il pas arriver qu'un peuple furieux détruisît des chefs-d'œuvre, pour n'avoir pas l'affront de les rendre?

De ces considérations générales, passons à celles qui devaient frapper l'esprit de Bonaparte. Marchant vers la conquête de l'Italie, tout lui prescrivait de gagner le cœur des peuples de cette vaste contrée. Ne se propo-

sait-il pas, dès qu'il serait arrivé dans la capitale de la Lombardie, de faire une proclamation assez semblable à celle que Flaminius fit dans la Grèce? Mais Flaminius n'avait pas commencé par faire d'odieux larcins dans les villes d'Athènes, de Sicyone et de Corinthe, ou par les soumettre aux tributs les plus pesans pour l'orgueil national. Cette avidité de tableaux que Bonaparte annonçait par l'armistice de Parme, tendait à priver, autant qu'il lui serait possible, l'Italie moderne du seul genre de gloire dans lequel il lui eût été donné de surpasser l'Italie antique. Privée d'une multitude de chefs-d'œuvre, elle pouvait offrir un attrait moins vif à la curiosité des étrangers. Voulait-on lui enlever des modèles par lesquels elle se maintenait dans la passion du beau? Voulait-on ne lui montrer les Français que comme des Brennus policés, avides et injustes comme leurs aïeux? Ce que Bonaparte faisait pour le luxe public, ses lieutenans, ses officiers ne pouvaient-ils le faire pour le luxe de leurs maisons? Ce genre de rapine ne fut en effet que trop vaste en Italie, dans les Pays-Bas et en Espagne. 1796.

Si Bonaparte s'éloignait ici d'une politique

1796. qui lui prescrivait de ménager des hommes auxquels il venait parler de liberté, c'est que le premier vœu de son âme, l'objet le plus direct de son ambition, c'était de tenir les Français subjugués, non seulement par l'éclat de ses victoires, mais par l'éclat de ses trophées. Aucun autre général ne pouvait en offrir d'aussi brillans. Il tendait à passionner pour lui les artistes, les savans, les gens de lettres et le peuple des curieux, presque équivalent à toute la population de Paris. Il jugeait que les dispensateurs de la renommée pouvaient l'être aussi de la suprême puissance.

Il faut convenir que le peuple italien ne montra pas d'abord une indignation très vive contre la spoliation de ses musées, de ses églises. L'orgueil national faisait dire aux uns : « On nous enlève des chefs-d'œuvre ; mais il « nous reste assez de génie pour les rempla- « cer ». D'autres, qui se présentaient comme les partisans des mœurs républicaines, disaient avec une rigidité spartiate, ridicule dans leur bouche : « Que nous faut-il, après tout ? Du « pain, du fer et la liberté ». Mais le temps développa cette semence de haine entre les deux peuples, et, à l'époque même où les Français gouvernèrent l'Italie avec douceur et lui

donnèrent de sages réglemens, le peuple dé- 1796.
pouillé s'unissait mal au peuple spoliateur.

Bataille de Lodi.

Quelques écrivains ont pensé que ce fut ce désir de charmer les Français, et d'exalter l'esprit de ses troupes, qui fit, à Bonaparte, tenter la fameuse attaque du pont de Lodi; entreprise que l'enthousiasme républicain mit au-dessus du passage du Rhin et de la brillante entrée des mousquetaires à Valenciennes sous Louis XIV.

La critique militaire peut, en effet, prouver qu'il eût été facile au général de faire pour l'Adda ce qu'il venait de faire pour le Pô, d'attirer l'attention de l'ennemi sur plusieurs points à la fois. Dans la situation prospère où les deux armistices de Parme et de Turin mettaient son armée, n'avait-il pas un équipage de pont? manquait-il d'excellens ingénieurs? Andréossy et Marmont n'avaient-il pas déjà montré, au passage de tant de rivières, et tout à l'heure à celui du Pô lui-même, l'étendue et la rapidité de leurs ressources? enfin l'Adda, dans une telle saison, n'offrait-il point de gués à tenter? Voilà des considérations très plausibles, et qui pourtant devaient céder à des considérations plus hautes. Dans les vastes projets que méditait Bonaparte, il lui importait d'ha-

1796. bituer son armée à des prodiges. Quel avantage ne serait-ce pas pour lui, dans les entreprises les plus hasardeuses, de pouvoir dire : « Vous avez passé le pont de Lodi sous le feu « de trente pièces de canon et devant seize « mille ennemis ! » Il lui importait d'ailleurs de priver le général Beaulieu, qui attendait des renforts du Tyrol, de l'honneur d'une retraite lente et méthodique.

Bonaparte s'était emparé de Lodi avant d'attaquer le pont de cette ville sur l'Adda. Tandis qu'on se canonnait sur les deux rives, la cavalerie française, conduite par le général Beaumont, tentait de passer l'Adda à une demi-lieue au-dessus, où se trouvait un gué praticable, et de marcher sur le flanc droit de l'ennemi. L'artillerie était dirigée sur les pièces ennemies qui enfilaient le pont. Dès que le général Beaumont parut sur l'autre rive, et que les batteries autrichiennes eurent éprouvé un désordre assez sensible, une colonne de grenadiers, que Bonaparte, en profitant d'un pli de terrain, avait su tenir à l'abri des boulets et obus par un simple mouvement à gauche, se trouva en tête du pont, et s'élança au pas de charge.

Mais les décharges des puissantes batteries qui défendent le pont, le feu continu de

l'armée autrichienne, placée sur l'autre rive, arrêtent les grenadiers français. Alors il s'allume entre les généraux une vive émulation à qui emportera l'honneur d'une si héroïque entreprise. Aucun d'eux ne peut plus se tenir derrière les files : c'est le poste du danger qu'ils veulent ravir aux grenadiers les plus intrépides. Berthier se présente d'abord; puis viennent Masséna, Cervoni, d'Allemagne, Lannes et Dupas. Le nuage formé sur le pont par l'explosion de tant de bouches à feu n'arrête point leur marche intrépide. 1796.

Mais ce n'était pas tout que d'emporter le pont, que de faire cesser le feu de tant de batteries; il fallait gagner l'autre rive que l'armée autrichienne défendait encore en bon ordre; il fallait repousser avec la baïonnette des charges de cavalerie que dirigeaient les généraux ennemis. Le secours de cette arme manquait à l'armée française. La cavalerie n'avait pu se présenter à propos.

Tandis que la fortune paraît flotter encore, ou du moins que la victoire reste incomplète, Augereau, Rusca et Bayraud arrivent avec leurs divisions. L'armée autrichienne, qui voit ses ennemis croître en nombre et plus encore en audace, se décourage, se laisse

1796. couper, éparpiller, perd vingt pièces de canon, cinquante drapeaux et deux mille cinq cents prisonniers. Bonaparte s'occupe peu de ce que lui coûte un tel exploit, il a une armée qui, comme lui, ne connaîtra plus le mot *impossible*. *

Après un choc si foudroyant, Beaulieu parvint cependant à rallier le reste de son armée. Mais, par sa retraite, il livrait la forteresse de Pizzigithone à sa faible garnison qui se hâta de capituler; il abandonnait Crémone, Milan, Pavie, Come et Cassano.

Voici l'ordre du jour que Bonaparte fit publier dans son armée :

« Soldats, vous vous êtes précipités comme

* J'ai préféré, dans le récit de la bataille de Lodi, la relation que Bonaparte fit sur le champ de bataille à celle qu'il a donnée dans les *Mémoires de Sainte-Hélène*. Dans cette dernière, il ne s'occupe que de ses manœuvres, oublie ses intrépides lieutenans, et même ne les nomme pas. Enfin il dit avec confiance que tout se passa en un clin d'œil. Dans son premier récit, au contraire, il convient que les grenadiers français hésitèrent d'abord, et il nomme successivement tous les généraux qui se dévouèrent. La relation autrichienne parle d'une assez longue résistance que tout fait présumer.

« un torrent du haut de l'Apennin. Vous 1796.
« avez culbuté, dispersé tout ce qui s'oppo-
« sait à votre marche. Le Piémont, délivré
« de la tyrannie autrichienne, s'est livré à
« ses sentimens naturels de paix et d'amitié
« pour la France. Milan est à vous, et le pa-
« villon républicain flotte dans toute la Lom-
« bardie. Les ducs de Parme et de Modène ne
« doivent leur existence politique qu'à votre
« générosité. L'armée qui vous menaçait
« avec orgueil ne trouve plus de barrière qui
« la rassure contre votre courage : le Pô, le
« Tésin, l'Adda n'ont pu vous arrêter un seul
« jour; ces boulevarts vantés de l'Italie ont
« été insuffisans; vous les avez franchis aussi
« rapidement que l'Apennin. Tant de succès
« ont porté la joie dans le sein de la patrie;
« vos représentans ont ordonné une fête dé-
« diée à vos victoires, célébrée dans toutes
« les communes de la république. Là, vos
« mères, vos épouses, vos sœurs, vos amantes
« se réjouissent de vos succès, et se vantent
« avec orgueil de vous appartenir. Oui, sol-
« dats, vous avez beaucoup fait..... mais ne
« vous reste-t-il donc plus rien à faire?....
« dira-t-on de nous que nous avons su vaincre,
« mais que nous n'avons pas su profiter de la

1796. « victoire? La postérité nous reprochera-t-elle
« d'avoir trouvé Capoue dans la Lombardie?
« Mais je vous vois déjà courir aux armes;
« un lâche repos vous fatigue; les journées
« perdues pour la gloire le sont pour votre
« bonheur. Eh bien! partons, nous avons en-
« core des marches forcées à faire, des enne-
« mis à soumettre, des lauriers à cueillir, des
« injures à venger. Que ceux qui ont aiguisé
« les poignards de la guerre civile en France,
« qui ont lâchement assassiné nos ministres,
« incendié nos vaisseaux à Toulon, trem-
« blent. L'heure de la vengeance a sonné.
« Mais que les peuples soient sans inquiétude;
« nous sommes amis de tous les peuples, et
« plus particulièrement des descendans des
« Brutus, des Scipion et des grands hommes
« que nous avons pris pour modèles. Réta-
« blir le Capitole, y placer avec honneur les
« statues des héros qui le rendirent célèbre,
« réveiller le peuple romain engourdi par plu-
« sieurs siècles d'esclavage, tel sera le fruit
« de vos victoires; elles feront époque dans
« la postérité : vous aurez la gloire immor-
« telle de changer la face de la plus belle
« partie de l'Europe. Le peuple français, libre,
« respecté du monde entier, donnera à

« l'Europe une paix glorieuse qui l'indemni- 1796.
« sera des sacrifices de toute espèce qu'il a « faits depuis six ans. Vous rentrerez alors « dans vos foyers, et vos concitoyens diront « en vous montrant : *Il était de l'armée* « *d'Italie!* »

Voilà deux fois que Bonaparte, dans ses proclamations, annonce le projet de marcher sur Rome, et de rétablir le Capitole. A coup sûr, il était loin de cette pensée, il sentait long-temps d'avance le danger de s'engager entre les golfes de l'Italie. Mais il flattait les passions du jour, en se promettant de ne leur sacrifier ni ses intérêts ni sa gloire.

Entrée des Français à Milan.

L'archiduc Ferdinand abandonne la capitale confiée à ses soins, et va se cacher dans Mantoue, qui bientôt ne lui paraîtra plus un asile assez sûr. Le peuple ne se souvient plus que de ses griefs contre la domination allemande. On élève des arcs de triomphe, et, parmi tous les actes serviles qui peuvent adoucir le vainqueur, on plante des arbres de la liberté. Cependant des personnages éminens en dignité, à la tête desquels est Melzy, qui dans les états de Lombardie avait parlé un langage assez indépendant, sont venus trouver Bonaparte à Lodi. Il les a séduits par

1796. de magnifiques promesses; les députés se persuadent que les temps sont venus où les états d'Italie ne formeront plus qu'un seul peuple, dont Milan sera la capitale et l'arbitre. Masséna le premier entre dans Milan, et s'occupe à réduire le château de cette ville, qui peut se défendre quelque temps, mais qui embarrasse peu les Français.

Le vainqueur se montre enfin; tout étale autour de lui le luxe militaire; lui seul se fait remarquer par la simplicité de ses habits. Sa jeunesse, son maintien méditatif, l'éclair et la profondeur de ses regards ajoutent à la renommée de ses hauts faits. On croit voir en lui plus qu'un général, et personne n'y voit un républicain ami de l'égalité. Les maisons sont tapissées, les rues sont jonchées de fleurs. Il ne peut éviter ni les éternelles harangues ni les éternels sonnets; la prose va aussi loin que la poésie en louanges hyperboliques: tel qui l'a nommé Alexandre, est déconcerté quand un autre républicain l'a nommé Jupiter.

Bonaparte prit à Milan un repos assez court, mais glorieux, et son génie politique brilla d'un nouvel éclat. Après avoir conquis

le sceptre de la diplomatie, il n'était pas homme à l'abandonner. Le voilà qui conclut de nouveaux armistices, et vend partout assez cher la paix qu'il accorde. Le chef-d'œuvre de sa politique fut de n'annoncer qu'une vue simple, accessible à tous les esprits, et de nature à charmer à la fois tous les états de l'Italie. C'était de ruiner pour jamais la domination allemande dans cette contrée. Ses armistices, tout durs qu'ils pouvaient être, annonçaient en lui un homme peu dominé par le génie de la révolution française, peu travaillé du désir d'en étendre partout les progrès. 1796.

Il reçut à merci ou plutôt à rançon le duc de Modène. Cette rançon fut de 10 millions de notre monnaie, sans compter les réquisitions de toutes sortes, et le tribut accoutumé des chefs-d'œuvre de peinture. Cette somme paraît effrayante, relativement à l'étendue et à la population d'un état tel que Modène. Mais Hercule d'Este possédait un trésor encore plus disproportionné aux ressources de son peuple. Il en voulut sauver le reste, et dès qu'il eut pris les précautions pour sa retraite, il gagna Venise.

Bonaparte traita ensuite avec la république de Gênes et le grand-duc de Toscane. L'aide- Négociations de Bonaparte. — Soumission de divers états.

1796. de-camp Murat, qu'il chargea de porter ses ordres à Gênes, obtint facilement la destitution de plusieurs gouverneurs ou magistrats peu favorables à la cause des Français, le renvoi des agens autrichiens, et voulut que des troupes génoises, disposées par étape, veillassent à la sûreté des derrières de l'armée française.

La république française n'avait aucun grief contre le grand-duc de Toscane, dont la neutralité avait eu pour elle un caractère fort obséquieux. Mais cette neutralité même avait averti le Directoire qu'on pouvait tout entreprendre contre un souverain intimidé. On lui reprochait de recevoir les Anglais dans le port de Livourne, et l'on se flattait de pouvoir y surprendre leurs nombreux bâtimens de commerce.

Bonaparte reçut du Directoire des instructions fort violentes. Il fit marcher en Toscane une de ses divisions, sous les ordres du général Vaubois. Pour tromper les Anglais, elle parut se diriger sur Pise et sur Florence; mais tout à coup elle changea sa marche, et se porta sur Livourne. Elle arriva trop tard; les Anglais, peut-être par les soins du grand-duc, avaient reçu l'avis du danger qui les

menaçait, et leurs vaisseaux avaient mis à la voile. On se vengea de leur départ sur une riche factorerie qu'ils avaient établie pour l'entrepôt des produits de leurs manufactures, des marchandises des Indes et de leurs colonies. Elle fut complétement ruinée, et le coup fut sensible au commerce anglais. On procéda ensuite à une opération fort contraire à cette foi publique qui régit et doit toujours protéger les transactions commerciales. Les livres des principaux négocians de Livourne avaient été indignement fouillés, et l'on tenta tous les moyens de s'emparer de leurs créances sur des Anglais, des Allemands, et même des Russes. Ces moyens réussirent mal; les neutres entrèrent en défiance des négocians français, et peut-être cette expédition fut-elle aussi funeste à ces derniers que la perte d'un combat naval. Le général Vaubois, militaire plein de loyauté, se vit avec tant de regrets l'instrument de ces exactions, qu'il se hâta de quitter Livourne, pour rejoindre l'armée. 1796.

On avait trouvé dans cette ville six cents Corses réfugiés. Bonaparte, indigné de voir sa patrie au pouvoir des Anglais, qui s'en étaient emparés deux années auparavant, se servit de

1796. ces Corses réfugiés pour organiser une insurrection dans cette île. Elle eut un plein succès, et les Anglais en furent complétement chassés.

L'occupation violente de Livourne fut le seul acte par lequel Bonaparte troubla ou méconnut la neutralité de la Toscane. Tout fait présumer qu'il se fût rendu plus agréable au Directoire en accablant un prince de la maison d'Autriche. Il vint faire une visite au grand-duc, comme pour habituer les souverains à le flatter ; car la peur est assez prodigue de louanges. Il parcourut avec le grand-duc la célèbre galerie de Florence, et n'y remarqua que trop la Vénus de Médicis.

Bonaparte ne marche point sur Rome, et traite avec le pape.

L'acte qui honora le plus Bonaparte à cette époque, ce fut l'armistice qu'il conclut avec le pape, le 29 juin 1796. Déjà il avait fait occuper par le général Augereau les légations de Bologne et de Ferrare. Dans l'une et l'autre de ces villes, et surtout dans la première, il avait trouvé des hommes éclairés, et fort imbus de l'esprit d'indépendance sur lequel il fondait son espoir pour soutenir et décorer la nouvelle république qu'il se proposait d'établir au centre de l'Italie. Il avait traité sans rigueur un cardinal et des

prélats faits prisonniers. Cependant, à Rome, 1796.
on répétait avec épouvante les menaces de ses proclamations. On croyait que l'orgueil français ne pourrait s'abstenir d'une telle conquête. On craignait pour le pape le sort de Louis XVI; et, quoique l'assassinat de Basseville eût pénétré d'horreur le saint pontife, on sentait combien cet attentat populaire fournissait de prétextes à la vengeance. Ce fut ici que Bonaparte montra l'ascendant d'un grand caractère. Lui seul, entre les généraux français, eût osé se détourner du chemin de Rome. Plus il avait annoncé ses victoires avec faste, plus la possession de Rome en paraissait le prix : point de républicain qui n'en fût affamé. Le directeur La Réveillère-Lépeaux, qui promettait l'empire du monde à sa misérable secte de théophilanthropes, ne respirait que la ruine du siége de la religion catholique.

Mais Bonaparte consultait peu les Directeurs, se moquait de l'orgueil visionnaire de La Réveillère-Lépeaux, et ne voulait point être l'Omar d'un Mahomet de cette sorte. Le siége de Mantoue, qui allait décider du sort de l'Italie, et peut-être même de celui de l'Autriche, réclamait toutes ses pensées. Oc-

1796. cuper Rome et la garder, lui eût demandé l'emploi d'une partie assez considérable de son armée. Ne valait-il pas mieux tomber sur les renforts qui arrivaient de toutes parts à l'armée autrichienne ?

En s'abstenant d'une grande faute militaire, Bonaparte méditait encore un résultat important pour son ambition. N'avait-il pas vu dans la France l'opinion se reporter, avec assez d'ardeur, vers le sentiment religieux ? convenait-il à sa gloire de ne paraître qu'un soldat, qu'un aveugle instrument des révolutionnaires ? Pour ranger sous ses lois, comme arbitre, les deux partis qui divisaient la France, il fallait donner des espérances à l'un et à l'autre. En conséquence, il reçut avec honneur M. Azzara, ministre d'Espagne à Rome, qui venait s'offrir à la fois comme médiateur et comme plénipotentiaire du pape. En présence même de ses lieutenans, il parla du chef de l'Église avec une vénération courageuse. L'armistice fut conclu le 23 juin. Il portait que Bologne et Ferrare resteraient occupées par les troupes de la république ; qu'Ancône recevrait une garnison française ; que le saint-père paierait 21 millions, et livrerait cent objets d'art les plus précieux, au choix

des commissaires français. Bonaparte trouvait dans cette dernière clause un moyen de faire diversion à l'humeur que ces ménagemens allaient causer aux républicains. Comment n'être pas ravi de la possession prochaine de plusieurs chefs-d'œuvre de la sculpture antique, et de ceux de Michel-Ange, de Raphaël, du Guide, du Titien ? A l'enthousiasme avec lequel l'Apollon du Belvédère était attendu, on eût dit que l'empire du monde était attaché à cette statue. Lorsque, depuis, elle décora notre Musée, l'admiration pour Bonaparte sembla s'accroître de toute celle qu'inspirait la majesté du dieu. 1796.

Mais, lorsqu'il s'agit de convertir l'armistice en un traité de paix, le Directoire laissa percer son dépit; il en rendit les conditions beaucoup plus dures et plus humiliantes. Bonaparte les trouva telles, et osa dire qu'elles ressemblaient aux capitulations d'une place assiégée. Divers excès se commirent dans les campagnes ; le peuple de Rome s'indigna, et le sacré collége fut d'avis de ne point ratifier le traité. Pie VI insista sur ce moyen de sauver les biens, la vie et la religion de ses sujets. Du reste, il avait refusé obstinément toute condition qui tendait à faire fléchir le souve-

1796. rain pontife sur des points de discipline ecclésiastique.

Nous verrons bientôt l'orage se rallumer dans les états du saint-père, et Bonaparte persister dans une résolution où la plus habile politique se couvrait du vernis de la magnanimité.

Ce même général avait accordé auparavant un armistice au roi de Naples. Sa rançon ne fut que de six millions. Je ne rappellerai qu'un seul fait relatif à ce traité : c'est que, la veille du jour où Ferdinand envoya le prince Pignatelli pour négocier avec le général de la république, il avait solennellement protesté de la résolution où il était de ne jamais la reconnaître. Il répétait ainsi l'exemple du roi Victor-Amédée III. Les circonstances étaient si fortes et si terribles, qu'il n'aurait fallu que des Louis XIV sur tous les trônes de l'Europe.

A ces pouvoirs politiques qu'un général exerçait pour la première fois, Bonaparte voulut joindre ceux d'un législateur. Il n'y avait point d'esprit si vulgaire alors qui ne pût improviser une constitution. Les conceptions de Bonaparte, comme législateur de la république cisalpine, n'eurent rien de fort remarquable ; mais, comme il était souverainement

ennemi de l'anarchie, il veilla à lui laisser le moindre accès possible. Tout était assez bien combiné dans ces institutions pour le bon plaisir du vainqueur. On eût dit que Bonaparte préludait déjà, en Lombardie, aux sénatus-consultes qu'il appela depuis *constitutions de l'empire.* 1796.

L'activité de ce général était un spectacle merveilleux pour les peuples d'Italie ; sa pensée ordonnait tout à la fois pour l'administration comme pour la guerre. Il y avait chez lui simultanéité de soins et de travaux divers, sans qu'on pût jamais y remarquer la moindre confusion. Il volait avec rapidité de Milan jusqu'aux villes venitiennes, jusqu'à Florence et jusqu'aux frontières du Tyrol. Dans ses audiences, il questionnait un savant, flattait un artiste, cajolait un poète ; prenait envers les tremblans ambassadeurs des états, qui attendaient leur sort, le ton de la menace ou celui de la compassion. Dans ses discours, il multipliait les images, et toujours avec effet ; réglait les comptes avec des fournisseurs, qu'il accablait de mépris et souvent de malédictions ; traçait une route pour les divers corps de son armée, comme si la carte topographique la plus minutieuse et la plus exacte lui eût toujours été présente ; arrêtait avec Ber-

1796. thier ou Masséna le plan d'une bataille, puis assistait, comme dégagé de tous soins, à un concert, à un spectacle, où les muses italiennes et françaises rivalisaient pour célébrer sa gloire.

Révolte de Pavie. C'était à regret sans doute qu'occupé de gagner l'affection des peuples de Milan, de Bologne et de Ferrare, et de créer en eux un enthousiasme factice pour une liberté qu'il définissait et comprenait lui-même assez mal, il se voyait obligé de les frapper de réquisitions intolérables. Ce n'était pas seulement le besoin de subvenir aux dépenses de son armée qui lui faisait une loi de ces réquisitions ; il fallait bien sur ce point capital complaire aux vues et aux ordres du Directoire, chez qui la pénurie et le désordre extrême des finances éveillaient sans cesse la cupidité, et qui, dans ses préjugés haineux contre les princes, se fût fait un scrupule de les ménager. Il entrait d'ailleurs dans les vues ambitieuses de Bonaparte de se présenter comme le sauveur d'un trésor épuisé. Quelquefois, au lieu d'envoyer directement des millions en France, il les faisait passer aux généraux de la république qui portaient la guerre en Allemagne. Quel plaisir pour lui de se créer ce nouveau genre de

suprématie sur le vainqueur de Fleurus, et surtout sur le général Moreau. 1796.

Mais par quels moyens subvenait-il à des dépenses si fastueuses, dont il ne se réservait rien ou presque rien pour lui-même; car l'ambition du pouvoir suprême peut fort bien s'accommoder du désintéressement? S'il inventait ou tolérait quelque genre de spoliation, les fournisseurs de son armée et souvent même quelques uns de ses généraux, de ses officiers, allaient dix fois au-delà. Salicetti, commissaire civil du Directoire, imagina de fouiller partout les monts-de-piété, établissemens conçus en Italie sur des bases plus étendues que les nôtres, et dont plusieurs écrivains ont loué la prévoyance. Ces monts-de-piété étaient souvent les dépositaires des épargnes du pauvre, et de sommes dont les intérêts accumulés devaient constituer la dot des enfans d'une nombreuse famille. On juge quels furent à la fois les cris et du pauvre et du riche, lorsqu'ils se virent privés des gages et des capitaux qu'ils avaient déposés; la désolation des campagnes était plus grande encore que celle des villes. Tandis qu'à Milan on bégayait encore d'une voix tremblante le mot de liberté, on s'armait

1796. pour la révolte à Binasco et à Pavie. Des brigands, dont l'Italie est surchargée, échauffaient pour la vengeance de malheureux paysans et des citadins irrités. Bonaparte eut à se féliciter de ce que la victoire ne l'avait pas encore entraîné trop loin du théâtre de ces deux révoltes. A Milan même, il en vit de premiers indices, qu'il fit cesser par la promptitude et la vigueur de ses mesures. Lannes fut chargé de réduire Binasco. Ce général arriva transporté de fureur, en apprenant les meurtres qui venaient d'être commis sur des Français et sur des Italiens accusés d'être leurs partisans, et les supplices longs et atroces auxquels les avait condamnés la frénésie populaire. Binasco fut si vivement attaqué et emporté, que les insurgés de Pavie ne purent lui porter du secours. Cette malheureuse bourgade fut d'abord livrée au pillage et bientôt réduite en cendres.

Cependant les insurgés étaient maîtres de l'importante ville de Pavie. La fureur des habitans avait éclaté à la vue d'une statue antique que d'ignorans et grossiers soldats mutilaient comme l'image ou d'un roi ou d'un saint. La garnison française assez faible n'avait pu ni calmer ni contenir une multitude dont les flots grossissaient toujours. Cette garnison

s'était retirée, au nombre de trois cents hommes seulement, dans la citadelle assez faible de cette ville. Des soldats isolés avaient péri sous les coups des révoltés. Le général Haquin, qui entra dans Pavie, sans avoir eu connaissance de la sédition, se vit menacé du même sort, et fut sauvé par le courage des magistrats. Le peuple des campagnes accourut bientôt pour joindre ses fureurs à celles des habitans. Ils pressèrent les trois cents Français enfermés dans la citadelle, et ceux-ci se rendirent. 1796.

Quelle fut la fureur de Bonaparte, en apprenant que trois cents soldats de sa valeureuse armée avaient capitulé devant une multitude? Déjà il est sous les murs de cette ville, d'où l'on peut apercevoir les flammes de Binasco. Frémissant lui-même de la vengeance qu'il avait à exercer, il avait envoyé dans Pavie l'archevêque de Milan, Visconti, prêtre pacifique, et que les Italiens accusaient de timidité. Les efforts du vieux prélat pour rappeler les habitans de Pavie au devoir, c'est-à-dire à la résignation des vaincus, ne furent reçus qu'avec outrage et qu'avec malédiction. Cependant le peuple des campagnes, à l'aspect de la colonne française, s'écoulait par

1796. degrés. Les portes sont bientôt enfoncées à coups de canon. La cavalerie française entra au pas de charge : un massacre affreux allait commencer. Les torches étaient déjà allumées pour l'incendie. Bonaparte exigea qu'on se contentât du pillage. La brutalité du soldat y joignit le viol. Plus d'asile sacré pour l'innocence, pour la beauté, et, souvent même, plus de rançon qui puisse les racheter d'un malheur plus affreux que la mort. Les Italiens, dans leurs relations des horribles scènes de Pavie, conviennent qu'on vit nombre d'officiers et de soldats français, non seulement refuser de prendre part au pillage, mais s'établir, contre leurs propres compagnons, les généreux défenseurs des jeunes filles, des jeunes femmes qui les imploraient. Ils conviennent aussi que l'Université et tous les édifices consacrés aux beaux-arts, aux sciences, furent, par les ordres du chef, respectés avec un soin scrupuleux. Bonaparte, dans les Mémoires de Sainte-Hélène, rend compte de cet événement en ces simples mots : Le pillage dura quelques heures, et fit plus de peur que de mal. Il est bon que l'historien, fidèle à montrer les calamités de la guerre, ne se conforme pas toujours à l'aridité des mémoires militaires, et

qu'il joigne, comme je l'ai fait ici, le récit 1796.
des vaincus à celui du vainqueur. Bonaparte prit des otages parmi les familles les plus considérées de Pavie et de Milan. Cette politique, toute romaine, lui réussit. Ces otages envoyés à Paris y devinrent français de mœurs, d'esprit et de manières.

Bonaparte eut ensuite à châtier une révolte qui éclata dans les fiefs impériaux situés entre les frontières du Piémont et celles de la république de Gênes. Les paysans avaient pillé plusieurs convois, et massacré divers détachemens français. Bonaparte était alors sous les murs de Mantoue ; avec une poignée d'hommes, il dispersa les rebelles, les rendit témoins de l'incendie de leurs maisons, et les fit assister au supplice de leurs chefs. Ces exécutions sévères firent tout rentrer dans le devoir. Un calme profond régna dans tous les pays qui avaient été le théâtre de la guerre. Le brigandage y fut beaucoup mieux contenu qu'il ne l'avait été dans une longue paix, trop favorable à l'inertie des gouvernemens.

Cette Italie, qui pendant quatre ou cinq siècles avait été déchirée par les guerres des Guelfes et des Gibelins, et qui même en retraçait encore dans ses mœurs quelque image

1796. sinistre, sut fermer son sein aux nouvelles semences de troubles qu'y apportaient des conquérans encore tout échauffés du génie des révolutions. Malgré la division des partis allemand et français, monarchique et constitutionnel, on ne vit point renaître ces haines de familles dont les monstrueux attentats nous ont été retracés par le pinceau du Dante. Les chances diverses de la guerre, qui firent passer et repasser la victoire d'un camp dans un autre, ne donnèrent point lieu, si ce n'est à Naples, à des proscriptions sanglantes. Les Italiens surent recevoir des Français de nouveaux moyens de civilisation, sans les acheter par des doctrines turbulentes ou sacriléges. Leurs magistrats signalèrent en général un esprit de modération, de prudence et d'habileté. Je citerai ici pour exemple les Melzi, les Aldini, les Marescalchi, les Corvetto. Il faut joindre à ces noms celui de Charles Botta, qui a écrit l'histoire des malheurs récens de sa patrie avec la noblesse et l'intégrité qu'on admire dans Guicchardin, et avec un mouvement plus vif, plus entraînant. Je laisse à juger si un peuple dont les malheurs ne peuvent être imputés qu'au défaut d'une puissance centrale, et qui, exposé aux excursions fréquentes et terribles de ses voi-

sins, sait si bien en modérer les fléaux; si le peuple auquel nous devons nos plus nobles délices, et qui veille toujours à les accroître, est digne du mépris qu'on lui montra souvent pour prix de l'hospitalité. 1796.

FIN DU LIVRE SECOND.

1796.

LIVRE TROISIÈME.

Ces brillantes journées de Montenotte, de Millesimo, de Mondovi et de Lodi, ces quatre victoires, qui semblent appartenir au temps des Condé, des Luxembourg, vont disparaître devant des batailles plus importantes, devant des victoires plus gigantesques, des traits de bravoure plus prodigieux et des coups de génie plus admirables. Cependant l'objet principal de ce livre sera la prise d'une seule ville, de Mantoue.

Il convient que je détourne un moment mes regards de l'armée d'Italie, pour suivre d'autres événemens militaires sur le Rhin et sur le Danube; événemens dont l'influence devait se faire sentir sur les opérations de Bonaparte.

Opérations sur le Rhin. Vaste plan de campagne.

Le directeur Carnot avait répété en 1796 un plan de campagne qui avait eu d'étonnans résultats en 1794 et 1795. Des armées qui agissaient à de longues distances l'une de l'autre, après avoir tout chassé devant elles, devaient tendre, sur le territoire occupé par

l'ennemi, à un centre commun. Ce plan de campagne suppose de fortes masses, et des généraux animés d'un rare esprit de concorde. Trois armées, dont l'une débouchait des frontières de la Hollande, dont l'autre avait à passer le Rhin à Strasbourg, pour s'enfoncer ensuite dans la forêt Noire, et passer le Danube, dont la troisième avait à franchir les Alpes, le Pô, les Apennins et les Alpes tyroliennes, devaient se réunir à quelque distance de Vienne, pour ne former plus qu'une armée et marcher ensemble sur cette capitale. Ce n'étaient plus ces masses effrayantes qu'avaient fait mouvoir à la fois la terreur dans toute sa violence et le patriotisme dans toute sa furie; mais c'étaient les armées qui avaient vaincu à Veissembourg, à Fleurus, à Tournay, et conquis la Hollande dans une campagne d'hiver. Si leur nombre était diminué de moitié, ce désavantage était bien compensé par une discipline qui s'était fortifiée, enfin par une confiance et par une vélocité que leur imprimait la victoire. 1796.

A coup sûr, on n'avait pas supposé d'abord que c'était l'armée d'Italie qui dût s'approcher le plus près de Vienne. Il semblait que c'était assez pour elle d'occuper une partie

1796. des forces de l'Autriche, et de faire une diversion favorable à la marche plus décisive de l'armée de Sambre-et-Meuse et de celle du Rhin. La première était commandée par le général Jourdan, qui ne comptait encore qu'un seul revers après quatre victoires éclatantes; ses points de départ étaient Dusseldorf et Cologne. La conquête de la Belgique et de la Hollande le tranquillisait sur ses derrières. La paix conclue avec la Prusse, et dans laquelle étaient entrés la plupart des états protestans, le garantissait de tout danger sur son flanc gauche. L'effectif de son armée était, suivant plusieurs relations, de près de quatre-vingt mille hommes, nombre égal à celui de l'armée autrichienne qui lui était opposée. Si les Français étaient inférieurs en cavalerie, ce désavantage était diminué par l'extrême réserve avec laquelle les Autrichiens employaient alors une arme si puissante. Parmi les lieutenans de Jourdan, on distinguait Kléber et Marceau, qui, volant d'un champ de bataille à un autre, s'étaient également rendus funestes aux héros vendéens et au prince de Cobourg; et l'habile Bernadotte, réservé par un singulier jeu de la fortune aux honneurs du diadème.

Moreau venait de succéder à Pichegru dans le commandement de l'armée du Rhin. Il la trouvait plus irritée qu'abattue des revers qu'elle avait subis à la fin de la campagne dernière. Sans avoir été destiné par son éducation, ni même par les études de sa jeunesse, à l'art militaire, il en avait rapidement approfondi la théorie; dès qu'il vit un champ de bataille, il fut un général consommé. Malgré la valeur la plus brillante, il n'annonçait rien d'impétueux dans le caractère. La reconnaissance et l'amitié l'unissaient à Pichegru. Son armée était à peu près égale à celle de Jourdan. 1796.

Les généraux destinés à commander les ailes de l'armée du Rhin, étaient Desaix, que les soldats honoraient pour ses talens, sa bravoure, et chérissaient pour sa droiture et l'aménité de son caractère, et Saint-Cyr, tacticien exact, et capable d'inspirations subites. Soit dans l'armée de Moreau, soit dans celle de Jourdan, on comptait encore plusieurs autres généraux dont la gloire naissante devait s'élever par des degrés rapides à un éclat historique, tels que Ney, Soult, Oudinot, Lecourbe et Richepanse.

Avant que cette campagne fût commencée, l'Autriche songeait plutôt à fondre sur l'Al-

1796. sace et les Pays-Bas, qu'à repousser une invasion du sein de ses états héréditaires. Le baron de Thugut, ministre principal de l'empereur, avait porté dans les préparatifs une vigueur et une activité nouvelle. L'Autriche, après de longs revers, semblait n'avoir rien perdu de ses forces. L'or de l'Angleterre, fourni à la cour de Vienne en subside, sous la forme d'un prêt, faisait lever des soldats dans des provinces depuis long-temps soumises à la conscription militaire.

La Hongrie, sollicitée par les glorieux souvenirs de son dévoûment, par la profonde indignation de ses magnats contre la révolution française, enfin par l'esprit belliqueux de cette contrée, se montrait animée d'un vif enthousiasme, et prodiguait à la cause commune ses greniers, son or et sa population.

Les généraux autrichiens, comme nous l'avons vu, n'avaient point encore saisi le véritable caractère d'une guerre de cette nature. Trop fiers des vieilles méthodes qu'ils avaient lentement apprises, ils s'obstinaient à ne point prendre de leçons de leurs jeunes vainqueurs. Ils savaient maintenir leur armée après des défaites; mais ils profitaient faiblement de leurs rares victoires. Le prince

de Saxe-Cobourg, dans lequel la république 1796.
française avait craint un Annibal, désolé d'avoir perdu dans un seul choc le prix de plusieurs victoires, quatre puissantes forteresses et tous les Pays-Bas, avait quitté le commandement; heureux de soustraire à de nouvelles épreuves une gloire dont il sentait le déclin. Clairfait, qu'on avait long-temps jugé digne du commandement en chef, ne le garda qu'un moment. Il fut rappelé après une victoire remportée sur le général Jourdan. L'armée autrichienne vit avec enthousiasme un prince du sang impérial prendre sa place. C'était l'archiduc Charles, frère de l'empereur, prince dans la fleur de l'âge, et qui, malgré une santé faible, montrait de la vigueur dans ses pensées, et une brillante audace dans l'exécution. C'était lui qui allait soutenir le choc de l'armée de Jourdan. Le vieux et intrépide Wurmser devait d'abord être opposé à Moreau; mais la campagne, comme je l'ai dit, ne commença que tard, et dès le mois d'avril Bonaparte, par la foudroyante rapidité de ses victoires et par ses habiles armistices, avait déconcerté tous les plans de la cour de Vienne. Il n'y avait plus que Mantoue qui pût répondre de la sûreté

1796. de cette capitale; et il eût fallu créer subitement une armée pour venir au secours de Mantoue abandonnée par les faibles débris de celle de Beaulieu. La nécessité fit loi. Il fallut compromettre la défense de l'Allemagne pour secourir l'Italie. Wurmser reçut l'ordre de se porter à marches forcées vers le Tyrol, pour délivrer Mantoue, et l'archiduc Charles prit le commandement de deux armées, dont il pouvait à son gré augmenter ou diminuer les forces, suivant que l'indiquerait le péril de l'une ou de l'autre.

Passage du Rhin par deux armées françaises. Avril et mai 1796.

Les premières opérations de l'armée de Jourdan dans les environs de Cologne et de Newied ne furent point heureuses. Après le passage du Rhin, tandis que la division de Kléber suivait avec confiance de premiers avantages, celle du général Lefèvre fut battue à Wetzlar par l'archiduc Charles. Jourdan ne voulut point livrer de bataille générale, et vint chercher un rempart momentané derrière le fleuve. Pendant ce temps, Moreau, de son côté, balayait rapidement la rive gauche du Haut-Rhin, et, après un brillant combat, forçait l'arrière-garde autrichienne à se retirer sur la tête du pont de Manheim. Bientôt le général français conçut une entre-

prise hardie, celle de passer le Rhin en face de Kehl. Dans la nuit du 24 juin, Desaix, avec deux mille cinq cents hommes, s'empara d'une île du Rhin, et bientôt même de Kehl, qui n'avait pour sa défense que de faibles batteries. Elles furent enlevées au pas de charge. Un pont de bateaux fut construit, et toute l'armée passa le fleuve; elle n'était alors que de quarante mille hommes. Une de ses fortes divisions, sous le commandement du général Ferino, remontait le Rhin, et depuis elle tendit toujours vers le Tyrol, comme pour donner la main à l'armée d'Italie. Saint-Cyr, avec un autre corps de troupes, observait Manheim. Moreau, vainqueur dans plusieurs combats d'avant-garde, s'avançait dans la Souabe. Il eut enfin le bonheur de trouver l'armée ennemie à Renchen, à l'entrée des Montagnes Noires. Ce lieu était consacré dans nos fastes militaires par un brillant combat de Turenne. L'heureux imitateur de ce grand capitaine sut, en repoussant de puissantes charges de cavalerie sur ses deux ailes, pénétrer dans un bois que l'armée autrichienne couvrait de ses feux, et la forcer dans son centre. 1796.

Ces succès rendirent de la vigueur à l'armée

1796. de Jourdan. Elle reprit l'offensive, passa le Rhin une seconde fois, et sur deux points assez distans. L'avant-garde, commandée par Kléber et Lefèvre, remporta de grands avantages. « Nous comptons, écrivait Kléber « à son ami Grouchy, nos marches par nos « combats, et nos combats par nos vic- « toires. » Jourdan marchait par la Franconie à la rencontre de Moreau qui s'avançait par la Souabe. Déjà le premier s'était emparé de Würtzbourg et de sa citadelle, de Francfort et de la rive du Mein. Le général Marceau observait Mayence et d'autres forteresses avec une armée suffisante.

Quatre victoires remportées par Moreau.

Cependant Moreau ambitionnait d'avoir, comme Bonaparte, la gloire de signer un armistice qui détachât un prince de l'alliance de l'Autriche. Le duc de Wurtemberg voyait une partie de ses états envahis, et tremblait pour le reste. Moreau voulut le décider à la paix par le gain d'une bataille; elle fut engagée à Rastadt. L'ennemi y fut vaincu, mais sans éprouver sur ce point, non plus que sur tout autre, une véritable déroute. Moreau n'annonçait point le nombre prodigieux de prisonniers et de pièces d'artillerie dont retentissaient tous les bulletins de Bonaparte.

Aussi l'armistice qu'obtint le duc de Wurtemberg ne ressembla point, pour la dureté hautaine des conditions, à ceux qu'imposait Bonaparte aux princes de l'Italie ; mais le passage d'une armée française à travers ses états n'en était pas moins une longue cause de ruine. Bientôt les deux armées, si elles réussissaient à combiner leurs mouvemens, marcheraient sur la Bavière ; et quel coup on porterait à l'Autriche, si un état aussi puissant échappait à son onéreuse tutelle! 1796.

L'archiduc Charles, qui ne cessait de passer de l'une de ses armées à l'autre, vint se porter au-devant de Moreau, et lui fournir l'occasion d'une troisième victoire. Mais celle-ci lui fut disputée avec une ardeur qui, malgré tant de revers, semblait aller toujours en croissant. Le village d'Églingen fut le principal théâtre de cette bataille. Les généraux Saint-Cyr et Desaix, en attaquant l'ennemi retranché dans une position formidable, se virent repoussés quatre fois au pied de la montagne qui leur servait de point d'appui. Moreau, obstiné à la victoire, fit sonner une cinquième charge, et donna avec toutes ses réserves. Le poste décisif fut enfin emporté,

1796. et l'archiduc fut obligé d'aller se replier sur le Necker.

Moreau poursuivit sa marche en vainqueur, sans s'éloigner toutefois de sa prudence accoutumée. La dernière bataille lui avait causé une perte de six à sept mille hommes, et celle de l'ennemi n'avait pas été beaucoup plus considérable. Moreau n'hésita plus à s'avancer sur le Danube. L'archiduc cependant combattait de poste en poste. Il osa même reprendre l'offensive; et, par une brusque attaque sur l'avant-garde, auprès de Donaverth, il jeta du désordre dans l'armée, et la força d'abord à se replier de quatre lieues; mais à la fin de la journée, Moreau ressaisit tous ses avantages, et coucha sur le champ de bataille de Neresheim.

Le moment où les deux armées françaises allaient opérer leur jonction semblait prochain; et alors quel danger pour l'Autriche! Mais l'archiduc Charles n'avait fait qu'essayer ses forces. C'était beaucoup que d'avoir, dans une retraite, disputé si opiniâtrément la victoire. Il s'apercevait que Moreau, fatigué d'un combat meurtrier, s'environnait de précautions, et ne cherchait plus à l'étourdir par la rapidité de sa marche; il apprenait que

l'armée de Jourdan, dans la confiance de ses succès, laissait corrompre sa discipline, se livrait au pillage dans tous les lieux qu'elle traversait, et se gardait négligemment. Ce prince conçut alors une pensée hardie, et qui semblait empruntée du génie de Frédéric II. Il osa détacher trente mille hommes de l'armée qui venait de soutenir le poids de celle de Moreau, et vint les porter, à marches forcées, contre celle de Jourdan. Ce n'était plus Kléber qui en commandait l'avant-garde. Ce général, d'un caractère fougueux, avait manqué à la subordination envers son chef, et venait d'être rappelé. Bernadotte, qui lui succédait, joignait à la valeur un coup d'œil exercé; mais avait-il pu soupçonner le danger qui venait l'assaillir? Il s'avançait sur Ratisbonne, le 23 août, lorsqu'il se vit attaqué par un ensemble de forces que l'ennemi ne lui avait jamais montré. L'archiduc, qui a repassé le Danube, se dirige sur lui.

1796.

Revers et retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse.

Bernadotte soutient tout un jour ce combat inégal, et se maintient dans sa position. Mais, le lendemain, comme les secours qui lui sont envoyés ont été interceptés, il est forcé à la retraite. Ce fut alors que les Français portèrent cruellement la peine des excès qu'ils avaient

1796. commis sur leur route. Les paysans, armés de faux, tombaient sur tous les détachemens isolés. Cette nouvelle espèce de danger changea bientôt en déroute une retraite commencée d'une manière imposante.

Jourdan, qui voulait se replier sur Bamberg, trouve la route interceptée. Il veut s'ouvrir à main armée celle de Würtzbourg; mais l'archiduc lui présente la bataille, avec une armée fort supérieure en nombre, puissante surtout en cavalerie, et qui poursuit une victoire tout acquise. Jourdan est battu; il traverse en quinze jours tout le pays dont la conquête lui a coûté deux mois. Heureusement l'armée du général Marceau reste pour appuyer ses débris. Il repasse le Rhin, et revient à son point de départ.

Peu de temps après, le général Marceau, qui s'était offert en libérateur à cette armée fugitive, est tué au combat d'Arten. Cette perte causa un véritable deuil parmi les soldats, qui chérissaient en lui toutes les vertus militaires. Un monument lui fut érigé sur le champ de bataille, et les Autrichiens le respectèrent.

Nouvelles victoires de Moreau.

Cependant Moreau, dès qu'il avait été instruit du péril de Jourdan, et d'un mouvement rétrograde commencé, n'avait rien

negligé pour rappeler sur lui les forces de l'archiduc, et faire respirer son frère d'armes. Il avait attaqué et battu complétement le général La Tour, à Freidberg; c'était sa cinquième victoire en bataille rangée. Son armée occupait un immense terrain. Maître d'Ulm, il avait déjà poussé des partis jusqu'à trois lieues de Munich; et, sans la retraite de Jourdan, l'électeur de Bavière, menacé dans sa capitale, allait subir la loi commune du terrible armistice, et racheter ses états en ouvrant aux Français les provinces de l'Autriche. Moreau, menacé à son tour dans toutes ses communications, découvert par son flanc, se vit obligé d'attendre des événemens qui ne dépendaient plus de lui. 1796.

Il avait envoyé Desaix avec dix mille hommes à la découverte de l'armée de Sambre-et-Meuse; mais la fuite avait été si rapide, que les mouvemens de Desaix et ceux même du général en chef, ne pouvaient rien pour une armée qui ne voyait plus de salut que derrière le Rhin. Le désordre est toujours contagieux chez les soldats français. Ceux de Moreau ne pouvaient-ils pas s'inquiéter d'avoir à combattre une armée accrue du double, et enflammée par un retour subit de la victoire?

1796. Moreau voyait que de son armée dépendait maintenant le salut de la France. Battue, éparpillée, elle ouvrait l'Alsace à une nouvelle invasion. Rien n'était plus dangereux que de suivre les conseils de la victoire, et de s'abandonner maintenant à l'espoir des conquêtes. La Bavière laisserait passer l'orage, et craindrait plus le courroux de l'Autriche que celui de la France. On pouvait, en s'avançant, perdre toute communication avec Paris, et laisser le gouvernement dans une anxiété qui tiendrait du désespoir, et dont le parti anarchique serait habile à profiter. D'un autre côté, que de mesures à prendre pour une retraite, avec une armée qui couvrait encore plus de soixante lieues de terrain et s'étendait du lac de Constance jusqu'au Danube, qui avait cent lieues à traverser pour regagner le Rhin, qui serait attaquée par l'archiduc Charles en tête, en flanc et en queue, et qui, après avoir passé tant de rivières difficiles dont les ponts pourraient être coupés, retrouverait ces Montagnes Noires, ces gorges d'un aspect horrible, que l'effroi des habitans eux-mêmes a nommées le *Val d'Enfer*.

Sans rétrograder encore, le général Moreau s'occupa de concentrer sa position, tint plu-

sieurs jours l'ennemi incertain sur ses desseins, 1796.
et empêcha par là l'archiduc Charles d'avoir lui-même un plan bien arrêté. Comme il avait un de ses flancs découvert, il lui importait de présenter partout une masse bien imposante. Le soldat prit le caractère du général, et se montra, comme lui, calme, vigilant et intrépide. C'est dans les ouvrages militaires qu'il faut lire les détails de cette belle retraite que la nécessité forçait d'opérer après cinq brillantes victoires.

Belle retraite de ce général.

Déjà Moreau avait repassé le Lech et le Danube, évacué Ulm, et laissé derrière lui l'Iller. Ses jours de marche étaient comptés, et coupés par des jours de repos. L'ennemi ne parvenait à l'entamer sur aucun point. Moreau résolut de le frapper de terreur par un coup d'éclat, et de se montrer encore, sinon en conquérant, du moins en vainqueur. C'est lui qui vient attaquer à Biberach le général La Tour. Jamais Moreau n'avait montré plus de profondeur dans son plan de bataille, et toutes les manœuvres furent exécutées avec une admirable précision par les généraux Desaix, Saint-Cyr et Ferino. L'armée autrichienne coupée dans tous les sens avait déjà laissé près de cinq mille prisonniers et une

1796. grande partie de son parc d'artillerie. Elle était menacée d'une destruction complète ; et ce n'était point son général qui pouvait la sauver d'un tel péril. La Tour avait montré, dès le début de cette journée, un désordre d'idées qui allait toujours croissant.

Le prince de Condé, le duc d'Enghien son fils, et son corps d'émigrés français, se dévouèrent pour arrêter un désastre qui eût fait oublier les récentes victoires de l'archiduc Charles. Tandis que toute l'armée autrichienne précipitait sa fuite, ils se formèrent en avant-garde, arrêtèrent long-temps les vainqueurs au passage d'un ruisseau, tirèrent parti d'un moulin comme ils auraient pu le faire d'un fort, et le firent sauter lorsqu'ils commencèrent une retraite que les républicains n'osèrent plus inquiéter ; le général La Tour, dans sa relation, porte à quatre cents le nombre des émigrés qui dans cette journée payèrent de leur sang le salut de l'Allemagne ; mais d'autres relations le portent jusqu'à sept ou huit cents. Ce même général, sans confesser toute l'étendue du service que les émigrés rendirent dans cette journée à sa patrie, cite avec éloges le vaillant duc d'Enghien.

Les champs de l'Allemagne venaient d'être le théâtre, comme les champs de la Vendée, d'un combat acharné entre des Français; mais du moins celui-ci était exempt de haine, les émigrés et les républicains s'admiraient les uns les autres jusque dans le feu le plus terrible de l'action. 1796.

Ce fut dans un combat précédent qu'un émigré, atteint de la plus cruelle blessure, fit entendre à l'un de ses compagnons, qui blessé comme lui ne pouvait retenir les cris de la douleur, ces belles paroles: « Pourquoi ces plaintes et ces murmures, « mon ami? songe que ton Dieu est mort sur « une croix, et ton Roi sur un échafaud. » Cet émigré était le chevalier de Barras, frère de l'un des Directeurs de la République française, et neveu d'un illustre marin.

C'était dans une retraite que le général Moreau venait de remporter une victoire supérieure par la beauté des dispositions, l'ardeur des troupes et la grandeur des résultats, à celles qui avaient signalé sa marche conquérante. Il ne s'agissait plus, après un tel succès, que de commander à l'ivresse qu'il pouvait inspirer. La tentation était forte pour rentrer au cœur de l'Alle-

1796. magne. Mais Moreau savait à quel point l'armée de Sambre-et-Meuse, rompue, découragée, était hors d'état de reprendre une offensive qui pût le seconder. Il savait que l'archiduc Charles arrivait à Kehl, pour l'attaquer au débouché.

Moreau continua sa retraite, fit battre par ses détachemens tout ennemi qui osait encore se présenter, et gagna le Val d'Enfer, après avoir tout chassé des rochers à pic qui le couvrent.

Comme il restait beaucoup d'obstacles pour le passage de ses munitions et de ses bagages, il les fit diriger vers les villes forestières, et sur le territoire neutre de la Suisse. Les treize cantons ne voulurent pas voir une violation de territoire dans ce passage forcé. Tout fut respecté scrupuleusement; seulement quelques canons furent gardés en dépôt à l'arsenal de Schaffouze. Le Directoire, un an après, se souvint mal d'un si généreux procédé. Après vingt-deux jours de marche, l'armée française rentra dans Fribourg, assez délabrée, mais parée encore de tous les insignes de la victoire.

Telle fut cette retraite, la plus belle et la plus difficile qui eût encore honoré une armée

française. L'enthousiasme l'opposa aux triomphes les plus éclatans de Bonaparte. La réflexion venait cette fois justifier l'enthousiasme. Le soldat français venait de soutenir l'épreuve jugée la plus difficile pour son caractère, et semblait avoir ajouté à tout l'éclat de sa valeur la constance et la force romaine. Dans le pressentiment que chacun nourrissait alors d'un dénoûment militaire, les hommes auxquels le ton superbe de Bonaparte faisait craindre une dictature violente, s'intéressaient à la gloire du sage et modeste Moreau, et n'auraient pas été fâchés de la faire prévaloir sur celle de son plus brillant émule de gloire. Les royalistes affectionnaient dans Moreau un élève et un ami de Pichegru. Le Directoire lui-même, secrètement offensé de l'indépendance altière du vainqueur de l'Italie, semblait pencher pour un général qui rendait plus de respect aux magistrats suprêmes de la République. 1796.

Il est temps de revenir à l'armée d'Italie. Le siége de Mantoue va nous occuper longtemps. Mais cette ville-ci devait décider à la fois du sort de l'Italie et de celui de l'Autriche.

Mantoue offre de tous les genres de défense le plus assuré, celui de trois lacs qui l'environnent, et tous formés par le Mincio. Ainsi

Dispositions pour le siége de Mantoue. Juin et juillet 1796.

1796. protégée, elle communique à la terre ferme par cinq digues ou étroites chaussées. Au débouché de la première, qui se nomme *la Favorite*, est une citadelle, pentagone régulier assez fort. Une autre chaussée, qui conduit à Crémone, est défendue par un ouvrage à cornes. Les trois autres offraient alors moins de difficultés aux assiégeans. Cotte ville avait et elle exige pour sa défense une garnison de douze mille hommes. L'insalubrité de l'air, causée par des eaux stagnantes, est encore, et surtout pendant l'été, un puissant moyen de défense. Les assiégés en souffrent, il est vrai, mais beaucoup moins que les assiégeans. Pour en faire le blocus, il fallait que Bonaparte se rendît maître d'une île nommée *le Seraglio*; espace triangulaire compris entre le Mincio, Mantoue et le Pô, et qu'il fût maître des rives de l'Adige et des débouchés du Tyrol.

Dès le mois de juin il avait commencé l'investissement de Mantoue. Pour y parvenir, il avait fallu forcer le passage du Mincio, à Borghetto, en présence de l'armée autrichienne, dont Beaulieu commandait encore les tristes débris. Ce général avait pris, pour la défense du pont, les mêmes précautions qu'à Lodi. Bonaparte le fit, à coups de ca-

non, retirer sur l'autre rive. Les Autrichiens, après avoir brisé une arche du pont, se croyaient à l'abri de toute poursuite. L'impétueux Gardanne ne put souffrir que la victoire de son général restât incomplète. Sous le feu des batteries, il osa se jeter, avec quelques soldats d'élite, dans le Mincio, dont les eaux lui venaient jusqu'à la poitrine. Les Autrichiens, interdits, abandonnent leurs travaux; le pont se répare, et on leur fait nombre de prisonniers. 1796.

Dureté de Bonaparte envers la république de Venise.

Beaulieu continua sa retraite sur Peschiera, petite citadelle du territoire vénitien. Elle lui fut livrée, soit par la timidité du gouverneur, soit par une suite de cette indécision fatale qui avait empêché Venise de se couvrir au moins d'une neutralité armée. Bonaparte fulmina, en apprenant que Peschiera s'était livrée aux Autrichiens battus; mais sans doute il se réjouit, au fond de son cœur, d'avoir un prétexte plausible pour s'emparer, sur le territoire de Venise, de toutes les villes et places fortes qui lui conviendraient. Dans cette pensée, et voulant peut-être déjà de sinistres projets sur les états de Venise, il eut recours à des emportemens révolutionnaires, dont il avait su jusque-là s'abstenir. Il ne parlait plus

1796. qu'avec indignation de cette république, à laquelle le Directoire et la Convention elle-même avaient prodigué les témoignages d'une amitié suspecte. Il ne voyait plus que perfidies dans une neutralité qui livrait aux Autrichiens un vaste territoire. Bien convaincu que la crainte régnait seule dans les conseils d'un sénat autrefois si renommé par sa sagesse, et même par sa vigueur, il faisait voler la menace devant lui. « Je veux Vérone, « disait-il ; cette ville doit subir tout le « courroux de la république française, puis« qu'en donnant asile au prétendant, en lui « permettant de donner des ordonnances « royales, elle a osé se croire la capitale de « la France. Je briserai ses portes, je livrerai « aux flammes ses maisons, ses palais et ses « temples » Rien de plus absurde que le reproche fait à Vérone d'avoir pu se croire un moment la capitale de la France. Le plus fou des habitans de cette ville n'aurait jamais conçu une telle pensée; mais plus les reproches sont extravagans dans la bouche d'un vainqueur, plus ils font sentir le droit et la violence du plus fort. Sur le bruit de ces menaces, le provéditeur-général Foscarini vint, tout pâle d'épouvante, aborder le général

français, qui, s'applaudissant de la terreur 1796.
qu'il répandait, et impatient d'en recueillir les fruits, se garda bien de tempérer la violence de son langage. Foscarini ne voulut pas perdre une minute du temps que Bonaparte lui accordait pour se soumettre. Rentré à Vérone, il en fit sortir les troupes esclavones qui faisaient la principale défense de cette ville; mais l'effroi des habitans ne fit que redoubler par la prompte soumission du provéditeur. Tous ceux des citoyens riches ou considérés qui avaient pu honorer un auguste malheur dans la personne du comte de Lille (c'était le nom qu'avait pris le roi Louis XVIII), tous ceux qui avaient parlé de la révolution française avec horreur, et du général français avec colère, se hâtaient de fuir. La route de Vérone à Venise et les vallées de l'Adige étaient remplies de familles éplorées qui, emportant leurs effets les plus précieux, craignaient, en reportant leurs regards en arrière, de voir les murs de leur ville embrasés.

Le 1er juin, Bonaparte fit à Vérone l'entrée la plus paisible, et n'affecta d'autre sentiment que celui d'une profonde admiration pour tous les monumens de la grandeur romaine

1796. dont Vérone est encore illustrée. Bientôt il chassa les Autrichiens de Peschiera. Brescia et plusieurs autres villes du territoire vénitien avaient déjà depuis plusieurs jours reçu le vainqueur avec une soumission craintive qui voulait affecter des airs d'allégresse.

Voici une proclamation que Bonaparte avait fait publier à Brescia; elle contraste beaucoup avec la conduite qu'il tint.

« C'est pour délivrer la plus belle contrée « de l'Europe du joug de fer de l'orgueilleuse « maison d'Autriche que l'armée française a « bravé les obstacles les plus difficiles à sur- « monter. La victoire, d'accord avec la « justice, a couronné ses efforts : les débris « de l'armée ennemie se sont retirés au-delà « du Mincio. L'armée française passe, pour « les poursuivre, sur le territoire de la répu- « blique de Venise; mais elle n'oubliera pas « qu'une longue amitié unit les deux répu- « bliques. La religion, le gouvernement, les « usages, les propriétés seront respectés. Que « les peuples soient sans inquiétude, la plus « sévère discipline sera maintenue; tout ce « qui sera fourni à l'armée sera exactement « payé en argent. Le général en chef engage « les officiers de la république de Venise, les

« magistrats et les prêtres à faire connaître 1796.
« ses sentimens aux peuples, afin que la con-
« fiance cimente l'amitié qui depuis long-
« temps unit les deux nations. Fidèle dans le
« chemin de l'honneur comme dans celui de
« la victoire, le soldat français n'est terrible
« que pour les ennemis de la liberté et de
« son gouvernement. »

Le général avait usé de tous les moyens pour former un équipage de siége. Serrurier fut chargé de conduire celui de Mantoue. Le général Vaubois gardait les débouchés du Tyrol : Augereau et Masséna s'avançaient toujours sur la terre ferme de Venise.

Cependant un violent orage menaçait l'armée d'Italie. Wurmser, sur le bruit du danger de Mantoue, s'avançait par les gorges du Tyrol avec trente mille hommes détachés de l'armée d'Allemagne, comme je l'ai déjà dit plus haut.

Bonaparte prétend, dans ses Mémoires, qu'il avait en vain sollicité des renforts de l'intérieur, et qu'à peine lui arriva-t-il cinq à six mille hommes, au plus fort de la crise où il était engagé. Ce fut, suivant lui, avec quarante mille hommes qu'il eut à en combattre quatre-vingt mille; car il porte à ce

1796. nombre l'armée autrichienne *. Quelque jugement qu'on porte sur cette assertion, il restera toujours assez de merveilleux dans la manière dont Bonaparte confondit l'espoir et anéantit les forces nouvelles des Autrichiens.

Mantoue débloquée par Wurmser. Août 1796.

Le premier choc de Wurmser parut annoncer que l'Italie allait encore une fois changer de maître. Bonaparte fut attaqué dans toutes ses positions les plus voisines du Tyrol, et bientôt fut inquiété dans ses communications avec Milan, avec Vérone. L'avant-garde de Masséna, quoique commandée par l'intrépide Joubert, fut obligée de se re-

* On peut bien juger que, sur cette évaluation des forces respectives des deux armées, les relations autrichiennes sont toujours en sens inverse de celles de Bonaparte. Sur ce point, l'historien ne sait jamais quel parti prendre : car souvent il rencontre une exagération évidente des deux côtés. Bonaparte lui-même, dans ses *Mémoires de Sainte-Hélène*, commence par établir que les états officiels d'une armée, que les contrôles ne prouvent rien. Ainsi il déclare que ses forces disponibles, au commencement de la campagne, n'étaient que de trente-cinq mille hommes, tandis que les états militaires la portaient à plus de soixante-dix mille.

Dans sa manière d'évaluer les forces qui lui sont opposées, Bonaparte montre fort peu de scrupule. En examinant le fait dont il s'agit ici, il est peu pro-

plier devant les Autrichiens, et Masséna lui-même n'arriva que pour continuer la retraite dans le meilleur ordre possible. Quosnadowich mit en déroute la division de Soret à Salo. Mais ce fut là que le général Guyeux renouvela le prodige d'intrépidité qui avait illustré, parmi nous, Rampon, et, parmi les Autrichiens, Provera. Coupé de la division fugitive avec quinze cents hommes, et cerné de toute part, il se retrancha dans un vieux château, disent les uns, ou dans une simple habitation, disent les autres, et sans munitions de guerre ni de 1796.

bable que trente mille hommes aient été détachés de l'armée d'Allemagne, qui s'apprêtait à soutenir le plus terrible choc, et pouvait avoir à défendre même les provinces de l'Autriche.

M. Daru, dans son *Histoire de Venise*, réduit ce nombre à vingt mille hommes, et les Autrichiens le portent plus bas encore.

Je prie mes lecteurs d'attacher peu d'importance aux évaluations des armées respectives, telles que je suis forcé de les présenter quelquefois : elles me paraissent toujours assez problématiques. La moyenne proportionnelle est difficile à prendre. Car enfin une des deux relations peut avoir dit la vérité. Répéter une de ces relations, mais en laissant voir le doute, me paraît ici le parti le plus sage.

1796. bouche, il s'y défendit pendant deux jours entiers. Le vieux Wurmser se montra presque un général français par l'impétuosité avec laquelle il profita de ses premiers avantages. Brescia et Vérone lui furent bientôt soumises. Il se dirigeait sur le Mincio, et s'apprêtait à entrer en vainqueur dans Mantoue.

Je n'ai nulle foi aux relations qui peignent Bonaparte accablé de ces premiers revers, frappé d'un découragement qu'il laisse lire sur ses traits, craignant de se montrer à ses troupes, et ne reprenant courage qu'à la voix d'Augereau, qui le détermine à faire tête au péril. Ce n'est point d'une âme épouvantée que peut partir le merveilleux trait de génie militaire par lequel Bonaparte s'éleva subitement au-dessus de ses premiers triomphes. Il avait pénétré le plan de Wurmser; il voyait que le général autrichien étendait ses troupes dans tous les sens pour le cerner, et que le lac de Garda séparait dans toute sa largeur Quosdanowich qui occupait les postes de Salo, Castiglione et Lonato, de Wurmser qui marchait sur Mantoue. Bonaparte a résolu d'agir avec tout l'ensemble de ses forces contre l'une des divisions ennemies, et de l'accabler avant qu'elle ait pu être secourue

par l'autre. Pour entretenir Wurmser dans une confiance qui lui sera funeste, il agit comme s'il se reconnaissait vaincu, ne songe point à défendre le Mincio, et donne l'ordre au général Serrurier de lever le siége de Mantoue avec tous les signes apparens de la précipitation, de la terreur et de l'épouvante. En conséquence, ce général brûle ses affûts de siége, jette la poudre à l'eau, enterre les projectiles, encloue ses pièces et lève le siége dans la nuit du 31 juillet au 1er août. 1796.

Wurmser s'étonne et se réjouit d'une victoire encore plus complète et plus prompte qu'il n'avait espéré. Il entre dans Mantoue, s'occupe à profiter des restes de l'artillerie dispersés par les Français, et envoie à la cour de Vienne un récit triomphant qui, daté de Mantoue, semble dire : L'Italie est sauvée. Victoires de Castiglione et de Lonato.

Mais, pendant ce temps, Bonaparte, Masséna et Augereau, qui ce jour-là semblent avoir redoublé d'impétuosité et de valeur, attaquent avec furie les deux généraux Quosnadowich et Liptay, qu'ils ont surpris dans toute la sécurité de la victoire. L'intrépide Guyeux est dégagé par Masséna, et sort d'une maison dont son intrépidité a fait une forteresse. Le général Pigeon est un moment fait

1796. prisonnier avec sa troupe ; mais Bonaparte le délivre.

Ces combats ont duré deux jours, et les généraux autrichiens, si vivement pressés, n'ont encore reçu aucun secours de Wurmser. Enfin, ce général est informé de leur danger : il marche lui-même à leur secours. Le 3 août, la bataille s'engage plus terrible à Castiglione et à Lonato. Bonaparte vole perpétuellement de l'un à l'autre de ces champs de bataille. Ici il fortifie Augereau, et là Masséna. Castiglione est emportée. Les corps autrichiens ne savent plus quelle direction suivre : ils se voient coupés, traversés, foudroyés dans tous les sens par une armée que tout à l'heure ils s'étaient attendus à voir fuir en désordre sur la route de Milan.

Un extrême danger que Bonaparte courut après cette double victoire, lui fournit l'occasion de donner un insigne témoignage de la puissance de son caractère. Tandis que ses généraux ramassaient de toutes parts des prisonniers, il revenait de Castiglione reconquise, sur Lonato, théâtre d'une autre action très vive. Il y avait déjà quelques heures qu'ils s'en étaient emparés. Mais, emportés par la victoire, ils n'y avaient laissé que douze cents

hommes. Bonaparte venait d'y arriver avec une partie de son état-major, lorsqu'il voit quatre ou cinq mille Autrichiens qui se dirigent sur ce lieu. Comme les Français restaient maîtres des postes voisins, Bonaparte comprit que c'était une colonne coupée qui cherchait à se mettre à couvert derrière le Mincio : il l'attend. Voilà qu'un parlementaire entre dans Lonato, pour apporter aux Français la sommation de se rendre à un corps beaucoup plus puissant qu'eux. Bonaparte fait monter à cheval son nombreux état-major, se fait amener l'officier parlementaire, et lui fait débander les yeux au milieu de tout le mouvement d'un grand quartier-général. « Allez « dire à votre général, lui dit-il, que je lui « donne huit minutes pour poser les armes; « il se trouve au milieu de l'armée française. « Passé ce temps, il n'aurait rien à espérer. » Harassés depuis trois jours, errans, incertains, ne sachant que devenir, persuadés qu'ils avaient été trompés par les paysans, ces quatre ou cinq mille hommes posèrent les armes. 1796.

Dans tous les combats ou batailles livrées depuis le 29 juillet au 12 août, l'armée française fit quinze mille prisonniers, prit soixante-dix pièces de canon et neuf drapeaux, tua ou

1796. blessa vingt-cinq mille hommes. La perte de l'armée française fut de sept mille hommes prisonniers, tués ou blessés.

Le bruit des premiers revers de Bonaparte, ou du moins de la marche rétrograde qu'il avait suivie avant la nouvelle victoire ne causa qu'une commotion légère en Italie. Il fut surtout content des Milanais, et voici une proclamation qu'il leur adressa :

« Lorsque l'armée française battait en re-
« traite, que les partisans de l'Autriche et
« les ennemis de la liberté de l'Italie la
« croyaient perdue sans ressources, lorsqu'il
« vous était impossible de soupçonner que
« cette retraite n'était qu'une ruse, vous avez
« montré de l'attachement pour la France, de
« l'amour pour la liberté; vous avez déployé
« un zèle et un caractère qui vous ont mérité
« l'estime de l'armée et vous mériteront la
« protection de la république. Chaque jour
« votre peuple se rend davantage digne de la
« liberté : il acquiert chaque jour de l'énergie,
« il paraîtra sans doute un jour avec gloire
« sur la scène du monde. Recevez le témoi-
« gnage de ma satisfaction, et du vœu sincère
« que fait le peuple français pour vous voir
« libres et heureux. »

Le reste du mois d'août se passa sans de grands événemens. Wurmser avait trouvé un excellent point d'appui dans le Tyrol, province très affectionnée à l'Autriche, qui lui faisait depuis plusieurs siècles sentir très légèrement sa domination. Ce pays escarpé, et formé par la nature comme une immense forteresse, nourrit une population que l'exercice continuel de la chasse dispose à l'esprit belliqueux. Wurmser y trouva des ressources pour recruter son armée affaiblie. J'ai peine à croire cependant, comme le dit Bonaparte, que le feld-maréchal vit en quelques jours son armée accrue de vingt mille hommes. l'Autriche devait bien plutôt envoyer des secours à l'archiduc Charles qui défendait le cœur de l'Allemagne. 1796. Attaque des Français sur le Tyrol.

On ne connaissait alors que les succès des deux armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin. Bonaparte les secondait, en se portant sur le Tyrol. Par là, il paraissait seconder le plan d'opérations tracé par le directeur Carnot, et que j'ai exposé au commencement de ce livre. Maître du Tyrol, il eût pu appuyer le général Moreau dans sa marche sur Vienne. Mais c'était entrer dans un rôle secondaire qui ne convenait plus à sa gloire, ni surtout à son

1796. ont tout enfoncé. Bassano est reprise, et des trophées, dont je ne veux pas répéter à chaque instant l'énumération gigantesque, ont signalé cette nouvelle victoire.

Wurmsen, après ce revers, ne se sent encore ébranlé ni dans son courage ni dans ses résolutions. C'est toujours à Mantoue qu'il aspire. De général d'armée, il veut, pour le salut commun, devenir gouverneur d'une citadelle; il condamne son vieil âge à toutes les horreurs qui serrent l'âme et font languir le corps dans une place aux abois. C'est peu; voici un danger d'une autre nature, et pour lequel le courage guerrier ne suffit plus. Naturalisé en Autriche par ses services, il est né Alsacien, et l'on peut lui appliquer la loi des émigrés, c'est-à-dire le faire fusiller, s'il est obligé de rendre la place. Le Directoire ne manquera pas d'exiger sa tête comme un trophée cher aux républicains, ardens à se venger de la prise des lignes de Veissembourg et des longs obstacles qu'il vient de mettre à la conquête de l'Italie; mais il sent que pour le brave toute mort est glorieuse. Chargé de jours, il ne veut qu'honorer sa fin. En concevant des pensées dignes de toute l'ardeur de l'âge, il croit en avoir recouvré la force.

Seize mille hommes sont encore autour de lui, parmi lesquels il en compte six mille d'excellente cavalerie, prêts à tout entreprendre; il réussit à tromper son jeune vainqueur sur son dessein. Tandis que celui-ci l'attend sur la Piave, il passe l'Adige à Legnago; il se fait partout précéder par le bruit d'une victoire complète qu'il aurait remportée, et dont sa marche hardie peut paraître un indice. C'était là ce qui lui avait facilité la conquête de Legnago, dont les Français n'avaient pas rompu le pont dans la précipitation de leur fuite. 1796.

Cependant l'avant-garde de Masséna a fait des marches forcées pour réparer une fatale erreur, et arrêter l'entreprenant vieillard. Elle l'attend à Cerea. Wurmser n'hésite pas à forcer le passage. L'ardent Murat se présente en vain pour le disputer; Cerea est emportée, et Wurmser a fait des prisonniers à son tour.

A quoi tient le destin des combats, le destin du monde? Parmi ces prisonniers que venait de faire Wurmser, peu s'en fallut que ne fût compris Bonaparte lui-même. Furieux d'avoir appris que le général vaincu était sur le point de s'ouvrir une seconde fois le chemin de Mantoue, il arrivait au grand galop à

1796. Cerea pour soutenir une trop faible avant-garde, lorsqu'il vit les premières maisons occupées par les Autrichiens; il n'eut que le temps de tourner bride.

Wurmser, malgré son premier succès, ne se dissimule pas les obstacles qu'il va rencontrer sur une route où il est prévenu; il s'en écarte subitement, et se voit arrêté à Villa-Imprenta par un pont que garde un détachement venu du blocus de Mantoue; il livre le combat. Le général français Charton, qui s'est placé en carré sur le chemin, meurt dans la mêlée, et sa faible troupe est dispersée ou prisonnière.

Déjà Wurmser peut apercevoir les tours et les remparts de Mantoue : mais une nouvelle colonne de l'armée du siége s'est formée, et défend le poste fortifié des Due Castelli. Le vieux général, le vieux lion est à la fois enflammé par l'obstacle et par l'espoir. « Encore « un effort! encore une victoire! crie-t-il à ses « compagnons. Voyez du haut des tours vos « frères qui vous appellent et vont vous seconder. Couchons ce soir dans Mantoue, « et que les Français apprennent par un tel « exploit qu'ils n'ont rien fait encore pour la « conquête de l'Italie. » Les grenadiers, les

cavaliers qui se dévouaient avec lui et pour lui attaquent en soldats français la colonne française. Le poste des Due Castelli est rapidement emporté. Plus d'obstacle à leur marche : Wurmser entre une seconde fois en libérateur dans Mantoue. Cinq cents prisonniers qu'il mène à sa suite illustrent son nouveau succès. Les habitans et les soldats se livrent à une joie excessive dont Wurmser cherche à contenir les témoignages. On le croit vainqueur; mais Wurmser sait trop qu'il survit, avec une troupe d'élite, à une armée nombreuse qui tout à l'heure couvrait les vallées de l'Adige. Il pressent déjà les horreurs de la famine et des maladies contagieuses; mais il pourra reculer encore de plusieurs mois la chute du commun boulevart de l'Italie et de l'Allemagne. 1796.

Pendant quelques jours il reste maître de la campagne et peut camper au-dehors. Le Seraglio lui fournit des vivres; mais Kilmaine, chargé du blocus, secondé par des divisions nouvelles et par l'artillerie légère que dirige Marmont, général qui venait de se couvrir de gloire aux batailles de Castiglione et de Lonato, parvint à resserrer l'opiniâtre vieillard dans la place.

1796. Bonaparte, en voyant Mantoue maintenant défendue par une garnison ou plutôt par une armée de vingt-cinq mille hommes, ne pouvait concevoir que des victoires si multipliées et attestées par un nombre de prisonniers égal au moins à la moitié des armées qu'il avait eues à combattre, le laissassent encore dans toutes les perplexités où l'avaient trouvé les commencemens du siége de Mantoue. Elles s'accrurent encore par les nouvelles qu'il reçut des armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin. La première avait fui dans un épouvantable désordre, après une sanglante défaite. Le salut de la seconde n'était point encore assuré; on l'ignorait au moins.

Bonaparte perdait l'espoir de se voir appuyé dans le Tyrol par une division de Moreau. L'Autriche, après avoir assuré le salut de l'Allemagne, pouvait maintenant porter contre lui des troupes qui sortaient d'une victoire. La saison rigoureuse approchait; il fallait en braver les rigueurs sur des montagnes arides ou dans des plaines marécageuses. Plus d'espoir de renforts. La République ne devait-elle pas veiller d'abord au salut de l'Alsace ou des provinces belgiques? L'éternelle Mantoue, et cette fatalité qui faisait sans cesse tourner

dans un même cercle une armée tant de fois 1796.
victorieuse, n'éteindraient-elles pas la bouillante ardeur du soldat? Encore si les lenteurs du blocus pouvaient être abrégées par un siége régulier! Mais Bonaparte voulait, avant tout, tenir son armée mobile. Ce qu'il avait fait lui répondait de ce qu'il pouvait faire encore. Plus il restait sur les mêmes champs de bataille, plus il s'y regardait comme invincible. L'obstacle ne faisait que développer cette inflexible volonté, qui était en lui une puissance plus terrible encore que le génie.

Que si nous descendions par nos conjectures dans les profondeurs de son ambition, nous dirions que peut-être les revers de deux armées tout à l'heure conquérantes comme la sienne, satisfaisaient en secret un homme qui n'aimait à partager ni la gloire ni la puissance. Le jour le plus malheureux de sa vie aurait été celui où il aurait vu un bulletin de Moreau daté de Vienne. Lui seul restait chargé de la plus brillante offensive; lui seul pouvait encore envoyer des drapeaux, faire traverser la France à d'immenses colonnes de prisonniers, et, en protégeant la République, faire sentir au Directoire sa superbe protection. L'Italie ne connaissait que lui; il y exerçait un

1796. empire absolu, et le pouvoir devenait chaque jour l'incurable besoin de son âme; ce qui lui en faisait mieux sentir les douceurs, c'est qu'il avait pour complaisans et en quelque sorte pour ministres les souverains qu'il tolérait dans cette contrée.

Cependant, les effets de la retraite sur le Rhin ne tardèrent pas à se faire sentir péniblement à l'armée d'Italie. Le cabinet de Vienne, dans les succès obtenus en Allemagne, vit, par-dessus tout, un moyen de recouvrer l'Italie. La nécessité de se défendre suggérait à ce gouvernement des efforts dont il avait été avare lorsqu'il s'était agi de défendre la cause commune des rois. Un appel général ne cessait de retentir dans tous les États héréditaires. Aux nouvelles levées données par la conscription se joignaient des bataillons de volontaires qu'animait l'enthousiasme patriotique. Vienne en avait fourni quatre, et ils avaient reçu des mains de l'impératrice un drapeau qu'elle-même avait brodé.

Tandis que ces renforts se mettaient en marche de l'intérieur de l'Autriche, le baron Thugut tirait de l'armée d'Allemagne un nouveau corps destiné à délivrer et Wurmser et Mantoue. Le feld-maréchal Alvinzi eut le

commandement de cette troisième armée; il venait de se distinguer en Allemagne sous l'archiduc. Les premiers succès qu'il obtint purent être jugés d'une grande importance. 1796.

Bonaparte avait marché à sa rencontre en avant de Vicence, engagé le combat; et, quoique maître du champ de bataille, commandé pour le lendemain un mouvement rétrograde. Il comptait sur une ferme résistance de la division Vaubois, chargée de couvrir le Trentin et le Tyrol. Pour cette fois, son espoir fut trompé. Vivement attaquée par le général Landon et ses Tyroliens, elle céda au nombre, et vint se réfugier sur le plateau de Rivoli. Bonaparte irrité ne tarda pas à s'y rendre. Il fit assembler cette division, et lui dit:

« Soldats, je ne suis pas content de vous. « Vous n'avez montré ni discipline, ni con- « stance, ni bravoure; aucune position n'a « pu vous rallier; vous vous êtes abandonnés « à une terreur panique. Vous vous êtes laissé « chasser de positions où une poignée de braves « devait arrêter une armée. Soldats de la 39e « et de la 85e, vous n'êtes pas des soldats fran- « çais. Général chef d'état-major, faites écrire « sur leurs drapeaux : *Ils ne sont plus de l'ar- « mée d'Italie.* »

1796. C'est ici le lieu de remarquer cette affectation peu républicaine avec laquelle Bonaparte, oubliant tant de triomphes antérieurs aux siens, séparait son armée de toutes celles de la République. En la remplissant de toute son ardeur, il l'avait aussi pénétrée de son orgueil. Les soldats de Vaubois, atterrés de ces reproches, s'écrièrent, les larmes aux yeux, qu'on les avait calomniés auprès de leur général, et sollicitèrent de lui l'honneur d'être exposés au premier danger, pour montrer combien ils étaient encore dignes de faire partie de l'armée d'Italie. C'est tout ce que voulait Bonaparte. Il ne manqua pas de leur fournir cette occasion, et ces soldats se battirent comme ceux des brigades les plus renommées. Jamais son armée n'avait été plus faible en nombre. Il est prouvé, par sa correspondance avec le Directoire, qu'elle ne s'élevait pas à plus de vingt-sept mille hommes, et le siége de Mantoue en occupait un tiers. C'était avec dix-huit mille hommes disponibles, c'est-à-dire avec les trois divisions Augereau, Masséna et Vaubois, qu'il lui fallait disputer la campagne et les approches de Mantoue, contre une armée autrichienne forte de cinquante mille hommes.

Bonaparte touchait au moment d'une défaite; mais elle fut légère, et n'abattit pas son courage. Alvinzi, maître du Tyrol et de tout le pays entre la Brenta et l'Adige, menaçait Vérone. Il occupait une forte position à Caldiero, sur une hauteur nommée Olivetto. Sa gauche, appuyée aux marais d'Arcole, semblait inexpugnable. Mais sa droite offrait un point d'attaque à Bonaparte. Masséna reçut l'ordre de gravir le mont Olivetto. Le général de brigade Launai, qui monta le premier avec un corps de tirailleurs, ne fut point appuyé à temps, et fut fait prisonnier. Une seconde attaque fut ordonnée; mais comme l'ennemi avait rectifié sa position, cette attaque resta également sans succès. La pluie qui tombait par torrens faisait glisser le soldat, et gênait les mouvemens de l'artillerie légère.

1796.

Bataille de Caldiero.

Après un bivouac triste et incommode, Bonaparte crut devoir se retirer sur son camp en avant de Vérone. Il était silencieux. L'affront reçu à Caldiero le poursuivait. Déjà il avait conçu un autre plan d'attaque où il allait commettre toute sa fortune. C'était par les marais d'Arcole qu'il voulait non seulement emporter Caldiero, mais prendre à revers l'armée d'Alvinzi et lui faire poser les armes.

1796. Tout était perdu si la sécurité de l'ennemi sur ce point était un moment troublée. Tout mouvement qui aurait paru avoir cette direction, toute parole indiscrète tombée de bouche en bouche dans l'oreille d'un espion, faisaient avorter les brillans résultats de cette opération et en rendaient les dangers mille fois plus horribles. Et cependant les soldats inquiets commençaient à se défier, non des talens de leur général, mais de sa fortune. Ils savaient que cette armée d'Alvinzi, la première qui fût parvenue à conserver un champ de bataille en leur présence, avait été tirée de l'Allemagne, ainsi que celle de Wurmser. C'était donc vainement qu'ils avaient déjà exterminé deux armées : quand celle d'Alvinzi subirait le même sort, ne saurait-on pas leur en opposer une quatrième et une cinquième? Les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin restaient oisives pour prix de leur défaite. Quelle perspective que d'avoir à hiverner dans le Tyrol ou sous les marais de Mantoue? Fallait-il qu'une seule armée fît tout pour la République?

Ce qui rendait les murmures plus vifs, c'était la vue de nombreux soldats que l'on avait fait sortir des hôpitaux, et qui, montrant des blessures encore saignantes, étaient venus reprendre leur rang dans l'armée. Mais

Bonaparte connaissait dans chaque bataillon et tous ceux des officiers et tous ceux des soldats qui avaient le plus d'empire sur l'esprit de leurs camarades; il savait, ou par lui-même ou par ses aides-de-camp, les armer de ces paroles qui répondent aux passions les plus directes et les plus ardentes des soldats. On leur faisait des tableaux de gloire et de plaisir qui les rendaient à leur première ivresse. 1796.

Le 14 novembre, à la nuit tombante, il rassemble les treize mille hommes qui forment son camp sous Vérone, leur fait traverser cette ville dans le plus profond silence et passer l'Adige sur trois ponts. Et Vérone et l'Adige et tant de conquêtes enfin paraissent abandonnées par cette manœuvre. Ceux des Véronais qui ont donné des signes d'amitié à l'armée française observent ce départ avec une cruelle anxiété; ils n'osent interroger, ils n'osent se plaindre; mais demain quel sera leur sort? Les soldats qui la veille soupiraient peut-être après une retraite, ne voient plus que la honte de venir se cacher derrière les Alpes, dans ces affreux bivouacs d'où la victoire les a tirés. Bataille d'Arcole.

Ils marchent toute la nuit, mais ce n'est plus sur la route de Milan. Ils s'étonnent de

1796. côtoyer toujours l'Adige. Enfin, le point du jour leur révèle les pensées de leur général. On est arrivé à Ronco; le général Andréossi achevait d'y jeter un pont, et par un simple *à gauche*, l'armée se voit avec étonnement et avec transport sur l'autre rive. « Nous n'avons « pu forcer Caldiero, se disent-ils dans leur « prompte intelligence, eh bien! nous le « tournons. »

L'ennemi n'a eu aucune connaissance de ce mouvement. Les portes de Vérone sont restées fermées; le général Kilmaine y commande avec quinze cents hommes. Bonaparte divise son armée en trois colonnes qui, en prenant des routes diverses, ont pour but commun de couper la retraite à l'ennemi; mais pour y réussir, le point important est de s'emparer du pont d'Arcole, et l'on ne peut y arriver que sur les digues étroites d'un marais.

Le soldat s'y jette, tombe, se relève, a peine à soulever ses armes, ne sort d'un pas périlleux que pour rencontrer plus loin un abîme de fange; il regrette le pont de Lodi où les boulets, la mitraille et les balles laissaient au danger toute sa gloire. Enfin Augereau est parvenu à la tête du pont, et les soldats qui le suivent goûtent la joie de,

pouvoir s'élancer au pas de charge; mais deux bataillons de Croates qui répondent du salut de l'armée autrichienne, font un feu terrible derrière les barricades du pont. Augereau est forcé de reculer avec les siens. 1796.

Bonaparte toutefois ne peut que s'applaudir d'avoir changé le point d'attaque avec tant de hardiesse et de mystère. Alvinzi est encore sans défiance; sa gauche, qu'il jugeait inattaquable, est restée faible. Instruit du mouvement sur Arcole, il n'y veut voir d'abord qu'une attaque simulée, ou que la vaine entreprise de quelques tirailleurs. Est-il à présumer que Bonaparte ait jeté toute son armée dans des marais impraticables? Il s'attend à la voir déboucher de Vérone; mais ses éclaireurs lui apprennent que tout se tait, que tout est morne autour de cette ville.

Alvinzi comprend enfin l'étendue de son danger; il lui tarde de chasser les Français d'un marais par lequel ils lui fermeraient toute issue; ses meilleurs soldats viennent s'y engager. Les Français, plus adroits à se tirer des pas difficiles, savent les attirer dans les abîmes qu'eux-mêmes évitent. On fait de nombreux prisonniers.

Mais Bonaparte compte les momens. Aux

1796. dispositions que fait Alvinzi, il juge que celui-ci prend ses mesures pour n'être pas coupé. Sans le pont d'Arcole, la victoire est incomplète ou nulle. Trois attaques ont échoué sur ce pont dont la défense s'est toujours renforcée. Les généraux et les officiers s'y jetaient pour entraîner les soldats que fatiguait la vue de l'horrible marais. En quelques points, le terrain avait pris un peu plus de solidité sous les pieds des hommes et des chevaux : mais à côté étaient des passages dangereux. Accueillis sur le pont par une continuelle mitraille, les généraux, les officiers et les grenadiers n'avaient pu surmonter l'entreprise qu'ils nommaient infernale. Il n'en revenait qu'une partie, et toujours avec des blessures.

Bonaparte veut enfin la tenter par lui-même. Ce n'est pas qu'il n'ait un autre moyen de s'emparer d'Arcole; mais il lui importe de saisir le plus prompt pour accabler Alvinzi, et percer le centre d'une armée fort supérieure à la sienne. Tout à l'heure il a fait venir le général Guyeux, et lui a dit : « Descendez l'Adige avec vos deux mille « hommes, au bac d'Albaredo, et marchez « sur Arcole, par la rive gauche de l'Alpon. »

Mais cette entreprise est longue. Le général en chef ne veut plus être que grenadier. *A moi*, s'écrie-t-il, *à moi les braves de Lodi!* Les noms de Lodi et d'Arcole sont répétés dans tous les rangs; mais le terrain met obstacle à l'ardeur qui les transporte. 1796.

Une vaillante tête de colonne s'est formée. Bonaparte s'élance; il saisit un drapeau, et le place sur le pont; mais sa marche est embarrassée par les cadavres des premiers assaillans. Une division ennemie est accourue, et fait un feu de flanc qui rompt l'étroite colonne; elle hésite, elle chancelle; la queue est dispersée, la tête retourne enfin. Les grenadiers emportent leur général au milieu des morts, des mourans et de la fumée.

Mais on ne repasse le pont que pour trouver un danger plus horrible. La chaussée s'est rompue. Une horrible décharge de balles et de boulets a fait reculer les plus intrépides. Bonaparte ne peut plus commander à son cheval effrayé; il tombe renversé dans le marais. Déjà des soldats autrichiens, soit qu'ils connussent ou non la prise immense qu'ils pouvaient faire, lui criaient de se rendre. Mais le marais qui a causé le danger de Bonaparte va servir à son salut. Les sol-

1796. dats autrichiens ne s'y avancent qu'avec hésitation. Deux intrépides amis de Bonaparte s'y précipitent avec ardeur. Lannes, quoique affaibli par une blessure récente, a pu dans son zèle prévenir les Autrichiens; il est accompagné de l'aide-de-camp Muiron; tous deux parviennent à le relever, à le couvrir de leur corps. Bientôt ils sont atteints par les Croates. Le généreux Muiron expire sous leurs coups : Lannes reçoit trois nouvelles blessures, et combat encore.

Cependant un cri d'horreur s'est répandu dans l'armée : on a vu le péril du général. Bientôt un autre cri succède : Sauvons le général! L'intrépide Belliard, et bientôt après lui, Vignolles et Robert se mettent à la tête des grenadiers. Belliard et Vignolles sont blessés; Robert est tué. Mais on s'est approché, on est parvenu à enfoncer la colonne autrichienne, et Bonaparte, délivré du plus affreux péril, voit le commencement d'une nouvelle victoire.

Pendant que le combat s'est rétabli sur ce point, le général Guyeux, qui a rempli le vœu de Bonaparte, passe l'Adige, et s'avance sur Arcole, dont le pont vient d'être évacué. On s'empare ainsi du champ de bataille.

Mais le destin de l'armée autrichienne n'était plus renfermé dans ce village. Alvinzi avait évacué Caldiero, et il restait libre dans sa retraite. Bonaparte résolut de l'y troubler encore. Trois jours furent employés à poursuivre une victoire incomplète. Arcole est encore abandonnée, et reprise deux fois. On ne compte presque plus de généraux qui ne soient tués ou blessés. Mais l'ardeur est la même qu'au commencement de la bataille. De nombreux prisonniers défilent devant les rangs des Français qui combattent encore. 1796.

L'infatigable Masséna est partout. Dans une mêlée, le drapeau qui guide sa colonne a disparu : il en forme bientôt un autre, en mettant son chapeau au bout de son épée. On apprend que Vaubois s'est maintenu avec vigueur aux débouchés du Tyrol : victoire de tout côté. On porte jusqu'à vingt mille le nombre des Autrichiens tués, blessés ou faits prisonniers. Alvinzi ne pourra plus, sans de nouveaux renforts, et presque sans une nouvelle armée, tenter encore la fortune des combats.

L'armée française rentra triomphante dans Vérone, par la porte de Venise, trois jours après en être sortie sans bruit par la

1796. porte de Milan. Sa perte, dans les combats d'Arcole, avait été de sept mille hommes; et, comme Bonaparte déclare dans sa relation n'avoir agi qu'avec treize mille combattans, c'était plus de la moitié de son armée. *Un renfort à peu près équivalent compensa cette perte.* Ce sont les flegmatiques expressions du vainqueur.

Wurmser, pendant des actions si meurtrières, avait fait des sorties de Mantoue, avec l'espoir de donner la main au général Davidowich, qui s'avançait par le Tyrol pour le dégager; mais l'un et l'autre avaient été contenus et repoussés.

Bonaparte devait beaucoup à des soldats qui avaient changé pour lui un péril imminent en une brillante victoire. L'anecdote suivante prouve toute sa vigilance pour entretenir l'enthousiasme et l'affection de ses soldats.

Après la conquête d'Arcole, l'infatigable général parcourait le camp dans la nuit. Il aperçoit une sentinelle endormie; il lui enlève doucement et sans l'éveiller son fusil, fait la faction à sa place, attend qu'on vienne le relever. Le soldat s'éveille enfin. Quel est son trouble quand il aperçoit son général dans cette attitude! il jette un cri: « Bonaparte! je

« suis perdu ! — Rassure-toi, mon ami, lui 1796.
« répond le général ; après tant de fatigues,
« il est bien permis à un brave comme toi de
« s'endormir ; mais, une autre fois, choisis
« mieux ton temps. »

Au nombre des guerriers qui avaient payé de leur vie ce nouveau triomphe, était son aide-de-camp Elliot, neveu du général Clarke, un des collaborateurs de Carnot pour la conception des plans militaires de cette campagne. Bonaparte écrivit à ce général une lettre assez remarquable, qui fut rendue publique.

« Votre neveu Elliot a été tué sur le champ
« de bataille d'Arcole. Ce jeune homme s'était
« familiarisé avec les armes : il a plusieurs fois
« marché à la tête des colonnes ; il aurait été
« un jour un officier distingué. Il est mort
« avec gloire et en face de l'ennemi, sans avoir
« souffert un instant. Quel est l'homme rai-
« sonnable qui n'envierait pas une telle mort ?
« quel est celui d'entre nous qui n'a pas re-
« gretté cent fois de ne pas être ainsi soustrait
« aux effets de la calomnie, de l'envie, et de
« toutes les passions haineuses qui semblent
« presque exclusivement diriger la conduite
« des hommes ? »

Était ce l'impression récente du danger

1796. qu'il avait couru, qui faisait tenir au jeune vainqueur un langage si mélancolique et si sombre? n'était-ce pas plutôt une manière d'annoncer au public que le Directoire le fatiguait, soit par des soupçons, soit par des ordres inexécutables, soit par un refus de secours? Comblé de gloire et de prospérités, il voulait réchauffer l'intérêt ou amortir l'envie.

Mantoue n'est point encore le gage de la terrible victoire d'Arcole. Wurmser, dans ses sorties, n'a pu se procurer des vivres. S'il les rend moins fréquentes, c'est qu'il compte dix mille hommes dans les hôpitaux, et que plus de trois mille ont déjà péri; c'est la faim qui démonte cette belle cavalerie avec laquelle il est entré dans Mantoue. La chair des chevaux qu'il fait saler est presque le seul aliment qui reste à tous les siens.

Bonaparte, instruit du déplorable état de cette garnison, comptait sur une prompte reddition de Mantoue. Mais l'indomptable octogénaire qui la défendait parvint encore à différer cette reddition de trois mois. Il comptait sur un nouvel effort d'Alvinzi, dont de nouveaux renforts allaient réparer les pertes. Bonaparte n'hésite point à nommer

une quatrième armée autrichienne, celle qu'Alvinzi rassembla vers la fin de décembre. Mais il est évident, d'après ses propres rapports, que la troisième avait été seulement affaiblie par la bataille d'Arcole. Vingt mille hommes de renfort la rendaient supérieure à l'armée française, et lui permettaient de tenter un nouvel effort pour débloquer Mantoue. Malgré tant de revers accablans, une vive ardeur régnait dans cette armée; les quatre bataillons de Vienne ne cessaient de répéter ces mots: *honneur et patrie*. Mais c'était une terrible épreuve pour de nouvelles levées, que d'affronter ces vieux soldats de Bonaparte, que vingt victoires remportées en huit mois proclamaient invincibles. Alvinzi opposait en outre aux Français des troupes venues du Rhin avec l'orgueil du succès; des bataillons hongrois et croates éprouvés dans les derniers combats; des tirailleurs tyroliens d'une adresse renommée, et surtout une belle cavalerie, qu'il avait eu soin de ménager pour l'épreuve la plus décisive. 1796.

Bonaparte établit la proportion suivante entre les armées qui allaient se mesurer de nouveau. De son côté, quarante-trois mille hommes, dont trente et un mille seulement for-

1796. maient l'armée d'observation. Le reste, sous les ordres de Serrurier, formait le blocus de Mantoue. Du côté des Autrichiens, quatre-vingt-seize ou cent mille hommes, en y comprenant vingt-quatre mille hommes de la garnison de Mantoue. Je répète encore une fois qu'il faut se défier des évaluations de cette sorte.

L'hiver n'apportera point de trève à la fureur de ces batailles qui se sucèdent avec une rapidité effrayante, s'étendent sur un espace de vingt ou vingt-cinq lieues, durent quelquefois trois ou quatre jours, et vont en durer huit. Les soldats de Bonaparte ne connaissent plus d'autre plaisir que la victoire. Si leur ennemi cessait un moment de les inquiéter, ils traverseraient, dans la saison des frimas, les Alpes Noriques pour se précipiter sur la route de Vienne.

Les Autrichiens, de leur côté, ne connaissent pas plus le repos que le découragement. Wurmser, réfugié dans Mantoue, est toujours présent à leurs esprits. Heureux celui de leurs généraux qui obtiendra l'honneur de le délivrer, et d'entrer dans cette Mantoue dont il s'est ouvert deux fois le passage! Provera, qui n'est pas éloigné de l'âge de Wurmser,

qu'enflamme une même ardeur, et que décore presque une même gloire, car on se souvient de sa défense dans un château ruiné, Provera est préféré pour une telle entreprise. Une partie de l'élite de l'armée autrichienne marche sous ses lois; les quatre bataillons de Vienne brûlent de montrer à Wurmser les drapeaux que l'impératrice a brodés de ses mains. 1796.

La diplomatie autrichienne a cherché tous les moyens de préparer le succès de ce nouvel effort. Le baron Thugut fait parler aux Venitiens un langage sévère pour les décider à tenter la seule voie de salut qui leur reste, la voie des armes.

Dispositions de Venise et de Rome.

Mais Bonaparte, déjà maître d'une partie de la Terre-Ferme, oppose aux menaces lointaines de Thugut des menaces qu'il peut faire suivre d'un effet foudroyant. Tout lui fournit un prétexte pour accuser le sénat de Venise. En vain les tremblans provéditeurs cherchent-ils à le séduire par le charme des fêtes et par un feint enthousiasme pour ses victoires, Bonaparte sourit avec dédain à ces hommages de la crainte; il presse sans pitié les réquisitions dont la rigueur va toujours s'accroissant. Des sénateurs essaient-ils devant lui quelques

1796. timides remontrances : « Croyez-vous, leur « dit-il, que celui qui abat l'aigle d'Au- « triche ne puisse terrasser le lion de Saint- « Marc ? » Déjà les principes révolutionnaires sont proclamés dans toutes les villes venitiennes occupées par les Français. Venise, entourée des feux d'une insurrection qui peut gagner jusqu'aux lagunes et pénétrer dans son enceinte, n'a qu'une prétention, qu'un espoir, c'est de se défendre contre des sujets révoltés, et de faire encore reconnaître ses droits dans des villes qui ont passé sous un autre pouvoir. Elle voudrait crcire que les Français ne sont ni les auxiliaires ni les instigateurs des rebelles, et se décide enfin à faire venir quinze ou vingt milles Esclavons au secours de son autorité avilie. Bonaparte fulmine, et l'Autriche mécontente jette sur Venise un regard de colère et de mépris, et peut-être de cupidité.

L'Autriche a voulu également tout remuer dans ses anciennes possessions italiques. Une révolte terrible, et signalée par tous les excès de la fureur populaire, a éclaté dans les fiefs impériaux; des soldats, des officiers français ont été livrés à d'horribles supplices. Lannes, qui a déjà châtié par l'incendie la révolte de

Binasco, s'est porté dans les fiefs impériaux avec douze cents hommes qui chassent au loin une troupe homicide, et lui montrent partout des villages en flammes. Ce fait s'est passé avant la bataille d'Arcole. 1796.

Les négociations de l'Autriche avec la cour de Rome ont eu plus de succès. Pie VI, malgré un armistice convenu et des préliminaires de paix signés avec Bonaparte, a pu se convaincre que le Directoire lui garde une haine implacable. Tout son peuple semble animé d'un enthousiasme patriotique, et même d'un transport guerrier. On conjure le saint pontife de reprendre les armes; il fait de nouvelles levées; à défaut d'une armée qui se soit signalée, il a du moins un général de quelque renom; c'est ce Colli qui s'est mesuré avec Bonaparte dans les plaines du Piémont, et qui, sans être heureux, s'est montré un tacticien habile. L'ardeur des sujets du pape se manifeste par des excès, et déjà plusieurs Français ont été massacrés à Lugo. Bonaparte paraît se disposer à faire éclater sa vengeance sur Rome; mais c'est de Mantoue seule que son génie militaire est occupé.

Telle était la situation des puissances belligérantes avant cette bataille de Rivoli qui dura Bataille de Rivoli. Janvier 1797.

1797. huit jours. L'historien s'épuiserait en efforts infructueux et fatigans pour les lecteurs, s'il voulait en faire connaître tous les détails et toutes les manœuvres. Je me bornerai à en indiquer rapidement les principaux résultats.

Bonaparte commença, suivant sa coutume, par céder du terrain avant la bataille. Le plateau de Rivoli devint le centre de sa position. Le général Alvinzi se dirigeait sur ce plateau avec cinq colonnes; une autre division autrichienne, celle de Provera, dont j'ai déjà marqué le but, descendait le Bas-Adige, vers le Padouan. La division Augereau fut chargée de la contenir. A la faveur de ces deux attaques, et surtout de la principale, Alvinzi se flattait que Provera pourrait filer sur Mantoue, percer les lignes du blocus et se joindre à Wurmser qui, par une sortie vigoureuse, promettait de seconder ce mouvement.

C'était avec les divisions de Masséna, de Joubert et de Rey que Bonaparte gardait le plateau de Rivoli.

Dans la nuit du 13 janvier se prépara un choc terrible. La pluie venait de tomber par torrens; mais à deux heures du matin le temps s'éclaircit. Le clair de lune et les feux

des bivouacs permettaient aux Français d'observer cinq camps d'Autrichiens qui, au point du jour, allaient se précipiter sur eux. Le plateau de Rivoli, admirable position militaire ; la présence de Masséna, de Joubert, de Lannes, de Murat, et surtout celle de Bonaparte ; l'habitude du triomphe et l'espérance de voir tant de travaux couronnés par la prise de Mantoue, répandaient l'allégresse dans le camp français, et des chants se faisaient entendre sur ce plateau qui allait être sillonné par tant d'obus et de boulets. 1797.

Joubert eut d'abord à soutenir l'attaque. Une chapelle de Saint-Marc qui pouvait favoriser les assaillans avait été abandonnée la veille par les Français : il s'agissait de la reprendre. Le combat fut si vif, et long-temps si incertain, que Bonaparte vint chercher la division Masséna pour la mener lui-même à l'ennemi. L'effort fut décisif, la chapelle fut emportée. Joubert poursuivit les Autrichiens.

Mais pendant ce temps, une autre de leurs colonnes gravissait péniblement une roche escarpée pour emporter de nouveau la chapelle. Une charge impétueuse de cavalerie, dirigée par Leclerc et Lassalle, culbuta la colonne dans un ravin, et la fit prisonnière.

1797. C'était un favorable augure de succès plus importans. Les soldats français étaient animés d'une telle confiance, qu'en voyant une autre colonne autrichienne se former sur une hauteur voisine, ils s'écrièrent pleins de joie : Voilà qui est encore pour nous! La première journée donna sept mille prisonniers. L'occupation ne paraissait plus être pour le lendemain que de poursuivre l'armée d'Alvinzi dans toutes les directions.

Mais, dans le même jour, Provera, tout occupé de son dessein hardi, avait jeté un pont sur l'Adige, près de Legnago, et avait passé cette rivière; il avait gagné une marche sur Augereau, chargé de l'observer. Bonaparte avait prévu ce mouvement; il laisse à Masséna, Joubert et Murat le soin de poursuivre Alvinzi, et marche, à la tête de quatre régimens, sur Provera, et fait treize lieues en un jour. Provera, déjà maître du poste important de la Molinella, se voyait près du terme de ses vœux. Une circonstance lui donnait l'espoir de s'emparer du faubourg Saint-George, occupé par les troupes du blocus. Il avait pris avec lui un régiment de hussards, dont les manteaux blancs ressemblaient à ceux des hussards français de Berchini employés au blocus.

Tout allait bien pour Provera, lorsqu'un vieux 1797.
sergent remarqua que les manteaux étaient bien neufs, pour être de Berchini. Le général Miollis averti sut se défendre pendant tout un jour contre la colonne qui voulait emporter le faubourg Saint-George.

Bonaparte arriva le lendemain avec ses quatre régimens. Le général Victor dirigea la plus terrible attaque sur Provera, placé entre deux feux, et que Wurmser ne put appuyer : car Serrurier avait réussi à empêcher la jonction de ce général avec ses libérateurs qu'il espérait. Provera fut obligé de mettre bas les armes avec ses grenadiers, et retrouva, près de Mantoue, le sort contraire qui lui avait fait manquer, à Millesimo, le prix du plus rare courage. Cette action reçut son nom de La Favorite, lieu de plaisance des ducs de Mantoue.

Joubert, Masséna, Rey, Augereau, Murat et Baraguay-d'Hilliers, suivaient ardemment les résultats de la bataille de Rivoli. Le premier de ces généraux s'empara du Tyrol italien abandonné depuis plusieurs jours. Par je ne sais quelle loi qui faisait que les succès gigantesques de Bonaparte allaient toujours en grandissant, la bataille de Rivoli surpassa

1797. toutes les autres par ses trophées. Bonaparte porte à trente-cinq mille hommes la perte des Autrichiens, dont vingt-cinq mille prisonniers. Ajoutez vingt-quatre drapeaux et soixante canons enlevés.

Prise de Mantoue.

Mais le résultat le plus important, ce fut la prise de cette terrible Mantoue, objet de batailles si acharnées, et pour le salut de laquelle l'Autriche avait perdu cent cinquante mille hommes. Wurmser tint pourtant encore dans cette place près de trois semaines; mais sa délivrance était devenue un événement impossible. Tous les chevaux étaient mangés, et il ne lui restait plus que pour trois jours de vivres à la demi-ration, lorsqu'il demanda à capituler. Bonaparte voulut être présent, mais sans se faire connaître, à la convention qui devait avoir lieu entre Serrurier et Klenau envoyé par Wurmser. D'abord il parut un témoin assez impassible de la discussion qui s'élevait. Klenau, pour obtenir des conditions plus favorables, ne voulait point convenir de la rigueur extrême de la position de Wurmser, et prétendait qu'il avait encore pour trois mois de vivres. « S'il en est ainsi, » s'écria le mystérieux témoin du débat, « Wurmser mériterait d'être fusillé par ordre

« de son gouvernement, puisqu'il parle de 1797.
« capituler avec trois mois de vivres. Mais, « ajouta-t-il, cessant de dissimuler, je respecte « l'âge, la bravoure et les malheurs du maré« chal. Voici mes conditions : elles sont assez « honorables pour être un témoignage de la « profonde vénération que je lui porte. S'il « les juge telles, qu'il m'ouvre demain les « portes de Mantoue; et, s'il lui plaît de dif« férer encore d'un mois ou deux, il le peut, « et ne subira point de condition plus rigou« reuse. » Ces paroles rapportées au maréchal firent sur lui une vive impression, et les conditions furent de suite acceptées.

Wurmser ignorait encore une obligation personnelle qu'il avait au général français. Le Directoire, dans sa correspondance, insistait pour que, à la reddition de la place, on fusillât Wurmser comme émigré. C'est par un tel exemple qu'il voulait manifester sa résolution invariable de ne point laisser fléchir le code atroce des émigrés, et même d'en étendre encore les dispositions sanguinaires. Tout cœur de soldat devait être révolté de cet ordre barbare. Mais combien n'était-il point offensant pour un général auquel on demandait par là le sacrifice de sa gloire tout

1797. entière, et qui aurait déposé, en vil esclave, la palme du vainqueur, pour prendre une hache de bourreau. Bonaparte eût entendu le cri de l'Europe et même de son armée s'élever contre lui. Tout aurait pris une voix pour la vengeance du guerrier martyr, de ce héros octogénaire. Le dévoûment de ce vieux Régulus eût été préféré au triomphe du vainqueur, et il eût valu à l'Autriche autant de soldats que trente défaites lui en avaient fait perdre.

Bonaparte n'eut pas un moment d'hésitation; il tint l'ordre du Directoire pour non avenu; il honora hautement le vieillard qu'on lui prescrivait d'égorger, le laissa libre avec sept cents hommes de son choix, et lui fit sentir le plus doucement possible le poids de sa victoire. Ce fut par un ménagement délicat qu'il ne voulut point se trouver au moment où le maréchal, défilant avec les vingt mille hommes de la garnison, allait remettre sa glorieuse épée. Wurmser fut si reconnaissant des procédés du général, qu'il lui fit donner avis, par un de ses aides-de-camp, d'un complot d'empoisonnement qui avait été tramé contre lui dans la Romagne. Ne croit-on pas lire ici une des belles pages de l'histoire ancienne?

1797. Paix avec le pape.

La retraite de l'armée autrichienne au-delà de Padoue et de Vicence avait livré le pape, son timide auxiliaire, à toute la colère du vainqueur. La ville de Lugo en fut la première victime; elle expia par les flammes le massacre de plusieurs Français. Bonaparte affecta de ne diriger qu'une partie de ses forces contre un ennemi peu redouté. Le général Victor, qui venait de se couvrir de gloire à la bataille de la Favorite, et le général Lannes, dans lequel l'Italie voyait un foudre de guerre, furent chargés d'entrer sur le territoire romain. Colli, qui commandait les troupes pontificales, gardait le passage du Senio. Victor attaqua la tête du pont avec l'impétuosité ordinaire; la défense ne ressembla pas à celle du pont d'Arcole. Les troupes du pape ne soutinrent qu'une première charge : à la seconde, tout fut culbuté; quatorze pièces de canon tombèrent au pouvoir du vainqueur : malgré la rapidité de la fuite, on fit un assez grand nombre de prisonniers.

Rome, en apprenant cette prompte défaite, qui ne laissait plus l'espoir de tenter de nouveaux combats, craignit un nouveau sac, un nouvel incendie, et se crut ramenée au temps des barbares. Le Directoire, qui convoitait à

1797. la fois les trésors de Rome et ceux de Notre-Dame de Lorette, se promettait, pour couvrir son avarice, de célébrer bientôt une résurrection de la liberté romaine. La Réveillère-Lépeaux se réjouissait de faire passer sous le joug et le pape, et les cardinaux, et les évêques, et les images des saints. Déjà il composait l'hymne qui dans les temples des théophilanthropes serait entonné pour célébrer la ruine du chef-lieu de la superstition, et pour la renaissance de la patrie des Brutus et des Camille. Les instructions que recevait Bonaparte du palais du Luxembourg, ressemblaient assez à celles qu'en d'autres temps les généraux eussent pu recevoir du comité de salut public. Bonaparte vit qu'il avait à choisir entre une ignominie qui allait associer à des noms infâmes son nom si glorieux, et un acte de modération magnanime qui, en offensant les chefs de la République, lui concilierait la reconnaissance de l'Europe, l'affection du peuple français, et préparerait de loin son avénement au trône. Ses troupes entrèrent dans Lorette après que Pie VI en eut fait transporter le trésor à Rome. Il fallut bien livrer la célèbre Madone à la cupide vanité des chefs de la République. Mais

tout autre pillage fut sévèrement défendu. 1797.

Pie VI avait demandé une trève nouvelle. Ses quatre légats, le cardinal Mattei, l'évêque Galeppi, le duc Louis de Braschi et le marquis Camille Massimi, furent agréablement surpris de l'accueil qu'ils reçurent de Bonaparte. Ce n'était pas seulement de la bienveillance exprimée envers eux; c'était de la déférence pour le souverain pontife. La lettre de Pie VI était calme et résignée, mais ne renfermait aucune de ces adulations si suspectes ou si avilissantes dans la bouche des vaincus. Bonaparte témoigna qu'il en était charmé, et voici des fragmens de sa réponse :

« Très Saint Père,

« Je dois remercier votre Sainteté des choses « obligeantes contenues dans la lettre qu'elle « s'est donné la peine de m'écrire. La paix en- « tre la République française et votre Sainteté « vient d'être signée. Je me félicite d'avoir pu « contribuer à son repos particulier.... Toute « l'Europe connaît les intentions pacifiques et « les vertus conciliatrices de votre Sainteté. « *La République française sera, j'espère, une* « *des amies les plus vraies de Rome.* J'envoie « mon aide-de-camp, chef de brigade, pour « exprimer à votre Sainteté l'estime et la vé-

1797. « nération parfaite que j'ai pour sa personne ;
« et je la prie de croire au désir que j'ai de
« lui donner, dans toutes les occasions, les
« preuves de vénération et de respect, avec
« lesquels j'ai l'honneur d'être son très obéis-
« sant serviteur. *Signé* BONAPARTE. »

Ces expressions : *La République française sera, j'espère, une des amies les plus vraies de Rome*, étaient si peu dans le génie du moment, qu'il n'y a nulle témérité à supposer que Bonaparte méditait dès lors le projet de faire cesser le schisme de l'Église, opéré par la constitution civile du clergé. Déjà il avait traité avec une insigne douceur, et presque avec respect, tous ceux des prêtres déportés qu'il avait rencontrés en Italie. Il les avait mis, par un ordre du jour très courageux, à l'abri de tout outrage et de toute persécution. Il savait sans doute que la reconnaissance de ces prêtres s'exprimerait vivement, et lui concilierait d'importans suffrages dans le parti royaliste.

Il n'est point dans mon habitude, il n'est point dans mon âme, de diminuer le prix d'un acte magnanime par des considérations tirées de l'ambition ou de l'intérêt personnel de celui qui a pu l'accomplir ; et toutefois je n'ai

pu me défendre, en lisant la lettre de Bonaparte au saint-père, de penser qu'il avait prévu dès ce moment que le chef suprême de l'Église pourrait être entraîné par la reconnaissance et par le salut de la religion, à consacrer un jour en lui le suprême pouvoir. 1797.

Après une telle conduite et une telle lettre, Bonaparte était forcé de vaincre toujours. Qu'il eût été vaincu, le Directoire les lui eût reprochées comme un crime capital.

La nouvelle paix conclue n'était, dans presque toutes ses bases, qu'une ratification de celle qui avait été signée précédemment. La plus rigoureuse des conditions que le vainqueur y ajoutait était l'occupation de la ville et du port d'Ancône.

Considérations sur les desseins de Bonaparte. — Effet de ses victoires.

Maintenant il faut suivre, en France, l'effet des victoires de Bonaparte sur l'opinion publique. Des deux partis qui allaient se livrer de nouveaux combats dans l'intérieur, l'un affectait de ne voir dans les conquêtes de Bonaparte que les conquêtes illimitées de la liberté française; l'autre tâchait d'y saisir quelques lueurs d'espoir pour le rétablissement de la monarchie. Les républicains n'hésitaient pas à le proclamer *le plus grand des hommes qui eût jamais existé;* je copie leurs

1797. expressions; les autres se disaient : Il n'y a rien de républicain dans un tel homme. Ils ajoutaient : Il nous appartiendra un jour; malheureusement ils auraient dû dire : Nous lui appartiendrons. Les jours où ses aides-de-camp et quelquefois même ses plus brillans généraux entraient à Paris, étaient des jours de fête dont le gouvernement ne pouvait égaler l'éclat dans ses solennités les plus dispendieuses. C'était à qui obtiendrait des détails de la bouche de Marmont, ou de Duroc, ou de Bessières, auxquels il confiait ces missions glorieuses pour prix de leur bravoure et de leurs talens militaires. Surtout après les journées de Castiglione, d'Arcole et de Rivoli, on n'avait plus assez de lauriers pour couronner ces envoyés de la victoire. On ne cessait de courir à l'Hôtel des Invalides pour voir les voûtes du magnifique dôme tapissées par d'innombrables drapeaux. Tous les royalistes exaltaient sa conduite envers le pape, et le louaient d'une magnanime désobéissance aux ordres violens du Directoire. Aussi même de ce côté, lui prodiguait-on les hyperboles de la louange. En France, l'enthousiasme va toujours plus loin que la flatterie.

Tous les autres généraux disaient *l'armée*

de la République ; Bonaparte seul disait *mon armée.* Il n'offensait point le Directoire dans ses missives, mais il conservait envers lui le ton de l'indépendance et même de la supériorité. Bonaparte ne craignait pas d'admettre dans ses rangs des émigrés qu'il rencontrait en Italie, et quelques émigrés qui venaient l'y chercher. Il laissait à son armée toute franchise d'opinion. Les délateurs y étaient poursuivis d'un commun accord, et voués à de légitimes outrages. La discipline n'était sévère que dans les jours de bataille. Les soldats donnaient à Bonaparte le sobriquet de *petit caporal*, et semblaient indiquer gaîment le point d'où l'on part pour arriver à une grande fortune. Sa sobriété égalait sa vigilance infatigable, et en était la garantie. Le climat de la voluptueuse Italie n'agissait ni sur ses sens ni sur son imagination. Il ne laissa point alors soupçonner la rigidité de ses mœurs ; il écrivait à sa femme des lettres où paraissait régner tout le désordre d'une passion ardente et romanesque. Ces lettres circulaient dans le public, et les femmes vantaient un jeune vainqueur qui semblait rappeler l'empire de l'amour exalté. 1797.

Le Directoire avait tenté, peu de temps

1797. après la victoire de Lodi, de lui opposer le général Kellermann, et de diviser entre eux le commandement pour diviser la gloire et la reconnaissance. Bonaparte, sur cette annonce, n'hésita point à donner sa démission, et dit que la République serait encore moins mal servie par un mauvais général que par deux bons généraux chargés de la même entreprise.

Il frappait à toutes les portes de la renommée, afin de se faire ouvrir toutes celles qui conduisent à la puissance suprême. A peine avait-il essuyé la poussière du champ de bataille, qu'il venait s'entretenir de poésie avec Monti, de science avec Fontana, et des antiquités romaines avec Visconti. Sous prétexte de diriger l'envoi des monumens précieux de l'Italie en France, il avait fait venir auprès de lui des savans tels que Monge et Bertholet. Comme les sonnets italiens voués à sa louange l'engourdissaient un peu, il avait mandé quelques poètes français pour le réveiller par des louanges moins monotones. Milan était sa capitale pour les scènes de magnificence; Bologne était sa ville favorite pour les plaisirs de l'instruction.

Peu de temps après la prise de Mantoue,

il vint avec un respect religieux visiter les champs qu'Auguste avait rendus au père de Virgile, et s'écria : Il faut bien respecter une ville qui s'honore d'avoir produit cet admirable poète. C'était un peu copier Alexandre, mais pour le surpasser; car Alexandre, en respectant la maison de Pindare, avait eu la barbarie de détruire la patrie de ce poète. Bonaparte ne manqua point d'entremêler au récit de ses victoires ce pélerinage poétique si bien fait pour enflammer l'esprit des jeunes littérateurs. 1797.

Afin de donner quelque satisfaction aux républicains dans le moment même où il se proposait peut-être de détruire les vieilles républiques de l'Italie, il couvrit des plus grands éloges celle de Saint-Marin; il voulut même, dans son enthousiasme ou réel ou simulé, agrandir de beaucoup le territoire du plus petit État du monde. Cette sage république se refusa obstinément aux largesses du vainqueur. C'est la seule république qui existe encore aujourd'hui en Italie. En ne gagnant point de territoire, elle a conservé toutes ses lois.

Au milieu de tant de travaux et de combats auxquels l'hiver n'apportait point de trève,

1797. Parmi ces derniers, je remarque Berthier, Lannes, Murat, Marmont, Duroc et Bessières.

Le premier s'était annoncé, dès la guerre d'Amérique, comme un militaire profondément versé dans sa profession. C'était un de ces talens exacts, lumineux, voués surtout aux détails, et qui ne trouvent tout leur développement que sous la direction d'un talent supérieur. Sans avoir des opinions républicaines, il avait combattu pour la République et contre la Vendée, et sous des chefs tels que Rossignol, Santerre et Ronsin; il ne s'était sauvé de l'échafaud qu'à force de blessures; pour tout ce qui était étranger aux connaissances militaires, son esprit était médiocre, et son caractère faible.

Lannes ne voulait point être le courtisan respectueux de Bonaparte, mais son ami; pour prix d'un dévoûment sans bornes, il soumettait son chef impérieux à l'égalité d'un frère d'armes. Seul il lui parlait avec effusion, quelquefois même avec rudesse. L'habitude qu'il avait prise auprès du général, il sut la conserver auprès de l'empereur. Bonaparte était sûr de calmer ses emportemens, en lui offrant un péril à courir.

Murat lui disputait le prix du courage. 1797.
L'armée n'avait pas d'homme plus éblouissant dans une charge de cavalerie, mais il poussait sa valeur jusqu'au faste; et si Lannes s'élançait le premier, ce n'était jamais pour être remarqué.

A un grand feu dans l'action, Marmont joignait une prompte et sûre application de ces sciences militaires dont les mathématiques sont la base.

Ses manières, ainsi que celles de Duroc et de Bessières, également chéris de Bonaparte, se ressentaient de l'époque qui avait précédé la révolution. Tous trois faisaient assez hautement profession de mépriser les principes et les formes révolutionnaires.

L'amitié la plus séduisante est celle d'un homme qui semble appelé par sa fortune et son génie au pouvoir suprême. L'énergie de son ambition permet à la vôtre quelque repos et quelques distractions. C'est lui qui se charge de penser, de vouloir; vous n'avez qu'à le suivre. Bonaparte était loin d'avoir, comme Henri IV, un cœur ouvert à l'amitié, et fait pour connaître ses plus intimes délices. On n'a jamais cité de lui un seul mot qui parût émané de ce sentiment. Mais il se piquait de

1797. mettre dans son patronage de la vivacité, de la constance, et quelquefois même de la douceur. Avant d'avoir à lui les trésors d'un empire et tous les honneurs que dispense la faveur d'un souverain, il avait pour tous les chefs de son armée un pouvoir illimité de récompenses. Il permettait à l'un de grossir son fourgon, de satisfaire une passion subite pour les chefs-d'œuvre de la peinture : il en choisissait un autre pour apporter des drapeaux à Paris. Il faisait suivre à ses brillans favoris une échelle de grades presque aussi rapide que sa propre fortune. Il créait par des mots flatteurs des titres de noblesse pour plusieurs de ses régimens, alors nommés demi-brigades. Comme son armée était composée en grande partie de jeunes gens du midi, on juge combien de saillies gasconnes se mêlaient à la vivacité des courses, à l'abondance qu'on avait obtenue, à l'aspect d'un beau ciel et des lieux les plus renommés, à l'ivresse du combat et de la victoire.

Jusque-là, dans la rigidité des maximes républicaines, on s'était contenté, pour toute récompense nationale, de répéter à satiété et presque à chaque bulletin, cette formule : *L'armée d'Italie a bien mérité de la patrie.*

Après la bataille d'Arcole, il fut question, 1797.
dans les deux Conseils, d'une récompense personnelle pour le général. On rendit ce décret :

« Les drapeaux tricolores portés à la bataille d'Arcole contre les bataillons ennemis, par les généraux Bonaparte et Augereau, leur sont donnés à titre de récompense par la nation. »

Si Augereau obtint ce titre d'honneur préférablement à d'autres généraux, et surtout à ce Masséna qui l'égalait en bravoure et le surpassait de beaucoup en talens, c'est que ses principes politiques plaisaient beaucoup au Directoire. Il eut l'occasion de les manifester dans une journée funeste.

Bonaparte avait espéré une récompense assez semblable à celle que Marlborough, vainqueur à Blenheim, obtint du parlement anglais. Ces drapeaux lui parurent un prix assez mesquin, surtout quand il fallait le partager avec un de ses lieutenans. On avait commencé faiblement : le moment devait venir où l'offrande serait un trône.

Nous allons voir, dans le Livre suivant, par quelles fausses combinaisons Bonaparte

1797. recula de deux années le moment d'arriver à la dictature, et comment il perdit, en s'emparant de Venise et en la vendant, tout ce qu'il avait gagné en s'éloignant de Rome.

FIN DU LIVRE TROISIÈME.

LIVRE QUATRIÈME.

Je vais conduire mes lecteurs jusqu'au traité de Campo-Formio, qui termina ou plutôt suspendit cette guerre opiniâtre de la France et de l'Autriche. Ici les événemens se compliquent beaucoup, mais ils aboutissent à un commun résultat. J'aurai enfin à prononcer le nom de paix; mais les événemens qui vont accompagner ou suivre celle de Campo-Formio montreront assez ce qu'il faut attendre d'une paix sans loyauté.

Prise de Kehl par l'archiduc Charles. Janvier 1797.

Libérateur de l'Allemagne, l'archiduc Charles voulait la mettre à couvert d'une invasion nouvelle et prochaine. Pour parvenir à ce but, deux points lui paraissaient importans à soumettre sur la rive droite : c'étaient le fort de Kehl et la tête du pont d'Huningue. Mais l'un et l'autre étaient défendus par l'armée de Moreau. Un jour avait suffi à ce général pour s'emparer de Kehl. Il fallut près de deux mois à l'archiduc Charles pour le reprendre. Moreau, maître de cette position, en avait

1797. compris l'importance : des ingénieurs français y avaient élevé à la hâte, mais avec leur talent accoutumé, un fort qui, pouvant toujours être secouru de la rive gauche, annonçait une longue résistance. Moreau chargea Desaix de le défendre; et le choix d'un tel commandant ajoutait beaucoup aux travaux de l'art. La tranchée était déjà ouverte depuis plusieurs jours, lorsque Desaix fit, avec vingt mille hommes, une sortie qui eut presque les résultats d'une bataille rangée. Il força les premières lignes de l'ennemi, et vint prendre les Autrichiens à revers. Il ruina plusieurs ouvrages, encloua quinze canons, et fit quinze cents prisonniers.

Mais l'archiduc sut se tenir à l'abri d'une nouvelle surprise. L'effort de son artillerie fut dirigé sur le pont de Strasbourg. Il est enfin rompu; on le répare; il tombe en éclats une seconde fois. Moreau ne peut plus donner les mêmes secours au fort assiégé. La seconde parallèle est achevée. Desaix se défend encore; il ne veut rendre qu'un monceau de cendres. Le 10 janvier, l'archiduc Charles entre dans une chétive bourgade devant laquelle il a perdu quinze mille hommes. Le général Desaix conserva, par

une capitulation digne d'une telle défense, 1797.
toute son artillerie, et il repassa le Rhin avec sa garnison, tambour battant, mèche allumée et drapeaux déployés.

On peut dire que Moreau, par une résistance qui arrêtait si long-temps l'archiduc et l'élite des troupes autrichiennes, contribua beaucoup aux succès de l'armée d'Italie, et à la prise de Mantoue.

Cependant, à l'occasion même de la défense de Kehl, Bonaparte juge très sévèrement, dans les Mémoires de Sainte-Hélène, son émule de gloire, et montre à la fois peu de soin et peu d'adresse pour dissimuler une vieille jalousie.

La défense de la tête du pont d'Huningue illustra beaucoup aussi son commandant le général Abatucci. Ce brillant officier, après avoir repoussé un formidable assaut, fit une sortie qui ruina pour un temps les ouvrages de l'ennemi. Mais, au milieu de ce succès, il tomba blessé à mort. Le 19 février, la garnison capitula et repassa le Rhin.

Ainsi se termina, sur cette frontière, une campagne qui fit à la fois la gloire de deux généraux ennemis, Moreau et l'archiduc Charles. Un armistice fut convenu entre les

1797. deux armées, et les Français, laissés maîtres de la rive gauche du Rhin, s'habituèrent à la regarder comme irrévocablement soumise à leur puissance. Le gouvernement français fit une faute en accordant cet armistice sur le Rhin. C'était comme s'il eût envoyé lui-même l'archiduc Charles et ses meilleurs bataillons au secours de la Carinthie et de Vienne elle-même, dont le vainqueur de Mantoue méditait déjà la conquête.

Dispositions du Directoire relativement à la paix.

Quelles étaient les pensées du Directoire relativement à la paix avec l'Autriche? Il faut quelques détails pour éclaircir ce point. Ce gouvernement pentarchique offrait peu d'harmonie, et brillait peu par la prévoyance. Celui des Directeurs qui s'arrogeait la suprématie politique, Rewbell, avait un esprit de ruse et de mauvaise foi à laquelle sa brusquerie servait de masque. Il ne voulait que des paix partielles et transitoires; il craignait le retour des armées, celui des généraux, et par-dessus tout celui de Bonaparte. Ce Directeur, parvenu au pouvoir par le seul effet du hasard, détestait un homme qui pouvait y être porté par sa gloire et son génie.

Quant à La Réveillère-Lépeaux, sa philanthropie s'accommodait fort bien de la guerre;

il y voyait le plus sûr moyen d'affranchir les 1797.
peuples, de leur faire connaître les bienfaits de la pentarchie, du nivellement politique, de cette déclaration des droits de l'homme, dont aucun article n'était respecté, même en France, enfin de cette religion naturelle qui n'était qu'une guerre déclarée au sacerdoce.

Barras croyait devoir afficher des sentimens guerriers, à cause de l'espèce de renommée militaire que lui avaient faite plusieurs journées de la révolution.

L'extrême embarras des finances pouvait affaiblir le désir de la guerre chez ces trois Directeurs ; mais la ressource de la banqueroute s'offrait plus naturellement à leur esprit que celle de la paix. Ces trois Directeurs pensaient qu'il ne convenait pas à la République française de se montrer au-dessous de la république romaine. Ainsi c'était sur une guerre perpétuelle qu'ils fondaient le bonheur de la France et du monde. Mais les Romains avaient signé des trèves, et même des traités de paix. A leur exemple, les trois Directeurs et tous les hommes de leur parti pensaient qu'on pouvait traiter avec un État puissant, sous la condition d'écraser, pendant l'intervalle, des États faibles.

1797. Carnot, cet ancien collègue de Roberspierre, de Billaud-Varennes, auquel il était donné d'être, dans le Directoire, l'organe de tous les principes de modération qui pouvaient se concilier avec l'existence monstrueuse de la République, montrait du penchant pour une paix qui allait rendre son rôle moins brillant et ses talens moins nécessaires. Il la voulait, si nous nous en rapportons à ses Mémoires, non pleine de menaces ou de fraude, mais pleine de fierté.

Le Tourneur de la Manche était, comme je l'ai déjà dit, entièrement soumis à l'ascendant de Carnot. Ils avaient contre eux la majorité; mais Bonaparte pouvait faire pencher la balance.

Dispositions de l'Autriche. Voyons les dispositions des deux autres parties belligérantes, c'est-à-dire de l'Autriche et de l'Angleterre.

L'Autriche, quoique battue si souvent, et d'une manière si foudroyante, dans le cours de cette campagne, se faisait admirer de l'Europe et respecter de la France elle-même, par la constance avec laquelle elle supportait et savait quelquefois réparer ses revers. Louis XIV, abandonné par la fortune, avait montré moins de ténacité dans ses résolutions,

et son beau royaume avait déployé moins de ressources. Pas un seul ferment révolutionnaire ne se découvrait au sein de ce vaste empire. C'était sans murmure qu'une armée nouvelle venait recueillir les faibles et tristes débris d'une armée qui avait disparu. On y faisait la guerre sans génie, sans une vive ardeur ; mais chacun remplissait son métier de soldat, son devoir de sujet, sans consulter l'événement. Si Wurmser, Provera et Wuskadowich avaient fait briller une audace toute française, la fortune avait trompé ou n'avait secondé qu'un moment leurs efforts héroïques. Le savoir de presque tous les autres généraux consistait à éviter les grandes fautes et les désastres complets; ils ne tiraient, dans les batailles vivement disputées, qu'un parti insuffisant de leur cavalerie : mais, bien ménagée, elle donnait un aspect imposant à leur retraite. Comme les Autrichiens semblaient un peuple conjuré contre toute espèce de nouveautés, ils ne les admettaient pas dans l'art militaire; ils manœuvraient toujours comme dans la guerre de sept ans. L'esprit correct, méthodique et froid du maréchal Dawn semblait encore planer sur tous les camps autrichiens. 1797.

Il est vrai que l'archiduc Charles s'en était

1797. écarté dans cette campagne, par une conception hardie, digne du fameux roi de Prusse. Mais quand on considère l'ensemble de sa vie militaire, on le trouve plus digne d'estime que d'admiration.

Le soldat autrichien allait rarement au-delà de son devoir; il pensait, comme l'a dit Bonaparte, que chaque jour suffisait à sa peine; mais il était toujours prêt à recommencer le lendemain. Cet esprit national semblait une émanation de celui qui dirigeait l'empereur François II, sa famille et ses ministres. Les manières populaires de la maison de Lorraine, assise sur le trône d'Autriche, étaient devenues pour tous les cœurs un lien qu'on sentait plus puissamment dans les jours de l'adversité.

C'était avec un papier-monnaie plus déplorable encore que les assignats, puisqu'il n'avait pas de grandes propriétés pour hypothèque; c'était aussi avec quelques vieilles économies, avec quelques subsides de l'Angleterre, reçus orgueilleusement à titre d'emprunt, que l'Autriche soutenait le fardeau d'une telle guerre. Ce papier-monnaie, habillé de dix manières différentes, quoique fort décrié, ne tomba point dans un discrédit total. L'empereur et sa cour se refusaient à toutes les dépenses qui

ne concouraient point au salut de l'empire. 1797.
Ce fut par une vie frugale que François II, dans vingt-cinq années des plus terribles épreuves, put se maintenir un puissant souverain.

Si le baron Thugut, son premier ministre, ne s'éleva point à ces principes de politique magnanime que réclamait le salut commun, son invincible fermeté, dans les années 1796 et 1797, me paraît devoir le faire compter parmi les hommes d'état du plus ferme caractère.

Après les plus sanglantes défaites, on ne vit jamais un envoyé autrichien se présenter dans le camp français.

La patience échappa tellement au Directoire, qu'il lui prit envie, vers le temps de la prise de Mantoue, d'envoyer le général Clarke pour sonder les dispositions d'un gouvernement obstiné à ne jamais confesser ses souffrances. On ne voulut pas le recevoir. L'Autriche commençait, il est vrai, à se résigner à la perte de ses provinces belgiques, sur lesquelles, malgré leurs richesses, elle ne levait que des tributs médiocres, et dont l'esprit remuant et rebelle l'avait cruellement fatiguée. Elle s'en était dédommagée d'avance dans le

1797. second démembrement de la Pologne. Mais elle ne voulut plus, en dépit des arrêts multipliés du champ de bataille, consentir à aucun sacrifice, ou bien, en paraissant céder, elle demanderait des compensations tout à son avantage. Le Directoire avait fait tous ses efforts pour lui indiquer la Bavière comme un ample dédommagement de la Lombardie. Mais c'était un piége que l'Autriche sut bien démêler. Au seul mot de Bavière, le roi de Prusse et tous les princes du nord de l'Allemagne n'auraient pas manqué d'armer contre l'Autriche, et le premier auxiliaire qui serait venu à eux aurait été la France.

Situation de l'Angleterre.

L'Angleterre voyait avec une insigne patience les malheurs du continent. Les victoires maritimes qu'elle avait remportées les deux années précédentes à la vue des côtes de la France, ses prisons remplies de nos corsaires, les colonies hollandaises qui devenaient le prix horriblement usuraire des inutiles secours qu'elle avait donnés à la Hollande, le magnifique empire des Indes qui achevait de tomber sous ses lois, ses emprunts qu'elle remplissait sans peine, sa capitale dont la vaste étendue recevait chaque année de merveilleux accroissemens, enfin le commerce de

l'univers subjugué par son industrie et visité par sa marine, tout lui faisait oublier les combats peu glorieux qu'elle avait livrés dans la Flandre, et le chagrin d'avoir vu sur ce théâtre le duc d'York si loin des talens et des succès de son grand Marlborough. 1797.

Toutefois elle eût craint le moment où la France, après avoir dompté tous ses ennemis, et même cette fière Autriche qui restait la dernière sous les armes, eût pu diriger contre une île superbe cette force d'enthousiasme, cette puissance de haine, cette ivresse de gloire et cette subite création des ressources qui rappelaient les jours les plus triomphans de la république romaine.

Le parti démocratique qui s'était montré en Angleterre dans les premières années de la révolution française, avait été si puissamment contenu par les mesures énergiques de M. Pitt, et surtout par la vigilante énergie de l'esprit national, qu'il ne donnait plus de sérieuses alarmes. Les Français pouvaient trouver des alliés dans les catholiques d'Irlande, qui couvaient leur vengeance depuis deux siècles d'oppression. Depuis deux ans, l'Irlande ne cessait plus de s'agiter; les mécontens avaient des chefs d'un ordre assez im-

Entreprise tentée sans succès sur l'Irlande.

1797. posant : mais ils étaient surveillés de fort près ; le lord Fitz-Gerald avait payé de sa vie une conspiration ourdie sur un plan assez vaste.

M. Pitt était ouvertement prononcé pour l'émancipation des catholiques d'Irlande, ce qui eût calmé tous les troubles de cette île; mais le roi George défendait avec un zèle opiniâtre et irréfléchi des principes auxquels la maison d'Hanovre devait d'avoir été appelée au trône d'Angleterre, comme si une longue et tranquille possession n'eût pas permis de les modifier. La plupart des grandes familles anglaises se montraient imbues du même préjugé. D'ailleurs M. Pitt se fût bien gardé de faire des concessions aux catholiques irlandais, dans le moment où ils trahissaient un esprit de révolte.

Comme l'Angleterre ne pouvait ou ne voulait pas faire sur le continent une seule diversion qui diminuât les dangers de son dernier allié, l'empereur d'Allemagne, elle craignait qu'il ne lui échappât par une paix séparée. Nous verrons tout à l'heure le singulier expédient qu'elle imagina pour prévenir ce malheur. Elle eut elle-même, dans cette année 1796, des alarmes de la nature la plus pressante.

Le Directoire avait promis un secours actif 1797.
et puissant aux mécontens de l'Irlande. Après la perte de deux batailles navales qui avaient porté un coup funeste à la marine française, le Directoire fit armer à grands frais, dans le port de Brest, une flotte de vingt-deux vaisseaux qui devait conduire en Irlande le général Hoche, avec ces mêmes troupes qui avaient signalé, à Quiberon, un courage si funeste à leurs compatriotes. Cette flotte osa sortir pendant l'hiver; elle fut portée, en peu de jours, dans la baie de Bantry. Mais les vents, jusque-là favorables, se déclarent tout à coup contre cette audacieuse entreprise. Pendant un mois, une mer orageuse disperse les vaisseaux; et, lorsqu'ils se sont ralliés, les disperse encore, les chasse dans la baie de Bantry, et les en repousse. Les marins ne pouvaient naviguer qu'au travers des écueils. On vit souvent les généraux, et même les soldats, s'indigner contre les chefs de l'armée navale, et, l'épée à la main, leur commander de les jeter sur un rivage d'où les Irlandais eux-mêmes les appelaient, et où quelques milliers de Français avaient pu débarquer. Mais la tempête s'élevait plus furieuse, et justifiait la prudence des marins; il fallut céder enfin à des vents si

1797. contraires. Séparés les uns des autres, les vaisseaux retournent vers la rade de Brest; et, malgré leur dispersion, chacun d'eux y rentre successivement.

Cette expédition, dans laquelle on n'eut pas à regretter la perte d'un seul bâtiment, devint une source d'inquiétudes pour les Anglais, qui n'avaient dû qu'aux tempêtes le salut de l'Irlande.

Ce ne fut pas là le plus grand danger que les Anglais coururent dans cette année. Les troubles de l'Irlande causèrent beaucoup moins d'alarmes à Londres que la nouvelle d'une révolte qui avait éclaté à la fois à bord des trois plus belles escadres de l'Angleterre. Elle n'avait pour prétexte qu'une demande formée par tous les matelots, d'une augmentation de solde. Mais leur fureur éclatant à la fois par le meurtre de plusieurs de leurs chefs, par les plus violentes invectives contre les ministres, et même contre le roi, enfin par la menace inouïe de conduire leurs vaisseaux dans les ports de la France, portait le caractère effrayant d'une frénésie révolutionnaire.

La populace de Londres était elle-même agitée de passions sombres, qui faisaient craindre une insurrection générale. La banque

retardait ses paiemens : les villes manufacturières faisaient entendre des cris de souffrance et même de révolte. Sous l'autorité du ministre le plus ferme et le plus habile, il se forma une ligue des propriétaires, des capitalistes, des chefs de manufactures; partout on agit avec vigueur. 1797.

Le gouvernement fut armé de l'espèce de dictature que demandaient des circonstances si difficiles. L'opposition parlementaire se ralentit du moment où celle du peuple prit de la violence. M. Shéridan surtout, dans le danger commun, prêta un noble appui à des ministres objets de sa haine et de ses sarcasmes. Les vieux marins, et surtout l'amiral Howe, émurent, par l'autorité de leurs anciennes victoires et de leurs cheveux blancs, les matelots mutinés. Ceux-ci furent bientôt amenés à livrer les chefs de la sédition. Les troubles de l'Irlande furent réprimés. Ce malheureux pays reçut à la fois des châtimens sévères, et de flatteuses espérances pour l'avenir.

Arrivée d'un négociateur anglais à Paris.

Ce fut au sortir de ces dangers domestiques, que le gouvernement anglais crut devoir jouer une comédie diplomatique assez contraire à sa dignité. On apprit avec étonnement qu'il

1797. demandait un passe-port pour un négociateur qu'il voulait envoyer à Paris. Le personnage choisi pour remplir cette mission n'était point d'un ordre vulgaire. C'était le lord Malmesbury, auparavant employé dans des négociations importantes. Il se rendit à Paris avec un grand équipage, et l'orgueil directorial parut un moment satisfait de cette déférence inattendue. Mais on ne vit jamais un envoyé plus taciturne. Il semblait n'avoir oublié, en partant, que de demander des instructions à son gouvernement. Il les attendait courrier par courrier. Enfin il annonça comme un grand effort de la magnanimité anglaise un plan de compensations où son gouvernement sacrifiait ses intérêts et ses conquêtes. L'Angleterre offrait de rendre à la France l'île de la Martinique, sous la condition que celle-ci restituerait à leurs anciens maîtres les Pays-Bas autrichiens, la Hollande, les états allemands de la rive gauche du Rhin et toute l'Italie. L'Angleterre avait oublié de faire entrer dans les compensations le cap de Bonne-Espérance, conquête qu'elle avait faite sur la Hollande.

Le Directoire s'indigna de propositions si dérisoires, et lord Malmesbury reçut l'ordre de quitter Paris. C'était pour séduire et retenir

l'Autriche que cette comédie avait été jouée. 1797.
Mais l'Angleterre avait été un peu trop avare de sacrifices pour éblouir le cabinet de Vienne.

Politique de Bonaparte.

Revenons maintenant à Bonaparte, et voyons par quels nouveaux succès, et à quelles singulières conditions il saura prescrire cette paix qu'aucun gouvernement ne désire. Elle avait paru être bien loin de ses vœux à lui-même, lorsqu'il avait fondé de nouvelles républiques en Italie et dans les propres possessions de l'empereur. Car pouvait-il espérer que l'Autriche renonçât au fertile et magnifique Milanais? Les Directeurs eux-mêmes, quels que fussent alors leurs sentimens secrets, avaient écrit au fondateur guerrier des républiques transpadane et cispadane : « N'allez « pas trop loin dans vos engagemens envers « les peuples de l'Italie, car nous pourrions « être forcés de les abandonner. » Mais chaque jour avait rendu ces républiques plus chères à Bonaparte. Bologne, capitale de la première, et Milan, capitale de la seconde, lui étaient demeurées fidèles dans les momens où sa fortune paraissait subir quelque échec. L'esprit de ces peuples était aimable et ingénieux. Bologne lui offrait une réunion d'hommes de lettres, de savans très dévoués à sa

1797. gloire, et qu'il regardait comme les missionnaires futurs des principes qu'il lui conviendrait de propager. Il aimait à trouver dans le peuple de Milan quelques vieilles traditions du parti des Guelfes, c'est-à-dire du parti qui, dans les orageux débats des empereurs et des papes, s'était déclaré avec force contre les premiers. Le refus qu'il avait fait d'arracher le pape du saint-siége, était pour lui un nouveau titre d'affection auprès de cette ville. Elle offrait, malgré la guerre et ses fléaux, un théâtre de plaisirs et de fêtes. Les victoires de Bonaparte excitaient au spectacle d'assez vives acclamations. Comme sa famille était originaire d'Italie, il n'était pas insensible à la gloire d'être regardé comme le restaurateur de cette belle contrée, et déjà son esprit s'exerçait sur les améliorations qu'elle pourrait recevoir sous son empire.

Avait-il dès-lors un plan arrêté relativement à la république de Venise que ses armées traversaient depuis six mois, et qu'il allait parcourir dans toute son étendue, en se portant contre les provinces autrichiennes? Il est difficile d'interpréter ses pensées : mais sa dureté constante ferait croire qu'il avait médité d'avance la perte de cette république. La neutra-

lité qu'elle avait gardée avec une fidélité scru- 1797.
puleuse, ou pour mieux dire, pusillanime, mécontentait plus que jamais l'Autriche, qui allait subir une invasion dans ses États héréditaires, et plus que jamais aussi elle irritait Bonaparte, qui, pour le succès de cette invasion, eût désiré l'aveugle et servile concours de cette puissante république. Venise était obligée de souffrir, et souffrait en silence que les officiers français communiquassent les principes de leur patrie à tous les nobles de la Terre-Ferme, tombés, depuis plusieurs siècles, dans la condition de sujets, et pour jamais exclus du gouvernement. La démocratie s'avançait avec nos armées à travers les États d'une aristocratie si arrogante et si soupçonneuse; à Padoue, à Brescia, à Bergame, elle comptait déjà des partisans déclarés auxquels il ne restait plus de salut que dans une révolution générale.

Bonaparte secondait cette révolution, mais avec quelque ménagement, avec quelque mystère. Il savait qu'au moment de son entrée en Italie, un parti avait fait de grands efforts dans le sénat pour décider au moins une neutralité armée, à l'aide de laquelle la république eût fait respecter son

1797. territoire, soit à l'Autriche, soit à la France; il savait que les jeunes sénateurs, dont Pezzazo était le chef, parlaient assez ouvertement de joindre aujourd'hui leurs armes à celles de l'Autriche; il savait en même temps qu'un parti opposé voulait qu'on transigeât avec des circonstances rigoureuses, qu'on laissât fléchir la constitution en quelques points, qu'on fît des concessions favorables aux nobles de la Terre-Ferme, que l'on se concertât avec le général français, pour des changemens qui l'intéresseraient à l'indépendance et à la prospérité de la république. Tel était le sentiment du provéditeur Battaglia.

Les vieux sénateurs flottèrent entre ces deux partis sans avoir aucune marche arrêtée; patience et dissimulation étaient toute leur devise; lors même qu'ils portaient dans leur cœur le dépit le plus profond et les alarmes les plus vives, on les voyait se rendre dans Brescia, Pergame, Padoue, Vérone et Vicence au-devant de Bonaparte, de Masséna, d'Augereau, de Joubert. Lorsque les sénateurs se hasardaient à faire quelques plaintes sur l'entrée des Français dans telle ville, ou sur l'insurrection démocratique de telle autre : « Il « ne fallait pas, disait le général, ouvrir cette

« ville aux Autrichiens. Puis-je faire fusiller 1797.
« les seuls amis que je trouve dans votre
« république ? Dites-moi où sont vos forces ;
« est-ce avec quinze mille Esclavons que vous
« prétendez arrêter mon armée victorieuse ?
« vous avez voulu rester neutres, subissez la
« loi des faibles. »

Tandis qu'il accueillait avec cette froideur insultante les envoyés de Venise, il traitait plus favorablement le roi de Sardaigne. Charles-Emmanuel IV venait de succéder à son père Victor-Amédée III. Bonaparte avait fait jouer les ressorts les plus déliés de la politique pour captiver le nouveau roi ; il lui offrait un moyen de se maintenir encore quelque temps sur un trône fortement ébranlé ; il l'appelait à concourir avec la France à la guerre contre l'Autriche. C'était un jeu assez familier aux ancêtres même les plus glorieux du roi de Sardaigne que de passer ainsi dans une même guerre de l'alliance de l'Autriche à celle de la France ; mais alors la guerre ne touchait pas aux principes constitutifs des États. Le roi de Sardaigne, dirigé par le marquis de Saint-Marsan, crut que la pire condition pour lui était une neutralité qui, im-

1797. posée à des conditions fort rigoureuses, semblait l'effacer du nombre des puissances; il se flattait de recouvrer une sorte de vie politique en levant des troupes dans ses États. Les secours qu'il allait fournir à Bonaparte contre l'Autriche pouvaient lui faire obtenir la restitution de quelques places fortes ou quelque indemnité prise sur l'Autriche elle-même; il s'offrait à fournir dix mille hommes et vingt pièces de canon, il obtenait à ce prix de la république une garantie de sa couronne. Le traité fut signé entre Clarke et le marquis de Marsan; mais le Directoire, qui regardait déjà le Piémont comme son domaine, refusa de ratifier ce traité, qui, au grand dépit de Bonaparte, resta sans effet.

L'armistice du Rhin permit au Directoire d'envoyer des renforts considérables à l'armée d'Italie; Bernadotte fut chargé de les conduire, et se porta avec joie sur ce nouveau théâtre. Jamais, dit Bonaparte, l'armée d'Italie n'avait été plus belle ni plus nombreuse; elle comptait huit divisions d'infanterie, six mille chevaux et cent cinquante pièces de canon. Ces troupes étaient bien habillées, bien chaussées, bien nourries, bien

payées, composées de vieux soldats et d'excellens officiers; cette armée de soixante mille hommes pouvait tout entreprendre.* 1797.

Mantoue avait capitulé le 12 février 1797, Bonaparte avait depuis glorieusement pacifié les troubles de la Romagne. Il convenait à ses desseins de constater le refus de l'Autriche de traiter avec la République et de la reconnaître. Clarke fut de nouveau envoyé à Florence. Le grand-duc avait offert sa médiation; mais le prince apprit à l'envoyé français que l'empereur refusait d'entendre aucune proposition. Le général se mit en marche dès les premiers jours de mars, et ne craignit pas de traverser les Alpes Juliennes dans une saison rigoureuse. Son but était d'entrer en Allemagne par la chaussée de Carinthie; mais il ne pouvait employer toutes ses forces à une expédition dont le but était Vienne. Trois de ses divisions furent mises sous les ordres de Joubert, pour observer le Tyrol et même s'en rendre maître. Il lui restait près de quarante mille hommes. L'archiduc Charles, qui allait lui être opposé, avait amené avec lui le même

* M. Daru, dans son *Histoire de Venise*, porte à cent mille hommes l'armée qui allait passer les Alpes pour menacer Vienne.

1797. nombre de troupes d'Allemagne, et les débris de l'armée d'Alvinzi pouvaient encore en offrir trente mille. L'hiver n'avait pas permis aux ingénieurs autrichiens d'élever des retranchemens sur les Alpes Juliennes et Noriques. Avec une extrême diligence, on prévenait leurs travaux.

Au moment de passer la Piave, Bonaparte mit à l'ordre du jour la proclamation suivante : « Habitans de la Carinthie, de la Carniole et « de l'Istrie, l'armée française ne vient pas « dans votre pays pour le conquérir ni pour « porter aucun changement à votre religion, « à vos mœurs, à vos coutumes ; elle est l'amie « de toutes les nations, et particulièrement « des braves Germains.... Habitans de la Ca- « rinthie, vous détestez, autant que nous, et « les Anglais qui seuls gagnent à la guerre ac- « tuelle, et votre ministère qui leur est vendu ; « si nous sommes en guerre depuis six ans, « c'est contre le vœu des braves Hongrois, des « citoyens éclairés de Vienne, et des simples « et bons habitans de la Carinthie, de la Car- « niole et de l'Istrie. Eh bien ! malgré l'Angle- « terre et les ministres de la cour de Vienne, « soyons amis. La République française a sur « vous les droits de conquête ; qu'ils dispa-

« raissent devant un contrat qui nous lie ré- 1797.
« ciproquement. Vous ne vous mêlerez pas « d'une guerre qui n'a pas votre aveu !!! vous « fournirez aux besoins de mon armée; de « mon côté, je protégerai vos propriétés : je « ne tirerai de vous aucune contribution. La « guerre n'est-elle pas elle-même assez hor- « rible? ne souffrez-vous pas déjà trop, vous, « innocentes victimes des passions des autres! « Toutes les impositions que vous avez cou- « tume de payer à l'empereur serviront à « indemniser des dégâts inséparables de la « marche d'une armée, et à payer ce que vous « m'aurez fourni. »

Combats de la Piave et du Tagliamento. Mars 1797.

Le passage de la Piave se fit presque sans obstacle. L'archiduc Charles, qui n'avait pas encore reçu tous ses renforts, tentait encore une fois d'user l'impétuosité française par une retraite lente et méthodique, et ne paraissait nullement disposé à accepter la bataille. Bonaparte conçut un moyen de déconcerter des manœuvres patientes qui l'auraient réduit à ne s'avancer que par de petites marches et à travers des combats partiels. Ce moyen fut de lancer la brillante division Masséna sur les derrières de l'armée autrichienne. Ici la gloire

1797. du général divisionnaire vient marcher de front avec celle du général en chef.

Brillans succès de Masséna.

Toujours à une longue distance du quartier-général, Masséna, quel que fût le savant détail des instructions qu'il avait reçues, devenait l'arbitre de tous ses mouvemens. Savait-on, en effet, tous les obstacles qu'il rencontrerait sur des monts couverts de neige, au passage de fleuves impétueux et de tous les torrens qu'une telle saison fait découler des Alpes? savait-on s'il n'aurait à combattre que des corps isolés, ou si l'archiduc n'emploierait pas une grande partie de ses forces à se délivrer d'un si fatigant fléau de sa retraite? Masséna puisait les inspirations de son génie militaire dans l'imminence du péril et dans toute difficulté qui paraissait insurmontable. Les montagnes étaient son théâtre favori : pas un roc qui ne lui fût accessible. Il pouvait faire passer son armée dans des lieux où les pâtres du pays osaient à peine s'avancer. Dans l'extrême péril ses yeux lançaient des éclairs, et son maintien était tranquille; il disait : « Emportez « cette batterie, enfoncez ce carré, chargez « cette colonne »; du même ton dont il eût dit : « Reposez-vous dans ce village. » Si la diffi-

culté lui paraissait assez sérieuse, il marchait 1797.
le premier. L'armée de Bonaparte n'avait point encore livré de combats, que déjà Masséna avait passé la Piave et le Tagliamento en se rapprochant de leurs sources, et tourné l'armée de l'archiduc. Une forte division de l'armée autrichienne marcha à sa rencontre; il la battit, lui prit quelques canons; et parmi les prisonniers qu'il fit se trouva le général Lusignan, émigré français; puis il se rendit maître de Feltre, de Cadore et de Bellune.

Cependant l'archiduc s'apprêtait à défendre le passage du Tagliamento contre l'armée de Bonaparte, qui s'avançait dans l'ordre le plus formidable. La canonnade s'engagea sur les deux rives, et la cavalerie légère fit plusieurs charges sur le gravier du torrent. Bonaparte, qui pour rendre l'action décisive et générale voulait inspirer plus de confiance à l'archiduc, fit tout à coup cesser l'action, et l'armée goûta deux heures de repos; mais bientôt toutes les divisions et toute la cavalerie s'élancent dans le torrent. L'ennemi plie sous cet effort et conduit sa retraite en bon ordre; mais Masséna, au bruit du canon, s'était porté avec vivacité sur la route de Vienne, et par le village d'Osopo il fermait cette chaussée à l'ar-

1797. mée en retraite; l'archiduc, furieux des obstacles que lui opposait cette fatale division, résolut de la détruire, vint se mettre à la tête de la division battue, la renforça de quelques bons régimens qu'il menait avec lui, rencontra Masséna à Tarvis, toujours sur cette même route de Vienne; l'attaqua avec acharnement, fit replier les avant-postes, s'élança plusieurs fois à la tête de ses grenadiers, et ne put, malgré des prodiges de valeur, ni enfoncer Masséna, ni emporter Tarvis, ni même conserver un ordre imposant dans sa retraite. Les généraux Brune et Victor avaient secondé Masséna dans cette journée.

La gloire nouvelle dont Masséna venait de se couvrir pesait au cœur du général Bernadotte, jaloux de montrer que ses soldats de Sambre-et-Meuse pouvaient rivaliser avec ceux de l'armée d'Italie. Sa division se trouvait devant l'Isonzo, près de la ville de Gradisca, qui refusa d'ouvrir ses portes. Il voulut l'enlever d'assaut, et livra un combat meurtrier; Bonaparte vint y mettre fin; il avait passé l'Isonzo sur un autre point avec la division Serrurier. L'arrivée du général en chef changea les dispositions du commandant, qui ouvrit les portes de la ville, et se rendit pri-

sonnier avec toute sa troupe. Ce fut encore Masséna qui recueillit le plus beau trophée de cette journée : il s'était maintenu à Tarvis ; une division autrichienne coupée de la grande armée et vivement poursuivie par le général Guyeux, voulut se réfugier à Tarvis, qu'elle croyait n'être plus occupée par les Français, Masséna fondit sur elle comme du haut des nuages, car le lieu du combat était une sommité qui domine l'Allemagne et la Dalmatie ; en un instant bagages, drapeaux, canons, parc, tout fut pris, et Masséna fit cinq mille prisonniers. L'archiduc, peu de jours après, disputa encore le terrain dans les gorges de Neumark, dernier défilé qui sort des Alpes, et s'ouvre dans les plaines. Masséna eut encore en tête l'archiduc Charles ; c'était l'élite des deux armées qui combattait à l'avant-garde. L'action fut vive ; mais ce poste important demeura aux Français ; ils y firent six cents prisonniers. L'archiduc cependant ne donna nul signe de désordre dans sa retraite. 1797.

L'effet de ces combats fut d'ouvrir à l'armée française la Carinthie, la Styrie et le Frioul. En entrant à Trieste on ne manqua pas de confisquer les marchandises anglaises. On prit possession des mines de mercure d'Hydria, Conquête de la Carinthie, de la Styrie et du Frioul.

1796. et l'on y trouva pour plusieurs millions de vif-argent. La Save, la Drave, les Alpes Juliennes étaient passées ; l'importante place de Palma-Nova, appartenant aux Venitiens, s'était rendue presque sans coup férir ; les habitans de ces provinces, qui pour la première fois depuis plusieurs siècles voyaient la guerre transportée dans leurs foyers, laissaient passer le torrent avec résignation. L'armée française observait une assez bonne discipline ; on ne comptait encore que dix-sept jours de campagne ouverte, et l'armée n'était plus qu'à vingt ou trente lieues de Vienne. La terreur régnait dans cette ville. L'empereur, et, à son exemple, les grandes familles, faisaient des apprêts de départ. Toutefois le destin de la campagne était-il décidé par ces combats peu meurtriers du Tagliamento, de Tarvis et de Gradisca ? Était-ce un avantage réel que cette grande occupation de terrain ? L'armée ne s'affaiblissait-elle pas par des détachemens répandus sur un espace de plus de cinquante lieues ? Si l'archiduc Charles avait paru un peu déconcerté par les précautions de sa retraite, par l'impétuosité et les manœuvres de son adversaire, il s'était cependant maintenu à l'abri de tout désastre, de

tout véritable affront. Bonaparte, depuis ces dix-sept jours, avait soutenu sa renommée militaire sans l'augmenter beaucoup. L'imagination des Français s'habituait à lui demander des victoires d'Arcole et de Rivoli. Depuis la campagne ouverte, c'était Masséna qui avait porté les grands coups : encore quelques journées semblables à celles de Tarvis, et il montait à un premier rôle. Il était fatigant pour Bonaparte d'avoir toujours à louer son lieutenant, quoiqu'il l'eût fait avec assez de grâce. L'archiduc s'approchait de ses renforts, et Bonaparte s'éloignait des siens. On sortait de cette Italie qui, après un long esclavage, s'effrayait peu du mot de révolution, et qui semblait ne pouvoir changer que pour être mieux. L'immobilité du peuple allemand égalait sa patience; sa loyauté était invariable; on ne pouvait ni lui faire aimer une révolution, ni lui faire comprendre une république. Il est à présumer que Bonaparte avait conçu un effet plus foudroyant de ses armes, et qu'il s'inquiétait de s'avancer sans être protégé par des victoires éclatantes. Pour bien apprécier l'importante résolution qu'il prit après les dix-sept jours dont j'ai rendu compte, voyons ce 1797.

1797. qui se passait sur le Rhin, dans le Tyrol et dans les États venitiens.

Nouveau passage du Rhin. Avril 1797. Dans la campagne d'Italie, Bonaparte avait eu à se plaindre du long retard qu'avaient mis les armées de Jourdan et de Moreau à passer le Rhin. En effet, sa campagne avait commencé deux mois avant celle de ces deux généraux. Lorsqu'après la prise de Mantoue il conçut le hardi projet de se porter sur Vienne, il avait impérieusement demandé au Directoire que l'armistice sur le Rhin fût rompu; mais il s'agissait de remplacer les renforts assez considérables que Bernadotte lui avait amenés. Le passage d'un fleuve tel que le Rhin demandait de grands préparatifs après la perte du fort de Kehl et de la tête de pont d'Huningue. Il fallait que les deux armées agissent simultanément, sans quoi elles couraient le risque d'être tour à tour écrasées. Celle de Sambre-et-Meuse était fort affaiblie et fort découragée par sa retraite; il est vrai qu'elle venait de recevoir un général plein de talent, d'activité et d'ambition; c'était Hoche. Le vœu de Bonaparte ne put être rempli aussitôt qu'il le désirait. Hoche et Moreau ne se mirent en mouvement que le 18 avril,

c'est-à-dire trop tard pour influer sur l'événement de la paix. Bonaparte, et c'est lui qui nous le déclare, ne vit dans ce retard qu'un effet de la jalousie du Directoire qui redoutait pour son autorité l'entrée triomphante à Vienne d'un général dont la gloire l'inquiétait depuis long-temps. C'est l'unique motif qu'il donne à sa résolution; mais les événemens militaires du Tyrol y eurent sans doute beaucoup plus de part. 1797.

Bonaparte, en laissant trois fortes divisions pour observer et soumettre le Tyrol, semblait avoir satisfait à ce qu'exigeaient des postes d'une si haute importance. Joubert les commandait, et il avait sous lui trois généraux distingués, Delmas, Dumas et Baraguay-d'Hilliers. Les innombrables obstacles que présentent de tels lieux dans une saison encore rigoureuse ne purent arrêter l'ardeur de Joubert. Il compta d'abord chaque jour de marche par des succès glorieux. Les Français poursuivaient les Autrichiens vaincus à travers les torrens et jusque sur la neige des montagnes. Après des actions terribles, Joubert s'empara successivement de Botzen, de Brixen, de Clausen et d'Inspruck, et déjà il s'apprêtait à venir communiquer par la Ca-

1797. rinthie avec la grande armée; mais l'archiduc Charles avait jugé que le salut de Vienne était dans le Tyrol, et il avait donné cette direction à des corps nombreux, et surtout fort exercés, qu'il tirait de son armée du Rhin. Le général Laudon, lorsqu'on le croyait abattu par quatre défaites, vint tenter le combat à la tête d'une armée en quelque sorte toute nouvelle; aimé dans le Tyrol, il avait réussi à soulever cette province loyale et belliqueuse. Les Français eurent à combattre tout une population de chasseurs intrépides. Plus de salut pour tout détachement qui marchait isolé. Botzen et Brixen furent bientôt repris, et l'armée française fit sa retraite par la vallée de l'Adige; dès le 6 avril, presque tout le Tyrol était abandonné. Bonaparte ne connaissait encore, au 31 mars, qu'une partie de cet événement malheureux; mais de premiers revers éprouvés dans le Tyrol devaient lui causer de vives inquiétudes sur les communications, sur les mouvemens de l'Italie et sur sa retraite même, s'il avait à l'opérer. Le danger devenait chaque jour plus pressant. On apprit que le colonel autrichien Casimir était rentré dans Trieste.

Venise donnait encore au général français

de plus grands sujets d'alarmes et de colère. 1797.
Je diffère un moment d'en parler pour présenter avec plus d'ensemble et de clarté la suite des événemens qui amenèrent la chute d'une république aussi ancienne que la monarchie française. Bonaparte avait constamment montré tout le génie que peut donner l'audace; il montra cette fois tout le génie qui peut appartenir à la prudence. Voici la lettre de Bonaparte à l'archiduc Charles.

Lettre de Bonaparte à l'archiduc.

« Au quartier-général de Klagenfurth, le « 11 germinal an V.

« Monsieur le général en chef,

« Les braves militaires font la guerre et « désirent la paix; celle-ci ne dure-t-elle pas « depuis six ans? avons-nous assez tué de « monde et fait assez de maux à la triste hu- « manité? elle réclame de tous côtés. L'Eu- « rope qui avait pris les armes contre la Ré- « publique française les a posées; votre nation « reste seule, et cependant le sang va couler « plus que jamais. Cette sixième campagne « s'annonce par des présages sinistres; quelle « qu'en soit l'issue, nous tuerons de part et « d'autre quelques milliers d'hommes de plus; « et il faudra bien qu'on finisse par s'entendre, « puisque tout a un terme, même les passions « haineuses.

1797. fait ici évidemment qu'une déclaration imparfaite, et propre à donner le change sur ses motifs principaux; il en était deux bien positifs et bien déterminans, c'était la déplorable situation de son armée dans le Tyrol et le mouvement de Venise.

L'archiduc Charles reçut peut-être avec

« magne. Napoléon, en rendant compte de la bataille « du Tagliamento, annonça qu'il allait sous peu de « jours passer les Alpes Juliennes, et se trouver dans « le cœur de l'Allemagne; que du 1er au 10 avril, il « serait à Klagenfurth, capitale de la Carinthie, « c'est-à-dire à soixante lieues de Vienne, et avant le « 20 avril, sur le sommet du Simering, à vingt-cinq « lieues de Vienne; qu'il était donc important que les « armées du Rhin se missent en mouvement, et qu'on « l'instruisît de leur marche. Le Gouvernement lui « répondit le 23 mars, le complimenta sur la victoire « du Tagliamento, s'excusa sur ce que les armées du « Rhin n'étaient pas encore entrées en campagne, et « l'assura qu'elles allaient se mettre en mouvement « sans retard; mais, quatre jours après, le 26 mars, « il lui écrivit que l'armée de Moreau ne pouvait pas « entrer en campagne, qu'elle manquait de bateaux « pour exécuter le passage du Rhin, et que l'armée « d'Italie ne devait pas compter sur la coopération des « armées d'Allemagne, mais seulement sur elle-même. « Cette dépêche, arrivée à Klagenfurth le 31 mars, « fit naître bien des conjectures. Le Directoire crai-

plaisir, mais en apparence avec froideur, cette ouverture pacifique. Voici sa réponse : 1797.

« De mon quartier-général, le 2 avril 1797.

« Monsieur le général,

« Assurément, tout en faisant la guerre, « et en suivant la vocation de l'honneur et « du devoir, je désire ainsi que vous la « paix, pour le bonheur des peuples et de « l'humanité. Comme néanmoins, dans le

« gnait-il que ces trois armées qui formaient toutes les « forces de la République, une fois réunies sous les « ordres d'un même général, ne le rendissent trop « puissant ?.... Était-ce le souvenir des échecs qu'a- « vaient éprouvés, l'année précédente, les armées « du Rhin et de Sambre-et-Meuse, qui les rendait « timides ? Fallait-il attribuer cette étrange pusillani- « mité au peu de vigueur et de résolution des géné- « raux ? c'était impossible ; ou voulait-on sacrifier « l'armée d'Italie, comme on avait voulu la perdre en « juin 1796, en prescrivant d'en envoyer la moitié « sur Naples ?.... Ne pouvant plus compter sur le « concours de ces deux armées, Napoléon ne devait « plus se flatter d'entrer dans Vienne ; il n'avait pas « assez de cavalerie pour descendre dans la plaine du « Danube ; mais il pouvait arriver jusque sur le som- « met du Simering sans inconvénient. Il pensa que le « parti le plus avantageux qu'il pouvait tirer de sa « position était de conclure la paix, objet des vœux de « toute la France. »

1797. « poste qui m'est confié, il ne m'appartient
« pas de scruter ni de déterminer la querelle
« des nations belligérantes, et que je ne suis
« muni de la part de sa majesté l'empereur
« d'aucun plein-pouvoir pour traiter, vous
« trouverez naturel, monsieur le général, que
« je n'entre là-dessus avec vous en aucune né-
« gociation, et que j'attende des ordres supé-
« rieurs sur un objet d'aussi haute impor-
« tance, et qui n'est pas foncièrement de
« mon ressort. Quelles que soient, au reste,
« les chances futures de la guerre ou les espé-
« rances de la paix, je vous prie de vous per-
« suader, monsieur le général, de mon estime
« et d'une considération distinguée.

« *Signé* CHARLES, F. M. »

On croit que l'archiduc Charles, à la date de cette lettre, ne connaissait point encore les premiers revers des armées françaises dans le Tyrol *. Le courrier qui les lui annonçait avait été intercepté et conduit à Bonaparte.

* Bonaparte, dans les *Mémoires de Sainte-Hélène*, essaie de nier les revers des Français dans le Tyrol; il prétend que ce fut par un mouvement combiné qu'on abandonna les positions, et que Joubert se rendit, avec toute son armée, à Villach, dans la Carinthie. Peut-on concevoir un mouvement combiné

Il écrivit à Vienne : cette cour, qui était encore préoccupée d'un danger imminent, tira un bon augure d'une démarche qui prévenait ses vœux, elle envoya les généraux de Bellegarde et Merfeld au camp de Bonaparte, avec pouvoir de traiter d'un armistice ; les conditions en furent réglées le 7 avril ; chacun resta dans ses positions ; l'armistice fut également conclu pour le Rhin. Hoche, après avoir passé ce fleuve, avait remporté à Neuwied une assez brillante mais inutile victoire. Moreau, de son côté, avait réussi à passer le Rhin à Strasbourg en plein jour, avec vingt-six bateaux ; l'action avait été vive, les généraux Duhesme et Dessaigne avaient été blessés. L'Autriche, par l'armistice conclu avec Bonaparte, signait la perte de Venise, engagée par une fatalité déplorable dans un mouvement désordonné contre l'armée française. 1797.

Mouvemens tardifs de Venise. Mars et avril 1797.

Cette république avait reçu de sinistres avis, soit du quartier-général de Bonaparte, soit du cabinet du Luxembourg, soit du ca-

qui, dans une telle position, aurait fait abandonner le Tyrol, et anéanti l'effet de plusieurs victoires meurtrières. Les rapports du général Laudon, que j'ai sous les yeux, et l'armistice conclu particulièrement pour le Tyrol, ne laissent aucun doute sur ces revers.

1797. binet de Vienne. Bonaparte affectait de se plaindre toujours de Venise, quoiqu'il ne pût alléguer aucun grief sérieux contre les dispositions trop pacifiques du sénat. L'ambassadeur Querini subissait les hauteurs et les menaces du Directoire : « Vous réclamez « notre amitié, lui disait-on, méritez-la par « des secours actifs. Changez les formes de « votre gouvernement pour le rapprocher du « nôtre, et que la Déclaration des Droits de « l'homme devienne notre commun éten- « dard. »

De son côté, le baron Thugut tenait un langage irrité : « Pourquoi Venise, disait-il, « ne s'est-elle pas jointe à la cause commune « de l'Italie, à celle de l'Europe? pourquoi « ces fêtes, ces flatteries, et tout cet or pro- « digué aux Français? Vous avez des torts « à réparer; c'est le moment de faire éclater « toute votre haine, d'enflammer ceux de vos « sujets que vous trouvez encore fidèles, de les « armer non seulement contre les révolution- « naires sortis de votre sein, mais contre les « Français qui leur mettent à la main les « torches de la rébellion. »

Chacun, à Venise, se repentait d'avoir suivi des conseils timides; mais personne

n'osait, en présence d'une armée qui faisait trembler Vienne elle-même, proposer des avis généreux. On avait agité un moment dans le sénat une proposition faite par l'ambassadeur de Prusse, Sandoz-Rollin, pour faire respecter la neutralité de la république, en la mettant sous la protection de cette puissance. Mais qu'espérer d'un secours si éloigné, si peu sûr? Un tel parti devait irriter à la fois et la France et l'Autriche. 1797.

Déjà la révolution de la Terre-Ferme de Venise avait été préparée par les agens du Directoire comme par ceux de Bonaparte. C'étaient des nobles lassés d'un joug antique; c'étaient les Fenaroli, les Martinengo, les Secchi, les Alessandri, qui tâchaient de recouvrer, sous les formes de la démocratie et par les moyens de la rébellion, un pouvoir sorti depuis long-temps de leurs familles. Mais les villes étaient loin de s'accorder dans le vœu d'une révolution. Vérone, capitale de la Terre-Ferme, se plaignait peu de son sort, et détestait assez hautement un secours dont les Français lui faisaient chaque jour sentir toute la dureté. Le peuple des campagnes, sous les maîtres nouveaux que lui donnait la victoire, apprenait à chérir mieux une aris-

1797. tocratie trop altière sans doute, mais souvent paternelle dans ses soirs.

C'était à Bergame que se réunissaient, sous la protection des troupes françaises, les conjurés révolutionnaires, parmi lesquels on remarquait des Lombards, des Polonais et même des Suisses. Le 12 mars, l'insurrection se déclare, l'étendard venitien est partout abattu. Le provéditeur Ottolini est arrêté, et mille outrages le punissent de sa fidélité patriotique. Un manifeste est rédigé contre le sénat de Venise, et ce sont des officiers français qui recueillent les signatures. Ce mouvement gagne la ville et la citadelle de Brescia, et bientôt celles de Crema et de Vicence; partout même secours donné par les Français aux insurgés.

Le sénat voudrait encore ne voir dans ces mouvemens que le délit de ses propres sujets, et n'avoir qu'eux à punir, à combattre. Il arme cependant; il appelle à son secours les fidèles Esclavons : il échauffe par ses émissaires les dispositions vindicatives du peuple des campagnes. Mais en même temps il prend soin de protester qu'il n'agit que pour sa défense. Il envoie vers Bonaparte des patriciens chargés de dénoncer au général les torts ma-

nifestes de quelques uns de ses agens, de ses officiers, de ses généraux. C'était lui reprocher ses propres torts. Pezzaro, chef de cette inutile ambassade, ne reçut que des mots foudroyans. Par un même principe de timidité, le sénat remplaçait un provéditeur fidèle et courageux tel qu'Ottolini par Battaglia, celui de tous les sénateurs qui avait montré l'attachement le moins voilé pour la cause française. 1797.

Bientôt des conflits s'engagent sur presque tous les points de la Terre-Ferme entre les Venitiens fidèles et les Venitiens révolutionnaires. La fureur du peuple ne se prête point à ces ménagemens que veut encore garder une aristocratie épouvantée. Plusieurs Français ont été massacrés dans les campagnes; ils s'inquiètent, jusque dans Vérone, jusque dans les forts, d'où ils dominent le pays. On a entendu dans Vérone des cris de : *Mort aux Français!* Les convois sont interceptés.

Message envoyé par Bonaparte à Venise.

Voilà les nouvelles qui parviennent à Bonaparte; et cependant il a déjà parlé de paix avec l'archiduc : déjà il a reçu dans son camp les quatre envoyés de l'empereur d'Autriche. Déjà sans doute on a mis en avant des moyens de compensation, de dédommagement pour

1797. l'Autriche. Que dirai-je enfin? Déjà Bonaparte a résolu dans son cœur l'abandon de Venise, et l'a proposé aux envoyés autrichiens, qu'une si magnifique offrande a comblés de joie, lorsque le sort vient lui fournir ces griefs contre la république dont il a promis les dépouilles. Une suspension d'armes a été signée le 7 avril; et c'est deux jours après que Bonaparte charge Junot de porter au sénat de Venise un message tout chargé de la colère qu'il lui convient d'affecter; voici cette lettre: « Toute la Terre-Ferme de la sérénissime république de Venise est en armes; des brigands crient: *Mort aux Français!* Déjà plusieurs centaines de soldats de l'armée d'Italie sont tombés sous leurs coups. Vainement vous désavouez les rassemblemens ordonnés par vous-mêmes. Croyez-vous, parce que je me trouve au cœur de l'Allemagne, que je ne puisse pas faire respecter le premier peuple du monde? Croyez-vous que mes légions souffriront plus long-temps vos massacres? Le sang de mes frères d'armes sera vengé. Il n'est pas un bataillon, pas un soldat français qui, chargé de cette noble mission, ne sente doubler son courage et ses forces. Le sénat de Venise a répondu par la plus noire perfidie à nos généreux pro-

cédés. Mon aide-de-camp vous porte cette lettre; elle vous déclare la guerre ou la paix. Si vous ne vous empressez de dissoudre les attroupemens, si vous ne faites arrêter et consigner en mes mains les auteurs des assassinats, la guerre est déclarée. Le Turc n'est pas sur votre frontière, aucun ennemi ne vous menace; cependant de dessein prémédité, vous avez fait naître des prétextes pour former un attroupement dirigé contre l'armée. Il sera dissipé dans vingt-quatre heures. Nous ne sommes plus au temps de Charles VIII. Si, contre les intentions notoires du gouvernement français, vous me réduisez à faire la guerre, ne croyez pas qu'à l'exemple des assassins que vous avez armés, les soldats français dévastent les campagnes des innocens et malheureux peuples de la Terre-Ferme. Je les protégerai, et ils béniront un jour jusqu'aux crimes qui auront contraint l'armée française à les soustraire au joug de votre tyrannique gouvernement. » Junot se fait conduire devant le conseil assemblé; la majesté d'un sénat grand au moins par ses souvenirs semble d'abord déconcerter l'aide-de-camp; mais il triomphe de sa timidité par l'insolence, et le ton de sa voix semble ag-

1797. graver encore un message fulminant ; on l'écoute avec le saisissement de la crainte, et des hommes si habiles à dissimuler ne peuvent plus cacher une impression qui les perd. Le doge Manini, vieillard à qui un patriotisme sincère ne peut inspirer ni la dignité ni la force, répond d'une voix altérée que le sénat délibérera sur cette lettre, et ne s'écartera ni de la loyauté qu'il a promise à la nation française, ni de l'amitié qu'il lui porte. Dès ce moment, on put dire : Venise n'existe plus.

Massacres de Vérone.

Pendant que l'aristocratie chancelle, le peuple de la Terre-Ferme s'arme avec fureur pour la défense de ses maîtres, le bruit des revers éprouvés par les Français dans le Tyrol échauffe les plus timides ; on a lu des proclamations du général autrichien Laudon qui s'annonce et s'avance en vainqueur ; à l'en croire, plus de salut pour l'armée de Bonaparte elle-même ; elle est taillée, coupée ; l'Italie va être encore une fois le tombeau des Français ; mais il faut que tout Italien, que tout Venitien surtout leur porte un coup fatal et se venge de la plus cruelle oppression. Le comte Emili, provéditeur, homme ardent, et qui dévoue son immense fortune au salut de la patrie, est venu se concerter avec

le général autrichien Laudon; l'un et l'autre ignorent que le sort de Venise est déjà décidé dans les préliminaires de Léoben, signés le 18 avril, que des articles secrets renferment déjà un pacte de partage, et qu'il ne faut plus que des prétextes au général français pour déclarer et pour colorer, s'il se peut, un acte de violence et de perfidie politique. Par la plus horrible fatalité, tout ce que le peuple venitien va tenter pour secourir l'Autriche ne servira plus qu'à le faire tomber dans les fers de cette puissance qu'il a contenue ou bravée pendant huit siècles. Le mouvement est donné, ou plutôt le peuple se l'est donné à lui-même; on ne veut plus suivre les conseils de la politique, on s'abandonne à la rage; trente ou quarante mille paysans cernent Vérone et trouvent des alliés furieux dans les habitans de cette ville. Les Français se sont retirés dans les châteaux, mais tous n'ont pu gagner cet asile. 1797.

Le général Balland, pour effrayer les rebelles, fait plusieurs décharges d'artillerie; elles produisent un effet funeste, et qui va redoubler la rage des assaillans; on a vu tomber le faîte d'un palais renommé; on craint l'incendie de la ville; on traîne les

1797. restes mutilés de femmes et d'enfans déchirés par la mitraille; cependant le tocsin sonne de tous côtés; *mort aux Français!* répète-t-on; on livre à d'épouvantables supplices ceux qui ont tenté vainement de pénétrer dans la citadelle et ceux qui se tiennent cachés dans les maisons. Je croyais être arrivé au comble des horreurs historiques en rapportant les massacres commis dans les prisons; mais voici un crime plus odieux, c'est un massacre dans les hôpitaux; cinq à six cents soldats français malades et blessés, que les souvenirs de Lodi, d'Arcole et de Rivoli devraient protéger contre des homicides, sont assaillis dans le sanctuaire de la souffrance et de la charité. On frappe à coups de pique, de hache, de stylet, de marteau, des hommes désarmés, exténués, qui ne peuvent opposer aux coups qu'un sein tout couvert de glorieuses cicatrices; pendant que le peuple s'abandonne à ces meurtres si dignes de son terrible et sanguinaire instinct, on combat autour des châteaux; le général Balland fait pleuvoir la mitraille et les boulets rouges sur cette population furieuse et sur les magnifiques monumens qui montrent la nouvelle et l'ancienne splendeur de Vérone; le

sang coule de tous côtés, partout des maisons, des temples et des palais s'écroulent. En vain parle-t-on de capitulation au général Balland : « Je ne livrerai point, répond-il, « mes braves soldats à des tigres. » Le comte Emili amène un renfort aux révoltés, et leur promet, dans son aveugle confiance, un puissant renfort d'Autrichiens. Le massacre de Vérone avait eu lieu le 17 avril, jour de la seconde fête de Pâques, et s'était entremêlé à des exercices de dévotion ; les Français depuis l'ont nommé les vêpres de Pâques, par allusion aux vêpres siciliennes. Un capucin passait les jours et les nuits sur la place publique. L'historien Botta a conservé un discours prononcé par ce religieux, et dont il parle comme d'une pièce authentique ; c'est un monument d'une haute éloquence, que depuis on a attribué à l'évêque de Parme. 1797.

Mais tandis que le peuple attend pour libérateurs des Autrichiens, ce sont des Français indignés qui se présentent aux portes de la ville, sous la conduite des généraux Chabran, Lahoz et Chevalier ; le nombre n'a rien qui les arrête, il s'agit d'arracher leurs compagnons à la fureur d'un peuple barbare. Après plusieurs combats, les portes sont enfoncées, et la ville

1797. attend dans une morne consternation la vengeance des Français. Tout se contint; les Français semblaient craindre l'excès de leur fureur; on laissa s'écouler le peuple des campagnes; on déclara que la vengeance ne tomberait que sur les chefs du mouvement; parmi ceux qui furent pris les armes à la main étaient le comte Emili, les patriciens Verita, Malenza et le capucin dont l'éloquence avait enflammé les esprits d'une manière si funeste; une commission militaire les condamna à être fusillés. Si les soldats français s'honorèrent ici par leur discipline et leur modération, on ne peut comprendre dans les mêmes éloges quelques uns des chefs, et surtout ces terribles commissaires du Directoire qui procédaient avec méthode au pillage de l'Italie; ils mirent la main sur le mont-de-piété de Vérone, et l'on prétend qu'il renfermait cinquante millions en argent et en effets *. Ainsi la révolution, si formidable partout aux riches, se mettait de plus dans l'Italie en guerre avec les pauvres.

Faibles délibérations du sénat de Venise.

La présence de Baraguay-d'Hilliers, général qui joignait à des talens militaires des

* Bonaparte, dans ses *Mémoires*, n'évalue le mont-de-piété qu'à 7 ou 8 millions.

vertus civiles et un sincère amour de l'humanité, avait empêché l'effusion du sang dans toute la Terre-Ferme, mais elle redoubla les alarmes de Venise; la terreur fut au comble dans cette ville quand on y reçut presqu'à la fois la nouvelle des massacres de Vérone, de la rentrée des Français dans cette ville et de la signature des préliminaires de paix à Léoben; ainsi donc, plus de secours à espérer de cette Autriche dont on vient de seconder les armes par des mouvemens si tardifs, si désordonnés et si révoltans dans leurs résultats. Que contiennent ces préliminaires dont on affecte de tenir les articles secrets? N'y a-t-il point été question de la république de Venise? n'a-t-on pas voulu la punir d'une longue neutralité dont les puissances belligérantes se sont offensées à la fois? sans respect pour des souvenirs de gloire, n'a-t-on pas voulu profiter de sa faiblesse actuelle? jusqu'où Bonaparte n'a-t-il pas pu se porter dans sa colère? On se rassure un peu en pensant que les massacres de Vérone ont été commis le 17, et que le général français, à soixante lieues de là, n'a pu en avoir connaissance le 18, jour où les préliminaires ont été signés; mais une dépêche de Grimani, ambassadeur de Venise à Vienne, 1797.

1797. vient confirmer les plus sinistres pressentimens. « Craignez tout de la paix, a-t-il écrit « à ses compatriotes, elle ne sera faite qu'aux « dépens de Venise. J'ai lu dans les pensées « du baron Thugut; il veut les possessions « venitiennes en indemnité du Milanais. »

Cependant la révolution française, après avoir parcouru avec rapidité la Terre-Ferme, a déjà traversé les lagunes et se montre dans cette Venise où depuis plusieurs siècles tout citoyen, tout patricien, tout étranger soupçonné de l'esprit de révolte, ou même de l'esprit d'opposition contre le sénat, a disparu sous les plombs de la prison d'état, ou dans les flots de l'Adriatique. On invoque hautement le gouvernement populaire, la Déclaration des Droits de l'homme, la destruction de la noblesse, l'abolition du livre d'or; jamais des blasphèmes de ce genre n'avaient été entendus dans ces murs, voués au plus sombre silence quand ils ne retentissaient pas des éclats du plaisir; c'est chez Villetard, commissaire du gouvernement français auprès de la république, que les séditieux vont prendre leurs instructions. La Terre-Ferme et les possessions les plus lointaines de Venise, l'Istrie, la Dalmatie se couvrent soit de troupes françaises, soit de

troupes allemandes qui paraissent agir de concert pour la destruction d'un état dont trois siècles ont prouvé l'esprit pacifique. On croit que le roi de Sardaigne, et même celui de Naples, sollicitent chacun de leur côté quelques agrandissemens, quelques indemnités aux dépens de Venise. Déjà depuis plusieurs jours des vaisseaux de guerre français, sous prétexte de venger un outrage fait à un bâtiment de leur nation, dominent sur l'Adriatique que l'Angleterre elle-même ne leur dispute pas; ils menacent des remparts qu'on trouve trop faibles maintenant, après les avoir déclarés trop long-temps inexpugnables. Venise reconnaît enfin qu'elle ne possède plus que le vain simulacre d'une marine, et que ses vaisseaux de ligne ne peuvent soutenir un combat; le sénat juge mal les ressources qui lui restent; quinze mille Esclavons, soldats peu disciplinés, mais valeureux et fidèles, pourraient prolonger sa défense, et peut-être opérer son salut. On s'est étonné d'entendre des cris de sédition dans Venise, et cependant la fidélité du peuple est calomniée par les craintes où le sénat se livre; l'audace des séditieux, vile audace qui ne s'appuie que sur un secours étranger, ne peut

1797. dissimuler long-temps leur petit nombre. Ils ont lancé leur manifeste, et c'est la constitution française servilement et absurdement copiée qu'ils proposent comme le seul moyen de calmer la colère des vainqueurs. Une transaction si déshonorante et si désastreuse est d'abord rejetée dans le conseil avec un assentiment presque unanime; mais les préparatifs de Baraguay-d'Hilliers pour le siége de Venise ébranlent de nouveau l'imagination de sénateurs qui ont vieilli dans les délices de la paix. « Si nous soutenons un siége, se « disent-ils, qui nous secondera? Est-ce l'Au« triche qui a déjà conjuré notre ruine avec « ses plus cruels ennemis, qui déjà même a « réglé le partage de nos dépouilles, et veut « dévorer Venise tout entière? Tâchons de « conserver au moins le centre et le berceau « de notre république; fléchissons sous une « dure nécessité; réservons pour des temps « meilleurs ce qui peut nous rester de force, « de puissance et même de patriotisme; l'Eu« rope dira au moins que nous périssons vic« times de notre modération; notre sort sera « celui de la Pologne; mais on ne nous re« prochera pas de l'avoir mérité, comme ce « malheureux pays, par une anarchie invé-

« térée; un temps viendra où l'on jugera 1797.
« sévèrement ceux qui trafiquent aujourd'hui,
« et sans nous avoir combattus, de ces posses-
« sions qui rappellent l'héroïsme et la sagesse
« de nos pères. On reconnaîtra bientôt de
« quel poids était une république sage, forte
« et pacifique dans la balance de l'Europe;
« faisons à la patrie le sacrifice de nos digni-
« tés, de notre pouvoir, de nos biens, et, s'il
« le faut, de notre vie même. La France sera
« du moins obligée de respecter dans Venise
« les lois qu'elle-même lui aura imposées;
« osera-t-elle consommer l'anéantissement
« d'une république qui vient de lui donner le
« plus douloureux et le plus déplorable gage
« de sa soumission. »

Le sénat se dissout.

Telles étaient les dispositions des sénateurs, des sages et du doge lui-même en se rendant le 1er mai au grand conseil. C'était par les séditieux qu'ils étaient convoqués; l'hôtel-de-ville était environné de soldats, canons braqués, mèche allumée; les cloches semblaient sonner le moment funèbre de la république; le peuple était silencieux, et l'on eût dit, à sa profonde douleur, que c'était lui qu'on forçait d'abdiquer; le doge Manini, d'une voix lamentable et dans un discours où il craignait

1797. encore d'irriter le vainqueur par un reste de fierté, propose de faire des changemens à la constitution aristocratique, selon le vœu des Français; l'avis du doge fut mis aux voix et adopté par une majorité de cinq cent quatre-vingt-dix-huit contre vingt et une. Douze jours après le grand conseil s'assemble de nouveau, et c'est pour déclarer une abdication définitive et absolue; ce jour même il avait donné l'ordre aux quinze mille Esclavons qui défendaient la flotte de s'embarquer; le peuple se voit privé de tout appui et ne peut contenir ni sa douleur ni sa rage, il reproche aux patriciens leur pusillanimité, se charge à lui seul de sauver la république; il va chercher sur le port les Esclavons qui s'embarquent, en ramène un grand nombre, et les met à sa tête; parcourt toute la ville, insulte les démocrates alliés des Français, pille leurs maisons, fait flotter l'étendard de Saint-Marc, et menace de mort tous ceux des patriciens qui ont montré de la faiblesse, ou qu'on accuse de trahison: l'anarchie et la désolation étaient au comble, lorsque le général Baraguay-d'Hilliers entre dans la ville avec une partie de l'armée. Au plus affreux tumulte succède un plus affreux silence; les démocrates seuls affectent

de la confiance et de la joie, ils ont organisé une municipalité, un nouveau grand conseil; ils se flattent maintenant de pouvoir traiter avec la République française, d'en obtenir tous les égards, tous les soins de la fraternité; de conserver tout le territoire de Venise, ou d'être dédommagés de quelques cessions forcées par des possessions d'une même étendue et d'une même importance : mais que deviennent-ils lorsqu'ils voient mettre à exécution les ordres spoliateurs de Bonaparte ? Ces vaisseaux de guerre, ces galères qui font encore l'orgueil de Venise, et qui n'ont rien pu pour sa défense, sont confisqués par les Français et conduits à Toulon; les commissaires français procèdent à l'enlèvement et du lion de Saint-Marc conquis autrefois par Morosini dans le Pyrée, et de ces chevaux de bronze du corinthien Lysippe, destinés à voyager avec la victoire de la Grèce en Asie, de l'Asie à Rome, de Rome à Constantinople, de Constantinople à Venise, et de Venise à Paris, pour en être enlevés encore. Bonaparte accorde enfin la paix à cette république mutilée et avilie; mais cette paix qui lui conserve sa capitale et une grande partie de sa domination, il refuse bientôt de la ratifier, il lui vient pour la première 1797.

1797. fois des scrupules sur l'étendue des pouvoirs qu'il exerce, il montre une déférence tardive pour le Directoire. L'ambassadeur Querini est enfin parvenu soit à toucher, soit à gagner les magistrats de la République française; le Directoire voudrait sauver ce qui reste de Venise asservie au gouvernement démocratique; Bonaparte a d'autres desseins.

Articles secrets du traité de Léoben.

Il est temps maintenant d'expliquer les articles secrets du traité de Léoben, et de pénétrer l'esprit de la paix de Campo-Formio qui en changea beaucoup les bases; les articles ostensibles des préliminaires contenaient la renonciation de l'empereur aux provinces belgiques et à la rive gauche du Rhin; le sort de l'Italie était décidé dans les articles secrets: l'empereur renonçait à la Lombardie, et recevait en indemnité la plus grande partie de la Terre-Ferme, l'Istrie et la Dalmatie venitiennes. Venise recevait en échange les trois légations de la Romagne, de Bologne et de Ferrare; la France prenait une autre partie du territoire venitien comprise entre l'Adda, le Pô, la Valteline et le Tyrol. Les forteresses de Palma-Nova, Peschiera, Porto-Legnago, les châteaux de Vérone, d'Osopo et de Brescia devaient être rendus à l'empereur

aussitôt après le traité de paix définitif; la place de Mantoue elle-même, boulevart de l'Italie, ce théâtre de tant de sanglantes batailles, devait être restituée à l'empereur avec cent vingt pièces d'artillerie de siége. 1797.

Quoi! Mantoue cédée, cédée avec la plus vaste portion du territoire de Venise! qu'allait donc devenir la république milanaise qui paraissait l'objet des prédilections paternelles de Bonaparte? ne semblait-elle pas vouée à l'anéantissement, comme la nouvelle république de Bologne que déjà ces préliminaires avaient fait disparaître? On agrandissait le Milanais de quelques parties du territoire vénitien; mais l'aigle autrichienne pouvait toujours de Mantoue s'élancer sur une proie trop belle pour n'être pas regrettée. Il est vrai que les Français, maîtres de plusieurs forteresses du Piémont, pouvaient encore marcher au secours de Milan. Mais quelle plus terrible perspective que d'avoir à recommencer les combats de Mantoue! où trouverait-on désormais des alliés dans l'Italie? Bologne s'était signalée par son dévoûment à la République, et Bologne était sacrifiée. En quoi le sort de l'Italie s'améliorait-il? En vain avait-elle payé de deux cents millions sa régénération pro-

1797. « laire? à quoi s'est-elle refusée dans ses soumis-
« sions? Demain, ne pourrait-on pas également
« disposer de la Suisse, si elle se montrait aussi
« faible et aussi imprévoyante que Venise?
« Nous ne disons plus comme les Gaulois nos
« pères, malheur aux vaincus; mais nous
« disons, malheur aux états pacifiques! mal-
« heur à nos amis! N'est-ce pas enseigner aux
« nations que le plus affreux danger pour
« elles est de garder la neutralité dans tout
« débat où la République française est engagée?
« n'est-ce pas grossir le nombre de ses enne-
« mis? n'est-ce pas rendre le fléau de la guerre
« universel? »

Bonaparte apprit en frémissant les reproches qu'on lui faisait à Paris. Comme sa conscience sans doute en aggravait le poids, il n'y eut plus de bornes à sa fureur; elle éclata par des proclamations, des ordres du jour tout à la fois injurieux et menaçans pour la majorité des deux Conseils. Les plans de son ambition se trouvèrent ainsi détournés de leur premier but. Bonaparte, ennemi secret du Directoire, le servit plus qu'il ne le voulait lui-même; en se faisant partie, il cessait d'être arbitre. Les républicains, peu arrêtés par des scrupules d'équité publique,

sourirent à la chute de Venise, puisqu'elle leur procurait l'appui de Bonaparte. Le Directoire devint si fort par des proscriptions nouvelles, que Bonaparte lui-même le craignit à son retour d'Italie, et qu'il fut réduit à se réfugier (suivant l'expression hardie de madame de Staël) dans la conquête de l'Égypte. Mais ces événemens tiennent à l'intérieur, et j'en détourne pour le moment mes regards. 1797.

Cinq mois se passèrent entre la signature des préliminaires de paix de Léoben et la paix définitive de Campo-Formio. Pendant ce temps Bonaparte gouverna l'Italie suivant ses caprices.

Il lui plut de soumettre la république de Gênes, sinon au même démembrement, du moins aux mêmes humiliations que Venise, autrefois sa superbe rivale. J'ai dit quelle était la timide politique du sénat de Gênes. Déjà Bonaparte avait fait éloigner de leurs emplois ou exiler de leur pays ceux des sénateurs qu'on soupçonnait d'être attachés à l'Autriche et d'avoir favorisé la révolte des fiefs impériaux. Depuis ce moment, le commissaire Faipoult régnait en souverain dans Gênes, et un parti démocratique se formait Révolution de Gênes.

1797. sous sa direction et dans son palais. Le sénat, chaque jour insulté par des révolutionnaires fidèles à copier les Jacobins de France, se décida enfin à sévir contre deux d'entre eux. En essayant cette démarche, il avait humblement demandé l'aveu du commissaire français, et l'avait obtenu dans des termes plus ou moins positifs. A peine est-on informé de l'arrestation de deux turbulens personnages, que tout leur parti éclate, réclame et obtient d'un gouvernement intimidé la liberté des détenus, et tyrannise la ville au nom de la liberté. Bientôt l'enceinte où le sénat délibère est investie par des furieux. L'arsenal et les postes les plus importans sont tombés en leur pouvoir. Cependant quelques jeunes patriciens conspirent encore pour le salut de leur patrie; c'est au peuple lui-même qu'ils ont recours pour se sauver des fureurs populaires. Ils trouvent des appuis fidèles et des partisans courageux dans les charbonniers et les ouvriers du port; ceux-ci se forment en troupe; les prêtres, que dans tout le cours des guerres de la révolution française on trouve partout enflammés d'horreur contre elle, soutiennent par de vives exhortations ces nouveaux défenseurs du sénat; partout ils se ren-

dent assaillans, partout ils sont vainqueurs. 1797.
Un certain Philippe Doria entreprend de ramener au combat la troupe révolutionnaire, il est tué dans l'action; un assez grand nombre de séditieux et sept ou huit Français éprouvent le même sort : mais déjà le sénat est effrayé des suites de sa victoire, il s'occupe de calmer le commissaire français; mais calmera-t-il Bonaparte qui, depuis son attaque sur Venise, affecte de frémir toujours au nom de l'aristocratie? Bientôt six mille soldats français pénètrent dans les deux rivières sous la conduite du général Duphot, et soulèvent tout le pays. Le sénat abdique. Gênes reçoit l'anarchie d'abord, et l'esclavage ensuite avec la Déclaration des Droits de l'homme; les inquisiteurs d'état et la plupart des nobles gémissent dans les fers; il ne restera bientôt plus à Gênes qu'un seul sacrifice à faire, celui de son indépendance nationale; le temps arrivera où elle sera comme Venise adjugée à une autre puissance. Un niveau de misère s'établira entre les deux républiques qui firent si long-temps la gloire de l'Italie, et qui, mieux unies, en auraient pu faire le salut.

Situation de Milan.

Destructeur de deux anciennes et floris-

1797. santes républiques, Bonaparte semblait donner tous ses soins à la république cisalpine ou milanaise, subitement éclose du sein de ses conquêtes. Il lui promettait Mantoue pour calmer ses alarmes, et l'agrandissait en dépit même des préliminaires de Léoben par des insurrections auxquelles il souriait complaisamment. Ainsi Bologne et Ferrare, ainsi la plupart des villes de la Terre-Ferme échappaient au joug d'une métropole impuissante et avilie pour faire partie de la seule république à laquelle le bon plaisir du vainqueur parût donner quelque consistance. Les peuples de la Valteline, formant une population de près de deux cent mille âmes, sujets depuis long-temps de la république des Grisons, voulurent changer de joug, ou plutôt se flattèrent de n'avoir plus de maîtres en demandant leur réunion à la république cisalpine. Bonaparte, qu'on peut bien soupçonner d'avoir été l'instigateur de ce mouvement, fut choisi pour médiateur par les Grisons et leurs sujets révoltés ; il prononça contre les premiers, sans ménagement pour la ligue des Suisses dont celle des Grisons faisait partie, et la Valteline fut déclarée appartenir à la république nouvelle.

Chacune de ces faciles conquêtes était célébrée à Milan, comme si elle avait été une victoire du peuple cisalpin; Milan s'épuisait en fêtes magnifiques, et montrait toujours un enthousiasme de commande. La république cisalpine, fille chérie de Bonaparte, ne voulait voir dans son fondateur, dans ce conquérant d'origine italienne, que son premier citoyen; en attendant il nommait à tous les emplois civils et militaires, et les Pentarques cisalpins recevaient avec une soumission parfaite non seulement les ordres du général, mais ceux de tous ses aides-de-camp. Du château de Montebello où le général faisait sa résidence accoutumée, il surveillait l'administration avec cette vivacité de vue, avec cet esprit de détail qui, dans le cabinet, le rendait presque aussi extraordinaire qu'à la tête d'une armée. C'était à Milan que se versait tout l'or enlevé dans les autres parties de l'Italie par les généraux, par les officiers, par les commissaires des guerres et par les fournisseurs. L'élégance française ajoutait un nouveau charme aux délices et aux arts de l'Italie. Madame Bonaparte et les trois sœurs du général préludaient à Milan à ces rôles de souveraines et de princesses qu'elles devaient remplir un jour. La 1797.

1797. cour de la première retraçait tantôt les formes de ce qui s'était appelé autrefois en France *bonne compagnie*, tantôt les formes moins délicates de la cour de Barras. Deux des sœurs du général joignaient le don de la beauté à tout le prestige que répandait sur elles la gloire de leur frère; l'une d'elles surtout montrait une facilité de mœurs qui paraissait choquante même en Italie. Cependant le théâtre retentissait d'acclamations chaque fois qu'elles venaient l'orner de leur présence; dans les pièces de vers où elles étaient chantées, toutes les déesses du vieux Olympe s'inclinaient devant elles, comme tous les dieux devant leur frère. Tandis que Bonaparte goûtait par anticipation les plaisirs de la royauté, il s'emportait contre les royalistes; mais c'était à regret qu'il s'éloignait d'un parti dont il avait espéré et voulait toujours subordonner les principes monarchiques aux vœux de son ambition. Tout émigré avait à se louer de lui, et les prêtres déportés en recevaient souvent des secours mystérieux.

Arrestation du comte d'Antragues.

Le sort venait de faire tomber entre ses mains un des émigrés qui avaient le plus mérité les malédictions des révolutionnaires; c'était le comte d'Antragues, qu'on avait vu en 1788,

et même dans une partie de l'année 1789, défenseur ardent du parti populaire. Dans l'un de ses écrits voués à cette cause, il avait lancé sur toute la noblesse un anathème égal en violence à ceux des démagogues les plus emportés; mais les premiers crimes de la révolution lui firent abjurer et même avec horreur des principes peu faits pour son âme; c'était un vétéran de l'émigration; il avait eu la confiance du roi à Vérone; en restant à Venise après le départ de Louis XVIII, il avait espéré entraîner cette république à des mesures vigoureuses; l'invasion des Français l'avait surpris dans cette ville, on lui procura les moyens de s'échapper; mais il fut arrêté dans la Terre-Ferme par les soldats de Bernadotte, et conduit à Milan au quartier-général. Bonaparte voulut le voir et l'interroger; on avait saisi sur lui des papiers où l'on espérait trouver le secret des intelligences des princes et des émigrés avec les royalistes de l'intérieur. Le comte d'Antragues était un homme précieux aux yeux de Bonaparte; il eût voulu peut-être en faire un instrument secret de sa grandeur prochaine. Soit par ce motif, soit par un motif plus généreux, Bonaparte traita sans rigueur un chef d'émigrés dont on

1797. attendait la tête à Paris; il lui donna pour prison la ville de Milan, et bientôt favorisa son évasion.

Paix de Campo-Formio. Octob. 1797. La déplorable journée dont je viens de parler, et dont les résultats et les causes occuperont le Livre suivant de cette Histoire, étourdit l'Autriche et les négociateurs qu'elle avait envoyés à Campo-Formio. Ils consentaient enfin à faire l'échange de Mantoue rendue à la république cisalpine, contre Venise que Bonaparte ne cessait d'offrir à l'Autriche; ce fut là la base principale de la paix de Campo-Formio, signée le 17 octobre 1797. J'aurai plus tard à en faire connaître d'autres dispositions.

Même après la journée du 18 fructidor qui semblait devoir ôter au Directoire tout reste de scrupule et de pudeur, il répugnait encore à cette autorité de sacrifier à la colère d'un gouvernement absolu les démocrates vénitiens si dociles à sa voix; le Directoire avait écrit à Bonaparte une lettre presque suppliante pour le détourner d'une perfidie diplomatique dont le reproche serait un jour la plus cruelle injure contre la République française. Villetard, ce commissaire français qui venait de présider à la révolution démocratique de

Venise, s'effraya de ce qu'il avait fait, en devinant ce que le général voulait faire ; il lui écrivit de son côté une lettre ferme et pathétique en faveur des Venitiens qu'on allait vendre. Bonaparte répondit par une lettre brutale et incorrecte, différente de son style ordinaire ; en voici les termes : 1797.

« J'ai reçu, citoyen, votre lettre du 3 bru-
« maire. Je n'ai rien compris à son contenu.
« Il faut que je ne me sois pas bien expliqué
« avec vous.

« La République française n'est liée avec la
« municipalité de Venise par aucun traité qui
« nous oblige à sacrifier nos intérêts et nos
« avantages à celui du comité de salut public,
« ou de tout autre individu de Venise.

« Jamais la République française n'a adopté
« pour principe de faire la guerre pour les
« autres peuples. Je voudrais connaître le
« principe de philosophie ou de morale qui
« ordonnerait de sacrifier quarante mille Fran-
« çais contre le vœu bien prononcé de la na-
« tion, et l'intérêt bien entendu de la Répu-
« blique.

« Je sens qu'il n'en coûte rien à une poignée
« de bavards, que je caractériserais bien en les
« appelant fous, de vouloir la république uni-

1797. « verselle. Je voudrais que ces messieurs vins-
« sent faire une campagne d'hiver.

« D'ailleurs, la nation venitienne n'existe « pas. Divisés en autant d'intérêts qu'il y a de « villes, efféminés et corrompus, aussi lâches « qu'hypocrites, les peuples de l'Italie, et spé- « cialement le peuple venitien est peu fait « pour la liberté. S'il était dans le cas de l'ap- « précier, eh bien! la circonstance actuelle lui « est très avantageuse pour le prouver. Qu'il « la défende! Il n'a pas eu le courage de la « conquérir, même contre quelques miséra- « bles oligarques; il n'a pu même la défendre « quelque temps dans la ville de Zara; et peut- « être si l'armée française fût entrée en Al- « lemagne, nous aurions vu se renouveler, « sinon les scènes de Vérone, du moins des « assassinats multipliés, qui produisent le « même effet sinistre pour l'armée.

« Au reste, la République ne peut pas don- « ner, comme on paraît le croire, les états « venitiens.

« Ce n'est pas que, dans la réalité, ces états « n'appartiennent à la République française « par droit de conquête, mais parce qu'il n'est « pas dans les principes du gouvernement de « donner aucun peuple.

« Lors donc que l'armée française évacuera 1797.
« ce pays-ci, les différens gouvernemens sont
« maîtres de prendre toutes les mesures qu'ils
« pourraient juger avantageuses à leur pays.

« Je vous ai chargé de conférer avec le co-
« mité de salut public sur l'évacuation qu'il est
« possible que l'armée française exécute, pour
« mettre à même de prendre toutes les me-
« sures, soit pour leur pays, soit pour les in-
« dividus qui voudraient se retirer dans les
« pays réunis à la république cisalpine, et re-
« connus et garantis par la République fran-
« çaise.

« Vous avez dû également faire connaître
« au comité de salut public que les individus
« qui voudraient suivre l'armée française au-
« raient tout le temps nécessaire pour vendre
« leurs biens, quel que soit le sort de leur pays,
« et que même je savais qu'il était dans l'in-
« tention de la République cisalpine de leur
« accorder le titre de citoyen.

« Votre mission doit se borner là. Quant
« au reste ils feront ce qu'ils voudront. Vous
« leur en avez dit assez pour leur faire sentir
« que tout n'était pas perdu; que tout ce qui
« arrivait était la suite d'un grand plan, si les
« armées françaises continuaient à être heu-

1797. « reuses contre une puissance qui a été le nerf « et le coffre de toute la coalition, peut-être « Venise aurait pu par la suite se trouver réu- « nie avec la Cisalpine. Mais je vois que ce « sont des lâches, et qu'ils ne savent que fuir. « Eh bien! qu'ils fuient, je n'ai pas besoin « d'eux! »

Derniers moments de Venise.

En attendant, on achevait le pillage de la riche et magnifique cité; le duc de Modène, qui avait choisi ce refuge si peu sûr, y avait laissé en partant presque tout ce qui lui restait de son trésor; on ne manqua pas de s'emparer de cette proie : les galeries, les églises, les chapelles, les palais des patriciens émigrés étaient au nom des beaux-arts soumis à de continuelles rapines. Un savoir cruel enlevait dans les bibliothèques des manuscrits qui remontaient jusqu'au treizième siècle, et des ouvrages arabes achetés par le sénat avec une magnificence digne des Médicis. Les sept îles dont Venise avait fait la conquête, et qui formaient le dernier débris de son empire momentané sur la Grèce, allaient être cédées définitivement à la France, et déjà nos armes y régnaient. C'était un éclat de plus jeté sur les conquêtes de Bonaparte. L'enthousiasme s'était éveillé promptement parmi nous aux

noms historiques ou poétiques de Corcyre, 1797.
d'Ithaque et de Cythère. Déjà l'on voulait voir dans Bonaparte le régénérateur de la Grèce; mais le marché de Venise détruisit bientôt la magie de ces espérances. Pour premier signe d'affranchissement, on dépouilla les sept îles grecques de ce qu'elles pouvaient encore offrir de précieux pour les lettres et les beaux-arts; l'ignorance et l'indigence de ces peuples rendirent cette moisson peu abondante. Leur pauvreté les exposa au mépris des commissaires français, qui en firent un portrait défavorable. Cependant l'évêque grec de Corfou fit entendre à un général français des paroles où l'on croit trouver une première étincelle du feu sacré qui s'est rallumé parmi les Grecs : « Français, vous trouvez en cette île un peuple « étranger aux sciences et aux arts dont s'honorent les nations : ne le méprisez pas cependant; il peut redevenir ce qu'il fut autrefois; « apprenez par ce livre (ici l'évêque montra « l'Odyssée), apprenez le cas que vous devez « faire de nous. »

Un cri d'horreur se répandit dans Venise quand on y connut le traité de Campo-Formio. C'étaient surtout les démocrates qui le proféraient; ils s'attendaient à voir les pa-

1797. triciens appeler sur leur tête le courroux de l'Autriche; l'exil pouvait les sauver de la mort, mais non de l'opprobre et de la misère. Chez quel peuple aborder qui ne leur fît un crime d'avoir renversé le plus ancien gouvernement de l'Europe? Pour avoir voulu le titre de patriotes, ils restaient sans patrie; ils semblaient avoir tout vendu dans la demeure de leurs pères, et une ruine complète était leur récompense. Auprès de qui pourraient-ils encore mendier le pain de la pitié? auprès des Français seuls, de ces mêmes Français auxquels ils s'étaient aveuglément fiés, et dont ils avaient éprouvé les trahisons successives; le nom de Bonaparte leur était justement odieux, et c'était pourtant Bonaparte seul qui pouvait encore par des secours soutenir les restes de leur misérable vie. Tantôt muets, tantôt ne pouvant plus contenir ni leurs sanglots ni leurs plaintes, ils erraient sur la place de Saint-Marc, et rencontraient sur tous les monumens les ruines de leur patrie; ils voyaient cet arbre de la liberté qu'ils avaient planté dans une folle allégresse, et qui portait pour eux des fruits si amers; ils avaient été des rebelles, c'était là leur crime, et le monde entier les flétrirait d'un nom plus

odieux; on les appellerait traîtres, quand ils étaient trahis. Je n'ajouterai plus qu'un mot au récit des obsèques de cette république fondée contre Attila, et détruite par un conquérant qui s'appelait libérateur de l'Italie. Parmi les commissaires autrichiens qui vinrent prendre possession de Venise se trouvaient quelques uns des principaux dignitaires du sénat, entre autres ce même Pezzaro qui avait donné à sa patrie des conseils énergiques et mal écoutés; ce qui restait de Venitiens reconnaissaient encore avec un saisissement inexprimable parmi ces commissaires autrichiens l'ex-doge Manini; mais l'horreur que ce malheureux et faible vieillard éprouvait surpassait encore celle de ses concitoyens; quand il fallut prononcer le serment d'obéissance à l'Autriche, il tomba sans connaissance, et fut rapporté mourant dans son palais. 1797.

FIN DU LIVRE QUATRIÈME.

PIÈCES JUSTIFICATIVES
ET ADDITIONNELLES.

LETTRE DE S. M. LOUIS XVIII A M. LE MARÉCHAL WURMSER.

« Je vous donne avis, monsieur le maréchal, que je suis arrivé à l'armée des émigrés français, résolu de combattre avec eux, et à leur côté, pour la plus juste des causes, qu'il plaise à Dieu de favoriser. Que votre Excellence ne pense pas que mon intention soit de faire le moindre changement dans le commandement, ni de l'ôter au prince de Condé, ni au général de La Tour; ils s'en acquittent tous deux avec trop de courage, de bravoure et de réputation. Non, je ne veux que partager avec ce brave corps les fatigues de la guerre, sous les ordres de votre Excellence, comme ces deux généraux, et sans autre qualité que celle de simple soldat. »

LETTRE DE S. M. LOUIS XVIII A M. LE COMTE DE SAINT PRIEST, SON AMBASSADEUR A VIENNE.

« J'ai lu, monsieur, avec la plus sérieuse attention, la lettre que vous avez écrite le 1er de ce mois au duc de la Vauguyon. Vous avez senti, comme je m'y attendais, que dans la nécessité où

je me suis trouvé de quitter immédiatement le territoire de la république de Venise, je n'avais d'autre parti à prendre que celui auquel je me suis déterminé. Cette résolution indispensable a été accompagnée de toute la mesure que les circonstances actuelles pouvaient exiger de moi. Je ne me suis annoncé que comme un gentilhomme français qui venait se réunir au drapeau blanc, et je me suis déterminé, en arrivant au quartier-général, non à publier ma proclamation, comme j'en avais d'abord eu l'idée, mais à faire consigner une disposition de prudence dans l'ordre du 29 du mois dernier, qui vous a été transmis par M. d'Avaray. C'est ainsi qu'en profitant, pour sortir de ma cruelle inaction, d'une circonstance impérieuse que je n'avais pu ni prévoir ni déterminer, je me suis plu à me conformer aux vues et aux désirs de S. M. I.

« J'ai déjà éprouvé l'effet que ma présence à l'armée produit sur l'intérieur du royaume, et j'ai tout lieu de penser, d'après les rapports qui arrivent journellement au duc de la Vauguyon, de Paris, de Lyon et des départemens frontières, que j'acquerrais promptement une influence qui faciliterait le succès des armes de l'empereur, et procurerait les seuls moyens certains d'accélérer à l'entière satisfaction de S. M. I. une pacification dont il est impossible de se flatter autrement. C'est dans la vue de parvenir, de concert avec l'empereur, à un but si essentiel, que j'attache la plus grande impor-

tance à me maintenir sous la forme mesurée que j'ai adoptée, et dont je ne m'écarterai pas dans la position où m'a placé un événement imprévu. Si je renonçais aux avantages qu'elle présente pour le succès de ma cause et l'intérêt des puissances, en m'éloignant volontairement de l'armée, j'imprimerais sur moi un caractère d'inconséquence qui détruirait la considération qu'il m'est si essentiel de conserver. En vain même chercherais-je à faire accroire que cette mesure fût volontaire de ma part : elle est trop contraire aux principes qui doivent me diriger, pour que la France et l'Europe entière n'y voient pas l'effet d'une force irrésistible ; et la conviction qui s'établirait à cet égard dans les esprits inspirerait aux Français une défiance des vues ultérieures de S. M. I., qui augmenterait leur résistance d'une manière incalculable.

« Je verrais avec la plus vive douleur se dissiper ainsi l'espérance si bien fondée de hâter le moment où la paix, en conciliant les intérêts de toutes les puissances, pourra s'établir sur les bases de l'ordre public et de l'équité. Le seul moyen de prévenir des résultats aussi nuisibles à l'intérêt général et à celui de S. M. I. en particulier, est certainement la promesse positive de me procurer la facilité de rentrer en France avec le corps de M. le prince de Condé, soit qu'il soit destiné avec l'appui des forces de S. M. I. à passer le Haut-Rhin, soit qu'il continue à être réuni à l'armée de M. le maréchal de

jugement que l'Europe entière a porté sur vos victoires et vos vertus. Les capitaines les plus célèbres ne durent, pour la plupart, leur succès qu'à une longue expérience de leur art; et vous avez *été*, dès le premier jour, ce que vous n'avez cessé d'être pendant tout le cours de vos campagnes. Vous avez su allier la bravoure du maréchal de Saxe au désintéressement de M. de Turenne, et à la *modestie de* M. de Catinat: aussi puis-je vous dire que vous n'avez point été séparé, dans mon esprit, de ces noms si glorieux dans nos fastes. Votre gloire effacera la leur, tant j'ai la confiance que vous remplirez les hautes destinées qui vous attendent. M. le prince de Condé vous a marqué à quel point j'avais été satisfait des preuves de dévoûment que vous m'avez données, et combien j'ai été touché de la fidélité avec laquelle vous servez ma cause. Mais ce qu'on n'a pu vous exprimer comme je le *sens*, c'est le désir, c'est l'impatience que j'éprouve de publier vos services, et de vous donner des marques éclatantes de ma confiance.

« Je confirme, monsieur, les pleins-pouvoirs qui vous ont été transmis par M. le prince de Condé; je n'y mets aucune borne, aucune restriction, et vous laisse entièrement le maître de faire et d'arrêter tout ce que vous jugerez nécessaire à mon service, compatible avec la dignité de ma couronne, et convenable aux intérêts de l'État. J'approuve, je ratifie les avantages qui vous ont été assurés le

16 août dernier, en mon nom. Je vous donne ma parole royale que toutes les promesses qui y sont énoncées seront religieusement tenues. »

LETTRE DE S. M. LOUIS XVIII A L'ARCHIDUC CHARLES.

« MON CHER COUSIN,

« La franchise et la loyauté avec lesquelles vous vous êtes expliqué sur nos communs intérêts, m'autorisent à en user de même à votre égard, dans un moment où la juste confiance de votre auguste frère en vous peut et doit sauver non seulement la France, mais aussi toute l'Europe, dont le sort dépend des événemens qui vont se passer sur le bord du Rhin. Je charge M. de Montgaillard de vous remettre cette lettre, et de vous donner de vive voix tous les détails qu'elle ne peut renfermer.

« Vous savez les raisons qui m'ont contraint à quitter l'asile où je suis resté si long-temps malgré moi, et à remplir le vœu que je ne cessais de former, et que vous auriez formé à ma place. J'en ai fait part à S. M. I.; et M. le comte de Saint-Priest, qui est chargé en ce moment de mes affaires auprès d'elle, m'a transmis le désir qu'elle avait que je m'éloignasse de l'armée. J'ai répondu par la lettre dont je remets la copie à M. de Montgaillard, afin de rendre celle-ci moins longue. La même insinuation m'a été, peu de jours après, transmise par

le baron de Summerhaw et par le maréchal de Wurmser, auxquels j'ai répondu, qu'ayant écrit sur ce sujet à Vienne, j'en attendais avant tout la réponse. J'ai reçu, avant-hier au soir, une lettre de M. de Saint-Priest, du 23 de ce mois, où il me mande que les dispositions sont toujours les mêmes, et qu'on lui a même ajouté que, si je persistais à demeurer à l'armée, on en viendrait, quoique à regret, à employer les voies de la contrainte. Je ne rapporte ce dernier article que pour mieux vous témoigner mon entière confiance; car vous sentez bien que je connais trop le caractère de l'empereur pour supposer même un instant qu'il voulût user de pareils moyens.

« Vous jugerez, mon cher cousin, que si j'avais cent bonnes raisons le 12 mai pour rester à l'armée, à présent j'en ai mille. La cessation de l'armistice suffirait seule; mais, indépendamment de ce motif que votre âme appréciera bien, il y en a de politiques, et qui sont du plus grand poids. Vous avez vu toute la correspondance du général Pichegru; vous savez combien il a désiré que je me rapprochasse, à quel point il n'a cessé depuis quatre mois d'insister à cet égard, combien il a été satisfait de mon arrivée, l'effet qu'il dit que ma présence a produit, et surtout combien il regarde comme essentiel que je demeure. Vous connaissez la vivacité avec laquelle ce même désir a été exprimé par différentes personnes qui servent à Paris les intérêts de la cause

commune. Vous avez lu ce que le général Pichegru m'a transmis à ce sujet, des nombreuses intelligences qu'il a dans cette ville et parmi les premières autorités. Qui mieux que vous peut faire sentir à l'empereur la nécessité de ma présence à l'armée ! J'aurais bien voulu traiter cette affaire directement avec lui ; mais des raisons que vous savez sans doute lui ont fait désirer que je ne lui écrivisse pas moi-même. Heureusement c'est à un autre lui-même que je puis m'adresser ; et, pour vous mettre à votre aise, je retranche tout cérémonial, et je vous prie d'en user de même en me répondant. Je vous dirai même que je regrette de ne m'être pas mis plus tôt au-dessus de cette bêtise ; car c'est elle qui m'a empêché de vous écrire en arrivant ici. Je vous prie donc, avec toute la confiance que me donne l'amitié que vous m'avez inspirée dans le peu que je vous ai vu, les liens du sang qui nous unissent, et la conviction où nous sommes tous les deux de l'importance dont il est pour le présent et le futur, que l'union de l'Autriche et de la France soit plus étroite que jamais, de faire sentir à l'empereur tous les avantages de ma présence a l'armée, et les maux incalculables qui résulteraient de mon éloignement. Vous êtes mon proche parent, vous m'avez témoigné de l'amitié : cet éloignement reculerait la fin de mes malheurs ; vous aimez la gloire, il nuirait à la mienne ; vous êtes frère de l'empereur, ses intérêts en souffriraient ; vous avez l'âme sensible, de nouveaux

torrens de sang en seraient le fruit. Il est impossible que ces considérations, présentées par vous avec cette énergie qui vous est propre, ne fassent sur l'âme élevée de S. M. I. l'effet que j'en attends. Si vous pensiez qu'il fût utile de mettre ma lettre même sous ses yeux, vous en êtes absolument le maître. Si même, par la suite, l'empereur voulait adopter cette forme qui évite tout embarras, nous pourrions communiquer directement ensemble, et cela ne pourrait avoir que de grands avantages.

« Vous voyez, mon cher cousin, avec quelle confiance je vous parle; je vous prie d'y répondre par une pareille. Adieu; je vous embrasse avec toute l'amitié que vous me connaissez pour vous. »

LETTRE DE MONSIEUR, RÉGENT DE FRANCE, A CHARETTE.

Cette lettre est antérieure de plus d'une année à celles que nous venons de transcrire; le Roi Louis XVII n'avait point encore succombé aux horreurs de sa prison.

« Enfin, monsieur, j'ai trouvé le moyen que je désirais tant. Je puis communiquer directement avec vous. Je puis vous parler de mon admiration, de ma reconnaissance, du désir ardent que j'ai de vous joindre, de partager vos périls et votre gloire. Je le remplirai, dût-il m'en coûter tout mon sang. Mais en attendant ce moment heureux, le concert

avec celui que ses exploits rendent le second fondateur de la monarchie, et celui que sa naissance appelle à la gouverner, sera de la plus grande importance. Personne mieux que vous ne connaît l'utilité des démarches que je puis faire relativement à l'intérieur. Vous penserez sans doute qu'il est bon que ma voix se fasse entendre partout où on est armé pour Dieu et le Roi. C'est à vous de m'éclairer sur les moyens d'y parvenir. Je confie cependant à votre prudence l'impression d'un sentiment que je ne puis plus retenir. A présent que je ne puis parler moi-même à vos braves compagnons d'armes, si cette lettre est assez heureuse pour vous parvenir à la veille d'une affaire, donnez pour mot d'ordre *Saint-Louis*; ralliement, *le Roi et la régence*. Je commencerai à être parmi vous le jour où mon nom sera associé à un de vos triomphes.

« LOUIS-STANISLAS-XAVIER. »

Vérone, ce 1er février 1795.

RÉPONSE.

« MONSEIGNEUR,

« La lettre dont votre altesse royale vient de m'honorer transporte mon âme. Quoi! j'aurais le bonheur de vous voir, de combattre sous vous pour la plus belle des causes. Je lui ai sacrifié mon sang. Approuvé, encouragé d'un grand prince, avec

quelle ardeur j'en verserais la dernière goutte pour la faire triompher! Mes travaux militaires et politiques, mes vœux sont d'atteindre ce but.

« Peut-être, Monseigneur, a-t-on essayé de jeter des ombres sur quelqu'une de mes démarches? Peut-être a-t-on donné une interprétation étrangère à leur vrai motif? Mais si je rentre en moi-même, je retrouve au fond de mon cœur cet honneur des vrais chevaliers français qui ne s'effacera jamais; cet honneur qui fut toujours mon guide, qui me conduisit quelquefois aux champs de la victoire. Je retrouve ce caractère de feu, cet attachement inaltérable que j'ai voué à l'illustre sang des Bourbons. Fort de ma conscience, je dirai à mes censeurs : « Politiques profonds! vous qui « n'avez jamais connu les lois de la nécessité, qui « jugez sur les apparences, venez apprendre les « circonstances impérieuses qui m'ont déterminé, « ainsi que mes braves compagnons d'armes. Venez « peser l'avantage qui peut en résulter pour nos « succès sous tous les rapports. »

« Si, au lieu d'entreprises trop décousues, les parties sont mieux liées; s'il y a plus d'ensemble dans les opérations, ne doit-on pas espérer que celles-ci en seront plus efficaces? Puisse cet espoir se réaliser! Combien les mots d'ordre et de ralliement que votre altesse royale indique sont encourageans et faits pour conduire à la gloire! Ils furent

ma devise dès le principe, et je ne les oublierai de ma vie.

« Je suis, Monseigneur, etc.

« Le chevalier CHARETTE. »

Au camp de Belleville, ce 10 juin 1795.

PROCLAMATION DE CHARETTE
POUR LA REPRISE DES ARMES.

« Le moment est venu de déchirer le voile qui couvre depuis trop long-temps les véritables causes secrètes du traité de pacification de la Vendée; de faire connaître aux braves Vendéens, à tous les bons Français, et à l'Europe entière, les motifs qui nous ont conduit à cette apparence de conciliation avec la soi-disant République française.

« Après deux ans de la plus cruelle et de la plus sanglante guerre civile dont les fastes de l'histoire des siècles même les plus reculés et les plus barbares n'offrent pas d'exemples, chargé en quelque manière du poids de tous les malheurs d'un peuple dont nous avons été le chef et le soutien, nous devions désirer pour lui, sinon un paix parfaite et entière, ce qui n'était pas possible, du moins quelques instans de relâche aux maux dont nous avons été le triste témoin. Notre humanité, notre sensibilité nous avaient entraîné malgré les vœux même de ce peuple malheureux, mais toujours fier et prodigue de son sang, à lui procurer les douceurs d'une tranquillité à laquelle il se refusait.

« Des délégués de la Convention nous sont envoyés. Canclaux, général des armées républicaines, Ruelle, représentant du peuple, se présentent d'abord à nous sous les dehors de la bonne foi, de l'humanité, de la sensibilité; ils nous proposent la paix; ils connaissent les causes et les motifs qui nous ont mis les armes à la main, notre amour constant pour le malheureux rejeton de nos rois et notre attachement inviolable pour la religion de nos pères. Ils nous entraînent dans plusieurs conférences secrètes. « Vos vœux sont remplis, nous disent-ils; nous pensons comme vous : nos désirs les plus chers sont les vôtres. Ne travaillez plus isolément; travaillons de concert, et dans six mois au plus nous serons tous au comble de nos vœux. Louis XVII sur le trône, nous ferons disparaître les Jacobins et les maratistes; la monarchie se rétablira sur les ruines de l'anarchie populaire. Vous ajouterez à votre gloire celle d'avoir concouru et aidé immédiatement à cet heureux changement, au bonheur de votre pays et de la France entière. »

« Pour confirmer la bonne foi de l'intention, d'autres représentans, tels que Morisson, Gaudin, Delaunay et autres, se présentent à nous dans les différentes conférences que l'on nous assigne, et auxquelles nous nous faisons un devoir de paraître. Ils nous manifestent les mêmes intentions, nous persuadent qu'elles sont celles de la Convention; « mais que pour y parvenir il faut de la prudence

et de la circonspection; qu'il ne faut pas fronder ouvertement l'opinion publique; et que ce n'est que par degrés qu'on peut parvenir à ce nouvel ordre de choses. Pour preuve de la sincérité de nos intentions et de nos désirs, nous disent-ils encore, vous conserverez vos armes; il ne sera fait sur vous ni sur votre territoire aucune hostilité. Vous ferez en apparence une nouvelle organisation militaire, qui au fond sera la même *sous le nom de garde territoriale*. Nous vous livrerons même une partie des scélérats qui ont incendié et commis les horreurs dont votre malheureux pays a été la victime. Nous vous procurerons la poudre et autres munitions de guerre dont vous pourrez avoir besoin. »

« Alors nous avons senti la joie renaître dans notre cœur; nous avons senti plus vivement encore que nous étions Français. Nous avons cru toucher au moment heureux de voir renaître la douce tranquillité dans ces lieux infortunés que le fer assassin et la flamme avaient épargnés à moitié. Nous avons consenti, quoique avec toute la répugnance possible, à toutes les démonstrations extérieures qu'on a exigées de nous. Nous avons vaincu notre répugnance et fait taire notre ressentiment par les mêmes motifs. Les chefs des insurgés de la Bretagne, de l'Anjou, de la Normandie, du Maine et autres provinces, connus sous le nom de chouans,

ont suivi notre exemple et fait les mêmes sacrifices à leur amour-propre et à leur gloire.

« Déjà nos espérances étaient fondées sur la conduite douce, pacifique et protectrice que l'on tenait à l'égard des Vendéens, qui se félicitaient de voir la ville de Nantes ouverte à leurs besoins, et qui portaient en échange des comestibles bien désirés aux malheureux habitans de cette grande cité. Notre crédulité augmentait encore par l'envoi que nous faisaient le général Canclaux, Ruelle, Morisson, Gaudin, Delaunay et autres des poudres et autres munitions de guerre qu'ils nous avaient promises, et par le passage qu'ils faisaient faire au milieu du pays insurgé, dans les lieux les plus écartés, aux soldats qu'ils voulaient livrer au juste ressentiment d'un peuple irrité des excès commis envers lui.

« Mais quel a été notre étonnement, ou plutôt quelle a été notre indignation, lorsque nous avons vu notre confiance trompée par ces hommes versatiles, de mauvaise foi et toujours aux circonstances; lorsque nous avons vu l'arrestation des chouans incarcérés et livrés à des tribunaux de sang; lorsque nous en avons vu agir de la même manière envers les chefs des Vendéens, désarmer les soldats et cavaliers de nos armées à qui ils avaient eux-mêmes procuré des armes, enlever nos subsistances, commettre des hostilités en tout genre, et rappeler à

grands cris les désordres et les horreurs de la guerre civile; lorsque nous avons appris enfin que le fils infortuné de notre malheureux monarque, notre roi, avait été lâchement empoisonné par cette secte impie et barbare qui, loin d'être anéantie, désole ce malheureux royaume? Qu'avons-nous dû faire alors? ce que l'honneur et notre attachement inviolable au trône et à l'autel nous ont dicté; ce que le peuple même plus irrité que jamais a demandé et désiré: nous avons pris les armes et renouvelé le serment à jamais irréfragable de ne les déposer que lorsque l'héritier présomptif de la couronne de France sera sur le trône de ses pères; que lorsque la religion catholique sera reconnue et fidèlement protégée.

« O Français qui méritez encore ce nom! jugez de notre conduite et de nos sentimens. Ralliez-vous à nous, ou plutôt imitez-nous. Sortez enfin de cette lâche apathie dans laquelle vous languissez depuis si long-temps. Ralliez-vous au centre commun de l'honneur et de la gloire des Français. Cessez d'être en apparence les coupables adhérens de nos ennemis et de servir vos bourreaux. Que l'expérience vous instruise, et préférez une mort glorieuse à une vie à jamais flétrie par le crime!

« *Signé* CHARETTE. »

De l'imprimerie royale de Maulevrier. Clambart, imprimeur.

QUELQUES BULLETINS OFFICIELS DES GÉNÉRAUX AUTRICHIENS SUR LA CAMPAGNE DE 1796.

J'aurais voulu insérer un certain nombre de ces bulletins, pour montrer combien ils s'éloignent relativement aux résultats de ceux des généraux Bonaparte, Moreau et Jourdan; mais ils sont détaillés très minutieusement, et surtout écrits avec la plus grande sécheresse militaire. J'ai dû me borner à choisir quelques uns de ceux qui font le plus sentir l'extrême différence des relations. En voici qui sont relatifs à la première levée du siége de Mantoue et aux batailles de Castiglione et de Lonato, dont mes lecteurs se rappelleront sans doute les détails.

« Il a été reçu aujourd'hui de la part du feld-maréchal comte de Wurmser, de son quartier-général de Castelnuovo, des rapports très satisfaisans, en date du 31 juillet.

« Le 29, date de ce qu'on a publié en dernier lieu, la colonne du lieutenant-feld-maréchal Schottendorf, après qu'il eut jeté un pont de bateaux près de Dolce sur l'Adige, exécuta l'attaque sur Rivoli, et s'empara de ce poste. Le général baron Mitrowski emporta la nuit la Chiusa, sur l'Adige, et fit à cette occasion prisonniers un capitaine avec quatre-vingt-dix hommes; le 30, l'armée se mit en marche sur Cambora : les hauteurs de cet endroit étaient garnies d'une division ennemie (elles sont

de douze à quinze mille hommes). Cette division opposa une résistance opiniâtre à notre attaque, reprise jusqu'à deux fois; enfin, la colonne du lieutenant-feld-maréchal Davidovich la força à abandonner cette position. On prit encore à cette occasion quatre canons, avec quantité de munitions, et l'on fit deux cent cinquante prisonniers. La division du lieutenant-feld-maréchal Mélas se porta sur le chemin de Peschiera pour assurer l'aile droite de l'armée sur le Lago di Garda. L'avant-garde de cette division rencontra l'ennemi près de Calmasino; et, après un combat de trois heures, elle le chassa de la position avantageuse qu'il occupait sur les hauteurs près de cet endroit.

« Le 31 juillet, le feld-maréchal de Wurmser mit en mouvement les deux colonnes des lieutenans-feld-maréchaux Mélas et Davidovich, et marcha sur Castelnuovo. En même temps il fit avancer le général Bajalisch sur Peschiera, pour observer cette forteresse venitienne occupée par l'ennemi. Pendant la marche, le feld-maréchal reçut le rapport officiel que le général Spiegel avait occupé Vérone, et qu'en marchant pour s'en rendre maître il avait fait quatre-vingt-dix prisonniers. Il reçut également de là le rapport du lieutenant-feld-maréchal Meszaros, qu'il se portait en avant vers Legnago sur l'Adige, au-dessous de Vérone. Comme le feld-maréchal put se convaincre par lui-même que l'ennemi faisait marcher des troupes contre le

lieutenant-feld-maréchal Quosdanovich, il envoya les divisions des lieutenans-feld-maréchaux Mélas et Davidovich vers Valeggio, pour menacer l'ennemi à dos : en même temps il donna ordre aux généraux Pittoni, Mitrowski et Spiegel de se porter sur Villafranca et d'y prendre poste, pour tenir en respect l'ennemi qui se montrait près de Roverbello, et qui de là pouvait inquiéter l'aile gauche du feld-maréchal. Le maréchal reçut du lieutenant-colonel Brea le rapport qu'il avait délogé l'ennemi de ce poste, et y avait fait quarante prisonniers. Quelque fatiguées que fussent les troupes, par la nécessité de gravir continuellement contre les hauteurs escarpées, etc., le feld-maréchal les trouva néanmoins trop remplies de bonne volonté, et cette marche trop importante, pour ne point tenter l'extrême, afin de *décider la levée du siége de Mantoue*. . . . .

. . . .

. . . .

« Le général Ott et le général Oczkay, appartenans l'un et l'autre à la colonne du lieutenant-feld-maréchal Quosdanovich, reçurent dès le 29 juillet l'ordre d'attaquer, le premier Salo, le second Corvedo; ils l'exécutèrent tous les deux, chassèrent l'ennemi de ces postes; chacun s'empara d'un canon. Le premier amena quatre cents, le second soixante-quatorze prisonniers. Comme l'ennemi fit à Salo une résistance opiniâtre, on y fit de

part et d'autre une perte assez considérable, quoique celle de l'ennemi surpasse néanmoins de beaucoup la nôtre. A cette occasion, le lieutenant-feld-maréchal Quosdanovich remarqua que les chemins excessivement mauvais par les montagnes avaient rendu sa marche excessivement difficile, et l'avaient beaucoup retardé, les roues des canons et des chariots de munitions s'étant souvent cassées. Il n'en donna pas moins l'assurance que le 30 il s'approcherait de Brescia; et d'après les rapports de bouche que le feld-maréchal a reçus depuis, il doit déjà être en possession de cette place. Le lieutenant-feld-maréchal Meszaros s'avança par Vicence et Legnago, d'où il pénétra plus loin jusqu'au Pô. Lorsque le maréchal de Wurmser parvint le 31 avec l'armée à Castelnuovo, il s'aperçut que les troupes sur les hauteurs au-delà du lac de Garde, près de Salo, étaient engagées avec l'ennemi. Sur la déclaration des prisonniers qu'on amenait successivement, que l'ennemi se renforçait du côté de Brescia, et que son dessein était de tomber avec toutes ses forces sur le lieutenant-feld-maréchal Quosdanovich, le feld-maréchal changea de dessein, et conduisit encore le même jour l'armée sur le Mincio, vers Valeggio; ensuite il fit faire une reconnaissance de l'ennemi; et sur le rapport qu'il reçut, que celui-ci faisait sa retraite, dirigeant néanmoins sa marche de Goito sur Brescia, le feld-maréchal détacha sans perte de temps le général

Liptai à Roverbello; en même temps il fit passer le Mincio à son avant-garde près de Valeggio, et envoya sa cavalerie faire des courses jusqu'à Goito. Le général Liptai n'ayant plus trouvé l'ennemi en avant de Roverbello, envoya ses patrouilles du côté de Mantoue. Le général Pittoni y avait aussi envoyé avec une patrouille le premier lieutenant comte de Khevenhuller qui apporta de la part du commandant de cette forteresse qu'on trouva déjà débloquée, le lieutenant-feld-maréchal comte Canto-d'Yrles, l'avis probable qu'on trouvera ci-après. En attendant, le général Liptai se mit en marche de Roverbello sur Goito, où il arriva le 1er août au soir. Le colonel Piaczech, qui commandait l'avant-garde, perça le 2 août jusqu'à Guidizzolo, et rapporta que l'ennemi avait pris sa direction sur Castiglione della Riviera. Pour inquiéter sans cesse l'ennemi à dos, et pour prêter la main au lieutenant-feld-maréchal Quosdanovich, dans le cas qu'il eût en vue de se jeter sur lui, ainsi que pour empêcher qu'il ne fût obligé d'abandonner Brescia, le feld-maréchal fit marcher le 3, à trois heures du matin, l'armée sur Goito, et porta l'avant-garde jusqu'à Castiglione. Le colonel Weydenfeld eut ordre de cerner Peschiera, pour profiter de chaque moment favorable, en suivant l'ennemi à la piste, et en lui causant toutes les pertes possibles. Le lieutenant-feld-maréchal Meszaros, qui était déjà arrivé à Nogaro, eut ordre de

se porter à Governolo ou Ostillia, sur le Pô, de passer même ce fleuve, afin de presser avec célérité l'ennemi qui paraît faire sa retraite par Plaisance. L'ennemi abandonna cinq canons à Goito, et de tous les côtés on amena des prisonniers qu'on lui avait faits pendant sa retraite. Au départ du major Vincent, le nombre en allait déjà à cinq mille. Le feld-maréchal remarque que, quoique au milieu des mouvemens fatigans et rapides des armées il ne soit pas possible de pourvoir les troupes de tout le nécessaire, elles supportaient néanmoins les difficultés de ces marches avec la meilleure volonté possible et le courage le plus distingué. . . . . .

. . . .

. . . .

« Sur ce qu'on remarqua, le 1er août, une tranquillité extraordinaire dans les lignes ennemies, le comte Canto envoya d'abord quelques patrouilles pour les observer. D'après les rapports qu'on reçut, que l'ennemi avait abandonné les tranchées et tous ses retranchemens ou autres ouvrages devant la place, il fut détaché de la forteresse des détachemens plus nombreux d'infanterie et de cavalerie vers Governolo, Borgoforte et Marmirola. L'ennemi avait abandonné dans les tranchées et dans toutes ses autres lignes son artillerie et ses munitions : sur tous les chemins on trouva les traces d'une fuite précipitée, par le grand nombre de fusils, de bagages et autres effets épars. Ce détachement

amena déjà un colonel, dix officiers et cent soldats blessés. A Governolo, les paysans, secondés par quelques militaires, avaient cerné un détachement de trois cents ennemis, qui fut conduit de là à Mantoue. A Borgoforte l'ennemi avait abandonné tout son parc d'artillerie, d'environ une centaine de pièces de canon, douze chaudrons à bombes du plus grand calibre, des munitions en grande quantité; savoir : quatre-vingts à quatre-vingt-dix mille boulets de canon ou bombes; quarante mille quintaux de plomb, partie en boulets, partie en grosses pièces; une grande quantité de petites armes, épées ou sabres, etc.; quatre bâtimens entièrement chargés de munitions; deux magasins à poudre; beaucoup de bois de construction, et une grande quantité de matériaux nécessaires pour divers travaux. Comme les ponts avaient déjà été rompus, il fut impossible d'emmener le tout. A Saint-Benedetto il a été trouvé une caisse militaire ennemie, sous la garde de quelques Français, mais qui n'étaient plus dans la possibilité de l'emmener : le comte Canto a envoyé une division pour la conduire à Mantoue. Toutes les circonstances confirment l'entière déroute de l'ennemi. »

Du 13 août.

« Suivant un rapport du feld-maréchal de Wurmser, il y a eu, depuis les derniers avantages remportés sur l'ennemi et dont il a rendu compte, plusieurs

combats très opiniâtres, tant près du corps avancé du feld-maréchal que près de la division du lieutenant-feld-maréchal Quosdanovich; combats dans lesquels le bonheur et la perte ont alterné réciproquement. Nous y avons fait un grand nombre de prisonniers, parmi lesquels se trouvent aussi quelques généraux, commissaires, et beaucoup d'officiers: on les a envoyés tous en arrière de notre armée, ainsi que tous les autres faits dans les affaires précédentes, et tout ce dont on s'est emparé sur l'ennemi. Cependant, comme celui-ci avait concentré ses principales forces entre la forteresse venitienne de Peschiera qu'il occupe encore, Lonato et Salo, et par là avait empêché la communication entre le feld-maréchal Wurmser et le lieutenant-feld-maréchal Quosdanovich, qui avait déjà poussé un corps jusqu'à Ponte-San-Marco et vers Monte-Chiaro sur la Chiese; comme d'ailleurs l'ennemi attaqua nos troupes avec impétuosité dans les environs de Salo, et que d'autre part il avait fait avancer un corps de Marcaria vers Castellucio, le lieutenant-feld-maréchal Quosdanovich, pour assurer ses communications, s'est vu obligé de se retirer sur Latrino-Gavardo et Saint-Onato. Le comte Wurmser, de son côté, pour ne point fatiguer les troupes par des combats inutiles et qui ne décidaient de rien, ainsi que pour faciliter sa réunion avec les troupes en marche pour joindre et se rapprocher de ses magasins, se replia avec l'armée

sur l'Adige, attendu que l'attaque du corps principal de l'ennemi, appuyé sur la forteresse de Peschiera, ne lui permettait point de prendre une position avantageuse sur le Mincio. Le feld-maréchal promet un rapport circonstancié de ces événemens. En attendant il se disposait à prendre les mesures les plus propres à se porter de nouveau en avant le plus tôt possible; et Mantoue se trouve rassurée contre le danger d'un nouveau siége, tant par la proximité de l'armée que par le dommage causé à l'ennemi, ainsi que par la perte de son artillerie et de tous ses approvisionnemens. D'ailleurs, nous sommes maîtres de tous les défilés et issues dans la plaine, ainsi que de la rivière d'Adige, ce qui pourra faciliter nos entreprises ultérieures. »

Les autres rapports autrichiens, dont je vais donner quelques extraits, offrent des renseignemens historiques très précieux sur les mouvemens d'armes dans le Tyrol au mois d'avril 1797, c'est-à-dire à l'époque où Bonaparte, après avoir conquis la Styrie et la Carinthie, marchait sur Vienne; ils prouvent que Bonaparte dut être déterminé par les fâcheux événemens du Tyrol à conclure les préliminaires de Léoben.

Bulletin officiel du 10 avril.

« D'après les rapports arrivés du Tyrol, en date du 6 de ce mois, le général-major baron de Laudon

a effectué avec le meilleur succès l'entreprise contre Botzen, contre laquelle il faisait des préparatifs depuis plusieurs jours, avec les troupes sous ses ordres et les habitans du pays levés en masse qui s'étaient réunis à lui. Le 4 au soir, il se rendit maître de cette ville, après que ses troupes eurent été toute la journée en action avec l'ennemi; et le 5 il s'était déjà avancé sur Deutschen et Branzol. L'ennemi abandonna, dans la nuit du 4 au 5, toute la vallée de l'Adige; savoir, Miterwald, Oberau, Unterau : il brûla les deux ponts entre Oberau et Aicha, et se replia avec la plus grande précipitation dans le Pusterthal. Suivant toutes les apparences, l'ennemi aura continué cette retraite par la vallée susdite, sur Valsugana et Ampezzo, ou vers la Carinthie.

« Cette heureuse opération, qui a ranimé le courage des braves et fidèles habitans du Tyrol, et qui a un rapport si intime avec le bien-être de ce pays, a procuré au lieutenant-feld-maréchal de Kerpen l'avantage essentiel de pouvoir faire avancer aussitôt ses avant-postes de Sterzing, et se mettre en marche sur Mauls avec une partie de son corps d'armée. Au départ de ces avis, le général baron de Laudon se disposait à continuer ses mouvemens et à pénétrer par Brixen. A cet effet, et pour causer à l'ennemi le plus de dommages possibles, tous les habitans des différentes vallées et des environs, qui ont cherché jusqu'à présent à se distinguer par leurs efforts patriotiques, ont été invités à se lever en

masse, et l'on attend des nouvelles ultérieures sur l'issue de ce dessein.

« D'après les rapports ultérieurs arrivés aujourd'hui, 11 de ce mois, l'expédition, effectuée avec succès par le général-major baron de Laudon dans le Tyrol, a eu l'heureuse issue qu'on en attendait. Ce général avait continué ses mouvemens.

« Dès le 5, avec énergie, et par une manœuvre des plus habiles, il s'était porté au-delà de Botzen, par le chemin de Gunter-Guntersweg, sur les derrières de l'ennemi : celui-ci, effrayé par la levée en masse d'une foule immense d'habitans animés par le plus vif amour de la patrie, abandonne précipitamment les postes de Clausen et de Seeben qu'il occupait : il fut chassé avec autant de promptitude de Brixen, et fit sa retraite absolue par le Pusterthal : il doit être déjà près de Braunecken.

« Pendant ces heureux progrès, le lieutenant-feld-maréchal baron de Kerpen s'avançait avec son corps sur toute la ligne : il se réunit avec le général baron de Laudon, établit son quartier-général à Brixen, et plaça ses avant-postes à Muhlbach. Le 6, ce général s'était de nouveau porté en avant, afin de chasser entièrement du Pusterthal l'ennemi qui fuyait devant lui, tandis que M. de Laudon ne cesse de lui causer de l'inquiétude vers Trente. L'ennemi a abandonné à Brixen un magasin considérable de farines : il avait jeté dans l'eau une grande quantité d'autres munitions : dans tous les pays évacués par l'ennemi,

la joie des habitans était extrême de s'en voir délivrés; et le zèle patriotique, comprimé pendant quelque temps, s'était réuni de nouveau aux généreux efforts de leurs frères d'armes qui venaient de triompher si glorieusement de l'ennemi. L'on doit citer à cette occasion un trait qui eut lieu dans le combat du 2 avril. Deux habitans du pays, qui étaient tombés entre les mains des Français, avaient déjà obtenu quartier: cependant, malgré cette promesse, ils furent massacrés incontinent: une cruauté aussi perfide transporta de rage leurs frères d'armes; ils se précipitèrent avec fureur sur l'ennemi déjà mis en désordre; ils assommèrent à coups de crosse tout ce qu'ils rencontrèrent, et ils employèrent tous les instrumens qui leur tombaient sous la main pour venger ces deux victimes.

« Suivant des rapports arrivés d'Agram, il a été tiré un cordon depuis la rive droite de la Drave jusqu'à la rive gauche de la Save, pour couvrir les frontières du côté de la Carinthie, et pour donner à l'ennemi de l'inquiétude sur son flanc et sur ses derrières, s'il continuait de s'avancer. La position a été couverte par des retranchemens; et cette chaîne de troupes a été liée avec celle de d'Uskokerberg par Mottling et le long de la Carniole. »

Bulletin officiel du 16 avril.

« Des avis plus récens du Tyrol, datés du 13 de ce mois, donnent à entendre que le général-major

baron Laudon a repris à l'ennemi, après un vif combat, le poste de Lavis, et l'a poursuivi dans sa fuite à plus de mi-chemin de Trente, à laquelle occasion il lui a fait un nombre considérable de prisonniers. Le corps aux ordres du lieutenant-feld-maréchal baron Kerpen est aussi dans un mouvement continuel pour repousser l'ennemi toujours davantage. Le 10 avril, ce corps s'avança de Bruneggen à Niederndorf; sur quoi l'ennemi abandonna précipitamment sa position près de Lintz. Il avait exigé cent mille florins de contribution dans cette ville; et, de cette somme, il en avait déjà arraché vingt-cinq mille, au moment de sa retraite; pour le paiement du reste, il a emmené quatre otages. En évacuant Lintz, l'ennemi a commis dans tous les alentours de la ville beaucoup de pillages et de dévastations; et par là il a donné une nouvelle preuve du peu de sincérité qu'il met à l'observation des manifestes et déclarations qu'il a répandus de tous côtés, pour assurer les bons et loyaux habitans du pays de son intention de les épargner et de les traiter en amis. »

Du même jour 16 avril. « Les avis favorables du Tyrol que nous venons de communiquer aujourd'hui au public, ont été suivis d'autres d'une teneur non moins agréable. Le 10 de ce mois, le général-major baron Laudon a repris possession de Trente: il a fait à cette occasion trois cents prisonniers; il a pris deux canons, beaucoup de caissons, et il a causé

à l'ennemi, complétement battu, une perte très sensible, tandis qu'elle n'a été que peu considérable de notre côté. On donnera le détail de cet événement, ainsi que des suites qu'il a eues. Les habitans armés du pays n'ont encore rien négligé dans cette rencontre pour faire briller leur courage patriotique sous le plus beau jour, pour appuyer l'entreprise du général-major Laudon avec la plus grande énergie. »

Du 17 avril. « Les progrès du général-major baron Laudon avec son corps dans le Tyrol, sont une preuve irréfragable de la valeur tant de ses troupes que de la masse de ses habitans armés qui se sont levés pour le seconder. Suivant un rapport du même général, daté de Trente le 12 de ce mois, et apporté ici par estafette, il a aussi chassé l'ennemi de Roveredo, de Torbole et de Riva, et il a occupé ces endroits : il s'est emparé sur l'ennemi, à cette occasion, de plusieurs magasins à poudre, de douze canons, et il lui a fait quatre cents prisonniers. Suivant les informations qu'il a reçues de ses avant-postes, l'ennemi se repliait sur Rivoli : le général-major baron Laudon assure qu'il tâcherait de profiter, autant que possible, des avantages qu'il venait de remporter, en combinasion avec l'ensemble des opérations. »

LETTRE DE BONAPARTE AU DIRECTOIRE.

« Au quartier-général à Brescia, le 26 thermidor an IV (13 août 1796).

« Je crois utile, citoyens Directeurs, de vous donner mon opinion sur les généraux employés à cette armée. Vous verrez qu'il en est fort peu qui peuvent me servir.

« *Berthier :* talens, activité, courage, caractère, tout pour lui.

« *Augereau :* beaucoup de caractère, de courage, de fermeté, d'activité; a l'habitude de la guerre, est aimé du soldat, heureux dans ses opérations.

« *Masséna :* actif, infatigable; a de l'audace, du coup d'œil et de la promptitude à se décider.

« *Serrurier :* se bat en soldat; ne prend rien sur lui; ferme; n'a pas assez bonne opinion de ses troupes; est malade.

« *Despinois :* mou, sans activité, sans audace, n'a pas l'état de la guerre, n'est pas aimé du soldat, ne se bat pas à sa tête; a d'ailleurs de la hauteur, de l'esprit et des principes politiques sains : bon à commander dans l'intérieur.

« *Sauret :* bon, très bon soldat; pas assez éclairé pour être général; peu heureux.

« *Abatucci* * : pas bon à commander cinquante hommes.

* Vieux général de division, oncle du brave général Abatucci mort au siége d'Huningue, en 1797.

« *Garnier, Meunier, Casabianca :* incapables, pas bons à commander un bataillon dans une guerre aussi active et aussi sérieuse que celle-ci.

« *Macquart :* brave homme, pas de talens, vif.

« *Gauthier :* bon pour un bureau, n'a jamais fait la guerre.

« *Vaubois* et *Sahuguet* étaient employés dans les places ; je viens de les faire venir à l'armée. J'apprendrai à les apprécier. Ils se sont très bien acquittés de ce que je leur ai confié jusqu'ici ; mais l'exemple du général Despinois, qui était très bien à Milan et très mal à la tête de sa division, m'ordonne de juger les hommes d'après leurs actions.

« BONAPARTE. »

LETTRE DE BONAPARTE AU GÉNÉRAL MOREAU.

« Au quartier-général de Milan, le 23 prairial an IV (11 juin 1796).

« Je vous fais passer un million que vous tirerez, sur Bâle, des mains du citoyen Barthélemy, ambassadeur de la République à Gênes, à qui je donne ordre de l'adresser.

« L'armée d'Italie a demandé au Directoire la permission de vous faire passer cet argent, provenant des contributions de guerre, afin de soulager nos frères d'armes de l'armée du Rhin.

« Je suis flatté que cette occasion, etc.

« BONAPARTE. »

LETTRE DE BONAPARTE AU DIRECTOIRE.

« Au quartier-général à Milan, le 11 vendémiaire an V (2 octobre 1796).

« La république de Venise a peur : elle trame avec le roi de Naples et le pape ; elle se fortifie et se retranche dans Venise. De tous les peuples de l'Italie, le Venitien est celui qui nous hait le plus : ils sont tous armés, et il est des cantons dont les habitans sont braves. Leur ministre à Paris leur écrit que l'on s'arme, sans quoi tout est perdu : on ne fera rien de tous ces gens-là, si Mantoue n'est pas pris.

« Le roi de Naples a soixante mille hommes sur pied ; il ne peut être attaqué et détrôné que par dix-huit mille hommes d'infanterie et trois mille de cavalerie. Il serait possible que, de concert avec l'Autriche et Rome, il portât un corps sur Rome et ensuite sur Bologne et Livourne : ce corps pourrait être de quinze mille hommes, et inquiéterait beaucoup l'armée française.

« Le grand-duc de Toscane est absolument nul sous tous les rapports.

« Le duc de Parme se conduit assez bien ; il est nul aussi sous tous les rapports.

« Rome est forte par son fanatisme ; si elle se montre contre nous, elle peut accroître de beaucoup la force du roi de Naples, m'obliger à tenir trois mille hommes de plus sur mes derrières, par

l'inquiétude qu'elle mettrait dans l'esprit de ces peuples : seule, sans Naples, il faudrait deux mille hommes d'infanterie et quinze cents de cavalerie pour la soumettre.

« Si elle arme, le fanatisme lui donne quelque force ; il y aurait du sang de répandu : réunie avec Naples, on ne peut marcher à Rome avec moins de vingt mille hommes d'infanterie et deux mille hommes de cavalerie ; et si l'on voulait aller à Naples, après avoir été à Rome, il faudrait une armée de vingt-quatre mille hommes d'infanterie et de trois mille cinq cents de cavalerie. Je pense que six mille hommes d'infanterie et cinq cents de cavalerie suffiraient pour tenir les États du pape en respect, en s'y conduisant avec adresse et caractère une fois qu'on s'y serait rendu maître.

« Le roi de Sardaigne fomente la rébellion des Barbets. Si Naples et Rome agissent contre nous, il faudra trois mille hommes de plus dans les places du Piémont.

« Si vous persistez à faire la guerre à Rome et à Naples, il faut vingt-cinq mille hommes de renfort, qui joints aux vingt mille nécessaires pour tenir tête à l'empereur, font un renfort de quarante-cinq mille hommes qu'il faudrait. Si vous faites la paix avec Naples, et qu'il n'y ait que Rome, il serait possible, avec les seules forces destinées à tenir tête à l'empereur, de profiter d'un moment favorable pour l'écraser ; il faudrait

compter cependant sur un surcroît de trois mille hommes.

« Je crois que vous ne pouvez faire à la fois, dans la position actuelle de la République, la guerre à Naples et à l'empereur. La paix avec Naples est de toute nécessité : restez avec Rome en état de négociations ou d'armistice, jusqu'au moment de marcher sur cette ville superbe.

« Rome deviendrait très forte de sa réunion avec Naples. Si nous sommes battus sur le Rhin, il nous convient de faire la paix avec Rome et Naples.

« Il est une autre négociation qui devient indispensable : c'est un traité d'alliance avec le Piémont et Gênes. Je voudrais donner Massa et Carrara, les fiefs impériaux, à Gênes, et la faire déclarer contre la coalition.

« Si vous continuez la guerre avec Naples, il me paraît nécessaire de prendre Lucques, et d'y mettre garnison : cette place est forte et bien armée ; elle couvre les états de Gênes, et offre une retraite à la garnison de Livourne.

« Par cette lettre et celle ci-jointe vous connaîtrez parfaitement notre position. Je n'avais jamais compté qu'après avoir détruit, en une campagne, deux armées à l'empereur, il en aurait une plus puissante, et que les deux armées de la République hiverneraient bien loin du Danube : le projet de Trieste et de Naples était fondé sur des suppositions.

« J'ai écrit à Vienne, et ce soir le courrier part dans le même temps que l'armée se porte sur la Brenta.

« Je fais fortifier l'Adda; mais c'est une faible barrière. Je vous le répète : des secours prompts! car l'empereur fait déjà filer ses troupes.

« La négociation avec Rome a été mal conduite; il fallait, avant de l'entamer, qu'elle eût rempli les conditions de l'armistice; l'on pouvait, au moins, attendre quelques jours, et l'on aurait facilement eu les cinq millions du second paiement, dont une partie était déjà arrivée à Rimini. On a montré au pape tous les traités à la fois : il fallait, au contraire, préalablement l'obliger à se prononcer sur le premier article; mais surtout on ne devait pas choisir l'instant où l'armée était dans le Tyrol, et l'on devait avoir à l'appui un corps de troupes à Bologne, qui se serait accru par la renommée. Cela nous coûte dix millions, cinq de denrées, et tous les chefs-d'œuvre d'Italie qu'un simple retard de quelques jours nous aurait donnés.

« Tous ces pays-ci sont si peuplés, et la situation de nos forces est si connue; tout cela est tellement travaillé par l'empereur et par l'Angleterre, que la scène change tous les quinze jours. Si nous ne réussissions pas dans tout ce que nous entreprendrons, je vous prie de croire que ce ne sera pas faute de zèle et d'assiduité.

« BONAPARTE. »

LETTRE DE CACAULT, CHARGÉ D'AFFAIRES EN ITALIE, A BONAPARTE.

« Rome, le 8 brumaire an V (29 octobre 1796).

« On raconte partout à Rome, général, que vous avez été rendre visite au cardinal Mattei à Ferrare, et que vous lui avez dit ne pas comprendre comment Rome ne se pacifiait pas avec la France, et que vous l'avez engagé à venir à Rome en parler au pape; que le cardinal avait désiré que vous lui marquassiez cette intention par écrit, ce que vous lui avez accordé.

« Le cardinal Mattei a vu le pape; il a été en conférence avec M. le cardinal secrétaire d'état, en présence de M. del Vasto.

« Suivant l'étiquette de Rome, un cardinal ne fait de première visite à personne, pas même aux ambassadeurs; mais si celui-ci est venu à Rome pour travailler à la pacification, il doit chercher à me voir et m'en témoigner le premier son désir, ce qui était facile sans déroger à la suprême étiquette. Ce n'est point à moi à rechercher personne dans la situation présente des choses.

« Suivant les intentions que vous m'avez marquées, je dois soutenir l'espérance d'un accommodement et éviter ce qui me mettrait dans la nécessité de partir de Rome. J'ai suivi et je suivrai cette direction, profitant de toutes les occasions pour

arracher le bandeau dont les yeux du pape sont couverts; mais il est toujours si évident qu'on s'obstine à se fourvoyer hors du bon chemin, qu'il me semble qu'on se laissera plutôt tromper de nouveau par des offres de médiation que Naples ne manquera pas de faire, et par ce que les intrigans les plus ardens proposeront, et par ceux qui se fourrent dans les négociations pour en tirer du profit, que de revenir bonnement à M. Azara et à moi, qui avons l'un et l'autre des intentions droites et pures.

« Vous trouverez ci-joint copie du billet que j'ai écrit hier au cardinal secrétaire d'état, en lui envoyant copie des lettres qui annoncent la paix de Naples et les avantages militaires en Allemagne, avec la réponse de ce cardinal : on ne rabaisse en rien le ton très soutenu qu'on a pris.

« Je vous prie d'observer, général, sur la carte géographique de l'État ecclésiastique, combien la nature du pays se prête à la subdivision de cet État en trois républiques : celle de Bologne et Ferrare réunies, celle de Pérouse avec la Romagne, et celle de Rome jusqu'à la Méditerranée. Cela peut se faire en laissant le pape, chef de l'Église universelle, résider, comme prêtre, avec sa cour de prêtres, et comme pontife, où il voudrait, de la manière dont il résidait à Rome avant qu'aucune donation des Français l'eût rendu souverain d'un territoire.

« L'établissement de la liberté et de bonnes républiques depuis Milan jusqu'au royaume de Naples est sans doute ce qui peut le mieux assurer nos intérêts en Italie, pour contenir dans les limites d'un côté le roi de Naples, de l'autre la puissante Allemagne.

« Suivant les registres mortuaires de l'hôpital de la Consolation de Rome, où l'on porte tous les blessés, il a passé dans cet hôpital soixante-quinze mille personnes assassinées de différentes manières à Rome et aux environs, sous le règne du pape actuel : c'est la même chose dans le royaume de Naples et dans tout l'État ecclésiastique. D'après cela seul, jugez du reste du gouvernement, et combien les peuples doivent y être attachés! La superstition seule et un peu de crainte des sbires contiennent dans une apparence d'ordre ces populations aisées à asservir.

« Je pense qu'il ne faudrait songer cet hiver qu'à réunir la légation de Ravenne à celles de Bologne et de Ferrare, et à former un nouvel état du Pérugino, d'Urbin et de la Romagne, laissant de côté la ville de Rome et tout son territoire empesté, jusqu'à la Méditerranée, qu'on dominerait par mer.

« Je souhaite que la situation de nos affaires vous permette encore d'exécuter cette entreprise, et que nous soyons en état de la soutenir. Vous êtes trop sage pour rien commencer qu'on serait obligé d'abandonner ensuite.

« J'apprends avec grand plaisir que l'affaire de Gênes va se terminer ainsi que je l'ai toujours désiré et proposé. La bonne politique est de nous assurer les peuples de l'Italie supérieure, qui valent infiniment mieux que ceux de la partie inférieure.

« A Naples, tout gémit et fléchit sous un terrorisme inquiet. Les ministres étrangers même sont asservis au point de ne pouvoir écrire ni recevoir une lettre qui ne soit pas décachetée; ils n'osent faire venir et donner à lire chez eux, non seulement nos gazettes et celles des pays conquis, mais pas même celle de Florence.

M. del Vasto assure ici qu'il n'est pas possible que la paix de Naples soit signée à Paris; il a envoyé un courrier à sa cour pour demander ce qui en est. Le développement de toute cette affaire est fort comique; mais dans ce pays-ci, le mensonge est monnaie courante; jamais on ne dit un mot de vérité; tout est imposture et erreur, et l'esprit juste, obligé de s'occuper de tant de propos et de discours insidieux et menteurs, se dégoûte et se lasse, et ne peut rester dans la ligne du vrai qu'avec une fatigue continuelle.

« Au moment où ma lettre va partir, j'apprends d'une manière très sûre que les agens de Naples soutiennent ici qu'ils ont, par le retour de leur courrier, l'assurance certaine que sa majesté sicilienne n'a aucune nouvelle que sa paix soit signée à Paris; et que la lettre de Faypoult, publiée par-

tout, qui l'annonce, et que la nouvelle qu'en donnent de Florence Mio et Azara, sont des mensonges. Je ne comprends rien à cet imbroglio.

CACAULT.

TRAITÉ DE PAIX PRÉLIMINAIRE CONCLU A LÉOBEN ENTRE L'AUTRICHE ET LA FRANCE, LE 18 AVRIL 1797, AVEC ONZE ARTICLES SÉPARÉS ET SECRETS.

Articles préliminaires de paix.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, etc., et le Directoire exécutif, au nom de la République française, animés du même désir de mettre fin aux maux de la guerre par une paix prompte, juste et solide, sont convenus des articles préliminaires suivans :

ART. Ier.

Il y aura amitié et bonne intelligence entre S. M. l'Empereur et Roi et la République française : les hostilités entre les deux puissances cesseront à dater d'aujourd'hui.

II.

S. M. l'Empereur et Roi et la République française conserveront entre eux le même cérémonial, quant au rang et aux autres étiquettes, que celui qui était pratiqué entre l'Empereur et la France avant la guerre actuelle.

III.

S. M. l'Empereur et la République française s'engagent à faire tout ce qui sera en leur pouvoir pour contribuer à la tranquillité intérieure des deux États.

IV.

Les deux parties contractantes enverront au plus tôt des plénipotentiaires dans la ville de Berne, pour y traiter et conclure dans l'espace de trois mois, ou plus tôt si faire se peut, la paix définitive entre les autres puissances : à ce congrès seront admis les plénipotentiaires des alliés respectifs, s'ils accèdent à l'invitation qui leur sera faite.

V.

S. M. l'Empereur ayant à cœur que la paix se rétablisse entre l'Empire germanique et la France, et le Directoire exécutif voulant également témoigner à S. M. Impériale son désir d'asseoir ladite paix sur des bases solides et équitables, conviennent d'une cessation d'hostilités entre l'Empire germanique et la France, à commencer d'aujourd'hui : il sera tenu un congrès, formé de plénipotentiaires respectifs, pour y traiter et conclure la paix définitive entre les deux puissances, sur la base de l'intégrité de l'Empire germanique.

VI.

S. M. l'Empereur et Roi renonce à tous ses droits

sur les provinces Belgiques connues sous le nom de Pays-Bas autrichiens, et reconnaît les limites de la France décrétées par les lois de la République française; ladite renonciation est faite aux conditions suivantes :

1°. Que toutes les dettes hypothécaires attachées au sol des pays cédés seront à la charge de la République française;

2°. Que tous les habitans et possesseurs des provinces Belgiques qui voudront sortir du pays, seront tenus de le déclarer trois mois après la publication du traité de paix définitif, et auront le temps de trois ans pour vendre leurs biens meubles et immeubles;

3° Que la République française fournira à la paix définitive un dédommagement équitable à S. M. l'Empereur et Roi, qui soit à sa convenance.

VII.

La République française, de son côté, restituera à S. M. Impériale tout ce qu'elle possède des États héréditaires de la maison d'Autriche non compris sous la dénomination des provinces Belgiques.

VIII.

Les armées françaises évacueront, d'abord après la ratification faite par S. M. Impériale des présens articles préliminaires, les provinces autrichiennes qu'elles occupent; savoir : la Styrie, la Carinthie, le Tyrol, la Carniole et le Frioul.

IX.

Les prisonniers de guerre seront respectivement rendus, après la ratification des préliminaires, aux différens points qui seront désignés de part et d'autre.

Nous soussignés, en vertu des pleins-pouvoirs de S. M. l'Empereur et Roi et de la République française, avons arrêté les présens articles préliminaires de paix, qui resteront secrets jusqu'à ce qu'en soit fait l'échange des ratifications en forme due, dans le terme d'un mois, ou plus tôt si faire se pourra, et qui aura lieu dans la ville d'Udine.

Fait au château d'Eckenwald, près de Léoben, le 18 avril 1797 (29 germinal an v de la République française).

Le marquis DE GALLO.
Le comte DE MERVELD, *général-major*.
BONAPARTE.

Articles préliminaires de paix.

Il est convenu entre S. M. l'Empereur et Roi et la République française, des articles suivans :

ART. Ier.

Que, malgré les dispositions de l'article VII des préliminaires de paix arrêtés entre les puissances contractantes sous la date d'aujourd'hui, S. M. l'Empereur renonce à la partie de ses États en Italie qui se trouve au-delà de la rive droite de l'Oglio et de

la rive droite du Pô, à condition que S. M. Impériale sera dédommagée de cette cession, ainsi que de celles faites par l'article VI des préliminaires, par la partie de la Terre-Ferme venitienne comprise entre l'Oglio, le Pô, la mer Adriatique et ses États héréditaires, ainsi que par la Dalmatie et l'Istrie venitienne; et, par cette acquisition, les engagemens contractés par la République française vis-à-vis S. M. Impériale, par l'art. VI des préliminaires, se trouvent remplis.

II.

La République française renonce, de son côté, à ses droits sur les trois légations de la Romagne, de Ferrare et de Bologne, cédées à la France par le traité de Tolentino, en se réservant cependant la forteresse de Castel-Franco, avec un arrondissement dont le rayon, qui ne pourra pas être moindre de la portée du canon, serait égal à la distance depuis ses murs jusqu'aux confins de l'État de Modène. La partie des États de la République de Venise comprise entre l'Adda, le Pô, l'Oglio, la Valteline et le Tyrol, appartiendra à la République française.

III.

Les deux parties contractantes se réservent et se garantissent l'une à l'autre lesdits États et pays acquis sur la Terre-Ferme venitienne.

IV.

Les trois légations de la Romagne, de Ferrare et

de Bologne, cédées par la République française, seront accordées à la République de Venise en dédommagement de la partie de ses États dont il est parlé dans les trois articles précédens.

V.

S. M. l'Empereur et le Directoire exécutif de la République française se concerteront pour lever tous les obstacles qui pourraient s'opposer à la prompte exécution des articles précédens, et nommeront à cet effet des commissaires ou des plénipotentiaires qui seront chargés de tous les arrangemens convenables à prendre pour se mettre d'accord avec la République de Venise.

VI.

Les forteresses de Palma-Nuova, Mantoue, Peschiera, Porto-Legnago, et les châteaux de Vérone, d'Osopo et de Brescia, occupés actuellement par les troupes françaises, seront remis à S. M. l'Empereur d'abord après l'échange des ratifications du traité de paix définitif, ou plus tôt si cela pouvait s'arranger d'un commun accord.

VII.

Les ouvrages desdites forteresses seront rendus dans l'état où ils se trouvent aujourd'hui; et quant à l'artillerie, les places vénitiennes seront rendues avec celle qu'on y a trouvée au moment de leur

occupation, et la place de Mantoue sera rendue avec cent vingt pièces d'artillerie de siége.

VII.

Les deux puissances contractantes conviennent que la partie des États d'Italie cédée par S. M. l'Empereur et Roi dans le premier des articles secrets, et la partie des États venitiens acquise à la République française par l'article II, formeront désormais une république indépendante.

IX.

S. M. Impériale ne s'oppose point aux arrangemens que la République française a pris avec le sérénissime duc de Modène relativement aux duchés de Modène, Reggio et de Massa Carrara, à condition que la République française se réunira avec S. M. l'Empereur, pour obtenir, à la paix générale et à celle de l'Empire germanique, une compensation équivalente, en faveur dudit duc de Modène et de ses héritiers légitimes.

X.

Les pays respectivement échangés en vertu des articles précédens conserveront leurs priviléges, et les dettes hypothécaires sur eux suivront le territoire, et resteront à la charge des nouveaux possesseurs.

XI.

Tous les habitans desdits pays qui voudront les

quitter seront maîtres de le faire, et devront le déclarer dans l'espace de trois mois de la prise de possession, et il leur sera accordé le terme de trois ans pour vendre leurs biens meubles et immeubles.

Nous soussignés, en vertu des pleins-pouvoirs de S. M. l'Empereur et de la République française, avons signé les présens articles secrets, qui auront la même force que s'ils étaient insérés de mot à mot dans les articles préliminaires, et qui seront ratifiés et échangés en même temps.

Fait au château d'Eckenwald, près de Léoben, le 18 avril 1797 (29 germinal an v de la République française).

Le marquis DE GALLO.
Le comte DE MERVELD, *général-major.*
BONAPARTE.

Note.

La ratification de l'Empereur fut présentée par le marquis de Gallo au général en chef Bonaparte, le 23 avril, au quartier-général de Gratz, afin de commencer de suite l'évacuation des provinces allemandes, ainsi qu'il avait été stipulé par l'article VIII, et l'échange des ratifications des deux puissances se fit formellement à Montebello, près de Milan, le 24 mai de ladite année, entre les deux plénipotentiaires susdits.

On y ajouta un acte de la même date, *sub spe rati*, par lequel on s'engageait de terminer de suite

le traité de paix définitif, pour mettre respectivement chaque partie en possession des pays cédés, et pour rentrer de chaque côté dans ses limites, et on y stipula que le congrès désigné aux articles IV et V serait ouvert d'abord dans la ville de Berne, et que la France y accepterait la médiation de S. M. l'Empereur pour la paix entre elle et les alliés de S. M. Impériale, et l'Empire germanique. Mais le dernier acte n'eut pas son effet, parce que la cour de Vienne l'annula, déclarant de ne vouloir pas signer la paix définitive sans la réunion du congrès de Berne, et le concours simultané de tous les alliés. La négociation se prolongea par conséquent jusqu'à la paix de Campo-Formio, conclue sept mois plus tard, c'est-à-dire le 17 octobre de la même année 1797, dans laquelle la cour de Vienne ne stipula pas moins sans ses alliés, mais avec des conditions bien différentes.

LETTRE DU DIRECTOIRE A BONAPARTE.

« Paris, le 8 vendémiaire an VI (26 septembre 1797).

« Il est trop évident que, si on laisse à l'Empereur Venise, le Frioul, le Padouan, la Terre-Ferme jusqu'aux bords de l'Adige, dont le cours se dessine de manière à le faire entrer dans le cœur de la Lombardie, l'Autriche donnera la main à Naples et à la Toscane, sans parler de l'Istrie et de la Dalmatie, qui, par la convenance et par leur valeur intrinsèque, l'emportent seules de beaucoup

sur la Lombardie même. La République cisalpine, cernée presque de tous côtés par cette puissance vorace, en deviendra bientôt la proie. Loin de pouvoir la maintenir, nous serons expulsés nous-mêmes de toute l'Italie. Nous n'aurons donc pas fait la paix; nous aurons ajourné la guerre; nous aurons fourni à l'Autriche le moyen de nous attaquer avec plus d'avantage; nous aurons traité en vaincus, indépendamment de la honte d'abandonner Venise, que vous croyez vous-même si digne d'être libre. Et ce serait la France qui gratifierait l'Empereur des élémens d'une marine faite pour s'emparer de son commerce du Levant! Combien de fautes nous ferions, et qu'elles seraient graves! que l'Autriche en profiterait! Et que diraient la France et la postérité de nous voir prodiguer à la maison d'Autriche de pareils dédommagemens pour cette Lombardie, qu'il vaudrait cent fois mieux lui rendre que de la payer à ce prix?

« Calculons tout au pis, citoyen général; admettons l'hypothèse que repoussent votre génie et la valeur de votre armée : supposons-nous vaincus et expulsés de l'Italie. Alors, ne cédant qu'à la force et au hasard des armes, notre honneur sera sauf, nous serons demeurés fidèles aux vrais intérêts de la France, et nous n'aurons pas connivé à une perfidie, qui n'aurait point d'excuse, puisqu'elle entraînerait des effets plus sinistres que les chances de guerre les plus défavorables.

« La seule objection qui nous aurait fait balancer, c'était de supposer qu'avec vos forces actuelles vous ne seriez pas en mesure de résister à celles que l'Empereur a eu le temps de rassembler autour de vous. Mais d'abord songez que vos forces seraient moindres encore dans quelques mois, après la paix que nous aurions la honte et l'imprudence de conclure. Songez que ce serait alors que l'Autriche, placée par notre propre fait au sein de l'*Italie*, pourrait nous prendre au dépourvu et nous détruire sans ressource.

« Toute la question se réduit à savoir si nous voulons, si nous devons livrer l'Italie à l'Autriche. Or, le gouvernement français ne le doit et ne le veut pas.

« Ainsi donc, il préfère les chances de la guerre, plutôt que de changer un mot à son *ultimatum*, déjà trop favorable à la maison d'Autriche. En reprenant les armes, il conserve l'honneur et les intérêts de la France; et il ne peut douter que ces puissans motifs n'émeuvent aussi en vous-même, citoyen général, l'amour de la patrie et celui de la gloire, ces deux passions des grands cœurs, qui caractérisent le vôtre.

« Le Directoire exécutif voit bien votre position. Il ne s'abuse pas sur l'état de vos forces; vous ne pouvez guère compter que sur vous-même et votre armée accoutumée à vaincre. Les secours directs du Piémont ne nous conviennent point. La Répu-

blique cisalpine peut enrôler des Piémontais. Vous pouvez exciter les Venitiens, les Dalmates, peut-être même les Hongrois. De leur côté, le Directoire, le Corps législatif, sont disposés à vous aider de tout ce qui sera possible. Vous en verrez la preuve dans la dépêche du ministre, et vous pouvez compter que les yeux du gouvernement vont être constamment fixés sur l'Italie et sur l'Allemagne.

« Le Directoire exécutif aurait voulu sans doute ne point commettre votre gloire à de nouveaux hasards. C'est à regret qu'il s'y résout; mais vous devez juger vous-même, citoyen général, que c'est la patrie qui l'exige : c'est elle qui, par notre voix, vous redemande encore ce que vous avez déjà montré avec tant de succès, de connaissance du caractère du soldat que vous conduisez; activité dans les apprêts, vitesse dans la marche, vivacité dans les attaques, diligence après la victoire. Soyez vous-même enfin, citoyen général, et la France pourra dicter les conditions d'une paix glorieuse et durable. »

TRAITÉ DE PAIX CONCLU A CAMPO-FORMIO, LE 26 VENDÉMIAIRE AN VI (17 OCTOBRE 1797), ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET L'EMPEREUR, ROI DE HONGRIE ET DE BOHÊME.

Sa majesté l'Empereur des Romains et roi de Hongrie et de Bohême, et la République française,

Voulant consolider la paix dont les bases ont

été posées par les préliminaires signés au château d'Eckenwald, près de Léoben, en Styrie, le 18 avril 1797 (29 germinal an v de la République française, une et indivisible), ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : S. M. l'Empereur et Roi, le sieur D. Martius Mastrilli, noble patricien napolitain, marquis de Gallo, chevalier de l'ordre royal de Saint-Janvier, gentilhomme de la chambre de S. M. le roi des Deux-Siciles, et son ambassadeur extraordinaire à la cour de Vienne;

Le sieur Louis, comte du Saint-Empire romain, de Cobenzel, grand'croix de l'ordre royal de Saint-Étienne, chambellan, conseiller d'état intime actuel de sadite Majesté impériale et royale apostolique, et son ambassadeur extraordinaire près S. M. impériale de toutes les Russies;

Le sieur Maximilien, comte de Meerveldt, chevalier de l'ordre Teutonique et de l'ordre militaire de Marie-Thérèse, chambellan et général-major de cavalerie dans les armées de sadite majesté l'Empereur et Roi;

Et le sieur Ignace, baron de Degelmann, ministre plénipotentiaire de sadite Majesté près la République helvétique.

Et la République française, Bonaparte, général en chef de l'armée française en Italie;

Lesquels, après l'échange de leurs pleins-pouvoirs respectifs, ont arrêté les articles suivans :

ART. Ier.

Il y aura à l'avenir, et pour toujours, une paix solide et inviolable entre S. M. l'Empereur des Romains, roi de Hongrie et de Bohême, ses héritiers et successeurs, et la République française. Les parties contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir entre elles et leurs États une parfaite intelligence, sans permettre aucune sorte d'hostilité par terre ou par mer, pour quelque cause ou sous quelque prétexte que ce puisse être; et on évitera soigneusement tout ce qui pourrait altérer à l'avenir l'union heureusement établie. Il ne sera donné aucun secours ou protection, soit directement, soit indirectement, à ceux qui voudraient porter quelque préjudice à l'une ou à l'autre des parties contractantes.

II.

Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité, les parties contractantes feront lever tout séquestre mis sur les biens, droits et revenus des particuliers résidant sur les territoires respectifs et les pays qui y sont réunis, ainsi que des établissemens publics qui y sont situés : elles s'obligent à acquitter tout ce qu'elles peuvent devoir pour fonds à elles prêtés par lesdits particuliers et établissemens publics, et à payer ou rembourser toutes rentes constituées à leur profit sur chacune d'elles.

Le présent article est déclaré commun à la République cisalpine.

III.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, renonce, pour elle et ses successeurs, en faveur de la République française, à tous ses droits et titres sur les ci-devant provinces Belgiques, connues sous le nom de Pays-Bas autrichiens. La République française possédera ces pays à perpétuité, en toute souveraineté et propriété, et avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

IV.

Toutes les dettes hypothéquées avant la guerre sur le sol des pays énoncés dans les articles précédens, et dont les contrats seront revêtus des formalités d'usage, seront à la charge de la République française. Les plénipotentiaires de S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, en remettront l'état, le plus tôt possible, au plénipotentiaire de la République française, et avant l'échange des ratifications, afin que, lors de l'échange, les plénipotentiaires des deux puissances puissent convenir de tous les articles explicatifs ou additionnels au présent article, et les signer.

V.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, consent à ce que la République française possède

en toute souveraineté les îles ci-devant venitiennes du Levant ; savoir : Corfou, Zante, Céphalonie, Sainte-Maure, Cerigo, et autres îles en dépendant, ainsi que Butrinto, Larta, Vonizza, et en général tous les établissemens ci-devant venitiens, en Albanie, qui sont situés plus bas que le golfe de Lodrino.

VI.

La République française consent à ce que S. M. l'Empereur et Roi possède en toute souveraineté et propriété les pays ci-dessous désignés ; savoir : l'Istrie, la Dalmatie, les îles ci-devant venitiennes de l'Adriatique, les bouches du Cattaro, la ville de Venise, les lagunes et les pays compris entre les états héréditaires de S. M. l'Empereur et Roi, la mer Adriatique, et une ligne qui partira du Tyrol, suivra le torrent en avant de la Gardola, traversera le lac de Garda jusqu'à la Cise ; de-là une ligne militaire jusqu'à San-Giacomo, offrant un avantage égal aux deux parties, laquelle sera désignée par des officiers du génie nommés de part et d'autre avant l'échange des ratifications du présent traité. La ligne de limite passera ensuite entre l'Adige à San-Giacomo, suivra la rive gauche de cette rivière jusqu'à l'embouchure du canal Blanc, y compris la partie de Porto-Legnago qui se trouve sur la rive droite de l'Adige, avec l'arrondissement d'un rayon de trois mille toises. La ligne se continuera par la rive gauche du canal Blanc, la rive gauche du

Tartaro, la rive gauche du canal dit la Polisella, jusqu'à son embouchure dans le Pô, et la rive gauche du grand Pô jusqu'à la mer.

VII.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, renonce à perpétuité, pour elle, ses successeurs et ayans-cause, en faveur de la République cisalpine, à tous les droits et titres provenant de ces droits, que sadite Majesté pourrait prétendre sur les pays qu'elle possédait avant la guerre, et qui font maintenant partie de la République cisalpine, laquelle les possédera en toute souveraineté et propriété, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

VIII.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, reconnaît la République cisalpine comme puissance indépendante.

Cette république comprend la ci-devant Lombardie autrichienne, la Bergamasque, le Bressan, le Cremasque, la ville et forteresse de Mantoue, le Mantouan, Peschiera, la partie des états ci-devant venitiens, à l'ouest et au sud de la ligne désignée dans l'article VI, pour la frontière des États de S. M. l'Empereur en Italie; le Modénois, la principauté de Massa et Carrara, et les trois légations de Bologne, Ferrare et la Romagne.

IX.

Dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par

le présent traité, il sera accordé à tous les habitans et propriétaires quelconques, main-levée du séquestre mis sur leurs biens, effets et revenus, à cause de la guerre qui a eu lieu entre S. M. Impériale et Royale et la République française, sans qu'à cet égard ils puissent être inquiétés dans leurs biens ou personnes. Ceux qui à l'avenir voudront cesser d'habiter lesdits pays seront tenus d'en faire la déclaration trois mois après la publication du traité de paix définitif : ils auront le terme de trois ans pour vendre leurs biens-meubles, immeubles, ou en disposer à leur volonté.

X.

Les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, porteront à ceux auxquels ils demeureront les dettes hypothéquées sur leur sol.

XI.

La navigation de la partie des rivières et canaux servant de limites entre les possessions de S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et celles de la République cisalpine, sera libre, sans que l'une ni l'autre puissance puisse y établir aucun péage, ni tenir aucun bâtiment armé en guerre ; ce qui n'exclut pas les précautions nécessaires à la sûreté de la forteresse de Porto-Legnago.

XII.

Toutes ventes ou aliénations faites, tous engage-

mens contractés, soit par les villes ou par le gouvernement ou autorités civiles et administratives des pays ci-devant venitiens, pour l'entretien des armées allemandes et françaises, jusqu'à la date de la signature du présent traité, seront confirmés et regardés comme valides.

XIII.

Les titres domaniaux et archives des différens pays cédés ou échangés par le présent traité, seront remis, dans l'espace de trois mois à dater de l'échange des ratifications, aux puissances qui en auront acquis la propriété. Les plans et cartes des forteresses, villes et pays que les puissances contractantes acquièrent par le présent traité, leur seront fidèlement remis.

Les papiers militaires et registres pris dans la guerre actuelle aux états-majors des armées respectives, seront pareillement rendus.

XIV.

Les deux parties contractantes, également animées du désir d'écarter tout ce qui pourrait nuire à la bonne intelligence heureusement établie entre elles, s'engagent, de la manière la plus solennelle, à contribuer de tout leur pouvoir au maintien de la tranquillité intérieure de leurs États respectifs.

XV.

Il sera conclu incessamment un traité de com-

merce établi sur des bases équitables, et telles qu'elles assurent à S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et à la République française, des avantages égaux à ceux dont jouissent, dans les États respectifs, les nations les plus favorisées.

En attendant, toutes les communications et relations commerciales seront rétablies dans l'état où elles étaient avant la guerre.

XVI.

Aucun habitant de tous les pays occupés par les armées autrichiennes et françaises ne pourra être poursuivi ni recherché, soit dans sa personne, soit dans ses propriétés, à raison de ses opinions politiques ou actions civiles, militaires et commerciales, pendant la guerre qui a eu lieu entre les deux puissances.

XVII.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, ne pourra, conformément aux principes de neutralité, recevoir dans chacun de ses ports, pendant le cours de la présente guerre, plus de six bâtimens armés en guerre, appartenant à chacune des puissances belligérantes.

XVIII.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, s'oblige à céder au duc de Modène, en indemnité des pays que ce prince et ses héritiers avaient en

Italie, le Brisgaw, qu'il possédera aux mêmes conditions que celles en vertu desquelles il possédait le Modénois.

XIX.

Les biens fonciers et personnels non aliénés de leurs altesses royales l'archiduc Charles et l'archiduchesse Christine, qui sont situés dans les pays cédés à la République française, leur seront restitués, à la charge de les vendre dans l'espace de trois mois.

Il en sera de même des biens fonciers et personnels de son altesse royale l'archiduc Ferdinand, dans le territoire de la République cisalpine.

XX.

Il sera tenu à Rastadt un congrès uniquement composé des plénipotentiaires de l'Empire germanique et de ceux de la République française, pour la pacification entre ces puissances. Ce congrès sera ouvert un mois après la signature du présent traité, ou plus tôt s'il est possible.

XXI.

Tous les prisonniers de guerre faits de part et d'autre, et les otages enlevés ou donnés pendant la guerre, qui n'auraient pas été restitués, le seront dans quarante jours à dater de celui de la signature du présent traité.

XXII.

Les contributions, livraisons, fournitures et prestations quelconques de guerre, qui ont eu lieu dans les États respectifs des puissances contractantes, cesseront à dater du jour de l'échange des ratifications du présent traité.

XXIII.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la République française, conserveront entre elles le même cérémonial, quant au rang et aux autres étiquettes, que celui qui a été constamment observé avant la guerre.

Sadite Majesté et la République cisalpine auront entre elles le même cérémonial d'étiquette que celui qui était d'usage entre sadite Majesté et la République de Venise.

XXIV.

Le présent traité de paix est déclaré commun à la République batave.

XXV.

Le présent traité sera ratifié par S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la République française, dans l'espace de trente jours à dater d'aujourd'hui, ou plus tôt si faire se peut; et les actes de ratification, en due forme, seront échangés à Rastadt.

Fait et signé à Campo-Formio, près d'Udine, le

17 octobre 1797 (26 vendémiaire an VI de la République, une et indivisible).

Signés : BONAPARTE ; *le marquis* DE GALLO ; LOUIS, *comte* DE COBENZEL ; *le comte* DE MEERVELDT, *général-major ; le baron* DE DEGELMANN.

Articles secrets ou convention additionnelle du traité de Campo-Formio, du 26 vendémiaire an VI.

ART. Ier.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, consent que les limites de la République française s'étendent jusqu'à la ligne ci-dessous désignée, et s'engage à employer ses bons offices lors de la paix avec l'Empire germanique pour que la République française obtienne cette même ligne ; savoir :

La rive gauche du Rhin, depuis la frontière de la Suisse, au-dessous de Bâle, jusqu'au confluent de la Nette, au-dessus d'Andernach, y compris la tête de pont de Manheim sur la rive gauche du Rhin, et la ville et forteresse de Mayence ; l'une et l'autre rive de la Nette, depuis son embouchure jusqu'à sa source près de Bruch ; de là une ligne passant par Senscherode et Borley jusqu'à Kerpen, et de cette ville à Udelhofen, Blankenheim, Marmagen, Jactenigt, Cale, Gemund, et compris les arrondissemens et banlieues de ces communes ; puis les deux rives de l'Olff jusqu'à son embouchure dans la Roër ; les

deux rives de la Roër, en y comprenant Heimbach, Nideggen, Duren et Juliers, avec leurs arrondissemens et banlieues, ainsi que les villages riverains et leur arrondissement, jusqu'à Limnich; de là une ligne passant Roffems et Thalens, Dalen, Hilas, Padermod, Laterforst, Radenberg, Haversloo, s'il se trouve dans la direction de la ligne, Anderheide, Halderkirchen, Wambach, Herringen et Grobray, avec la ville de Vanloo et son arrondissement: et si, malgré les bons offices de S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, l'Empire germanique ne consentait pas à l'acquisition par la République française de la ligne de limite ci-dessus désignée, S. M. l'Empereur et Roi s'engage formellement à ne fournir à l'armée d'Empire que son contingent, qui ne pourra être employé dans les forteresses, sans que par là il soit porté aucune atteinte à la paix et à l'amitié qui viennent d'être établies entre sadite Majesté et la République française.

II.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, emploiera également ses bons offices lors de la pacification avec l'Empire germanique,

1°. Pour que la navigation du Rhin soit libre pour la République française et les États de l'Empire situés sur la rive droite de ce fleuve, depuis Huningue jusqu'à son entrée dans le territoire de la République batave;

2°. Pour que le possesseur de la partie allemande opposée à l'embouchure de la Moselle ne puisse jamais, ni sous aucun prétexte que ce soit, s'opposer à la libre navigation et sortie des bateaux, barques ou autres bâtimens hors de l'embouchure de cette rivière;

3°. Pour que la République française ait la libre navigation de la Meuse, et que les péages et autres droits qui pourraient se trouver établis depuis Vanloo jusqu'à son entrée dans le territoire batave, soient supprimés.

III.

S. M. I. et R. renonce, pour elle et ses successeurs, en faveur de la République française, à la souveraineté et propriété du comté de Falkenstein et de ses dépendances.

IV.

Les pays que S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, doit posséder en vertu de l'article VI du traité patent définitif signé aujourd'hui, serviront de compensation pour les pays auxquels elle a renoncé par les articles III et VII patens du traité, et par l'article précédent.

Cette renonciation n'a de valeur qu'autant que les troupes de S. M. I. et R. occuperont les pays qu'elle acquiert par l'article susdit.

V.

La République française emploiera ses bons of-

fices pour que S. M. l'Empereur acquière en Allemagne l'archevêché de Salzbourg et la partie du cercle de Bavière située entre l'archevêché de Salzbourg, la rivière de l'Inn et de Salza, et le Tyrol, y compris la ville de Wasserbourg, sur la rive droite de l'Inn, avec l'arrondissement d'un rayon de trois mille toises.

VI.

S. M. I. et R. cédera à la paix de l'Empire, à la République française, la souveraineté et propriété du Frickthal et de tout ce qui appartient à la maison d'Autriche à la rive gauche du Rhin entre Zurzach et Bâle, moyennant qu'à la paix susdite S. M. obtienne une compensation proportionnelle en Allemagne qui soit à sa convenance.

La République française réunira lesdits pays à la République helvétique, moyennant les arrangemens qu'elles pourraient prendre entre elles, sans porter préjudice à S. M. l'Empereur et Roi, ni à l'Empire.

VII.

Il est convenu, entre les deux puissances contractantes, que si lors de la pacification prochaine de l'Empire germanique, la République française fait une acquisition en Allemagne, S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, doit égalementtt y obtenir un équivalent, et réciproquement, si S. M. I. et R. fait une acquisition de cette espèce,

la République française obtiendra un pareil équivalent.

VIII.

Il sera donné une indemnité territoriale au prince de Nassau-Dietz, ci-devant Stadthouder d'Hollande; cette indemnité territoriale ne pourra être prise dans le voisinage des possessions autrichiennes, ni dans celui de la République batave.

IX.

La République française n'a point de difficulté à restituer au roi de Prusse ses possessions sur la rive gauche du Rhin; en conséquence, il ne sera question d'aucune acquisition nouvelle pour le roi de Prusse, ce que les deux puissances contractantes se garantissent mutuellement.

X.

Si le roi de Prusse consent à céder à la République française et à la République batave de petites portions de son territoire qui se trouvent sur la rive gauche de la Meuse, ainsi que l'enclave de Sevenaer et autres possessions vers l'Yssel, S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, emploiera ses bons offices pour rendre praticables lesdites cessions et les faire adopter par l'Empire germanique.

L'inexécution du présent article ne pourra point détruire l'effet de l'article précédent.

XI.

S. M. l'Empereur ne s'oppose pas à l'usage que la République française a fait des fiefs impériaux en faveur de la République ligurienne.

S. M. l'Empereur réunira ses bons offices à ceux de la République française, pour que l'Empire germanique renonce aux droits de suzeraineté qu'il pourrait avoir en Italie, et spécialement sur les pays qui font partie des Républiques cisalpine et ligurienne, ainsi que sur les fiefs impériaux, tels que la Lusignana et tous ceux situés entre la Toscane et les États de Parme, les Républiques ligugurienne et lucquoise, et le ci-devant Modénois, lesquels fiefs feront partie de la République cisalpine.

XII.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la République française, réuniront leurs bons offices lors de la pacification de l'Empire germanique, pour que les différens princes et États de l'Empire qui se trouvent éprouver quelques pertes de territoire et des droits en conséquence des stipulations du présent traité de paix, ou enfin par suite du traité à conclure avec l'Empire germanique, et particulièrement les électeurs de Mayence, de Trèves et de Cologne, l'électeur palatin de Bavière, le duc de Wurtemberg et Teck, le margrave de Bade, le duc de Deux-Ponts, les landgraves de Hesse-Cassel et de Darmstadt, les princes de Nas-

sau-Sarbruck, de Salm-Kyrbourg, Lôwenstein-Wertheim et de Wiedrunkel, et le comte de la Leyen, obtiennent en Allemagne des indemnités convenables, qui seront réglées d'un commun accord avec la République française.

XIII.

Les troupes de S. M. l'Empereur évacueront, vingt jours après l'échange des ratifications du présent traité, la ville et forteresse de Mayence, Ehrenbreistein, Philipsbourg, Manheim, Kônigstein, Ulm et Ingolstadt, ainsi que tout le territoire appartenant à l'Empire germanique, jusqu'à ses États héréditaires.

XIV.

Les présens articles secrets auront la même force que s'ils étaient insérés mot pour mot dans le traité de paix patent signé aujourd'hui.

Ils seront ratifiés à la même époque par les deux parties contractantes, et les actes de ratification en due forme seront échangés à Rastadt.

Fait et signé à Campo-Formio, le 17 octobre 1797, 27 vendémiaire an VI de la République française, une et indivisible.

BONAPARTE; *le marquis* DE GALLO; LOUIS, *comte* DE COBENZEL; *le comte* DE MEERVELDT, *général-major; le baron* DE DEGELMANN.

TABLE
DES SOMMAIRES DE CE VOLUME.

LIVRE PREMIER.

LIVRE SECOND.

LIVRE TROISIÈME.

LIVRE QUATRIÈME.

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME.

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,
RUE DE VAUGIRARD, N° 9.

